



AGVS | UPSA

Auto Gewerbe Verband Schweiz
Union professionnelle suisse de l'automobile
Unione professionale svizzera dell'automobile



Manuel pour la protection de l'environnement dans la branche automobile et les carrosseries

Réalisation : EcoServe International AG, Pulverhausweg 13, 5033 Buchs

2000 / mise à jour : février 2003, décembre 2005, juillet 2008, novembre 2011,
septembre 2015

Modifications apportées lors de la mise à jour 2015 du Manuel de protection de l'environnement

L'ensemble du contenu a été vérifié et complété lors du remaniement. Un nouveau chapitre spécifique à l'entreposage de substances dangereuses a été ajouté.

Ce manuel est actuel au niveau fédéral. Il n'est pas possible de publier tous les écarts ou toutes les exceptions en vigueur au niveau cantonal. Les adresses des autorités d'exécution cantonales ont été actualisées. Nous vous prions de bien vouloir les contacter directement en cas d'incertitudes.

Chapitre 1 : Organisation, tâches et responsabilité

Légères modifications selon les nouvelles dispositions en vigueur.

Chapitre 2 : Eaux à évacuer et liquides pouvant polluer les eaux

Les directives pour les stations-service et les principes d'évacuation des eaux ont été complétés. Un nouveau sous-chapitre explique la différence entre eaux à évacuer et déchets.

Les annexes ont été complétées avec des fiches techniques utiles.

Chapitre 3 : Elimination des déchets

Les changements législatifs prévus en 2016 ont été ajoutés. Des allègements ont été introduits dans la pratique pour l'obligation de remplir les documents de suivi pour les déchets spéciaux. Ils ont été synthétisés. Les dispositions relatives à l'élimination des capteurs TPMS, des amortisseurs à liquide magnétorhéologique, des résidus de filtration et des batteries à lithium sont précisées. Le sous-chapitre consacré aux déchets soumis à contrôle a été complété avec des exemples.

Chapitre 4 : Protection de l'air

Les informations détaillées sur les installations de chauffage ont été réduites de manière significative. Le sous-chapitre consacré aux OCOV a été légèrement modifié pour cause d'actualisation.

Chapitre 5 : Bruit

Légères modifications selon les nouvelles dispositions en vigueur.

Chapitre 6 : Sites contaminés

Légères modifications selon les nouvelles dispositions en vigueur.

Chapitre 7 : Utilisation des produits chimiques dangereux

Ce chapitre a été totalement remanié et restructuré en raison de la nouvelle ordonnance sur les produits chimiques entrée en vigueur en juillet 2015. La fiche de données de sécurité de l'ordonnance sur les produits chimiques est un instrument important pour déclarer les dangers et les mesures de protection nécessaires dans le cadre de l'utilisation de substances dangereuses et en cas d'urgences liées à ces substances. Un nouveau chapitre évoque le contenu et l'intérêt de la fiche de données de sécurité.

Chapitre 8 : Transport de marchandises dangereuses

Changements en fonction de l'actuel ADR/RID 2015.

Chapitre 9 : Liquides frigorigènes

Aucune modification n'a été effectuée.

Chapitre 10 : Entreposage de substances et préparations dangereuses

Ce nouveau chapitre récapitule les bases légales et les mesures garantissant d'un entreposage sûr et conforme à la loi des substances dangereuses. Des mesures pour la protection des personnes et des eaux et contre les incendies et les catastrophes sont notamment expliquées. Une check-list pouvant être utile pour évaluer un entrepôt figure en annexe.

Les principales modifications sont marquées en vert.

Table des matières

Page

Chapitre 1 : La protection de l'environnement dans les établissements de la branche automobile : organisation, tâches et responsabilités

| | | |
|-----------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
| 1.1 | Introduction | 1 |
| 1.2 | Tâches | 1 |
| 1.3 | Les principaux aspects de la protection de l'environnement dans la branche automobile et dans les carrosseries | 2 |
| 1.4 | Organisation | 4 |
| 1.5 | Les contrôles prescrits par la législation | 5 |
| 1.6 | Les coûts et les avantages de la protection de l'environnement | 6 |
| Annexes au chapitre 1 | | |
| 1.A | Liste des lois et des ordonnances fédérales applicables | |
| 1.B | Registre des abréviations | |
| 1.C | Registre des mots clés | |
| 1.D | Modèle Manuel d'exploitation d'un établissement de la branche automobile (avec modèles de rapports pour le contrôle d'exploitation) | |
| 1.E | Inspectorat de l'environnement de l'UPSA | |
| 1.F | Registre des services cantonaux responsables de l'environnement | |
| 1.G | Notices informatives et directives cantonales pour la branche des garages et des carrosseries | |
| 1.H | Sociétés de contrôle de l'UPSA chargées du contrôle d'exploitation dans la branche de l'automobile et du transport | |
| 1.I. | Liste de contrôle pour la préparation d'un contrôle d'exploitation | |

Chapitre 2 : Eaux à évacuer et liquides pouvant polluer les eaux

| | | |
|-----------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| 2.1 | Introduction | 1 |
| 2.2 | Ordonnance fédérale du 28 octobre 1998 (OEaux) sur la protection des eaux | 3 |
| 2.3 | Entreposage et emballage de liquides menaçant les eaux | 4 |
| 2.4 | Mesures organisationnelles et techniques | 5 |
| | Gestion des eaux usées provenant de l'entreprise | |
| 2.4.1 | Situation de départ | 5 |
| 2.4.2 | Quels sont les traitements des eaux polluées que les établissements de la branche automobile et des carrosseries doivent effectuer ? | 6 |
| 2.4.3 | Installations de prétraitement des eaux résiduaires : utilisations, avantages, inconvénients | 8 |
| 2.4.3.1 | Séparateurs d'huiles et d'essence | 8 |
| 2.4.3.2 | Séparateurs par coalescence | 8 |
| 2.4.3.3 | Installations chimiques de séparation des émulsions | 8 |
| 2.4.3.4 | Ultrafiltration | 8 |
| 2.4.3.5 | Absorption à charbons actifs | 9 |
| 2.4.3.6 | Epuration biologique des eaux résiduaires | 9 |
| 2.5 | Déversement d'eaux résiduaires dans une eau ou dans les égouts publics. Exigences générales | 9 |
| 2.6 | Eaux à évacuer ou déchets ? | 12 |
| 2.7 | Liste de contrôle « Eaux à évacuer » | 12 |
| Annexes au chapitre 2 | | |
| 2.A | Classement des liquides de nature à polluer l'eau (état : 9 mars 2009), OFEV | |
| 2.B | Aide à la décision Eaux à évacuer ou déchets (état : 24 juin 2009), VSA | |
| 2.C | Installations de ravitaillement d'huile diesel avec dispositif de ravitaillement manuel, 2011, CEE | |
| 2.D | Installations de ravitaillement d'huile diesel avec dispositif de ravitaillement électrique, 2011, CEE | |
| 2.E | Petit réservoir. Un ou plusieurs petits réservoirs placés chacun dans un bac de rétention en matière plastique ou en métal, 2008, CEE | |
| 2.F | Petit réservoir. Plusieurs petits réservoirs placés dans un seul bac de rétention en matière plastique ou en métal, 2008, CEE | |
| 2.G | Petit réservoir. Plusieurs petits réservoirs placés dans un seul ouvrage de protection en béton, 2008, CEE | |
| | 2.H Petit réservoir ; à deux parois. Réservoir intérieur en polyéthylène Conteneur extérieur en acier galvanisé, 2008, CEE | |

Chapitre 3 : Déchets et déchets spéciaux

| | | |
|-------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| 3.1 | Introduction | 1 |
| 3.2 | Ordonnance sur les mouvements de déchets (OMoD), ordonnance du DETEC concernant les listes pour les mouvements de déchets (LMD) et ordonnance technique du 10 décembre 1990 sur le traitement des déchets (OTD) | 1 |
| 3.3 | Déchets | 2 |
| 3.4 | Autres déchets soumis à contrôle (sc et scd) | 4 |
| 3.4.1 | Mesures organisationnelles et administratives selon l'OMoD et la liste des déchets (LMD) | 4 |
| 3.4.2 | Elimination de pneus usés | 4 |
| 3.4.3 | Elimination d'amortisseurs | 7 |
| 3.4.4 | Elimination d'appareils électriques et électroniques | 7 |
| 3.4.5 | Liste des codes OMoD les plus fréquemment utilisés dans la branche de l'automobile et des carrosseries pour les déchets sc et classification des substances selon ADR/SDR | 8 |
| 3.5 | Déchets spéciaux (ds) | 9 |
| 3.5.1 | Mesures organisationnelles et administratives selon l'OMoD et la liste des déchets (LMD) | 9 |
| 3.5.2 | Liste des codes OMoD les plus fréquemment utilisés et classification des substances selon ADR/SDR | 11 |
| 3.5.3 | Elimination des résidus de filtration des installations de séparation des émulsions | 14 |
| 3.5.4 | Elimination de batteries | 14 |
| 3.5.5 | AdBlue® (solution d'urée) | 15 |
| 3.5.6 | Additifs diesel | 15 |
| 3.6 | Exportation de marchandises d'occasion ou déchets | 15 |
| 3.7 | Liste de contrôle « déchets et déchets spéciaux » | |
| | Annexes au chapitre 3 | |
| 3.A | Opérations d'élimination des déchets spéciaux (documents de suivi) | |
| 3.B | Eliminateurs de pneus usés | |
| 3.C | Services cantonaux chargés de l'attribution des numéros d'identification et des codes selon l'ordonnance sur les mouvements de déchets (OMoD) | |
| 3.D | Exportation de biens de consommation – marchandises d'occasion ou déchets ? OFEV | |

Chapitre 4 : Protection de l'air

| | | |
|-------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---|
| 4.1 | Introduction et origines de la pollution de l'air | 1 |
| 4.2 | Ordonnance fédérale du 16 décembre 1985 sur la protection de l'air (Opair) | 1 |
| 4.3 | Ordonnance fédérale du 12 novembre 1997 sur la taxe d'incitation sur les composés organiques volatils (OCOV) | 3 |
| 4.4 | Les sources d'émissions dans les établissements de la branche automobile et dans les carrosseries : mesures organisationnelles et techniques | 5 |
| 4.4.1 | Atelier | 5 |
| 4.4.2 | Carrosserie | 5 |
| 4.4.3 | Station-service | 6 |
| 4.5 | Liste de contrôle « protection de l'air » | |
| 4.5.1 | Etablissements de la branche automobile en général | |
| 4.5.2 | Atelier | |
| 4.5.3 | Carrosserie et atelier de peinture | |
| 4.5.4 | Station-service | |
| | Annexes au chapitre 4 | |
| 4.A | Inspectorat des stations-service de l'UPSA | |
| 4.B | Recommandation Cercl'Air n° 22 | |

Chapitre 5 : Bruit

| | | |
|-------|--------------------------------------------------------------------------------------------|---|
| 5.1 | Introduction | 1 |
| 5.2 | Ordonnance du 15 décembre 1986 (OPB) sur la protection contre le bruit | 2 |
| 5.2.1 | Concept de la lutte contre le bruit | 2 |
| 5.2.2 | Valeurs limites d'exposition au bruit de l'industrie et des arts et métiers | 3 |
| 5.3 | Sources de bruit dans les établissements de la branche automobile et dans les carrosseries | 5 |
| 5.4 | Mesure de réduction du bruit dans les entreprises | 5 |
| 5.5 | Protections auditives pour les collaborateurs | 6 |
| 5.6 | Valeurs limites et de référence acoustiques de la SUVA | 6 |
| 5.7 | Liste de contrôle « bruit » | |

Chapitre 6 : Sites contaminés

| | | |
|-----------------------|-------------------------------------------------------------------------------|---|
| 6.1 | Origine des sites contaminés - introduction | 1 |
| 6.2 | Qu'est-ce qu'un « site contaminé » ? | 2 |
| 6.3 | Ordonnance du 26 août 1998 sur l'assainissement des sites pollués (OSites) | 3 |
| 6.3.1 | Le cadastre | 3 |
| 6.3.2 | Investigations obligatoires et assainissement | 3 |
| 6.3.3 | Coûts | 5 |
| 6.4 | Les solutions applicables à la branche automobile | 6 |
| 6.5 | Liste de contrôle « sites contaminés » | |
| Annexes au chapitre 6 | | |
| 6.A | Registre des services fédéraux et cantonaux responsables des sites contaminés | |

Chapitre 7 : Législation sur les produits chimiques

| | | |
|-------|--------------------------------------------------------------------------------------------|---|
| 7.1 | Structure du droit des produits chimiques | 1 |
| 7.1.1 | Ordonnance sur la protection contre les substances et les préparations dangereuses (OChim) | 1 |
| 7.1.2 | Règlement CLP | 2 |
| 7.2 | Systèmes de classification et de signalisation | 3 |
| 7.2.1 | Système de classification et de signalisation selon SGH | 3 |
| 7.2.2 | Signalétique orange / noire, l'« ancien » système | 4 |
| 7.3 | La fiche de données de sécurité | 5 |
| 7.3.1 | Objectifs et exigences | 5 |
| 7.3.2 | Contenu de la fiche de données de sécurité | 6 |
| 7.3.3 | Résumé de la fiche de données de sécurité dans un mode d'emploi | 6 |
| 7.4 | Mesures d'organisation dans l'entreprise | 7 |
| 7.5 | La personne de contact | 8 |
| 7.6 | Liste de contrôle sur la législation des produits chimiques | |

Annexes au chapitre 7

| | |
|-----|---------------------------------------------------------------------------------------|
| 7.A | Adresses des services cantonaux responsables du droit des produits chimiques |
| 7.B | Récapitulatif des notices informatives cantonales sur le droit des produits chimiques |

Chapitre 8 : Droit des marchandises dangereuses

| | | |
|-----|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---|
| 8.1 | Introduction | 1 |
| 8.2 | Obligations pour toutes les entreprises selon l'ADR | 1 |
| 8.3 | Les indications de danger selon l'ADR | 2 |
| 8.4 | Le conseiller sécurité (CS) | 5 |
| 8.5 | Trajets d'élimination de déchets spéciaux soumis également aux directives sur les marchandises dangereuses | 4 |
| 8.6 | Liste de contrôle « marchandises dangereuses » | |

Annexes au chapitre 8

| | |
|-----|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 8.A | Adresses des services cantonaux responsables des conseillers à la sécurité pour le transport des marchandises dangereuses |
|-----|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

Chapitre 9 : Liquides frigorigènes

| | | |
|-----|-----------------------------------------|---|
| 9.1 | Utilisation des liquides frigorigènes | 1 |
| 9.2 | Élimination des liquides frigorigènes | 2 |
| 9.3 | Liste de contrôle Liquides frigorigènes | |

10. Chapitre : Entreposage de substances dangereuses

| | | |
|------------------------|--------------------------------------------------------------|---|
| 10.1 | Mesures organisationnelles et techniques | 1 |
| 10.1.1 | Tenir une liste de stock | 1 |
| 10.1.2 | Réglementer l'accès et la responsabilité | 2 |
| 10.1.3 | Signalisation | 2 |
| 10.1.4 | Espace de stockage | 2 |
| 10.1.5 | Installations de stockage | 2 |
| 10.1.6 | Chemins de fuite | 3 |
| 10.1.7 | Dispositif d'urgence | 3 |
| 10.1.8 | Fiche de données de sécurité | 3 |
| 10.2 | Mesures de protection des eaux | 3 |
| 10.3 | Mesures de protection contre les incendies et les explosions | 5 |
| 10.3.1 | Classification des liquides inflammables | 5 |
| 10.3.2 | Murs coupe-feu séparés | 6 |
| 10.3.3 | Ventilation | 7 |
| 10.4 | Protection contre les catastrophes | 7 |
| 10.5 | Liste de contrôle sur l'entreposage | |
| Annexes au chapitre 10 | | |
| 10.A | Modèle de liste de contrôle pour le contrôle de l'entrepôt | |

Chapitre 1 : La protection de l'environnement dans les établissements de la branche automobile : organisation, tâches et responsabilités

1.1 Introduction

Dans une entreprise qui agit de manière responsable, la protection de l'environnement fait partie « intégrante » de toutes ses décisions. La responsabilité suprême du bon fonctionnement d'un établissement appartient toujours à l'exploitant, mais il est évident qu'il ne peut faire face à ses responsabilités – dans une grande entreprise surtout – que s'il en délègue une partie à ses collaborateurs.

Responsabilité

De nos jours, le respect de l'environnement est un des éléments du succès d'une entreprise, surtout dans l'automobile. Cela englobe :

Respect de l'environnement

Respecter les directives légales

Organiser la protection de l'environnement dans l'entreprise

Informier le personnel

Considérer les aspects coûts/avantages des équipements antipollution (acquisition et entretien)

Donner la préférence à des fournisseurs et à des prestataires de services respectueux de l'environnement.

La branche automobile se compose surtout de petites et moyennes entreprises (PME), c'est pourquoi la protection de l'environnement est dans la plupart des entreprises l'affaire du chef. En d'autres termes, le « chef » est son propre « délégué » à l'environnement. Il doit s'assurer que son personnel applique ses directives, que ce soit l'élimination des déchets, le traitement des déchets spéciaux, l'entretien des équipements de protection des eaux ou de l'air, mais aussi pendant les travaux en atelier comme le nettoyage des moteurs, des châssis et des pièces, les travaux de ponçage, de peinture, etc.

La protection de l'environnement est l'affaire du chef

1.2 Tâches

La protection de l'environnement fait partie « intégrante » d'une entreprise disions-nous dans l'introduction. Que voulons-nous dire concrètement ?

Protection intégrée plutôt que solutions au cas par cas

On peut expliquer ce concept à différents niveaux : lorsqu'un patron « intègre » la protection du milieu vital dans son entreprise, c'est qu'il considère l'environnement comme étant indissociable de ses activités ; il donne la priorité aux mesures de prévention, en introduisant par exemple des méthodes de travail plus écologiques, plutôt

que des mesures de dépollution, c'est-à-dire celles qui interviennent en fin de cycle. Les activités industrielles, commerciales, artisanales ne sont pas des « vaches sacrées » auxquelles il serait interdit de toucher !

Au cours de ces dernières années, les mentalités ont évolué, ne serait-ce qu'à cause des coûts. L'élimination des déchets et des déchets spéciaux, pour ne citer que deux exemples, est très coûteuse. Quant à l'entretien des équipements pour le traitement des eaux à évacuer ou pour la protection de l'air, il représente un poste important dans un budget. C'est au niveau des achats que sont posés les premiers jalons en faveur de l'environnement puisqu'il s'agit de penser aux coûts qu'un produit va entraîner jusqu'au moment de son élimination. Cette même réflexion s'applique aussi aux techniques de travail. A cet effet, on ne prendra pas en compte uniquement les coûts directs, mais aussi les coûts subséquents. Dans la branche automobile, ceux-ci touchent surtout les quantités de déchets produits, les rejets polluants dans les eaux à évacuer, les émissions de poussières et de solvants dans l'air, le bruit et la sécurité dans l'entreprise.

Lors de la planification de nouvelles activités, la protection de l'environnement doit être présente dès le début des réflexions. En procédant ainsi, l'exploitant évitera de devoir faire face à des assainissements ultérieurs coûteux.

L'environnement sera pris en compte dès le début du projet

1.3 Les principaux aspects de la protection de l'environnement dans la branche automobile et dans les carrosseries

Ce sont les dispositions légales qui dictent bon nombre de décisions. Le Manuel de l'UPSA pour la protection de l'environnement (ci-après le Manuel) comporte un extrait des principaux articles des législations fédérales et cantonales touchant à l'environnement.

Lois et ordonnances

Le Manuel est structuré selon les domaines spécialisés suivants :

| | |
|--------------------|-----------------------------------------------------------------|
| Chapitre 2 | Eaux à évacuer et stockage de liquides pouvant polluer les eaux |
| Chapitre 3 | Déchets et déchets spéciaux |
| Chapitre 4 | Protection de l'air |
| Chapitre 5 | Bruit |
| Chapitre 6 | Sites contaminés |
| Chapitre 7 | Législation sur les produits chimiques |
| Chapitre 8 | Législation sur les marchandises dangereuses |
| Chapitre 9 | Liquides frigorigènes |
| Chapitre 10 | Entreposage de substances et préparations dangereuses |

Structure du Manuel

Les contenus se basent sur les principales activités pertinentes pour l'environnement, sur les mesures à prendre et les dispositions légales en vigueur dans la branche automobile et le secteur des carrosseries.

Les listes de contrôle permettent à l'exploitant de vérifier si son entreprise fonctionne selon des principes environnementaux. On y décrit les mesures qui doivent être prises ainsi que le niveau technique requis des équipements nécessaires pour respecter les dispositions légales.

Les lois et ordonnances fédérales sont énumérées dans l'annexe 1.A du Manuel. Vous trouverez les directives cantonales dans le chapitre correspondant.

L'annexe au chapitre 1 renferme des documents utiles :

| | | |
|------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------|
| Annexe 1A | Lois et ordonnances fédérales pertinentes | Documents utiles |
| Annexes 1B et 1C | Registre des abréviations et mots clés | |
| Annexe 1D | Proposition de sommaire – Manuel d'exploitation pour la branche automobile et de la carrosserie (avec modèles de rapport pour le contrôle d'exploitation) | |
| Annexe 1E | Informations relatives à l'inspectorat de l'environnement de l'UPSA | |
| Annexe 1F | Registre des services cantonaux responsables de l'environnement | |
| Annexe 1G | Notices informatives et directives cantonales pour la branche des garages et des carrosseries | |
| Annexe 1H | Sociétés de contrôle de l'UPSA chargées du contrôle d'exploitation dans la branche de l'automobile et du transport | |
| Annexe 1I | Liste de contrôle relative à la préparation d'un contrôle d'exploitation | |

Récapitulation des tâches centralisées au niveau de l'organisation et de l'administration

Recenser les lois, ordonnances et directives relatives à la protection de l'environnement et applicables à la branche automobile. Dans ce contexte, il faut tenir compte du fait que les cantons mais aussi les communes (p.ex. pour les déchets) peuvent également promulguer des directives complémentaires.

Recensement central de toutes les directives et décisions relatives à la protection de l'environnement et imposées à l'entreprise par les autorités.

Mettre en place un contrôle d'exploitation pour

- les déchets et les déchets spéciaux
- les eaux résiduaires et le stockage des liquides dangereux
- l'air vicié à évacuer

Récapituler les coûts engendrés par la protection de l'environnement (achats, entretien, élimination).

Etudier les mesures environnementales alternatives

Instruire clairement le personnel de l'entreprise

Sensibiliser à la protection de l'environnement toutes les personnes de l'établissement, à n'importe quel niveau, pour accroître l'acceptation des mesures environnementales.

Effectuer des contrôles réguliers de l'exploitation.

1.4 Organisation

| | |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------|
| <p>Nul n'ignore que les entreprises peuvent être gérées selon les systèmes de l'organisation hiérarchique et/ou fonctionnelle. Les entreprises sont tout à fait libres quant à la place qu'elles donnent, dans leur organigramme, à leur délégué à l'environnement, cette tâche n'étant en Suisse pas liée à une quelconque disposition légale. Il en va de même pour les aptitudes requises de la personne à laquelle le patron confie la protection de l'environnement.</p> | <p>La protection de l'environnement est une fonction hiérarchique</p> |
| <p>Dans la branche automobile, les tâches environnementales sont en général confiées à une fonction de ligne (organisation hiérarchique). Ce ne sont que les grandes entreprises qui confient cette tâche à un cadre ; dans une petite entreprise, c'est plutôt le chef qui s'en préoccupera lui-même. En revanche, s'il en charge un collaborateur, il devrait lui accorder suffisamment de temps pour qu'il puisse la remplir parfaitement et, en plus, parfaire ses connaissances en la matière. Les décisions relatives à des mesures de protection de l'environnement, mais aussi et surtout leur réalisation, exigent la forme écrite.</p> | <p>Instructions écrites</p> |
| <p>Les contacts avec les pouvoirs publics et avec les spécialistes en environnement doivent passer par le chef, ne serait-ce que pour des raisons de responsabilité. A moins d'une violation d'un devoir par une tierce personne, le chef engage sa propre responsabilité.</p> | <p>Responsabilité</p> |
| <p>Un garagiste ou un carrossier ne peut pas remplir toutes les tâches environnementales avec son propre personnel. En cas d'agrandissement de son entreprise ou d'assainissements, il devrait avoir recours à des spécialistes environnementaux. C'est également à des spécialistes ou à des laboratoires qu'il confiera la réalisation de mesures (air à évacuer, eaux résiduaires, bruit). Ces considérations sur les spécialistes externes s'appliquent par analogie à l'étude des sites contaminés.</p> | <p>Collaboration avec des spécialistes étrangers à l'entreprise</p> |
| <p>Aujourd'hui, une entreprise moderne qui accorde à l'environnement toute l'attention voulue ne rejette presque plus d'émissions polluantes, pour autant qu'elle pratique un management environnemental de qualité. L'entreprise a tout intérêt à créer son propre système, ce qui lui permettra d'éviter les surprises désagréables et, ainsi, des conséquences financières pouvant être graves.</p> | <p>Management environnemental</p> |
| <p>Il est recommandé à chaque établissement de créer un manuel d'exploitation où seront rassemblés tous les documents relatifs aux contrôles internes et externes de l'entreprise, à l'élimination des déchets et des déchets spéciaux ainsi qu'aux conditions et aux obligations qui lui sont imposées par les pouvoirs publics. On trouvera un exemple de registre à l'annexe 1.D du présent Manuel.</p> | <p>Manuel d'exploitation</p> |

1.5 Les contrôles prescrits par la législation

La loi sur la protection de l'environnement et celle sur la protection des eaux exigent que les entreprises, leurs appareils et leurs équipements soient contrôlés périodiquement par des firmes habilitées à effectuer de tels contrôles. L'expertise doit permettre d'établir si l'entreprise en question respecte bien toutes les dispositions légales dans les domaines de la protection des eaux, de l'élimination des déchets, du stockage des liquides pouvant polluer les eaux et des produits de vernissage. Base

L'entretien périodique des équipements importants en ce qui concerne l'environnement est capital pour leur durée de vie, mais aussi pour satisfaire aux prescriptions. Néanmoins, seuls des contrôles effectués à intervalles réguliers seront garants du respect de la législation. Dans plusieurs cantons et villes, cette tâche d'exécution est assumée par l'Inspectorat de l'environnement de l'UPSA (IE) sur le modèle de l'Inspectorat des stations-service (voir le point 4.A du présent Manuel). L'inspecteurat donne la possibilité aux propriétaires des stations-service de choisir eux-mêmes l'entreprise à laquelle ils confient ces contrôles **(exception : dans le canton de Bâle-Campagne, les garages sont contrôlés par une seule entreprise déterminée par le canton)**. Il s'agit d'une solution ayant l'avantage de laisser jouer la libre concurrence. Lors d'un contrôle, plusieurs points étant vérifiés simultanément, l'exploitant n'a plus besoin de faire appel à un spécialiste pour chaque domaine. Dans bien des cas, il est possible de coordonner la date des contrôles périodiques avec la certification environnementale (p.ex. selon ISO 14001 ou 14024). Inspectorat de l'environnement

Les autorités cantonales chargées de l'exécution et l'Inspectorat de l'environnement de l'UPSA sont à disposition pour toute question à ce sujet (+41 (0)31 307 15 38).

Aux annexes 1.E et 1.H du Manuel, on trouvera les documents utiles suivants :

| |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Vue d'ensemble de l'organisation des contrôles dans les domaines eaux résiduaires, déchets, entreposage de liquides pouvant polluer les eaux et de produits de vernissage en Suisse (état : juin 2015) . |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

| |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Liste des sociétés habilitées par l'UPSA à effectuer les contrôles requis dans les entreprises de la branche automobile et des transports (état : juin 2015) . |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

1.6 Les coûts et les avantages de la protection de l'environnement

Certes, la protection de l'environnement est coûteuse, mais le garagiste et le carrossier peuvent en retirer un profit certain. Aujourd'hui, la population est parfaitement consciente de l'importance de son environnement. Une entreprise propre et respectueuse de l'environnement éveillera donc la confiance de sa clientèle.

Interdépendance entre l'utilité des mesures de protection de l'environnement et leurs coûts

| AVANTAGES | |
|---------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Clientèle et opinion publique | <ul style="list-style-type: none"> ✓ Bonne image de marque ✓ Confiance ✓ Avantages concurrentiels |
| Banques | <ul style="list-style-type: none"> ✓ Solvabilité ✓ Octroi de crédits ✓ Avantages concurrentiels |
| Autorités | <ul style="list-style-type: none"> ✓ Pas de dépenses surprises en cas de respect de la législation ✓ Pas de procédures juridiques ✓ Confiance |
| Assurances | <ul style="list-style-type: none"> ✓ Primes basses |
| COÛTS | |
| Investissements et entretien des équipements environnementaux | |
| Achat de produits et procédures écologiques | |
| Elimination des déchets et déchets spéciaux | |
| Formation des collaborateurs | |
| Structure du système de contrôle | |

Annexe 1.A

Liste des lois et des ordonnances fédérales applicables

Gesetze und Verordnungen <http://www.admin.ch/ch/d/sr/>

Lois et ordonnances <http://www.admin.ch/ch/f/rs/index.html>

Diritti e ordinanze <http://www.admin.ch/ch/i/rs/>

813 Chemikalien

Produits chimiques

Preparati pericolosi

- 813.1 Bundesgesetz vom 15. Dezember 2000 über den Schutz vor gefährlichen Stoffen und Zubereitungen (Chemikaliengesetz, ChemG)
Loi fédérale du 15 décembre 2000 sur la protection contre les substances et les préparations dangereuses (Loi sur les produits chimiques, LChim)
Legge federale del 15 dicembre 2000 sulla protezione contro le sostanze e i preparati pericolosi (Legge sui prodotti chimici, LPChim)
- 813.11 Verordnung vom 5. Juni 2015 über den Schutz vor gefährlichen Stoffen und Zubereitungen (Chemikalienverordnung, ChemV)
Ordonnance du 5 juin 2015 sur la protection contre les substances et les préparations dangereuses (Ordonnance sur les produits chimiques, OChim)
Ordinanza del 5 giugno 2015 sulla protezione contro le sostanze e i preparati pericolosi (Ordinanza sui prodotti chimici, OPChim)
- 813.113.11 Verordnung des EDI vom 28. Juni 2005 über die Chemikalien-Ansprechperson
Ordonnance du DFI du 28 juin 2005 relative à la personne de contact pour les produits chimiques
Ordinanza del DFI del 28 giugno 2005 concernente la persona di contatto per prodotti chimici
- 813.131.21 Verordnung des EDI vom 28. Juni 2005 über die erforderliche Sachkenntnis zur Abgabe besonders gefährlicher Stoffe und Zubereitungen
Ordonnance du DFI du 28 juin 2005 sur les connaissances techniques requises pour la remise des substances et des préparations particulièrement dangereuses
Ordinanza del DFI del 28 giugno 2005 sulla competenza specifica richiesta per la fornitura di sostanze e preparati particolarmente pericolosi

814 Schutz des ökologischen Gleichgewichts, Protection de l'équilibre écologique, Protezione dell'equilibrio ecologico

814.0 Im allgemeinen, En général, In generale

- 814.01 Bundesgesetz vom 7. Oktober 1983 über den Umweltschutz (Umweltschutzgesetz, USG)
Loi fédérale du 7 octobre 1983 sur la protection de l'environnement (Loi sur la protection de l'environnement, LPE)
Legge federale del 7 ottobre 1983 sulla protezione dell'ambiente (Legge sulla protezione dell'ambiente, LPAmb)
- 814.011 Verordnung vom 19. Oktober 1988 über die Umweltverträglichkeitsprüfung (UVPV)
Ordonnance du 19 octobre 1988 relative à l'étude de l'impact sur l'environnement (OEIE)
Ordinanza del 19 ottobre 1988 concernente l'esame dell'impatto sull'ambiente (OEIA)
- 814.012 Verordnung vom 27. Februar 1991 über den Schutz vor Störfällen (Störfallverordnung, StFV)
Ordonnance du 27 février 1991 sur la protection contre les accidents majeurs (O sur les accidents majeurs, OPAM)
Ordinanza del 27 febbraio 1991 sulla protezione contro gli incidenti rilevanti (OPIR)
- 814.016.41 CO₂-Abgabe; 641.71 Bundesgesetz vom 23. Dezember 2011 über die Reduktion der CO₂-Emissionen (CO₂-Gesetz)
641.711 Verordnung vom 30. November 2012 über die Reduktion der CO₂-Emissionen (CO₂-Verordnung)
Loi sur le CO₂; 641.71 Loi fédérale du 23 décembre 2011 sur la réduction des émissions de CO₂ (Loi sur le CO₂)
641.711 Ordonnance du 30 novembre 2012 sur la réduction des émissions de CO₂ (Ordonnance sur le CO₂)
Legge sul CO₂; 641.71 Legge federale dell' 23 dicembre 2011 sulla riduzione delle emissioni di CO₂ (Legge sul CO₂)
641.711 Ordinanza del 30 novembre 2012 sulla riduzione delle emissioni di CO₂ (Ordinanza sul CO₂)

- 814.017 Verordnung vom 15. Dezember 2006 zum Register über die Freisetzung von Schadstoffen sowie den Transfer von Abfällen und von Schadstoffen in Abwasser (PRTR-V)
Ordonnance du 15 décembre 2006 sur le registre des rejets polluants et des transferts de déchets et de polluants dans les eaux usées (OR RTP)
Ordinanza del 15 dicembre 2006 concernente il registro delle emissioni di sostanze inquinanti e dei trasferimenti di rifiuti e di sostanze inquinanti nelle acque di scarico (OPRTR)
- 814.018 Verordnung vom 12. November 1997 über die Lenkungsabgabe auf flüchtigen organischen Verbindungen (VOCV)
Ordonnance du 12 novembre 1997 sur la taxe d'incitation sur les composés organiques volatils (OCOV)
Ordinanza del 12 novembre 1997 relativa alla tassa d'incentivazione sui composti organici volatili (OCOV)
- 814.018.21 Verordnung vom 15. Februar 2000 über die Abgeltung der Kantone für die Unterstützung des Vollzugs der Verordnung über die Lenkungsabgabe auf flüchtigen organischen Verbindungen
Ordonnance du 15 février 2000 sur l'indemnisation des cantons pour leur contribution à l'exécution de l'ordonnance sur la taxe d'incitation sur les composés organiques volatils
Ordinanza del 15 febbraio 2000 sull'indennità versata ai Cantoni a sostegno dell'esecuzione dell'ordinanza relativa alla tassa d'incentivazione sui composti organici volatili
- 814.019 Verordnung vom 12. November 1997 über die Lenkungsabgabe auf «Heizöl Extraleicht» mit einem Schwefelgehalt von mehr als 0,1 Prozent (HELV)
Ordonnance du 12 novembre 1997 sur la taxe d'incitation sur l'huile de chauffage extra-légère d'une teneur en soufre supérieure à 0,1 pour cent (OHEL)
Ordinanza del 12 novembre 1997 relativa alla tassa d'incentivazione sull'olio da riscaldamento «extra leggero» con un tenore di zolfo superiore allo 0,1 per cento (OHEL)
- 814.020 Verordnung vom 15. Oktober 2003 über die Lenkungsabgabe auf Benzin und Dieselöl mit einem Schwefelgehalt von mehr als 0,001 Prozent (BDSV)
Ordonnance du 15 octobre 2003 sur la taxe d'incitation sur l'essence et l'huile diesel d'une teneur en soufre supérieure à 0,001 % (OEDS)
Ordinanza del 15 ottobre 2003 concernente la tassa d'incentivazione sulla benzina e sull'olio diesel con un tenore di zolfo superiore allo 0,001 per cento (OBDZ)

- 814.1 Schutz des Bodens, Protection du sol, Protezione del suolo**
- 814.12 Verordnung vom 1. Juli 1998 über Belastungen des Bodens (VBBo)
Ordonnance du 1er juillet 1998 sur les atteintes portées aux sols (OSol)
Ordinanza del 1° luglio 1998 contro il deterioramento del suolo (O suolo)
- 814.680 Verordnung vom 26. August 1998 über die Sanierung von belasteten Standorten (Altlasten-Verordnung, AltIV)
Ordonnance du 26 août 1998 sur l'assainissement des sites pollués (Ordonnance sur les sites contaminés, OSC)
Ordinanza del 26 agosto 1998 sul risanamento dei siti inquinati (Ordinanza sui siti contaminati, Ositi)
- 814.681 Verordnung vom 26. September 2008 über die Abgabe zur Sanierung von Altlasten (VASA)
Ordonnance du 26 septembre 2008 relative à la taxe pour l'assainissement des sites contaminés (OTAS)
Ordinanza del 26 settembre 2008 sulla tassa per il risanamento dei siti contaminati (OTaRSI)
- 814.2 Gewässerschutz, Protection des eaux, Protezione delle acque**
- 814.20 Bundesgesetz vom 24. Januar 1991 über den Schutz der Gewässer (Gewässerschutzgesetz, GSchG)
Loi fédérale du 24 janvier 1991 sur la protection des eaux (LEaux)
Legge federale del 24 gennaio 1991 sulla protezione delle acque (LPac)
- 814.201 Gewässerschutzverordnung vom 28. Oktober 1998 (GSchV)
Ordonnance du 28 octobre 1998 sur la protection des eaux (OEaux)
Ordinanza del 28 ottobre 1998 sulla protezione delle acque (OPac)
- 814.274.16 Gewässerschutz bei der Beförderung gefährlicher Güter auf der Strasse 741.621 SDR Art. 12
Protection des eaux dans le transport de marchandises dangereuses par la route 741.621 art. 12
Protezione delle acque nel trasporto delle merci pericolose su strada 741.621 art. 12
- 814.3 Lufthygiene, Protection de l'air, Igiene dell'atmosfera**
- 814.31 Bekämpfung der Luftverunreinigungen, Lutte contre les pollutions atmosphériques, Lotta contro gli inquinamenti atmosferici**
- 814.318.142.1 Luftreinhalte-Verordnung vom 16. Dezember 1985 (LRV)
Ordonnance du 16 décembre 1985 sur la protection de l'air (OPair)
Ordinanza del 16 dicembre 1985 contro l'inquinamento atmosferico (OIAt)

814.4 Lärmbekämpfung, Lutte contre le bruit, Lotta contro i rumori

- 814.41 Lärmschutz-Verordnung vom 15. Dezember 1986 (LSV)
 Ordonnance du 15 décembre 1986 sur la protection contre le bruit (OPB)
 Ordinanza del 15 dicembre 1986 contro l'inquinamento fonico (OIF)

814.6 Abfälle, Déchets, Rifiuti

- 814.600 Technische Verordnung über Abfälle vom 10. Dezember 1990 (TVA)
 Ordonnance du 10 décembre 1990 sur le traitement des déchets (OTD)
 Ordinanza tecnica sui rifiuti, del 10 dicembre 1990 (OTR)
- 814.610 Verordnung vom 22. Juni 2005 über den Verkehr mit Abfällen (VeVA)
 Ordonnance du 22 juin 2005 sur les mouvements de déchets (OMoD)
 Ordinanza del 22 giugno 2005 sul traffico di rifiuti (OTRif)
- 814.610.1 Verordnung des UVEK vom 18. Oktober 2005 über Listen zum Verkehr mit Abfällen (LVA)
 Ordonnance du DETEC du 18 octobre 2005 concernant les listes pour les mouvements de déchets
 Ordinanza del DATEC del 18 ottobre 2005 sulle liste per il traffico di rifiuti
- 814.620 Verordnung vom 14. Januar 1998 über die Rückgabe, die Rücknahme und die Entsorgung elektrischer und elektronischer Geräte (VREG)
 Ordonnance du 14 janvier 1998 sur la restitution, la reprise et l'élimination des appareils électriques et électroniques (OREA)
 Ordinanza del 14 gennaio 1998 concernente la restituzione, la ripresa e lo smaltimento degli apparecchi elettrici ed elettronici (ORSAE)
- 814.670.1 Verordnung vom 29. November 1999 über die Höhe der vorgezogenen Entsorgungsgebühr für Batterien und Akkumulatoren
 Ordonnance du 29 novembre 1999 sur le montant de la taxe d'élimination anticipée pour les piles et les accumulateurs
 Ordinanza del 29 novembre 1999 sull'ammontare della tassa di smaltimento anticipata per pile e accumulatori

814.8 Umweltgefährdende Stoffe, Substances dangereuses pour l'environnement

- 814.81 Verordnung vom 18. Mai 2005 zur Reduktion von Risiken beim Umgang mit bestimmten besonders gefährlichen Stoffen, Zubereitungen und Gegenständen (Chemikalien-Risikoreduktions-Verordnung, ChemRRV)
 Ordonnance du 18 mai 2005 sur la réduction des risques liés à l'utilisation de substances, de préparations et d'objets particulièrement dangereux (Ordonnance sur la réduction des risques liés aux produits chimiques, ORRChim)
 Ordinanza del 18 maggio 2005 concernente la riduzione dei rischi

nell'utilizzazione di determinate sostanze, preparati e oggetti particolarmente pericolosi (Ordinanza sulla riduzione dei rischi inerenti ai prodotti chimici, ORRPChim)

- 814.812.38 Verordnung des UVEK vom 28. Juni 2005 über die Fachbewilligung für den Umgang mit Kältemitteln (VFB-K)
 Ordonnance du DETEC du 28 juin 2005 relative au permis pour l'utilisation de fluides frigorigènes (OPer-FI)
 Ordinanza del DATEC del 28 giugno 2005 concernente l'autorizzazione speciale per l'utilizzazione di prodotti refrigeranti

741.6 Verkehr und Transport gefährlicher Güter auf der Strasse, Transport

- 741.621 Verordnung vom 29. November 2002 über die Beförderung gefährlicher Güter auf der Strasse (SDR)
 Ordonnance du 29 novembre 2002 relative au transport des marchandises dangereuses par route (SDR)
 Ordinanza del 29 novembre 2002 concernente il trasporto di merci pericolose su strada (SDR)

- 741.622 Verordnung vom 15. Juni 2001 über Gefahrgutbeauftragte für die Beförderung gefährlicher Güter auf Strasse, Schiene und Gewässern (Gefahrgutbeauftragtenverordnung, GGBV)
 Ordonnance du 15 juin 2001 sur les conseillers à la sécurité pour le transport de marchandises dangereuses par route, par rail ou par voie navigable (Ordonnance sur les conseillers à la sécurité, OCS)
 Ordinanza del 15 giugno 2001 sugli addetti alla sicurezza per il trasporto di merci pericolose su strada, per ferrovia e per via navigabile (Ordinanza sugli addetti alla sicurezza, OSAS)

- 0.741.621 Europäisches Übereinkommen über die internationale Beförderung gefährlicher Güter auf der Strasse (ADR)

Accord européen relatif au transport international des marchandises dangereuses par route (ADR)

Accordo europeo relativo al trasporto internazionale su strada delle merci pericolose (ADR) e protocollo di firma

Annexe 1.B

Liste des abréviations

Abréviations

| | |
|-----------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| ADR | Accord européen relatif au transport international des matières dangereuses par route |
| ARA | Station publique d'épuration des eaux usées |
| Cercl'Air | Société suisse des responsables de l'hygiène de l'air |
| CESICS | Commission des Experts pour la Sécurité dans l'Industrie Chimique en Suisse |
| COV | Composés organiques volatils |
| ECO-Swiss | Organisation de protection de l'environnement de l'économie suisse |
| ESA | Organisation d'achat de la branche suisse de l'automobile et des véhicules à moteur |
| IE | Inspectorat de l'environnement de l'UPSA |
| ISS | Inspectorat des stations-service de l'UPSA |
| LChim | Loi fédérale sur la protection contre les substances et les préparations dangereuses Loi sur les produits chimiques |
| LEaux | Loi sur la protection des eaux |
| LPE | Loi sur la protection de l'environnement |
| Manuel | Manuel de protection de l'environnement |
| OChim | Ordonnance sur les produits chimiques |
| OCOV | Ordonnance fédérale sur la taxe d'incitation sur les composés organiques volatils |
| OCS | Ordonnance sur les conseillers à la sécurité |
| OEaux | Ordonnance sur la protection des eaux |
| OFCL | Office fédéral des constructions et de la logistique Source des ordonnances et lois fédérales |
| OFEV | Office fédéral de l'environnement (anciennement OFEFP) |
| OMD | Ordonnance du DETEC concernant les listes pour les mouvements de déchets |
| OMoD | Ordonnance sur les mouvements de déchets |
| OPair | Ordonnance sur la protection de l'air |
| OPB | Ordonnance sur la protection contre le bruit |
| OREA | Ordonnance sur la restitution, la reprise et l'élimination des appareils électriques et électroniques |
| ORRChim | Ordonnance sur la réduction des risques liés à l'utilisation de substances, de préparations et d'objets particulièrement dangereux |
| OSites | Ordonnance sur l'assainissement des sites pollués (Ordonnance sur les sites contaminés) |
| OTD | Ordonnance sur le traitement des déchets |
| SDR | Ordonnance relative au transport des marchandises dangereuses par route |
| SECO | Secrétariat d'Etat à l'économie |
| SUVA | Caisse nationale suisse d'assurance en cas d'accidents |
| UIOM | Unité d'incinération d'ordures ménagères |

Annexe 1.C

Liste des mots clés

Liste de mots clés du manuel de protection de l'environnement

| | | | |
|-------------------------------------------------------------------------|------------|-----------------------------------------------------------------------------------|------------|
| Absorption à charbons actifs | Chap. 2 | Liste de contrôle - bruit | Chap. 5 |
| Air à évacuer | Chap. 4 | Liste de contrôle - déchets | Chap. 3 |
| Autres déchets soumis à contrôle | Chap. 3 | Liste de contrôle – eaux à évacuer | Chap. 2 |
| | | Liste de contrôle – protection de l'air | Chap. 4 |
| | | Liste de contrôle – sites contaminés | Chap. 6 |
| Cadastre des sites pollués | Chap. 6 | | |
| Centres communaux de collecte | Chap. 3 | Manuel d'exploitation | Chap. 1 |
| Chauffage | Chap. 4 | Mesures de protection de l'air | Chap. 4 |
| Codes des déchets spéciaux | Chap. 3 | Mesures du bruit | Chap. 5 |
| Conseiller sécurité chargé du transport des marchandises dangereuses | Chap. 8 | | |
| | | Nettoyage des moteurs | Chap. 2 |
| Déchets – définition | Chap. 3 | Nettoyage moteur et châssis | Chap. 2 |
| Déchets - élimination | Chap. 3 | Notices OCOV | Chap. 4 |
| Déchets - liste | Chap. 3 | Numéro d'identification OMoD | Chap. 3 |
| Déchets - services cantonaux | Annexe 3.C | | |
| Déchets - stratégie | Chap. 3 | Obligation de reprise des batteries et accumulateurs | Chap. 3 |
| Déchets ménagers | Chap. 3 | | |
| Dérangement du voisinage - air | Chap. 4 | Places de parc des véhicules | Chap. 2 |
| Dérangement du voisinage - bruit | Chap. 5 | Plafonds – eaux à évacuer | Chap. 2 |
| Désignation des produits chimiques | Chap. 7 | Produits chimiques – personne de contact | Chap. 7 |
| Directives cantonales | Annexe 1.G | Protection auditive | Chap. 5 |
| Directives de stockage des liquides pouvant polluer les eaux | Chap. 2 | Protection des eaux en Suisse | Chap. 2 |
| Documents de suivi OMoD | Annexe 3.A | Protection intégrée de l'environnement | Chap. 1 |
| | | Protection phonique | Chap. 5 |
| Eaux à évacuer - traitement | Chap. 2 | | |
| Eaux à évacuer - volume | Chap. 2 | Recyclage | Chap. 3 |
| Eaux à évacuer non polluées | Chap. 2 | Responsabilité | Chap. 1 |
| Eaux à évacuer polluées | Chap. 2 | | |
| Eliminateurs pour les pneus | Annexe 3.B | Schéma évacuation des eaux | Chap. 2 |
| Élimination - huiles usées | Chap. 3 | Séparateur d'essence | Chap. 2 |
| Élimination acides de batteries | Chap. 3 | Séparateur d'huile | Chap. 2 |
| Élimination appareils électroniques | Chap. 3 | Séparateurs par coalescence | Chap. 2 |
| Élimination batteries | Chap. 3 | Services cantonaux environnementaux | Annexe 1.F |
| Élimination des déchets spéciaux | Annexe 3.A | Services cantonaux pour les déchets | Annexe 3.C |
| Élimination des déchets | Chap. 3 | SGH | Chap. 7 |
| Élimination des filtres à huile | Chap. 3 | Sites contaminés | Chap. 6 |
| Entreprise réception déchets spéciaux | Chap. 3 | Sites pollués | Chap. 6 |
| | | Solutions par branche CFST | Chap. 5 |
| Fenêtres antibruit | Chap. 5 | Solutions par branche Sites contaminés | Chap. 6 |
| | | Solvants | Chap. 4 |
| Hydrocarbures halogénés | Chap. 2 | Sources d'émission - air | Chap. 4 |
| | | Sources d'émission - bruit | Chap. 5 |
| Image de marque | Chap. 1 | Symboles de danger et désignations | Chap. 7 |
| Incinération huiles usées - interdiction | Chap. 4 | | |
| Installations chimiques de séparation des émulsions | Chap. 2 | Tubes fluorescents - élimination | Chap. 3 |
| Installations de combustion | Chap. 4 | | |
| Instructions de service | Chap. 1 | Utilisation des liquides frigorigènes | Chap. 7 |
| Interdiction mélanges déchets | Chap. 3 | | |
| | | Valeur d'alarme bruit | Chap. 5 |
| Lavage de véhicules neufs | Chap. 2 | Valeurs de planification - bruit | Chap. 5 |
| Législation - bruit | Chap. 5 | Valeurs limites – eaux à évacuer | Chap. 2 |
| Législation - déchets | Chap. 3 | Valeurs limites d'émission - air | Chap. 4 |
| Législation – eaux à évacuer | Chap. 2 | Valeurs limites d'exposition au bruit de l'industrie et des arts et métiers | Chap. 5 |
| Législation - produits chimiques | Chap. 7 | Valeurs limites/indicatives - son | Chap. 5 |
| Législation – protection de l'air | Chap. 4 | Vernissage | Chap. 4 |
| Législation – protection des eaux | Chap. 2 | | |
| Législation – sites contaminés | Chap. 6 | | |
| Législation sur les marchandises dangereuses | Chap. 8 | | |

Annexe 1.D

**Proposition d'un sommaire pour le
Manuel d'exploitation pour la Protection de l'environnement
pour la branche automobile et de la carrosserie
avec directives de contrôle d'exploitation**

| | |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| 1. Autorisations, décisions officielles | 1 |
| 2. Plan des égouts publics / schéma d'évacuation des eaux | 2 |
| 3. Rapports sur les contrôles de l'établissement | 3 |
| 3.1 Contrôle Eaux à évacuer et installations de prétraitement | |
| 3.2 Contrôle Emissions | |
| 4. Documents de suivi OMoD, justificatifs d'élimination | 4 |
| 5. Directives internes | 5 |
| 6. Achats de solvants et de produits qui en renferment | 6 |
| • soumis à l'ordonnance sur les COV (taxe d'incitation) | |
| • non soumis à l'ordonnance sur les COV (sans taxe d'incitation) | |
| 7. Achats de matériaux filtrants | 7 |
| 8. Pièces justificatives et rapports sur les révisions des installations de protection de l'environnement (p.ex. installation de séparation des émulsions) | 8 |
| 9. Correspondance avec les autorités et le voisinage | 9 |
| 10. Adresses des entreprises d'élimination, contact au sein des instances cantonales | 10 |
| 11. Divers | 11 |
| | 12 |

Modèle de rapport société
 Contrôle d'exploitation : eaux à évacuer et prétraitement

Rempli le :

Signature :

Eaux à évacuer

| Déversement dans les canalisations | Date du contrôle | Organe de contrôle | Résultat mg/l | Valeur limite respectée oui / non | Mesures |
|--------------------------------------------------------------------|------------------|--------------------|---------------|-----------------------------------|---------|
| Hydrocarbures totaux, mesurés en mg/l (Valeur limite : 20 mg/l) | | | | | |

ou

| Déversement dans les eaux | Date du contrôle | Organe de contrôle | Résultat mg/l | Valeur limite respectée oui / non | Mesures |
|--------------------------------------------------------------------|------------------|--------------------|---------------|-----------------------------------|---------|
| Hydrocarbures totaux, mesurés en mg/l (Valeur limite : 10 mg/l) | | | | | |

Prétraitement des eaux à évacuer

| Séparateurs d'huiles et d'essence | Date du contrôle | Contrôleur | Quantité éliminée Boues (kg) | Transporteur | Eliminateur | Coûts |
|-----------------------------------|------------------|------------|------------------------------|--------------|-------------|-------|
| N°1 | | | | | | |
| N°2 | | | | | | |
| N°3 | | | | | | |
| N°..... | | | | | | |

| Séparateurs à coalescence | Date du contrôle | Contrôleur | Quantité éliminée Boues (kg) | Transporteur | Eliminateur | Coûts |
|---------------------------|------------------|------------|------------------------------|--------------|-------------|-------|
| N°1 | | | | | | |
| N°2 | | | | | | |
| N°3 | | | | | | |
| N°..... | | | | | | |

| Installation chimique de séparation des émulsions | Date du contrôle | Contrôleur | Quantité éliminée Boues (kg) | Transporteur | Eliminateur | Coûts |
|----------------------------------------------------------|-------------------------|-------------------|-------------------------------------|---------------------|--------------------|--------------|
| N°1 | | | | | | |
| N°..... | | | | | | |

| Ultrafiltration | Date du contrôle | Contrôleur | Quantité éliminée Boues (kg) | Transporteur | Eliminateur | Coûts |
|------------------------|-------------------------|-------------------|-------------------------------------|---------------------|--------------------|--------------|
| N°1 | | | | | | |
| N°..... | | | | | | |

| Absorption à charbons actifs | Date du contrôle | Contrôleur | Quantité éliminée Boues (kg) | Transporteur | Eliminateur | Coûts |
|-------------------------------------|-------------------------|-------------------|-------------------------------------|---------------------|--------------------|--------------|
| N°1 | | | | | | |
| N°..... | | | | | | |

| Epuration biologique des eaux résiduaires | Date du contrôle | Contrôleur | Quantité éliminée Boues (kg) | Transporteur | Eliminateur | Coûts |
|--------------------------------------------------|-------------------------|-------------------|-------------------------------------|---------------------|--------------------|--------------|
| N°1 | | | | | | |
| N°..... | | | | | | |

Modèle de rapport société
 Contrôle d'exploitation des émissions

Rempli le :

Signature :

Année :

| | Installation | Date du contrôle | Contrôleur | OPair respecté | | Remarques / Mesures |
|--------------------|--------------|------------------|------------|----------------|-----|---------------------|
| | | | | oui | non | |
| Chauffage | | | | | | |
| Station-service | | | | | | |
| Cabine de peinture | | | | | | |

| Gaz d'échappement des moteurs : contrôle du ventilateur et de l'évacuation des effluents gazeux par le toit | | | |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------|------------|---------------------|
| | Date du contrôle | Contrôleur | Remarques / mesures |
| Aspiration à la source 1 | | | |
| Aspiration à la source 2 | | | |
| Aspiration à la source 3 | | | |
| Aspiration à la source | | | |

Nettoyage avec des solvants : contrôle du fonctionnement

| | Date du contrôle | Contrôleur | Remarques / mesures |
|-----------------------------|-------------------------|-------------------|--------------------------------|
| Installation 1 | | | |
| Installation 2 | | | |
| Installation 3 | | | |
| Installation | | | |

Annexe 1.E

Inspectorat de l'environnement de l'UPSA

Inspectorat de l'environnement de l'UPSA

Aperçu de l'organisation des contrôles dans les secteurs des eaux usées, déchets, entreposage des liquides pouvant polluer les eaux et des atelier de peinture en Suisse (Juin 2015)

| Canton Ville | Office compétent Responsable | Intervall de contrôle (en ordre) | Taxes cantonales | Taxes UPSA + TVA 8 % | Particularités |
|----------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------|------------------|----------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Argovie | Baudepartement des Kt. Aargau Abteilung für Umwelt Sektion Gewässer und Betriebsabwasser Entfelderstrasse 22 (Buchenhof) 5001 Aarau Fax : 062 835 33 69 René Fritschi T 062 835 34 42 rene.fritschi@ag.ch Bruno Mancini T 062 835 34 18 bruno.mancini@ag.ch Peter Rauch T 062 835 34 36 peter.rauch@ag.ch | 2 ans puis 3 ans | CHF 10.-- | CHF 85.-- | Signature du contrat: 15.5.2000 Contrôles: Tous les secteurs |
| Bâle-Ville | Amt für Umwelt und Energie Koordinationsstelle Umweltschutz Hochbergerstrasse 158 Postfach 4019 Basel Fax: 061 639 23 23 Heinz Nyffenegger T 061 639 22 62 heinz.nyffenegger@bs.ch | 2 ans puis 3 ans | CHF 10.-- | CHF 85.-- | Signature du contrat: 06.08.2003 Contrôles: Carrosserie : Tous les secteurs Analyse d'eaux usées prescrite obligatoirement |
| Bâle-Campagne | Amt für Umweltschutz und Energie Rheinstrasse 29 Postfach 4410 Liestal Fax: 061 552 69 84 Roland Metzmeier T 061 552 67 44 roland.metzmeier@bl.ch | Direct 3 ans | CHF 0.-- | CHF 85.-- | Signature du contrat: 08.11.2010 Contrôles: Tous les secteurs |
| Grisons | Amt für Natur und Umwelt Gürtelstrasse 89 7001 Chur Fax: 081 257 21 54 Hermann Felix T 081 257 29 81 hermann.felix@anu.gr.ch | 2 ans puis 3 ans | CHF 10.-- | CHF 85.-- | Signature du contrat: 12.12.2000 Contrôles: - Installations de prétraitement - Déchets spéciaux Analyse d'eaux usées prescrite obligatoirement |
| Genève | Service de l'environnement des entreprises SEN Rue Sainte.Clotilde 23 1211 Genève 8 Case postale 78, 1205 Genève Thierry K'Bourch T 022 388 64 67 thierry.kbourch@etat.ge.ch | Direct 3 ans ISO 5 ans | CHF 0.-- | CHF 85.-- | Signature du contrat 18.06.2012 Contrôles: Tous les secteurs |

| Canton Ville | Office compétent Responsable | Intervall de contrôle (en ordre) | Taxes cantonales | Taxes UPSA + TVA 8 % | Particularités |
|-----------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------|------------------|-------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| St. Gall | Amt für Umweltschutz Sektion Betriebe II Lämmlisbrunnenstrasse 54 9001 St. Gallen Fax: 058 229 21 34 Ennio Fachin T 058 229 20 37 ennio.fachin@sg.ch Christian Geisser T 058 229 42 46 Christian.geisser@sg.ch | 2 ans puis 3 ans | CHF 10.-- | CHF 85.-- | Signature du contrat: 29.6.2000 Contrôles: Tous les secteurs |
| St. Gall Ville | Umweltfachstelle der Stadt St. Gallen Vadianstrasse 6 9001 St. Gallen Fax: 071 224 57 73 Kaspar Leuthold T 071 224 50 14 kaspar.leuthold@stadt.sg.ch | 2 ans puis 3 ans | CHF 10.-- | CHF 85.-- | Signature du contrat: 15.1.2002 Contrôles: Tous les secteurs |
| Schaffhouse | Interkantonales Labor, Gewässerschutzinspektorat Mühlentalstrasse 188 8200 Schaffhausen Fax: 052 624 72 35 Peter Wäspi T 052 632 75 40 peter.waespi@ktsh.ch | 2 ans puis 3 ans | CHF 10.-- | CHF 85.-- | Signature du contrat:: 13.03.2003 Contrôles: Tous les secteurs |
| Soleure | Amt für Umwelt, Abteilung Wasser Werkhofstrasse 5 4509 Solothurn Fax: 032 627 76 96 Rudolf Steiner T 032 627 26 78 rudolf.steiner@bd.so.ch Hansjörg Ryser T 032 627 26 79 hansjoerg.ryser@bd.so.ch | 2 ans puis 3 ans | CHF 10.-- | CHF 85.-- | Signature du contrat: 12.06. 2002 Contrôles: Tous les secteurs |
| Thurgovie | Amt für Umwelt Abt. Abwasser und Anlagensicherheit Bahnhofstrasse 55 8510 Frauenfeld Fax: 052 724 28 48 Marcel Meier T 058 345 51 70 marcel.meier01@tg.ch | 2 ans puis 3 ans | CHF 25.-- | CHF 85.-- | Signature du contrat: 01.12.2008 Contrôles: Tous les secteurs Analyse d'eaux usées prescrite obligatoirement |

| Canton Ville | Office compétent Responsable | Intervall de contrôle (en ordre) | Taxes cantonales | Taxes UPSA + TVA 8 % | Particularités |
|---------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------|--------------------------------------------------------|----------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Valais | Dienststelle für Umweltschutz Rue des Creusets 5 1950 Sion Fax: 027 606 31 54 Daniel Obrist T 027 606 31 50 Daniel.obrist@admin.vs.ch | Direct 3 ans | CHF 10.-- | CHF 85.-- | Signature du contrat: 13.03.2006 Contrôles: Tous les secteurs |
| Vaud | Direction générale de l'environnement (DGE) Service des eaux, sols et assainissement Chemin des Boveresses 155 1066 Epalinges Guilhem Chanson T 021 316 75 64 Guilhem.chanson@vd.ch | Direct 3 Jahre ISO 5 Jahre | CHF 15.-- | CHF 100.— Incl. section | Signature du contrat: 01.05.2015 Contrôles: Tous les secteurs |
| Suisse Central: (LU, NW, OW, SZ, UR, ZG) | Ansprechpartner: Christoph Erni T 041 618 75 02 Amt für Umwelt Nidwalden Stansstaderstrasse 59, PF 1251 6371 Stans christoph.erni@nw.ch Josef Böhnner T 041 228 60 60 Umwelt und Energie Kanton Luzern Libellenrain 15 Postfach 3439 6002 Luzern josef.boebner@lu.ch | 2 ans puis 4 ans LU direct 4 ans | CHF 35.— LU Mehrmann- Betriebe: CHF 75.-- | CHF 85.-- | Signature du contrat: 01.01.2008 Contrôles: Tous les secteurs |
| Zurich Canton | Amt für Abfall, Wasser Energie und Luft AWEL Abteilung AW Walchetor 8090 Zürich Fax: 043 259 39 80 Jörg Cahenzli T 043 259 32 57 Joerg.cahenzli@bd.zh.ch Alfred Steiner T 043 259 32 66 alfred.steiner@bd.zh.ch | 2 ans puis 3 ans | CHF 15.-- | CHF 85.-- | Signature du contrat: 19.5.2000 Contrôles: Tous les secteurs Analyse d'eaux usées prescrite obligatoirement |
| Zurich Ville | Stadt Zürich ERZ Entsorgung + Recycling Zürich Entwässerung Bändlistrasse 108 Postfach 8010 Zürich Fax: 044 645 55 34 Industrielle Abwässer T 044 645 53 07 Marcel Straumann T 044 645 53 77 marcel.straumann@zuerich.ch | 2 ans puis 3 ans | CHF 15.-- | CHF 85.-- | Signature du contrat: 1. Juli 2010 Contrôles: Tous les secteurs Analyse d'eaux usées prescrite obligatoirement |

Annexe 1.F

Liste des services cantonaux responsables de l'environnement

29.06.2015

Umweltschützämter



| | | | |
|----------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Aargau | Abteilung für Umwelt Entfelderstrasse 22 5001 Aarau Telefon 062 835 33 60 Fax 062 835 33 69 | Abteilungsleiter Philippe Baltzer philippe.baltzer@ag.ch Telefon 062 835 33 61 | umwelt.aargau@ag.ch http://www.ag.ch/umwelt |
| Aargau | Abteilung Landschaft und Gewässer Entfelderstrasse 22 5001 Aarau Telefon 062 835 34 50 Fax 062 835 34 59 | Abteilungsleiter Norbert Kräuchi norbert.kraeuchi@ag.ch Telefon 062 835 34 61 | http://www.ag.ch/alg/de/pub/index.php |
| Appenzell Ausser. | Amt für Umwelt Kasernenstr. 17 9102 Herisau Telefon 071 353 65 35 Fax 071 353 65 36 | Leiter Hans Bruderer hans.bruderer@ar.ch Telefon 071 353 65 30 | afu@ar.ch http://www.ar.ch/afu |
| Appenzell Inner. | Amt für Umwelt Gaiserstrasse 8 9050 Appenzell Telefon 071 788 93 41 Fax 071 788 93 59 | Vorsteher Fredy Mark fredy.mark@bud.ai.ch Telefon 0041 71 788 93 45 | info@bud.ai.ch http://www.ai.ch/de/verwaltung/aemter/welcome.php?amt_id=8 |
| Basel-Landschaft | Amt für Umweltschutz und Energie Rheinstrasse 29 4410 Liestal Telefon 061 552 55 05 Fax 061 552 69 84 | Amtsleiter Alberto Isenburg alberto.isenburg@bl.ch Telefon 061 552 55 01 | aue.umwelt@bl.ch http://www.umwelt.bl.ch |
| Basel-Landschaft | Lufthygieneamt beider Basel Rheinstrasse 44 4410 Liestal Telefon 061 552 56 19 Fax 061 552 69 81 | | lufthygieneamt@bl.ch http://www.basler-luft.ch |
| Basel-Stadt | Amt für Umwelt und Energie Hochbergerstrasse 158 Postfach 4019 Basel Telefon 061 639 22 22 Fax 061 639 23 23 | | bdaue@bs.ch http://www.aue.bs.ch |
| Basel-Stadt | Amt für Wald beider Basel Rufsteinweg 4 4410 Liestal Telefon 061 552 56 59 Fax 061 552 69 88 | Kantonsforstingenieur Ueli Meier ueli.meier@bl.ch Telefon 061 552 56 51 | ffb@bl.ch http://www.wald-basel.ch |
| Basel-Stadt | Lufthygieneamt beider Basel Rheinstrasse 44 4410 Liestal Telefon 061 552 56 19 Fax 061 552 69 81 | | lufthygieneamt@bl.ch http://www.basler-luft.ch |
| Bern | Amt für Umweltkoordination und Energie Reiterstrasse 11 3011 Bern Telefon 031 633 36 51 Fax 031 633 36 60 | Amtsvorsteher Ulrich Nyffenegger ulrich.nyffenegger@bve.be.ch Telefon 031 633 36 63 | info.aue@bve.be.ch http://www.be.ch/ae |
| Bern | Amt für Wasser und Abfall Reiterstrasse 11 3011 Bern Telefon 031 633 38 11 Fax 031 633 38 50 | Vorsteher Heinz Habegger heinz.habegger@bve.be.ch Telefon 031 633 38 12 | info.awa@bve.be.ch http://www.be.ch/awa |
| Bern | beco, Immissionsschutz Laupenstrasse 22 3011 Bern Telefon 031 633 57 80 Fax 031 633 57 98 | Vorsteher Gerrit Nejedly gerrit.nejedly@vol.be.ch Telefon 031 633 57 83 | info.luft@vol.be.ch http://www.vol.be.ch/site/home/beco/beco-uns/beco-uns-2-org/beco-uns-2-org-imm.htm |

| | | | |
|---------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Bern | Kantonales Laboratorium, Abteilung Umweltsicherheit Muesmattstr. 19 3012 Bern Telefon 031 633 11 41 Fax 031 633 11 98 | Kontaktperson Stephan Kyburz stephan.kyburz@gef.be.ch Telefon 031 633 11 41 | info.usi.kl@gef.be.ch http://www.be.ch/kl |
| Freiburg | Service de l'environnement Route de la Fonderie 2 1700 Fribourg Telefon 026 305 37 60 Fax 026 305 10 02 | Vorsteher Marc Chardonens marc.chardonens@fr.ch Telefon 026 305 37 50 | sen@fr.ch http://www.fr.ch/sen |
| Genf | Direction générale de l'eau (DGEau) Rue David-Dufour 1 Case postale 206 1211 Genève 8 Telefon 022 546 74 00 Fax 022 546 74 01 | Directeur général Christophe Higy christophe.higy@etat.ge.ch | dgeau@etat.ge.ch http://www.geneve.ch/eau |
| Genf | Direction générale de l'environnement (DGE) Chemin de la Gravière 6 1227 Les Acacias Telefon 022 388 80 01 Fax 022 388 64 59 | Directeur général Daniel Chambaz daniel.chambaz@etat.ge.ch Telefon 022 388 80 01 | http://www.geneve.ch/environnement |
| Glarus | Abteilung Umweltschutz und Energie Kirchstrasse 2 8750 Glarus Telefon 055 646 64 00 Fax 055 646 64 19 | Vorsteher Dr. Jakob Marti jakob.marti@gl.ch Telefon 055 646 64 60 | umweltschutz@gl.ch http://www.gl.ch/xml_1/internet/de/application/d35/d348/f350.cfm |
| Graubünden | Amt für Natur und Umwelt (ANU) Gürtelstr. 89 7001 Chur Telefon 081 257 29 46 Fax 081 257 21 54 | Vorsteher Remo Fehr remo.fehr@anu.gr.ch Telefon 081 257 29 46 | info@anu.gr.ch http://www.anu.gr.ch/ |
| Jura | Office de l'environnement Chemin du Bel'Oiseau 12 2882 St-Ursanne Telefon 032 420 48 00 Fax 032 420 48 11 | Chef d'Office Jacques Gerber jacques.gerber@jura.ch Telefon 032 420 48 02 | secr.env@jura.ch http://www.jura.ch/env |
| Liechtenstein | Amt für Umwelt Postfach 684 9490 Vaduz Telefon +423 236 61 91 Fax +423 236 61 99 | Vorsteher Helmut Kindle helmut.kindle@llv.li Telefon +423 236 61 97 | helmut.kindle@llv.li http://www.afu.llv.li |
| Luzern | Umwelt und Energie (uwe) Libellenrain 15 Postfach 6002 Luzern Telefon 041 228 60 60 Fax 041 228 64 22 | Vorsteher Thomas Joller thomas.joller@lu.ch Telefon 041 228 60 69 | uwe@lu.ch https://uwe.lu.ch/ |
| Neuenburg | Service de l'énergie et de l'environnement Rue du Tombet 24 2034 Peseux Telefon 032 889 67 30 Fax 032 889 62 63 | Chef de service Yves Lehmann yves.lehmann@ne.ch Telefon 032 889 67 30 | sene@ne.ch http://www.ne.ch/sene |
| Nidwalden | Amt für Umwelt Stansstadterstrasse 59 Postfach 1251 6371 Stans Telefon 041 618 75 04 Fax 041 618 75 28 | Vorsteher Dr. Gérald Richner gerald.richner@nw.ch Telefon 041 618 75 01 | afu@nw.ch www.umwelt.nw.ch |
| Obwalden | Amt für Landwirtschaft und Umwelt St. Antonistrasse 4 Postfach 1661 6061 Sarnen Telefon 041 666 63 27 Fax 041 666 62 82 | Abteilungsleiter Dr. Alain Schmutz alain.schmutz@ow.ch Telefon 041 666 63 83 | umwelt@ow.ch http://www.ow.ch/de/verwaltung/aemter/welcome.php?amt_id=166 |

| | | | |
|--------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Schaffhausen | Interkantonales Labor Mühlentalstrasse 188 8200 Schaffhausen Telefon 052 632 74 80 Fax 052 632 74 92 | Vorsteher Kurt Seiler kurt.seiler@ktsh.ch Telefon 052 632 76 66 Stv. Vorsteher Iwan Stössel iwan.stoessel@ktsh.ch Telefon 052 632 70 59 | interkantla@ktsh.ch www.kantlab.ch |
| Schweiz | BAFU Postfach 3003 Bern Telefon 031 322 93 11 Fax 031 322 99 81 | Direktor Bruno Oberle bruno.oberle@bafu.admin.ch Telefon 031 323 09 18 | info@bafu.admin.ch http://www.bafu.admin.ch/ |
| Schwyz | Amt für Umweltschutz Kollegiumstrasse 28 Postfach 2162 6431 Schwyz Telefon 041 819 20 35 Fax 041 819 20 49 | Vorsteher Peter Inhelder Peter.Inhelder@sz.ch Telefon 041 819 20 03 | afu@sz.ch http://www.sz.ch/umwelt/ |
| Solothurn | Amt für Umwelt Greibenhof Werkhofstr. 5 4509 Solothurn Telefon 032 627 24 47 Fax 032 627 76 93 | | afu@bd.so.ch http://www.so.ch/verwaltung/bau-und-justizdepartement/amt-fuer-umwelt/ |
| St. Gallen | Amt für Umwelt und Energie Lämmisbrunnenstrasse 54 9001 St. Gallen Telefon 058 229 30 88 Fax 058 229 39 64 | Amtsleiter Rainer Benz rainer.benz@sg.ch Telefon 058 229 30 09 | info.afu@sg.ch http://www.afu.sg.ch |
| Tessin | Sezione della protezione dell'acqua, dell'aria e del suolo Via Franco Zorzi 13 6500 Bellinzona Telefon 091 814 37 51 Fax 091 814 44 33 | capo sezione Giovanni Bernasconi giovanni.bernasconi@ti.ch Telefon 091 814 28 95 | dt-spaas@ti.ch http://www4.ti.ch/index.php?id=1140 |
| Thurgau | Amt für Umwelt Bahnhofstrasse 55 8510 Frauenfeld Telefon 058 345 51 51 Fax 058 345 52 52 | Vorsteher Beat Baumgartner beat.baumgartner@tg.ch Telefon 058 345 51 50 | umwelt.afu@tg.ch www.umwelt.tg.ch |
| Uri | Amt für Umweltschutz Klausenstrasse 4 6460 Altdorf Telefon 041 875 24 30 Fax 041 875 20 88 | | afu@ur.ch http://ur.ch/afu |
| Waadt | DGE, Direction générale de l'environnement Ch. des Boveresses 155/CP33 1066 Epalinges Telefon 021 316 43 60 Fax 021 316 43 95 | Directeur général Cornelis Neet cornelis.neet@vd.ch Telefon 021 316 44 22 | info.dge@vd.ch http://www.vd.ch/dge |
| Waadt | DGE-DIREN, Direction de l'énergie Ch. des Boveresses 155/CP33 1066 Epalinges Telefon 021 316 44 22 Fax 021 316 43 95 | | info.dge@vd.ch http://www.vd.ch/autorites/departements/dse/environnement/diren-energie/ |
| Waadt | DGE-DIREV, Direction de l'environnement industriel, urbain et rural Ch. des Boveresses 155/CP33 1066 Epalinges Telefon 021 316 43 60 Fax 021 316 43 95 | Directeur Sylvain Rodriguez sylvain.rodriquez@vd.ch Telefon 021 316 43 60 | info.dge@vd.ch http://www.vd.ch/autorites/departements/dse/environnement/direv-environnement/ |

| | | | |
|--------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Waadt | DGE-DIRNA, Direction des ressources et du patrimoine naturels Rue du Valentin 10 1014 Lausanne Telefon 021 316 75 01 Fax 021 316 75 12 | | info.dge@vd.ch http://www.vd.ch/autorites/departements/dse/environnement/dirna-ressources-et-nature/ |
| Wallis | Service de la protection de l'environnement Rue des Creusets 5 1951 Sion Telefon 027 606 31 50 Fax 027 606 31 54 | Chef de service Cédric Arnold cedric.arnold@admin.vs.ch Telefon 027 606 31 55 | http://www.vs.ch/navig/navig.asp?MenuID=1943 |
| Zug | Amt für Umweltschutz Aabachstrasse 5 Postfach 6301 Zug Telefon 041 728 53 70 Fax 041 728 53 79 | Amtsleiter Rainer Kistler rainer.kistler@zg.ch Telefon 041 728 53 71 | info.afu@zg.ch http://www.zug.ch/behoerden/audirektion/amt-fur-umweltschutz |
| Zürich | AWEL Amt für Abfall, Wasser, Energie und Luft Walcheplatz 2 Postfach 8090 Zürich Telefon 043 259 32 02 Fax 043 259 32 69 | Amtschef Dr. Jürg Suter juerg.suter@bd.zh.ch Telefon 043 259 32 01 | awel@bd.zh.ch http://www.awel.zh.ch |
| Zürich | Generalsekretariat Baudirektion BAKU Koordinationsstelle für Umweltschutz Walcheplatz 2 Postfach 8090 Zürich Telefon 043 259 24 17 Fax 043 259 51 26 | Abteilungsleiter Pirmin Knecht pirmin.knecht@bd.zh.ch Telefon 043 259 49 01 | kofu@bd.zh.ch www.umweltschutz.zh.ch |

Annexe 1.G

**Notices informatives et directives cantonales
pour la branche des garages et des carrosseries**

Kantonale Vorschriften, Richtlinien und Empfehlungen

Prescriptions, directives et recommandations cantonales

Prescrizioni e indicazioni cantonali

- AG** Merkblatt Umweltschutz im Auto- und Transportgewerbe (2010)
 Weisung vom 1. Dezember 2008, Kontrolle des Auto- und Transportgewerbes (2008)
 Merkblatt «Altlasten» Bauen auf Altlasten und belasteten Standorten (2015)
 Fragebogen Auto- und Transportgewerbe, Selbstdeklaration zur Beurteilung der Umweltrelevanz (2009)
 Weisung zur Kontrolle von Abwasservorbehandlungsanlagen in Industrie und Gewerbe (2013)
 Vollzugshilfe Lagerung und Beseitigung ausgedienter Fahrzeuge und Fahrzeugteile (2013)
 Altlastenbearbeitung: Checkliste für die Erstellung eines Schluss- bzw. Sanierungsberichts (2014)
- AR** Merkblatt Anforderungen an Fahrzeugabstellplätze (2009)
 Richtlinie Garagen und Abstellflächen für Motorfahrzeuge (2006)
 Merkblatt Gebindelager (2013)
- BE** Allgemeine Gewässerschutzvorschriften für Garagen- und Transportbetriebe (2007)
 Information über die Lagerung von wassergefährdenden Flüssigkeiten im Kanton Bern (2013)
 Weisungen über Kontrolle, Wartung und Unterhalt von Abwasseranlagen (2009)
- FR** Lagerung von Fahrzeugen (2011)
 Allgemeine Gewässerschutzrichtlinien für Automobil- und Transportbetriebe (2008)
- GE** **Carnet de route (2008)**
- GR** Einlageblatt, Überkantonales Merkblatt (2010)
[Inserto al promemoria sulle imprese automobilistiche e di trasporto \(2010\)](#)
 Merkblatt AGVS über die Durchführung der periodischen Kontrolle von Vorbehandlungsanlagen durch das Umwelt-Inspektorat (2005)
 Wegweiser Abwasser (2010)
- JU** **Instruction pratiques relatives aux établissements de la branche automobile et entreprises assimilées (2008)**
Evacuation des eaux des biens-fonds industriels ou artisanaux (2013)
- NE** **Directives cantonales: Mesures de protection de l'environnement à appliquer aux établissements de la branche automobile (2013)**
- SG** Merkblatt: Abwasservorbehandlung Auto-, Transport- und anverwandtes Gewerbe (2009)
 Umweltschutzmassnahmen bei Lackierarbeiten (2013)
 Entsorgung von Sonderabfällen nach der Verordnung über den Verkehr mit Abfällen (VeVA) (2009)
 Vollzugshilfe für Altfahrzeuge und Lager-/Abstellplätze (2012)
 Merkblatt Umweltschutz Auto- und Transportgewerbe (2013)

- SO** Altauto Lagerung und Beseitigung (2011)
 - Transport von Altbatterien (2011)
 - Lagerung und Entsorgung von Altreifen (2011)
 - Lagerung von wassergefährdenden Flüssigkeiten in Gebinden (2012)

- TG** Tankstellen Umschlagplatz Entwässerung (2006)
 - Wartung von Abwasservorbehandlungsanlagen (2007)

- VD** Directive cantonale: Gestion des eaux et des déchets branche automobile (2012)

- ZH** Merkblatt Handelsplätze (2010)
 - Merkblatt Lagerung und Behandlung von Altreifen (2013)
 - Merkblatt „Biologische Abwasserreinigungsverfahren“ (2008)
 - Merkblatt Lagerung und Export von Fahrzeugen (2015)

Für mehrere Kantone relevant sind folgende Dokumente

Les notices d'information suivantes s'appliquent pour plusieurs cantons

Per diversi cantoni le seguenti schede sono rilevanti

Tankstellenentwässerung für Ethanol enthaltende Treibstoffe, Biodiesel und Harnstoffe (2007) (AG, AR, AI, BS, BL, BE, FR, GE, GL, GR, JU, LU, NE, NW, OW, SH, SZ, SO, SG, TI, TG, VD, VS, ZH, ZG, LI)

Evacuation des eaux des stations-service équipées de carburants contenant de l'éthanol, du biodiesel et de l'urée (2007) (AG, AR, AI, BS, BL, BE, FR, GE, GL, GR, JU, LU, NE, NW, OW, SH, SZ, SO, SG, TI, TG, VD, VS, ZH, ZG, LI)

Vollzugshilfe für die Automobilbranche und ähnliche Betriebe (2008) (FR, GE, JU, NE, TI, VD, VS)

Aide à l'application pour les établissements de la branche automobile et des entreprises assimilées (2008) (FR, GE, JU, NE, TI, VD, VS)

Umweltschutz im Auto- und Transportgewerbe (2013) (AR, AI, GL, GR, SG, SH, TG, TI, ZH, FL)

Protezione dell'ambiente imprese automobilistiche e di trasporto (2011) (AR, AI, GL, GR, SG, SH, TG, TI, ZH, FL)

Umweltschutz beim Unterhalt von Fahrzeugen (2007) (LU, NW, OW, SZ, UR, ZG)

Merkblatt Absaugen und Entsorgen von Strassen- und Hofsammlerhalten (2015) (SH, TG, ZH)

Schweizweit gültig sind folgende Dokumente

Les notices d'information suivantes s'appliquent pour toute la Suisse

Per tutti i cantoni le seguenti schede sono rilevanti

Lagerung von gefährlichen Stoffen, Leitfaden für die Praxis (2011)

Entreposage des matières dangereuses, Guide pratique (2011)

Stoccaggio di sostanze pericolose, Guida pratica (2011)

Merkblatt Export von Konsumgütern –Gebrauchtware oder Abfall? (2011)

Exportation de biens de consommation –marchandises d'occasion ou déchets? (2011)

Esportazione di beni di consumo: merce usata o rifiuti? (2011)

Gebindelagerung, Schemenblatt G1 (2010)

Entreposage récipients, fiche technique G1(2010)

Annexe 1.H

**Sociétés de l'inspection de l'environnement de l'UPSA sous
contrôle pour les contrôles des entreprises de la branche de
l'automobile et des transports**

Inspectorat de l'environnement de l'UPSA

Les entreprises de contrôle de l'UPSA chargées des contrôles des entreprises dans le secteur de l'artisanat de l'automobile et des transports (situation octobre 2015)

Les entreprises ci-après ont signé un contrat de coopération avec l'Inspectorat de l'environnement de l'UPSA, fait former et examiner du personnel pour effectuer ces contrôles d'entreprises et se sont engagées à effectuer ces contrôles selon les prescriptions légales des autorités chargées de l'application et de l'UPSA. Elles sont par conséquent en droit d'effectuer les contrôles correspondants au nom de l'UPSA dans les régions qui ont délégué cette tâche à l'Inspectorat de l'environnement de l'UPSA.

** Exécute également les contrôles pour le compte de l'Inspectorat des stations-service*

| Nom | Téléphone | Fax |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------|
| 2roues Suisse, section Genève Case postale 238, 1225 Chêne-Bourg font des contrôles que dans les garages deux-roues genevois | info@2roues-ge.ch www.2roues-ge.ch | |
| ABC Umwelt Gastl Rosenstrasse 6a, 8800 Thalwil ZH | 044 500 53 64 info@cmrg.ch | www.cmrg.ch |
| Alpiq Prozessautomation AG Webereiweg 10, 4802 Strengelbach | 062 834 83 40 info.ait.strengelbach@alpiq.com | 062 634 83 41 |
| AMAG Automobil- und Motoren AG, AMAG IMPORT Group Aftersales / Service Qualität Aarauerstrasse 20, 5116 Schinznach-Bad | 044 846 14 90 angela.ricklin@amag.ch | 056 463 95 75 |
| Amstutz Produkte AG Luzernstrasse 11, 6274 Eschenbach Filiale: Amstutz Produkte AG Amriswil p.Adr. Herbert Fischbacher, 8580 Amriswil | 041 448 14 41 info@amstutz.com www.amstutz.com 079 706 52 50 | 041 448 21 89 |
| AUXYME SA Christèle Bastian Case postale, 1872 Troistorrents disponible pour Genève | 024 565 43 96 info@auxyme.ch | 024 477 42 44 www.auxyme.ch |
| BBHN SA Morges Rue Saint-Louis 1, case postale 187, 1110 Morges 1 | 021 811 40 40 morges@bbhnsa.ch | 021 811 40 41 www.bbhnsa.ch |
| AWU Andreas Wiedmer Umwelttechnik Rütisbergstrasse 12, Industrie Nord, 8156 Oberhasli Filiale: AWU Andreas Wiedmer Umwelttechnik Rheinstrasse 2, 7203 Trimmis GR | 044 810 66 66 box@awu.ch 081 420 66 66 | 044 810 67 77 www.awu.ch 081 420 66 67 |
| BINA Engineering SA Balmerngasse, 3946 Turtmann | 027 933 98 98 info@binasa.ch | 027 933 98 99 |
| bpi ingenieure ag Feldstrasse 2, 6060 Sarnen | 041 660 34 77 peter.burger@bping.ch | 041 660 86 71 |
| BUWEG, Büro für Umwelt und Energie Napoleonstrasse 9, 3930 Visp | 027 948 07 48 buweg@rhone.ch | 027 948 07 45 |
| * Cafilisch Tankstellenservice Churerweg 31, 7025 Maladers GR | 081 250 10 80 ucaflisch@spin.ch | 081 250 10 81 |
| Carbotech AG Postfach, 4002 Basel (Besuchsadresse: Venusstrasse 7, Binningen) | 061 206 95 25 info@carbotech.ch www.carbotech.ch | 061 206 95 26 |

| | | |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------|
| Chiresa AG Landstrasse 2, 5300 Turgi | 056 201 70 80 info@chiresa.ch | 056 201 70 81 |
| Claude Zuber Case postale 49, 3966 Chalais / VS Claude Zuber, Filiales de Genève et Vaud | 079 221 01 12 claud.zuber@hotmail.ch 079/221 01 12 | |
| Clearex Schweiz AG Wölferstrasse 15, 4414 Füllinsdorf | 041 763 25 35 info@clearex.ch | 041 763 25 36 www.clearex.ch |
| Control-Plus GmbH Schlüchtern 4, 3150 Schwarzenburg | 031 954 17 34 info@controlplus.ch | www.controlplus.ch |
| CSD Ingénieurs SA Chemin de Montelly 78, 1007 Lausanne | 021 620 70 00 lausanne@csd.ch | 021 620 70 01 www.csd.ch |
| DLK TECHNOLOGIES SA Traitement d'eau - Wassertechnik Chemin des Aulnes 1, 2400 Le Locle | 032 930 50 50 martina.o@dlk.ch www.dlk.ch | 032 930 50 55 |
| Dovre & Fallinger Sàrl Rue du Rhône 114, CP 3174, 1211 Genève 3 | 022 533 10 98 info@dovre-fallinger.com | |
| EcoServe International AG Pulverhausweg 13, 5033 Buchs | 062 837 08 10 info@ecoserve.ch | 062 837 08 11 |
| Emery Christian Chemin du Salève 1, 1004 Lausanne | 079 418 83 10 emerychris@citycable.ch | |
| EMIcon GmbH Dorfstrasse 11, 4057 Basel | 061 633 10 05 emicon@gmx.ch | 061 633 10 06 |
| EM System Sarl. Chippis 83, 3966 Chalais Eric Martin Davina Maylan | em.system@bluewin.ch 078 611 12 13 079 959 99 28 | 027 458 40 36 |
| EnviroChemie AG Twirrenstrasse 6, 8733 Eschenbach / SG Filiale: Service Stützpunkt EnviroChemie AG M. Pasinetti, 3758 Latterbach | 055 286 18 18 office@envirochemie.ch matthias.pasinetti@envirochemie.ch | 055 286 18 00 055 286 18 18 |
| ERZ Entsorgung + Recycling Zürich Bändlistrasse 108, 8010 Zürich | 044 645 53 07 qiaw.erp@zuerich.ch | 044 645 55 34 www.erp.ch |
| Erich Heini Postfach 854, Bösch 37, 6331 Hünenberg | 076 406 73 83 erich.heini@bluewin.ch | 041 787 10 11 |
| Esco Conseil Sàrl Rue J.-A. Venel 45, 1400 Yverdon-les-Bains | 032 511 08 95 yverdon@esco-conseil www.esco-conseil.ch | |
| Fair 4 Security S.A. Rue de Saint-Jean 26, 1203 Genève | 022 345 24 05 info@f4s.ch | 022 345 24 08 |
| Hilco-Chemie AG Dersbach 6, Postfach, 6343 Rotkreuz | 041 766 12 22 info@hilco.ch | 041 766 12 23 www.hilco.ch |

| | | |
|---------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------|
| Hirt Umwelttechnik AG Luzernerstrasse 403, 5054 Moosleerau | 062 726 14 50 richard.zwicker@hirt-umwelttechnik.ch | 062 726 25 24 |
| Idealp Ingénieurs Sàrl Rue de la Majorie 8, 1950 Sion | 027 321 15 73 info@idealp.ch | 027 321 15 76 |
| IMP Bautest AG Hauptstrasse 591, 4625 Oberbuchsiten | 062 389 98 99 info@impbautest.ch | 062 389 98 90 |
| Impact SA Fauporte 8, 3977 Granges | 027 458 12 47 info@impactsa.ch | 027 458 29 80 |
| INCHEMA Consulting AG Lavaterstrasse 66, 8002 Zürich | 044 201 77 07 inchema@hotmail.com | 044 201 77 14 |
| IPSO ECO AG (ehemals Roos+Partner) Obergrundstrasse 26, 6000 Luzern 7 | 041 248 46 60 info@ipsoeco.ch | www.ipsoeco.ch |
| Jucker Pollution Check Claisstrasse 3, 8408 Winterthur | 052 233 46 79 jucker@swissonline.ch | 052 536 76 95 |
| Kontrolleur.ch Christen, Sonnrain 26, 6247 Schötz | 076 328 89 49 info@kontrolleur.ch www.kontrolleur.ch | |
| * Linder & Bokstaller AG Schönfeldstrasse 10, 9470 Buchs | 081 740 51 51 info@l-und-b.ch | 081 740 51 50 |
| G. Loosli Abwassertechnik Friedastrasse 11, 8355 Aadorf / TG | 052 366 19 90 g-loosli@abwasser-technik.ch | 052 366 19 91 |
| Lüpold AG Hübelweg 17, 5103 Möriken | 062 887 08 70 info@luepold.ch | 062 887 08 80 |
| Macai A.E. Raffael Abwassertechnik Dörflistrasse 32, 8050 Zürich | 079 274 12 92 raffael_macai@bluewin.ch | |
| NeoVac AG Eichastrasse 1, 9463 Oberriet | 058 715 50 50 bruno.schmid@neovac.ch | 058 715 52 29 |
| Noirat Florence Impasse de la Fontaine 6, 1908 Riddes | 078 762 18 88 florence.noirat@gmail.com | |
| NuferPartner GmbH Rötihalde 24, 8820 Wädenswil | 044 680 16 31 info@nuferpartner.ch | 044 680 16 32 |
| Pronat Umweltingenieure AG Rhonesandstrasse 15, 3900 Brig | 027 923 00 23 ernst.abgottspon@pronat.ch | 027 924 31 20 |
| Roos + Partner AG Obergrundstrasse 26, 6000 Luzern 7 | 041 240 40 49 info@roos-partner.ch | 041 240 40 68 |
| Saneco Umweltmanagement Ruopigenring 127, 6015 Reussbühl | 041 250 10 27 sanecoluzern@bluewin.ch | 086041 250 10 27 |
| SRP Ingenieur AG Nordstrasse 16, 3900 Brig | 027 922 02 00 srp@srp.ch | 027 922 02 05 www.srp.ch |

| | | |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| SQS Schweiz. Vereinigung für Qualitäts- und Management-Systeme Bernstrasse 103, 3052 Zollikofen (Hauptsitz) Filialen: 9220 Bischofszell 8708 Männedorf 3255 Rapperswil (BE) 8956 Killwangen 8107 Buchs (ZH) | 058 710 35 35 headoffice@sgs.ch www.sgs.ch | 058 710 35 45 |
| Suter Protection Systems Schulstrasse 6, 4654 Lostorf | 062 295 00 11 info@suter-ps.ch | 062 295 00 21 |
| SWISO Zentralstrasse 52a, 5610 Wohlen | 056 622 00 54 info@swiso.ch | 056 622 73 87 |
| TALIMEX AG Ifangstrasse 12a, 8603 Schwerzenbach Filialen: Dammweg 19a, 4657 Dulliken Kantonsstrasse 50, 3930 Visp Via cantonale, 6595 Riazzino Chemin de l'Esparcette 4, 1023 Crissier | 058 715 53 00 info@talimex.ch 058 715 53 00 058 715 53 71 058 715 53 81 058 715 53 00 | 058 715 53 29 www.talimex.ch 058 715 53 29 058 715 53 79 058 715 53 89 058 715 53 29 |
| * Tankrevisionen Wespe AG St. Gallerstrasse 4, 8716 Schmerikon Filialen: Zweigniederlassung Küssnacht (vormals Tresch AG) Alte Zugerstrasse 23, 6403 Küssnach SZ Zweigniederlassung Wädenswil (vormals Bretar AG) Johannes-Hirt-Strasse 9, 8804 Au ZH | 055 286 40 60 info@tankrevisionen-wespe.ch 041 850 38 22 044 840 16 40 | 055 286 40 69 041 850 45 69 044 840 16 45 |
| Tensor Consulting AG Wylerringstrasse 39, 3014 Bern | 031 332 25 51 gabriel.caduff@tensor.ch | |
| TESTAIR AG Schlossacher 3, 1715 Alterswil | 026 494 32 02 info@testair.ch | 026 494 32 36 www.testair.ch |
| Thommen-Furler AG Greenpool® Industriestrasse 10, 3295 Rütli bei Büren | 0800 801 190 caroline.dhekhang@greenpool.ch www.thommen-furler.ch | 0800 801 191 |
| UCW Umwelt Controlling + Consulting Wälti Bollebärg 13, 8197 Rafz | 044 869 16 05 ucw-waelti@bluewin.ch | 044 869 16 43 |
| UTW Umwelt-Technik Weinfelden AG Mühlfangstrasse 1, 8570 Weinfelden | 071 622 30 88 info@utw.ch | 071 622 86 06 |
| Verein Ate Services / Tensor Consulting AG Frauchwilstrasse 2, Vorimholz, 3257 Grossaffoltern Filiale Aargau: Max Ruch, Gässli 59, 4665 Oftringen | 031 332 25 51 info@ate-services.ch 079 272 51 31 | |
| Zeiss Neutra SA Via Cantonale 41, 6703 Osogna | 091 863 20 53 info@zeiss-neutra.ch | 091 863 27 43 |

Inspectorat de l'Environnement UPSA, Case postale 64, Wölflistrasse 5, 3000 Berne 22
 Informations: Margareta Franz, Tel. 031 307 15 38 / Fax 031 307 15 16, uwi@agvs-upsa.ch

Annexe 1.I

Liste de contrôle relative à la préparation d'un contrôle d'exploitation

1.1 Liste de contrôle relative à la préparation d'un contrôle d'exploitation Remplie le :

Signature :

| Liste de contrôle | Néant | Oui / présent | Non / absent | Remarque |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|----------|
| Communication | | | | |
| 1. A-t-on cherché une entreprise de contrôle et communiqué son nom à l'inspectorat de l'environnement de l'UPSA dans le mois suivant l'injonction ? | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | |
| Avoir sous la main les documents suivants : | | | | |
| 2. Autorisation (canton / commune) pour l'évacuation des eaux (si pertinent) | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | |
| 3. Plan des égouts / canalisations | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | |
| 4. Type et modèle de l'installation de prétraitement des eaux usées | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | |
| 5. Factures du matériel d'exploitation (séparateurs, produits de nettoyage, etc.) | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | |
| 6. Numéro d'exploitation OMoD à 9 chiffres (www.veva-online.ch) | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | |
| 7. Documents de suivi et justificatifs pour l'élimination des déchets spéciaux ou autres déchets soumis à contrôle (pneus usés, batteries, etc.) | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | |
| 8. Informations relatives à la consommation de peintures et de solvants | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | |
| 9. Permis pour l'utilisation des liquides frigorigènes | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | |
| Préparatifs | | | | |
| 10. Les accès aux installations pertinentes (installation de prétraitement des eaux usées, entrepôt, gaines de drainage) sont-ils assurés ? | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | |
| 11. Laissez-vous toutes les fosses ouvertes ? | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | |
| 12. Y a-t-il suffisamment d'eau dans le réservoir interceptant les eaux usées afin que l'installation de séparation puisse être mise en service ? | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | |

Chapitre 2 : Eaux à évacuer et liquides pouvant polluer les eaux

2.1 Introduction

Les eaux résiduaires et leur évacuation sont coûteuses, c'est pourquoi une entreprise a intérêt à en rejeter le moins possible. Les eaux non polluées à évacuer (p.ex. les eaux de pluie) et les eaux polluées doivent être collectées en système séparatif. C'est l'autorité qui décide si des eaux résiduaires sont à considérer, en ce qui concerne leur déversement dans les égouts, dans une eau ou en cas d'infiltration dans le sol, comme eaux polluées ou non polluées. Cette distinction est importante pour la raison suivante :

Système de séparation : le système d'évacuation des eaux, traditionnellement composé de deux systèmes de conduites pour l'évacuation séparée des eaux de pluie et des eaux sales. L'eau provenant des précipitations est entièrement acheminée et traitée indépendamment des eaux usées.

Système mixte (selon les communes) : dans le cadre d'un système mixte, les eaux usées domestiques, commerciales et industrielles et l'eau de pluie sont évacuées dans une même canalisation et non dans des canalisations séparées. En raison des capacités restreintes de l'installation de purification et pour limiter les exigences techniques et économiques en matière de sections de canaux, le système mixte prévoit des déversoirs d'orage et des vannages à certains endroits adaptés. C'est la raison pour laquelle on construit de plus en plus de bassins de rétention des eaux de pluie chargés de rejeter par surverse une partie des eaux en direction de l'installation d'épuration. En cas de fortes précipitations, l'excédent est directement reversé dans les nappes phréatiques avoisinantes. Les eaux non polluées à savoir les eaux claires parasites comme les écoulements de régions extérieures, eaux de drainage, sources, fontaines, etc. ne doivent pas être acheminées dans le canal d'eau mixte. On a ruissèlement, infiltration ou acheminement direct dans des eaux superficielles là où les eaux en question sont produites ou après transport. Vous pouvez savoir si votre zone est équipée d'un système mixte ou de séparation en consultant le plan des égouts ou en vous adressant à votre commune.

Par « eaux non polluées », on entend en général :

- l'eau qui ruisselle d'un toit
- l'eau qui provient des routes, chemins et places, pour autant que sur ces voies de communication on ne procède pas au transvasement, au traitement ou à l'entreposage de quantités importantes de substances pouvant polluer les eaux (les routes très fréquentées génèrent des eaux polluées)

Si ces eaux arrivent dans la canalisation, on parle d'eaux claires parasites. Elles diluent l'eau polluée ce qui réduit la capacité et la performance du traitement des eaux.

Tous les autres types d'eaux résiduelles à évacuer sont considérés comme « eaux polluées ».

Avant d'être reversées dans les eaux, les eaux polluées doivent être épurées à l'aide d'installations d'épuration.

Les eaux très polluées doivent être traitées comme des déchets et ne doivent pas être acheminées dans les égouts.

En Suisse, la protection des eaux jouit d'une longue tradition. Au début, les polluants provenaient en majeure partie des ménages, et les systèmes d'épuration mécaniques-biologiques étaient alors tout à fait capables d'assurer l'épuration de ce type d'eaux usées. Au cours des dernières décennies, les substances chimiques synthétiques et les produits tirés du pétrole ont pris rapidement de l'extension dans l'usage quotidien. A cause de leur croissance rapide, l'industrie et l'artisanat ont été la cause d'une pollution croissante des eaux de notre pays. Ces pollutions étaient de loin supérieures à l'accroissement de la population. La première station d'épuration fut mise en service à Saint-Gall en 1916. Elle se composait d'un bassin d'eaux usées et d'un système de lit bactérien. Dans les années vingt et trente, d'autres stations d'épuration ont suivi, c'est à ce moment qu'a été introduit un système mécanique, celui des boues activées. A partir des années quarante, on a toutefois dû se rendre à l'évidence que ce mode d'épuration ne suffisait plus pour préserver les eaux de la pollution. L'épuration biologique était devenue indispensable.

Evolution de la protection des eaux en Suisse

Or, pour pouvoir passer des considérations à la pratique, il fallait tout d'abord créer les bases légales. En 1953, trente ans avant que la loi fédérale sur la protection de l'environnement et ses ordonnances d'application ne viennent motiver l'opinion publique en faveur de l'environnement comme faisant partie intégrante des activités humaines, une votation populaire permettait d'introduire l'article sur la protection des eaux dans la constitution. Avec cet article, la Confédération était ainsi habilitée à édicter des dispositions légales pour la protection des eaux de surface et des eaux souterraines contre les pollutions et en régler l'application. En 1957, la première loi fédérale sur la protection des eaux entrainait en vigueur.

Cette réglementation, comparativement précoce, avait été dictée par l'état déplorable de nombreux ruisseaux et rivières, devenus notamment boueux, couverts de mousse et nauséabonds, mais aussi par l'importance donnée à la qualité de l'eau potable. Assez tôt, l'idée d'une protection globale de toutes les eaux avait fait son chemin. Cela ne signifiait pas qu'il fallait simplement lutter contre les symptômes de la pollution, mais qu'il était devenu nécessaire d'inclure tout le cycle de l'eau dans la protection des eaux. Les conditions environnementales modifiées et les nouvelles connaissances acquises ont entraîné à plusieurs reprises des adaptations de la législation sur la protection des eaux.

- Les législations particulièrement importantes pour la branche automobile et les carrosseries sont la loi sur la protection des eaux (LEaux, RS 814.20) du 24 janvier 1991 (**état au 1^{er} juin 2014**) ainsi que l'ordonnance sur la protection des eaux (OEaux, RS 814.201) du 28 octobre 1998 (**état au 1^{er} janvier 2014**).

Loi et ordonnances sur la protection des eaux

2.2 Ordonnance fédérale du 28 octobre 1998 (OEaux) sur la protection des eaux

Deux aspects de l'ordonnance sur la protection des eaux sont importants pour la branche des garages et des carrosseries :

1. Le déversement des eaux dans les égouts
2. Le stockage des liquides risquant de contaminer les eaux

La principale valeur limite pour la branche automobile se trouve à l'annexe 3.2 « Déversement des eaux industrielles dans les eaux ou dans les égouts publics » de l'ordonnance sur la protection des eaux.

Hydrocarbures totaux :

10 mg/l exigences applicables aux déversements dans les eaux
20 mg/l exigences applicables aux déversements dans les égouts publics

Principales valeurs limites

La compétence en matière d'autorisations pour les déversements d'eaux à évacuer dans une eau ou dans les égouts publics appartient à l'autorité cantonale ou communale. Tout projet de prétraitement des eaux à évacuer doit être soumis pour approbation au service officiel compétent.

Approbation des projets

Les mesures à contrôler ou éventuellement à prendre dans le domaine des eaux usées sont décrites dans le chapitre 2.4.

2.3 Entreposage et transvasement de liquides risquant de polluer les eaux

L'ordonnance sur la protection des eaux exige de gérer dans le respect de l'environnement les liquides risquant de contaminer les eaux. L'article 32 exige notamment une autorisation pour certaines installations et activités dans des secteurs particulièrement menacés ou impose tout du moins une déclaration obligatoire : le tableau suivant donne une vue d'ensemble des obligations en fonction du secteur ou de la zone de protection des eaux. Les plans et les répartitions des zones sont disponibles auprès de la commune.

| Zone / secteur de protection des eaux LEaux art. 20 | Petits réservoirs (jusqu'à 2 000 litres) | Réservoirs de taille moyenne (jusqu'à 250 000 litres) | Dépôt de fûts (récipients de 20 – 450 litres) |
|-----------------------------------------------------|------------------------------------------|-------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|
| S1 / S2 | non autorisé | non autorisé | non autorisé |
| S3 | autorisation obligatoire | autorisation obligatoire | autorisation obligatoire |
| | | citernes enterrées non autorisées | |
| Au/Ao/Zu | déclaration obligatoire | autorisation obligatoire | déclaration obligatoire |
| Autres secteurs | déclaration obligatoire | déclaration obligatoire | |

Tableau : récapitulatif des autorisations et déclarations obligatoires pour les installations de réservoirs dans les différents secteurs/zones de protection des eaux. S1 Zone de captage, S2 Zone de protection rapprochée, S3 Zone de protection éloignée ; Au/Ao Secteurs de protection des eaux superficiels et souterrains particulièrement menacés ; Zu/Zo Aires d'alimentation superficielles et souterraines.

L'ordonnance sur la protection des eaux contre les liquides pouvant les polluer (OPEL) du 1^{er} juillet 1998 a été suspendue en 2006. Les principes de gestion des liquides de nature à polluer les eaux sont ancrés dans la loi sur la protection des eaux (LEaux). Les directives relatives aux installations pour liquides de nature à polluer les eaux dans les secteurs de protection des eaux particulièrement menacés sont précisées dans l'ordonnance sur la protection des eaux (OEaux).

L'OEaux fait toujours la distinction entre :

- les liquides qui, même en petites quantités, constituent un danger pour les eaux (classe A)
- les liquides qui constituent aussi un danger pour les eaux, mais en grandes quantités (classe B)

L'annexe 2.A du Manuel pour la protection de l'environnement présente la fiche informatique de l'OFEV sur le classement des liquides pouvant polluer les eaux avec une liste des liquides classés. Selon cette liste, les pétroles et les huiles minérales rentrent dans la classe A.

Les acides suivants entrent dans la classe B : acide sulfurique (acide d'accumulateurs), acide chlorhydrique, les autres acides inorganiques.

Classement des liquides pouvant polluer les eaux

Classe A

Classe B

Pour ses activités, la branche automobile utilise et stocke des produits pouvant polluer les eaux. Pour des raisons techniques, il n'est pas possible de simplement les remplacer par d'autres produits qui seraient inoffensifs. Afin d'amener les branches concernées à passer à l'usage de produits moins dangereux pour l'environnement, la législation internationale a introduit des valeurs limites sévères pour les substances posant problème.

La branche automobile ne peut pas renoncer totalement à utiliser certains produits même s'ils polluent les eaux, toutefois elle peut s'efforcer de les utiliser avec modération. En effet, bien que les ateliers disposent d'équipements efficaces pour le traitement des eaux résiduaires, ces équipements ne parviennent pas à les épurer à 100%. D'ailleurs, la quantité de substances qu'il est possible d'extraire des eaux à évacuer est assez limitée et les installations nécessitent un entretien et des contrôles réguliers.

Usage modéré
des liquides
pouvant polluer
les eaux

Nul n'ignore aujourd'hui que la place de l'essence, de l'huile de chauffage et des huiles de graissage n'est pas dans les eaux à évacuer. Les acides, les liquides de lavage, les bains et les détergents à base de solvants organiques représentent eux aussi un danger pour les eaux. Dans bien des cas, il s'agit de mélanges de plusieurs substances qui sont utilisées sous une appellation commerciale. Dans ces cas, la fiche technique de sécurité est une aide utile, car elle indique aussi, en plus de la composition chimique du produit, la classe de danger pour les eaux ; elle contient aussi d'autres informations précieuses. Il convient toutefois de remarquer que les substances ne sont pas classées de la même manière en Allemagne et en Suisse, par exemple en ce qui concerne la classe de danger pour les eaux. En Allemagne, la répartition va de 0 à 3, 0 étant la classe la plus faible et 3 la classe la plus dangereuse pour les eaux. En Suisse, il n'y a que deux classes, mais c'est la classe 1 qui est la plus dangereuse.

Fiche technique de
sécurité

2.4 Mesures organisationnelles et techniques pour la gestion des eaux usées industrielles

2.4.1 Situation

Depuis longtemps, la protection des eaux est une préoccupation primordiale dans la branche automobile, c'est pourquoi l'OFEFP a publié en 1987 une directive « sur le prétraitement et l'évacuation des eaux résiduaires provenant des établissements de la branche automobile » ((consultable sur www.bafu.admin.ch). Cette directive est toujours actuelle (état : juin 2015). C'est l'Association suisse des professionnels de la protection des eaux (VSA) qui est chargée de la contrôler pour vérifier si elle doit éventuellement être actualisée.

Directives
cantonales

Sur la base de cette directive, plusieurs cantons ont depuis publié leurs propres fiches d'informations ou autres documents sur ce sujet qui tiennent compte des

récents développements (voir Manuel, ann. 1.G).

Il est interdit de déverser dans une eau ou de laisser s'infiltrer dans le sol les eaux résiduaires polluées par des substances chimiques. Selon la composition des eaux à évacuer, elles doivent subir un prétraitement avant de pouvoir être déversées dans les égouts publics. Les dispositions de l'ordonnance fédérale sur la protection des eaux font foi.

Infiltration interdite

L'annexe 3.2 qui complète l'OEaux « Déversement des eaux industrielles dans les eaux ou les égouts publics » contenant toutes les valeurs limites pour le déversement dans les eaux ou les canalisations publiques se trouve dans le **chapitre 2.5 b** du présent manuel. Toutefois, la plupart des garages et des carrosseries ne peuvent utiliser que la valeur limite susmentionnée pour les « hydrocarbures totaux ».

2.4.2 Quels sont les traitements des eaux polluées que les établissements de la branche automobile et des carrosseries doivent effectuer ?

La norme suisse SN 592000 « Planification et construction d'installations pour l'évacuation des eaux dans les immeubles » (état : 2012) présente deux exemples de prétraitement :

Prétraitement des eaux résiduaires polluées

- Evacuation des eaux résiduaires d'un garage avec station-service (en système mixte).
- Evacuation des eaux résiduaires d'un garage avec station-service (en système séparatif).

Cette norme sert de base pour l'élimination des eaux résiduaires dans les ateliers de la branche automobile. Avant d'entreprendre la construction d'une installation de traitement des eaux résiduaires, il est recommandé de prendre contact avec le **service cantonal compétent** (voir ann. 1.3). En effet, selon le type d'installation envisagée, une autorisation sera nécessaire.

Places de parc des véhicules

Pour les véhicules aptes à circuler :

aucune mesure spéciale n'est nécessaire.

L'infiltration des eaux de pluie se fait sur place et le déversement dans l'exutoire passe par un sac à boues avec séparateur.

Pour les véhicules en réparation, accidentés ou destinés à la démolition :

Il y a un risque de pertes d'huile ou de carburant, c'est pourquoi l'eau de pluie doit, avant son déversement dans les égouts publics, être collectée et dirigée sur un sac à boues et un séparateur d'huiles minérales avec regard pour le prélèvement d'échantillons. Un parking couvert est également judicieux et prescrit par quelques cantons.

Travaux d'entretien

Vidange d'huile, réparations, remplacement de pièces grasses :

Ces travaux doivent être effectués dans l'idéal dans un atelier dont le sol n'a pas d'écoulement ou qui est équipé d'une fosse de rétention sans écoulement. Autre possibilité tolérée : avant son déversement dans les égouts publics, l'eau de pluie doit être collectée et dirigée sur un sac à boues et un séparateur d'huiles minérales avec regard pour le prélèvement d'échantillons. L'installation de prétraitement doit satisfaire aux exigences de l'organisme compétent pour le paramètre « hydrocarbures totaux ».

Cabines de peinture au pistolet

Méthode avec rideau d'eau :

Evacuation des eaux résiduaires par une installation de séparation. Cette méthode nécessite une autorisation. Une autre possibilité consiste à récupérer les déchets liquides et à les éliminer comme déchets spéciaux conformément aux dispositions de l'OMoD (p.ex. par l'entreprise qui a fourni l'installation).

Méthode sans rideau d'eau, mais avec filtration des effluents gazeux :

Cette méthode ne produit pas d'eaux résiduaires.

Nettoyage des, **carrosseries**, châssis et des moteurs

Les entreprises **équipées d'une installation de lavage** qui procèdent au nettoyage des moteurs et des châssis, au déparaffinage, au dégraissage et au nettoyage de pièces détachées doivent appliquer les règlements et directives des services compétents en la matière (cf. annexe 1G).

Station-service

Les stations-service doivent être couvertes. La station-service doit disposer d'un séparateur d'huiles minérales et d'un dépotoir (épuration des sédiments et des liquides légers) avec canalisation d'eau résiduaire. Le revêtement du sol doit également être étanche aux huiles minérales et être incliné en direction d'une fosse collectrice. La place devant la colonne doit être utilisée uniquement par les véhicules qui viennent se ravitailler en carburant.

Plusieurs cantons ont rédigé une notice informative utile sur le drainage des stations-service pour les carburants contenant de l'éthanol, du biodiesel et de l'urée. Elle figure dans l'annexe 1.G.

La Conférence des chefs des services de la protection de l'environnement (CEE) a élaboré des fiches techniques sur les installations de réservoir et de ravitaillement diesel. Elles sont disponibles sur les sites www.kvu.ch et www.tankportal.ch.

Deux fiches techniques de la CEE relatives aux installations de ravitaillement diesel récapitulent les exigences des réglementations LEaux et OEaux. Elles constituent les annexes 2.C et 2.D (état : 2011).

Les quatre fiches techniques relatives à l'entreposage du diesel et du fioul figurent aux annexes 2.E à 2.H (état : 2008).

L'installation d'un séparateur d'huiles minérales doit désormais être conforme à la norme EN/SN 858, parties 1 et 2.

2.4.3 Installations de prétraitement des eaux résiduaires : utilisations, avantages, inconvénients

2.4.3.1 Séparateurs d'huiles et d'essence

Ce type de séparateur permet de retenir seulement les hydrocarbures en suspension. Les émulsions d'hydrocarbures et d'eau, comme lors de travaux de nettoyage à haute pression, ne peuvent être toutefois ni séparées ni retenues.

Avantage : facile à utiliser

Inconvénient : système de séparation rudimentaire

2.4.3.2 Séparateurs par coalescence et séparateurs de catégorie 1

Ce type de séparateur, techniquement plus évolué, est capable de séparer aussi les mélanges d'hydrocarbures et d'eau et, par conséquent, de retenir les hydrocarbures.

Le séparateur d'huiles minérales de catégorie 1 doit disposer d'un dispositif adapté et accessible pour prélever des échantillons d'eaux à évacuer au niveau de l'évacuation.

Avantage : plus économique que les autres équipements techniques décrits ci-après.

Inconvénient : sensible à tous les détergents qui abaissent la tension de surface (p.ex. produits de lessive, détergents à froid, savon, etc.)

2.4.3.3 Installations chimiques de séparation des émulsions

Ces installations travaillent avec des produits chimiques ; l'adjonction de ces produits provoque la fission des émulsions (combinaison huile/détergent) ; il s'ensuit une séparation des produits volatils et de l'eau. Les produits chimiques doivent être adaptés au type d'eaux résiduaires et aux détergents utilisés. **Les boues de l'installation de séparation sont considérées comme des déchets spéciaux.**

Avantage : procédé efficace à usages multiples

Inconvénient : dosage délicat des produits de séparation et de floculation

2.4.3.4 Ultrafiltration

Il s'agit d'un procédé physique de fission des émulsions. Ce procédé consiste à faire circuler les eaux résiduaires sous pression à travers des compartiments, une sorte de modules équipés de filtres à membranes. Les pores des membranes retiennent les molécules d'hydrocarbures à chaîne longue (huiles) et laissent passer les molécules à chaîne courte (eau) à travers les pores.

Avantage : pas d'adjonction de produits chimiques, insensible aux variations des concentrations et aux changements de détergents

Inconvénient : seuls les solvants contenant peu d'arômes peuvent être utilisés, les hydrocarbures aromatiques ne pouvant pas être retenus

2.4.3.5 Absorption à charbons actifs

Ce procédé n'est utilisé que dans des cas spéciaux. Si une situation particulière l'exige, l'absorption par charbons actifs peut servir de filtre très fin après une installation de séparation ou une ultrafiltration. Ce procédé permet de retenir les restes les plus minimes d'hydrocarbures.

2.4.3.6 Epuration biologique des eaux résiduaires

Ce procédé permet d'extraire de l'eau les hydrocarbures, les tensides et les alcools à l'aide d'une colonie de bactéries particulières. Les microorganismes, développés tout spécialement pour cette opération, doivent être choisis, après analyse des eaux résiduaires de l'atelier, en fonction de leur composition. L'épuration est effectuée par aérobie dans un bioréacteur. Les microorganismes tirent les matières nutritives dont ils ont besoin pour se développer, comme le carbone et les sels minéraux, des substances contenues dans les eaux résiduaires. De ce fait, les polluants sont donc éliminés des eaux résiduaires.

2.5 Déversement d'eaux résiduaires dans une eau ou dans les égouts publics.

Conditions générales (OEaux, annexe 3.2)

a Définition et principes

1 Les eaux industrielles comprennent :

- a. les eaux à évacuer provenant des exploitations artisanales et industrielles ;
- b. les eaux à évacuer de qualité comparable, telles que celles provenant des laboratoires et des hôpitaux.

2 Quiconque évacue des eaux industrielles doit, au cours des processus de production et du traitement des eaux, prendre les mesures qui s'imposent selon l'état de la technique pour éviter de polluer les eaux. Il doit en particulier veiller :

- a. à générer aussi peu d'eaux polluées et à évacuer aussi peu de substances pouvant polluer les eaux que cela est possible sur le plan de la technique et de l'exploitation tout en restant économiquement supportable ;
- b. à ce que les eaux non polluées et les eaux de refroidissement soient séparées des eaux polluées ;
- c. à ne pas diluer les eaux polluées ni les mélanger à d'autres eaux à évacuer en vue de satisfaire aux exigences ; il peut les diluer ou les mélanger si cela est opportun pour le traitement des eaux polluées et si, ce faisant, il n'évacue pas plus de substances

pouvant polluer les eaux que cela ne serait le cas si les différentes eaux étaient traitées séparément.

3 Lorsqu'il déverse des eaux à évacuer dans les eaux ou dans les égouts publics, il doit respecter, au point de déversement :

- a. les exigences générales fixées au ch. 2, et
- b. pour les eaux à évacuer provenant de branches industrielles données, les exigences particulières du ch. 3, applicables à des substances déterminées.

4 Lorsque le détenteur de l'exploitation apporte la preuve qu'il a pris les mesures requises selon l'état de la technique telles qu'elles sont mentionnées à l'al. 2, et que le respect des exigences générales fixées au ch. 2 serait disproportionné, l'autorité fixe des valeurs moins sévères.

5 Lorsque les mesures requises selon l'état de la technique telles qu'elles sont mentionnées à l'al. 2 permettent de respecter des exigences plus sévères que celles qui sont définies aux ch. 2 et 3, l'autorité peut, sur la base des indications du détenteur et après l'avoir consulté, fixer des valeurs plus sévères.

6 Lorsque les ch. 2 et 3 ne fixent pas d'exigences pour certaines substances pouvant polluer les eaux, l'autorité définit dans l'autorisation les exigences requises en se fondant sur l'état de la technique. Ce faisant, elle tient compte des normes internationales ou nationales, des directives publiées par l'office ou des normes élaborées par la branche industrielle concernée en collaboration avec l'office.

7 Si des eaux industrielles qui contiennent des eaux communales (ann. 3.1) ou d'autres eaux polluées (ann. 3.3) sont déversées dans les eaux, l'autorité définit dans l'autorisation les exigences à respecter pour qu'avec les eaux à évacuer, il ne soit pas déversé plus de substances pouvant polluer les eaux que cela ne serait le cas si les différentes eaux étaient traitées séparément dans le respect des exigences formulées aux annexes correspondantes.

b Exigences générales (OEaux, annexe 3.2 conditions de déversement)

| N° | Paramètres | Colonne 1 : exigences applicables aux déversements dans les eaux | Colonne 2 : exigences applicables aux déversements dans les égouts publics |
|----|--------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 1 | Valeur pH | 6,5 à 9,0 | 6,5 à 9,0 ; des écarts sont autorisés si le mélange avec les autres eaux dans les égouts est suffisant. |
| 2 | Température | Au maximum 30° C. L'autorité peut autoriser des dépassements minimes, de courte durée, en été. | Au maximum 60°C. La température de l'eau dans les égouts ne dépassera pas 40° C après mélange. |
| 3 | Transparence (<i>d'après la méthode de Snellen</i>) | 30 cm | – |
| 4 | Substances non dissoutes totales | 20 mg/l | – |
| 5 | Arsenic (As) | 0,1 mg/l As (total) | 0,1 mg/l As (total) |
| 6 | Plomb (Pb) | 0.5 mg/l Pb (total) | 0,5mg/l Pb (total) |
| 7 | Cadmium (Cd) | 0.1 mg/l Cd (total) | 0,1mg/l Cd (total) |
| 8 | Chrome (Cr) | 2 mg/l Cr (total) ; 0,1 mg/l Cr-VI | 2 mg/l Cr (total) |
| 9 | Cobalt (Co) | 0,5 mg/l Co (total) | 0,5 mg/l Co (total) |
| 10 | Cuivre (Cu) | 0.5 mg/l Cu (total) | 1mg/l Cu (total) |
| 11 | Molybdène (Mo) | – | 1 mg/l Mo (total) |
| 12 | Nickel (Ni) | 2 mg/l Ni (total) | 2 mg/l Ni (total) |
| 13 | Zinc (Zn) | 2 mg/l Zn (total) | 2mg/l Zn (total) |
| 14 | Cyanures (CN ⁻) | 0.1 mg/l CN ⁻ (cyanure libre et facilement libérable) | 0,5 mg/l CN ⁻ (cyanure libre et facilement libérable) |
| 15 | Hydrocarbures totaux | 10 mg/l | 20 mg/l |
| 16 | Hydrocarbures chlorés volatils ou hydrocarbures halogénés volatils | 0,1 mg/l Cl ou 0,1 mg/l X | 0,1 mg/l Cl ou 0,1 mg/l X |

2.6 Eaux à évacuer ou déchets ?

Certains déchets liquides comme par exemple les huiles ou les substances pâteuses sont considérés comme des déchets en raison de leur taux de pollution élevé et ne doivent en aucun cas être évacués dans les canalisations sans autre mesure. Selon les cas, les solutions d'élimination suivantes sont imaginables :

- Traitement préalable puis déversement dans la canalisation
- Elimination contrôlée de la station d'épuration avec le cas échéant traitement préalable
- Procédé de préparation, par exemple pour certains solvants
- Combustion dans l'usine d'incinération des déchets

Une aide à la décision de la VSA en annexe 2.B vous aide à effectuer correctement votre classement et à bien choisir la procédure d'élimination. Il est judicieux de faire la sélection de concert avec l'organe d'exécution cantonal pour parvenir à une solution d'élimination pratique, écologique et rentable.

2.7 Liste de contrôle « eaux à évacuer »

Remplie le :
Signature :

| Liste de contrôle | Référence Manuel | en ordre | pas en ordre | Justifications / dispositions prises |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------------------|
| 1. Le chapitre sur les eaux à évacuer a-t-il été lu et compris ? | | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | |
| 2. Est-ce que l'entreprise dispose d'un plan pour le traitement et l'élimination des eaux polluées à évacuer ? | Chap. 2 | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | |
| 3. Ce plan indique-t-il les endroits où sont produites les eaux polluées ? a) matières en suspension b) substances émulsionnées c) substances dissoutes | | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | |
| 4. L'entreprise possède-t-elle l'autorisation officielle requise pour l'évacuation de ses eaux résiduaires ? | Chap. 2 | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | |
| 5. La teneur en hydrocarbures des eaux à évacuer est-elle régulièrement contrôlée ? | Chap. 2 | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | |
| 6. Le résultat des contrôles est-il conforme aux prescriptions légales ? | Chap. 2 | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | |
| 7. Les séparateurs d'huiles sont-ils régulièrement vidés et entretenus ? | Chap. 2 | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | |
| 8. Le sac à boues est-il vidé régulièrement ? | Chap. 2 | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | |
| 9. Les installations d'épuration des eaux (ultrafiltration ou installations chimiques de séparation) sont-elles entretenues et surveillées régulièrement ? | Chap. 2 | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | |
| 10. L'entreprise vérifie-t-elle régulièrement comment diminuer sa consommation de solvants ? | Chap. 1 | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | |
| 11. L'entreprise n'utilise-t-elle que des détergents à base d'agents de surface ? | Chap. 2 | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | |
| 12. Effectuez-vous le dosage des détergents selon les indications du fournisseur ? | | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | |
| 13. La consommation de détergents est-elle enregistrée dans le manuel d'exploitation ? | Chap. 1 | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | |
| 14. L'entreprise dispose-t-elle des fiches techniques de sécurité pour les produits utilisés ? | Chap. 2 | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | |

| Liste de contrôle | Référence Manuel | en ordre | pas en ordre | Justifications / dispositions prises |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------------------|
| 15. Avec le séparateur par coalescence, renonce-t-on à l'utilisation de produits de nettoyage ou n'utilise-t-on que des produits de nettoyage spécifiques adaptés au séparateur et approuvés par les autorités ? | Chap. 2.4.3.2 | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | |
| 16. Le nettoyage des pièces est-il effectué uniquement avec des équipements qui travaillent en circuit fermé ? | Chap. 2 | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | |
| 17. En cas de fuite d'huile, votre personnel a-t-il des instructions pour la récupérer uniquement avec des produits liants ou des chiffons ? | | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | |
| 18. Utilisez-vous seulement des détergents qui ne polluent pas les eaux ? | Chap. 2 | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | |
| 19. Les véhicules accidentés sont-ils entreposés uniquement sur les emplacements réservés à cet effet ? | Chap. 2 | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | |
| 20. Procédez-vous de manière réglementaire à l'élimination des résidus des sacs à boues, des séparateurs d'huiles minérales et des installations d'épuration ? | Chap. 3.4 | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | |

Annexe 2.A

**Classement des liquides de nature à polluer l'eau
Publication de l'OFEV, 9 mars 2009 (en allemand)**



Klassierung wassergefährdender Flüssigkeiten

Stand: 9. März 2009
(I061-0918)

1. Ausgangslage

Mit der Änderung vom 18. Oktober 2006 der Gewässerschutzverordnung vom 28. Oktober 1998 (GSchV; SR 814.201) wurde die Verordnung vom 1. Juli 1998 über den Schutz der Gewässer vor wassergefährdenden Flüssigkeiten (VWF) aufgehoben und der Bereich des Umgangs mit wassergefährdenden Flüssigkeiten dereguliert. Die Grundsätze des Umgangs mit wassergefährdenden Flüssigkeiten sind im Gewässerschutzgesetz vom 24. Januar 1991 (GSchG; SR 814.20) verankert (Art. 22 ff. GSchG) und Vorschriften bezüglich Anlagen mit wassergefährdenden Flüssigkeiten in den besonders gefährdeten Gewässerschutzbereichen in die GSchV aufgenommen.

Die GSchV enthält weiterhin die Unterscheidung zwischen Flüssigkeiten, die Wasser in kleinen Mengen verunreinigen können (im Folgenden Flüssigkeiten der Klasse A) und anderen wassergefährdenden Flüssigkeiten (d.h. Flüssigkeiten, die Wasser in grossen Mengen verunreinigen können; im Folgenden Flüssigkeiten der Klasse B). Das vorliegende Dokument ist ein Hilfsmittel zur harmonisierten Einteilung von wassergefährdenden Flüssigkeiten in die Klassen A oder B.

2. Konzept

Immer als Flüssigkeiten der Klasse A einzustufen sind solche, die umweltgefährliche Eigenschaften im Sinne von Artikel 6 der Chemikalienverordnung vom 18. Mai 2005 (ChemV, SR 813.11) aufweisen.

Da sich der Begriff der Wassergefährdung gemäss GSchV nicht nur auf ökologische Gefahren für die aquatische Biozönose beschränkt, sondern Gefährdungen der menschlichen Gesundheit durch Wasserverunreinigungen mit ein schliesst, werden für die Klassierung auch gesundheitsgefährdende Eigenschaften im Sinne von Artikel 5 ChemV berücksichtigt. Das Konzept sieht vor, dass als sehr giftig (infolge Verschlucken oder Hautresorption) oder als krebserzeugend, erbgutverändernd oder fortpflanzungsgefährdend (der Kategorien 1 und 2) einzustufende Flüssigkeiten in die Klasse A einzuteilen sind. Für Flüssigkeiten mit bestimmten anderen Gesundheitsgefahren wird in einem Punkteverfahren ermittelt, ob eine Einteilung in die Klasse A nötig ist.

Flüssigkeiten, die nicht in die Klasse A eingeteilt werden, gelten als Flüssigkeiten der Klasse B.

3. Liste klassierter Flüssigkeiten

Anhang 1 dieses Dokuments enthält eine Liste klassierter Flüssigkeiten. Die Flüssigkeiten wurden in der Regel nach den in Kapitel 4 aufgeführten Kriterien eingeteilt. In einigen Fällen wurden weitere Aspekte der Wassergefährdung wie zum Beispiel sensorische Eigenschaften oder phys.-chem. Eigenschaften (Sinker) berücksichtigt.

4. Vorgehen bei nicht gelisteten Flüssigkeiten

Flüssigkeiten, die nicht in Anhang 1 aufgeführt sind, werden in die Klasse A eingeteilt, wenn sie folgende Eigenschaften aufweisen:

1. umweltgefährlich mit Zuordnung folgender R-Sätze:
 - R50 (sehr giftig für Wasserorganismen);
 - R50/53 (sehr giftig für Wasserorganismen, kann in Gewässern längerfristig schädliche Wirkung haben);
 - R51/53 (giftig für Wasserorganismen, kann in Gewässern längerfristig schädliche Wirkung haben);
 - R52/53 (schädlich für Wasserorganismen, kann in Gewässern längerfristig schädliche Wirkung haben);
 - R52 (schädlich für Wasserorganismen);
 - R53 (kann in Gewässern längerfristig schädliche Wirkung haben)¹.
2. sehr giftig aufgrund akuter Säugertoxizität mit Zuordnung folgender R-Sätze:
 - R26/27 (sehr giftig beim Einatmen und bei Berührung mit der Haut);
 - R26/27/28 (sehr giftig beim Einatmen, Verschlucken und Berührung mit der Haut);
 - R26/28 (sehr giftig beim Einatmen und Verschlucken);
 - R27 (sehr giftig bei Berührung mit der Haut);
 - R27/28 (sehr giftig bei Berührung mit der Haut und bei Verschlucken);
 - R28 (sehr giftig beim Verschlucken).
3. sehr giftig aufgrund irreversibler Wirkungen mit Zuordnung folgender R-Sätze:
 - R39/26/27 (sehr giftig: ernste Gefahr irreversiblen Schadens durch Einatmen und bei Berührung mit der Haut);
 - R39/26/27/28 (sehr giftig: ernste Gefahr irreversiblen Schadens durch Einatmen, Berührung mit der Haut und durch Verschlucken);
 - R39/26/28 (sehr giftig: ernste Gefahr irreversiblen Schadens durch Einatmen und durch Verschlucken);
 - R39/27 (sehr giftig: ernste Gefahr irreversiblen Schadens bei Berührung mit der Haut);
 - R39/27/28 (sehr giftig: ernste Gefahr irreversiblen Schadens bei Berührung mit der Haut und durch Verschlucken);
 - R39/28 (sehr giftig: ernste Gefahr irreversiblen Schadens durch Verschlucken).
4. gesundheitsgefährdend aufgrund spezifischer Gefahren mit Zuordnung folgender R-Sätze:
 - R45 (kann Krebs erzeugen);
 - R46 (kann vererbare Schäden verursachen);
 - R60 (kann die Fortpflanzungsfähigkeit beeinträchtigen);
 - R61 (kann das Kind im Mutterleib schädigen).
5. gesundheitsgefährdend mit Zuordnung der R-Sätze nach Anhang 2, wenn die zugehörigen Bewertungspunkte nach Addition eine Gesamtpunktzahl von 5 und mehr ergeben.

¹ bei diesen Flüssigkeiten handelt es sich z.B. um Stoffe mit einer geringen Wasserlöslichkeit, die nicht leicht abbaubar sind, einen Verteilungskoeffizienten Octanol/Wasser $\log Pow \geq 3$ aufweisen und für die keine weiteren Daten zum Ausmass der Bioakkumulation und zu chronisch toxischen Wirkungen bei der Löslichkeitsgrenze vorliegen.

Flüssigkeiten, die weder in Anhang 1 aufgeführt sind, noch die Kriterien für die Einteilung in die Klasse A erfüllen, werden in die Klasse B eingeteilt.

Die für die Klassierung nach diesem Kapitel notwendigen Informationen können dem Sicherheitsdatenblatt der Flüssigkeiten entnommen werden (Artikel 51 ChemV). Die Angaben finden sich in den Kapiteln 2 und 15.

Geht aus dem Sicherheitsdatenblatt hervor, dass aufgrund fehlender Daten keine Einstufung als umweltgefährlich möglich ist, sollen die Flüssigkeiten der Klasse A zugeordnet werden.

Ebenfalls in die Klasse A eingeteilt werden Flüssigkeiten, bei denen aus den Angaben aus dem Sicherheitsdatenblatt hervorgeht, dass aufgrund fehlender Daten zur akuten Säugetiertoxizität keine Einstufung als gesundheitsgefährdend (R22, R25, R28 oder R21, R24, R27) erfolgte.

Anhang 1: Liste klassierter Flüssigkeiten

| Stoff | Synonyme | CAS-Nr. | Klasse |
|-----------------------------------------------------|----------------------------------------------------------|------------|--------|
| Acetaldehyd | | 75-07-0 | B |
| Acetessigsäureethylester | Ethylacetoacetat | 141-97-9 | B |
| Acetessigsäuremethylester | Methylacetoacetat | 105-45-3 | B |
| Aceton | | 67-64-1 | B |
| Acetonitril | | 75-05-8 | A |
| N-Acetoxyethyl-N-cyanethylanilin | 2-[N-(2-Cyanethyl)anilino]ethylacetat | 22031-33-0 | A |
| Acetylaceton | 2,4-Pentandion | 123-54-6 | B |
| 5-Acetylamino-2-ethoxy-N,N-di-(acetoxyethyl)-anilin | 2,2'-[(5-Acetamido-2-ethoxyphenyl)imino]-diethyldiacetat | 20249-05-2 | A |
| Acetylchlorid | | 75-36-5 | B |
| Acrolein | Acrylaldehyd | 107-02-8 | A |
| Acrylnitril | | 107-13-1 | A |
| Aluminiumsulfatlösung | | | B |
| Ameisensäure | | 64-18-6 | B |
| 4-Amino-2-chlortoluol | 3-Chlor-p-toluidin | 95-74-9 | A |
| Ammoniak, wässrige Lösung | | | A |
| Ammoniumnitratlösung | | | B |
| Ammoniumsulfatlösung | | | B |
| m-Anisidin | 3-Methoxyanilin | 536-90-3 | A |
| o-Anisidin | 2-Methoxyanilin | 90-04-0 | A |
| Benzaldehyd | | 100-52-7 | A |
| Benzin | | 86290-81-5 | A |
| Benzol | | 71-43-2 | A |
| Benzolsulfochlorid | Benzolsulfonylchlorid | 98-09-9 | B |
| Benzylalkohol | | 100-51-6 | B |
| Benzylbromid | α -Bromtoluol | 100-39-0 | A |
| Benzylchlorid | α -Chlortoluol | 100-44-7 | A |
| Biodiesel (Rapsölmethylester, RME) | | | B |
| Blausäure $\geq 0.25\%$ | Cyanwasserstoffsäure $\geq 0.25\%$ | | A |
| Bleialkyle | | | A |
| Brom | | 7726-95-6 | A |
| 2-Brom-3,5-diethyl-1-methylbenzol | 2-Brom-3,5-diethyltoluol | 68214-74-4 | A |
| Bromwasserstoffsäure | | | B |
| 1,4-Butandiol | Butan-1,4-diol | 110-63-4 | B |
| Butylacrylat | | 141-32-2 | B |
| n-Butylalkohol | Butan-1-ol | 71-36-3 | B |
| sec. Butylalkohol | Butan-2-ol | 78-92-2 | B |
| Butyldiglykolacetat | 2-(2-Butoxyethoxy)ethylacetat | 124-17-4 | B |
| n-Butylmalonsäurediethylester | Diethylbutylmalonat | 133-08-4 | B |
| n-Butyronitril | | 109-74-0 | A |
| Calciumchloridlösung | | | B |
| Calciumcyanidlösung $\geq 0.25\%$ | | | A |
| Calciumhydroxidlösung | | | B |
| Calciumnitratlösung | | | B |

| Stoff | Synonyme | CAS-Nr. | Klasse |
|------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------|-------------|--------|
| Carbolineum (Teeröle) | Kreosot | 8001-58-9 | A |
| | Kreosot, Holz- | 8021-39-4 | |
| | Kreosotöl | 61789-28-4 | |
| | Teersäuren, Kohle, roh | 65996-85-2 | |
| | Destillate (Kohlenteer), obere | 65996-91-0 | |
| | Destillate (Kohlenteer), Naphthalinöle | 84650-04-4 | |
| | Anthracenöl | 90640-80-5 | |
| | Kreosotöl, Acenaphthen-Fraktion | 90640-84-9 | |
| | Extrakrückstände (Kohle), Niedrigtemperatur Kohleteeralkalin | 122384-78-5 | |
| Chinolin | | 91-22-5 | A |
| Chloracetessigester | | 638-07-3 | A |
| Chloracetylchlorid | | 79-04-9 | A |
| Chloral | Trichloracetaldehyd | 75-87-6 | A |
| Chloranilin (mono-, di-, tri-) | | | A |
| o-Chlorbenzaldehyd | 2-Chlorbenzaldehyd | 89-98-5 | A |
| Chlorbenzol (mono-, di-, tri-) | | 108-90-7 | A |
| | | 95-50-1 | |
| | | 541-73-1 | |
| | | 106-46-7 | |
| | | 120-82-1 | |
| Chlorcyan | Cyanogenchlorid | 506-77-4 | A |
| Chloroform | | 67-66-3 | A |
| Chlorsulfonsäure | Chloroschwefelsäure | 7790-94-5 | B |
| Chlorthiophosphorsäurediethylester | O,O-Diethylchlorthiophosphat | 2524-04-1 | A |
| Crotonaldehyd | | 4170-30-3 | A |
| Cyclohexan | | 110-82-7 | A |
| Cyclohexanol | | 108-93-0 | B |
| Cyclohexanon | | 108-94-1 | B |
| Cyclohexylamin | | 108-91-8 | B |
| p-Cymol | 4-Isopropyltoluol | 99-87-6 | A |
| Diacetonalkohol | 4-Hydroxy-4-methyl-pentan-2-on | 123-42-2 | B |
| Diaminostilbendisulfonsäure, wässr. Lsg. | 4,4'-Diaminostilben-2,2'- disulfonsäure, wässr. Lsg. | 81-11-8 | B |
| Di-n-Butylphthalat | Dibutylphthalat (DBP) | 84-74-2 | A |
| Dieselöl | Brennstoffe, Diesel | 68334-30-5 | A |
| | Fuel oil, no. 2 | 68476-30-2 | |
| | Fuel oil, no. 4 | 68476-31-3 | |
| | Fuels, diesel, no. 2 | 68476-34-6 | |
| Diethylamin | | 109-89-7 | B |
| N,N-Diethylanilin | | 91-66-7 | A |
| Diethylenglykol | 2,2'-Oxydiethanol | 111-46-6 | B |
| Diethylentriamin | 2,2'-Iminodi(ethylamin) | 111-40-0 | A |
| Diethylsulfat | | 64-67-5 | A |
| Dihydroxyethylanilin, N,N- | 2,2'-Phenyliminodiethanol | 120-07-0 | A |
| Diisobutylphthalat | | 84-69-5 | A |

| Stoff | Synonyme | CAS-Nr. | Klasse |
|-----------------------------------|----------------------------------|----------------|---------------|
| Diketen | But-3-en-3-olid | 674-82-8 | B |
| Dimethylamin | | 124-40-3 | A |
| Dimethylether | | 115-10-6 | B |
| Dimethylformamid, N,N- | | 68-12-2 | A |
| Dimethylhydrazin, N,N- | | 57-14-7 | A |
| Dimethylsulfat | | 77-78-1 | A |
| Diocetylphthalat | Bis(2-ethylhexyl)phthalat (DEHP) | 117-81-7 | A |
| 1,4-Dioxan | | 123-91-1 | A |
| 2,6-Di-tert-butylphenol | | 128-39-2 | A |
| Eisen(III)chloridlösung | Eisentrichloridlösung | | B |
| Eisen(II)sulfatlösung | Eisensulfatlösung | | B |
| Epichlorhydrin | 1-Chlor-2,3-epoxypropan | 106-89-8 | A |
| Essigsäure | | 64-19-7 | B |
| Essigsäureanhydrid | | 108-24-7 | B |
| Essigsäureethylester | Ethylacetat | 141-78-6 | B |
| Ether, Ethyl-tertiär-butyl- | 2-Ethoxy-2-methylpropan (ETBE) | 637-92-3 | A |
| Ether, Tertiär-amy-l-methyl- | 2-Methoxy-2-methylbutan (TAME) | 994-05-8 | A |
| Ether, Tertiär-butyl-methyl- | (tert-Butyl)methylether (MTBE) | 1634-04-4 | A |
| 1-Ethoxy-4-brombenzol | 4-Bromphenetol | 588-96-5 | A |
| Ethylalkohol | Ethanol | 64-17-5 | B |
| Ethylamin | | 75-04-7 | B |
| Ethylbenzol | | 100-41-4 | A |
| Ethylbromid | Bromethan | 74-96-4 | A |
| Ethylchlorid | Chlorethan | 75-00-3 | A |
| Ethylenchlorid | 1,2-Dichlorethan | 107-06-2 | A |
| Ethylendiamin | | 107-15-3 | A |
| Ethylenoxid | | 75-21-8 | A |
| Ethylenglykol | Ethan-1,2-diol | 107-21-1 | B |
| Ethylformiat | | 109-94-4 | B |
| Ethylglykol | 2-Ethoxyethanol | 110-80-5 | A |
| 2-Ethyl-1-hexanol | | 104-76-7 | A |
| N-Ethyl-N-(2-hydroxyethyl)-anilin | 2-(N-Ethylanilino)ethanol | 92-50-2 | A |
| Ethylvinylether | | 109-92-2 | B |
| Flusssäure ≥ 7 % | Fluorwasserstoffsäure ≥ 7 % | | A |
| Formaldehyd ≥ 25 % | | | A |
| Formamid | | 75-12-7 | A |
| Fumarsäuredichlorid | Fumaroylchlorid | 627-63-4 | B |
| Glycerin | Glycerol | 56-81-5 | B |
| Heizöle | | 68476-30-2 | A |
| | | 64741-67-9 | |
| | | 92045-14-2 | |
| | | 101316-57-8 | |
| n-Hexan | | 110-54-3 | A |
| Hexylenglykol | 2-Methyl-2,4-pentandiol | 107-41-5 | B |
| Hydrazinhydrat | | 7803-57-8 | A |
| Isoamylacetat | Isopentylacetat | 123-92-2 | B |

| Stoff | Synonyme | CAS-Nr. | Klasse |
|--------------------------------------------------------|----------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------|--------|
| Isoamylformiat | Isopentylformiat | 110-45-2 | B |
| Isobutylacetat | | 110-19-0 | B |
| Isobutylalkohol | Isobutanol | 78-83-1 | B |
| Isobutylbromid | 1-Brom-2-methylpropan | 78-77-3 | A |
| Isobutyronitril | | 78-82-0 | A |
| Isooctylalkohol | Isooctan-1-ol | 26952-21-6 | A |
| Isophytol | 3,7,11,15-Tetramethylhexadec-1-en-3-ol | 505-32-8 | A |
| Isopropylalkohol | Propan-2-ol | 67-63-0 | B |
| Isopropylamin | | 75-31-0 | B |
| Isopropylether | Diisopropylether | 108-20-3 | B |
| Kalilauge | Kaliumhydroxid-Lösung | | B |
| Königswasser | | | A |
| Kohlenwasserstoff-Lösemittel, Aromaten-Gehalt > 5 % | Lösungsmittelnaphtha, schwere aromatische | 64741-98-6 64742-94-5 68477-29-2 90640-98-5 90641-13-7 | A |
| Kresol, (o-, m-, p-, mix) | | 108-39-4 95-48-7 106-44-5 1319-77-3 | A |
| 2,6-Lutidin | 2,6-Dimethylpyridin | 108-48-5 | A |
| Magnesiumbromidlösung | | | B |
| Malonsäurediethylester | Diethylmalonat | 105-53-3 | B |
| Malonsäuredimethylester | Dimethylmalonat | 108-59-8 | B |
| Methoxyisopropanol | 1-Methoxy-2-propanol | 107-98-2 | B |
| Methylacetat | | 79-20-9 | B |
| Methylacrylat | | 96-33-3 | A |
| Methylalkohol | Methanol | 67-56-1 | A |
| Methylamin, wässr. Lsg. | | | A |
| 2-Methylaminoethanol | | 109-83-1 | B |
| 2-Methylbut-3-in-2-ol | | 115-19-5 | B |
| Methylcarbitol | 2-(2-Methoxyethoxy)ethanol | 111-77-3 | B |
| Methylenchlorid | Dichlormethan | 75-09-2 | A |
| 4,4'-Methylen-diphenyl-diisocyanat | | 101-68-8 | A |
| 2,2'-Methylen-diphenyl-diisocyanat | | 2536-05-2 | |
| o-(p-Isocyanatobenzyl)phenylisocyanat | | 5873-54-1 | |
| Methylen-diphenyl diisocyanat | | 26447-40-5 | |
| Methylethylketon | Butanon | 78-93-3 | B |
| Methylformiat | | 107-31-3 | B |
| Methylheptenon | 6-Methylhept-5-en-2-on | 110-93-0 | B |
| Methylisobutylketon | 4-Methylpentan-2-on | 108-10-1 | B |
| 2-Methylpyridin | | 109-06-8 | B |
| 3-Methylpyridin | | 108-99-6 | B |
| 4-Methylpyridin | | 108-89-4 | B |
| Monochloressigsäurelösung ≥ 2.5 % | Chloressigsäurelösung ≥ 2.5 % | | A |

| Stoff | Synonyme | CAS-Nr. | Klasse |
|---------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Monoethanolamin | 2-Aminoethanol | 141-43-5 | B |
| Monoethanoethylendiamin | 2-(2-Aminoethylamino)ethanol | 111-41-1 | A |
| Naphtha niedrigsiedend ² | Lösungsmittelnaphtha, leichte aromatische, Solvent naphtha, Siedegrenzenbenzine | 8030-30-6 8032-32-4 64742-89-8 68919-37-9 8052-41-3 64742-95-6 90989-39-2 91995-18-5 | A |
| Natriumacetatlösung | | | B |
| Natriumbisulfitlösung | Natriumhydrogensulfitlösung | | B |
| Natriumcarbonatlösung | | | B |
| Natriumchloridlösung | | | B |
| Natriumcyanidlösung ≥ 0.25 % | | | A |
| Natriumhypochloritlösung ≥ 0.25 % Cl aktiv ³ | | | A |
| Natriummethylatlösung | | | A |
| Natriumnitritlösung ≥ 25 % | | | A |
| Natriumsulfitlösung | | | A |
| Natriumhydrogensulfitlösung | | | A |
| Natronlauge | Natriumhydroxid-Lösung | | B |
| Nitrobenzol (mono-, di-, tri-) | | 98-95-3 25154-54-5 100-25-4 528-29-0 99-35-4 | A |
| Nitrotoluol (mono-, di-, tri-) | | 88-72-2 99-99-0 602-01-7 121-14-2 25321-14-6 619-15-8 606-20-2 610-39-9 618-85-9 118-96-7 | A |
| Nonylphenol | | 25154-52-3 | A |
| Phenol, 4-Nonyl-, verzweigt | | 84852-15-3 | |

² vgl. Annex 2A (S. 147) Concawe Report No. 6/05 (2005) für weitere Stoffe und CAS-Nummern dieses Eintrags

³ Eine bestimmungsgemäße und fachgerechte Anwendung dieses Stoffes zur Trinkwasseraufbereitung wird durch diese Einteilung nicht eingeschränkt

| Stoff | Synonyme | CAS-Nr. | Klasse |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Octan und Isomere | | 111-65-9 540-84-1 560-21-4 563-16-6 564-02-3 565-75-3 583-48-2 584-94-1 589-43-5 589-53-7 589-81-1 590-73-8 592-13-2 592-27-8 594-82-1 609-26-7 619-99-8 1067-08-9 26635-64-3 | A |
| Octylphenol, 4-tert- | 4-(1,1,3,3-Tetramethylbutyl)phenol | 140-66-9 | A |
| Oleylalkohol | (Z)-Octadec-9-enol | 143-28-2 | B |
| Paraffinöle | | 8012-95-1 | A |
| Paraldehyd | 2,4,6-Trimethyl-1,3,5-trioxan | 123-63-7 | B |
| Pentan | | 109-66-0 | A |
| Perchlorethylen | Tetrachlorethylen | 127-18-4 | A |
| Petrolether | s. Naphtha niedrigsiedend | | A |
| Phenol (gelöst) | | 108-95-2 | A |
| Phenylhydrazin | | 100-63-0 | A |
| Phenylendiisocyanat, 2-Methyl-m- | 2,6-Toluylendiisocyanat (2,6-TDI) | 91-08-7 | A |
| Phenylendiisocyanat, 4-Methyl-m- | 2,4-Toluylendiisocyanat (2,4-TDI) m-Tolyldendiisocyanat | 584-84-9 26471-62-5 | A |
| 1-Phenyl-3-methyl-5-pyrazolon (gelöst) | 3-Methyl-1-phenyl-5-pyrazolon | 89-25-8 | A |
| Phosphoroxychlorid | Phosphoryltrichlorid | 10025-87-3 | B |
| Phosphorsäure | | 7664-38-2 | B |
| Phosphortrichlorid | | 7719-12-2 | B |
| Propylalkohol | Propan-1-ol | 71-23-8 | B |
| Propylenoxid | Methyloxiran | 75-56-9 | A |
| Propylenglykol | Propan-1,2-diol | 57-55-6 | B |
| Salpetersäure | | 7697-37-2 | B |
| Salzsäure | | | B |
| Schmieröle auf Mineralölbasis (legierte, emulgierbare und nicht emulgierbare, obere Siedegrenze > 400°C) | Getriebeöle, Kühlschmierstoffe, Motorenöle | - | A |
| Schweflige Säure | | 7782-99-2 | B |
| Schwefelkohlenstoff | Kohlenstoffdisulfid | 75-15-0 | A |
| Schwefelsäure | | 7664-93-9 | B |
| Styrol | | 100-42-5 | A |
| Sulfurylchlorid | | 7791-25-5 | B |

| Stoff | Synonyme | CAS-Nr. | Klasse |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|------------|--------|
| Terpentin, Öl | | 8006-64-2 | A |
| 1,1,2,2-Tetrachlorethan | | 79-34-5 | A |
| Tetrachlorkohlenstoff | Kohlenstofftetrachlorid | 56-23-5 | A |
| Tetrahydrofuran | | 109-99-9 | B |
| Tetrapropylenbenzol | Benzol, (Tetrapropenyl)derivate | 68512-02-7 | A |
| Thionylchlorid | Thionylchlorid | 7719-09-7 | B |
| m-Toluidin | 3-Methylanilin | 108-44-1 | A |
| o-Toluidin | 2-Methylanilin | 95-53-4 | A |
| Toluol | | 108-88-3 | A |
| Trichlorethylen | | 79-01-6 | A |
| Triethanolamin | 2,2',2''-Nitrioltriethanol | 102-71-6 | B |
| Triethylamin | | 121-44-8 | B |
| Triethylentetramin | Trientin | 112-24-3 | A |
| Triethylphosphat | | 78-40-0 | B |
| 3-Trifluormethylphenylisocyanat | α,α,α -Trifluor-3-tolylisocyanat | 329-01-1 | A |
| Triglyceride (technisch unbehandelt oder hydriert; Fettsäurerest - gesättigt und ungesättigt - mit geradzahligem, unverzweigter C-Kette - und C-Zahl ≥ 8) | | | B |
| 2,4,6-Trimethylanilin | | 88-05-1 | A |
| Trimethylchinonlösung | | 935-92-2 | A |
| 3,3,5-Trimethylcyclohexylamin | | 15901-42-5 | A |
| Trimethylphosphit | | 121-45-9 | A |
| Vinylacetat | | 108-05-4 | A |
| Vinylchlorid | | 75-01-4 | A |
| Xylidine | | | A |
| Xylol (o-, m-, p-, mix) | | | A |

Anhang 2

R-Sätze und zugeordnete Bewertungspunkte für die Klassierung nach Kapitel 4 Punkt 5

| R-Satz | Text | Punkte | Kommentar |
|---------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|----------------------------------------------------------------|
| Akute Säugertoxizität | | | |
| 20/21 | Gesundheitsschädlich beim Einatmen und bei Berührung mit der Haut | 1 | wird nicht additiv zu R22 oder R25 zugeordnet |
| 20/21/22 | Gesundheitsschädlich beim Einatmen, Verschlucken und Berührung mit der Haut | 1 | |
| 20/22 | Gesundheitsschädlich beim Einatmen und Verschlucken | 1 | wird nicht additiv zu R24 zugeordnet |
| 21 | Gesundheitsschädlich bei Berührung mit der Haut | 1 | wird nicht additiv zu R22, R20/22, R25, oder R23/25 zugeordnet |
| 21/22 | Gesundheitsschädlich bei Berührung mit der Haut und beim Verschlucken | 1 | |
| 22 | Gesundheitsschädlich beim Verschlucken | 1 | wird nicht additiv zu R24, oder R23/24 zugeordnet |
| 23/24 | Giftig beim Einatmen und bei Berührung mit der Haut | 3 | wird nicht additiv zu R25 zugeordnet |
| 23/24/25 | Giftig beim Einatmen, Verschlucken und Berührung mit der Haut | 3 | |
| 23/25 | Giftig beim Einatmen und Verschlucken | 3 | |
| 24 | Giftig bei Berührung mit der Haut | 3 | wird nicht additiv zu R25 oder R23/25 zugeordnet |
| 24/25 | Giftig bei Berührung mit der Haut und beim Verschlucken | 3 | |
| 25 | Giftig beim Verschlucken | 3 | |
| Andere akut toxische Wirkungen | | | |
| 15/29 | Reagiert mit Wasser unter Bildung giftiger und hochentzündlicher Gase | 2 | |
| 29 | Entwickelt bei Berührung mit Wasser giftige Gase | 2 | |
| 65 | Gesundheitsschädlich: kann beim Verschlucken Lungenschäden verursachen | 1 | wird nicht additiv zu R21 und R22 zugeordnet |
| Irreversible Wirkungen | | | |
| 39/23/24 | Giftig: ernste Gefahr irreversiblen Schadens durch Einatmen und bei Berührung mit der Haut | 4 | |
| 39/23/24/25 | Giftig: ernste Gefahr irreversiblen Schadens durch Einatmen, Berührung mit der Haut und durch Verschlucken | 4 | |
| 39/23/25 | Giftig: ernste Gefahr irreversiblen Schadens durch Einatmen und durch Verschlucken | 4 | |
| 39/24 | Giftig: ernste Gefahr irreversiblen Schadens bei Berührung mit der Haut | 4 | |
| 39/24/25 | Giftig: ernste Gefahr irreversiblen Schadens bei Berührung mit der Haut und durch Verschlucken | 4 | |
| 39/25 | Giftig: ernste Gefahr irreversiblen Schadens durch Verschlucken | 4 | |
| 68/20/21 | Gesundheitsschädlich: Möglichkeit irreversiblen Schadens durch Einatmen und bei Berührung mit der Haut | 2 | |
| 68/20/21/22 | Gesundheitsschädlich: Möglichkeit irreversiblen Schadens durch Einatmen, Berührung mit der Haut und durch Verschlucken | 2 | |

| R-Satz | Text | Punkte | Kommentar |
|-------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|--------------------------------------|
| 68/20/22 | Gesundheitsschädlich: Möglichkeit irreversiblen Schadens durch Einatmen und durch Verschlucken | 2 | |
| 68/21 | Gesundheitsschädlich: Möglichkeit irreversiblen Schadens bei Berührung mit der Haut | 2 | |
| 68/21/22 | Gesundheitsschädlich: Möglichkeit irreversiblen Schadens bei Berührung mit der Haut und durch Verschlucken | 2 | |
| 68/22 | Gesundheitsschädlich: Möglichkeit irreversiblen Schadens durch Verschlucken | 2 | |
| wiederholte Exposition | | | |
| 33 | Gefahr kumulativer Wirkung | 2 | |
| 48/20/21 | Gesundheitsschädlich: Gefahr ernster Gesundheitsschäden bei längerer Exposition durch Einatmen und durch Berührung mit der Haut | 2 | |
| 48/20/21/22 | Gesundheitsschädlich: Gefahr ernster Gesundheitsschäden bei längerer Exposition durch Einatmen, Berührung mit der Haut und durch Verschlucken | 2 | |
| 48/20/22 | Gesundheitsschädlich: Gefahr ernster Gesundheitsschäden bei längerer Exposition durch Einatmen und durch Verschlucken | 2 | |
| 48/21 | Gesundheitsschädlich: Gefahr ernster Gesundheitsschäden bei längerer Exposition durch Berührung mit der Haut | 2 | |
| 48/21/22 | Gesundheitsschädlich: Gefahr ernster Gesundheitsschäden bei längerer Exposition durch Berührung mit der Haut und durch Verschlucken | 2 | |
| 48/22 | Gesundheitsschädlich: Gefahr ernster Gesundheitsschäden bei längerer Exposition durch Verschlucken | 2 | |
| 48/23/24 | Giftig: Gefahr ernster Gesundheitsschäden bei längerer Exposition durch Einatmen und durch Berührung mit der Haut | 4 | |
| 48/23/24/25 | Giftig: Gefahr ernster Gesundheitsschäden bei längerer Exposition durch Einatmen, Berührung mit der Haut und durch Verschlucken | 4 | |
| 48/23/25 | Giftig: Gefahr ernster Gesundheitsschäden bei längerer Exposition durch Einatmen und durch Verschlucken | 4 | |
| 48/24 | Giftig: Gefahr ernster Gesundheitsschäden bei längerer Exposition durch Berührung mit der Haut | 4 | |
| 48/24/25 | Giftig: Gefahr ernster Gesundheitsschäden bei längerer Exposition durch Berührung mit der Haut und durch Verschlucken | 4 | |
| 48/25 | Giftig: Gefahr ernster Gesundheitsschäden bei längerer Exposition durch Verschlucken | 4 | |
| Kanzerogene und/oder mutagene Wirkungen / Reproduktionstoxizität | | | |
| 40 | Verdacht auf krebserzeugende Wirkung | 2 | |
| 62 | Kann möglicherweise die Fortpflanzungsfähigkeit beeinträchtigen | 2 | |
| 63 | Kann das Kind im Mutterleib möglicherweise schädigen | 2 | wird nicht additiv zu R62 zugeordnet |

Annexe 2.B

**Est-ce de l'eau à évacuer ? Est-ce un déchet ?
Aide à la décision
rapprochement pragmatique du point de vue du praticien
(en allemand)
Publication de la VSA du 24 juin 2009**

Ist es Abwasser ? Ist es Abfall ?

Entscheidungshilfe; pragmatische Annäherung aus der Sicht des Praktikers.

Das Verbot der Abfallentsorgung mit dem Abwasser hat für den Gewässerschutz eine zentrale Bedeutung. In der Praxis ist die Unterscheidung zwischen Abwasser und flüssigem Abfall nicht immer leicht; die vorliegende Vollzugshilfe soll dem Anwender in Behörden, Betrieben und Beratungsbüros diesen Entscheid erleichtern (jedoch nicht abnehmen) und sie soll zur Vollzugsharmonisierung beitragen.

⇒ Eine Klassierung als Abwasser bedeutet nicht, dass dieses ohne weiteres abgeleitet werden darf. Es sind die Vorschriften der Gewässerschutzverordnung zu beachten; fallweise muss das Abwasser nach dem Stand der Technik vorbehandelt werden.

⇒ Eine Klassierung als Abfall bedeutet nicht zwingend, dass dieser Stoff nicht auf eine Kläranlage verbracht werden darf. Manchmal ist auf der ARA ein gezielter Einsatz als Nährstoff, als Kohlenstoffquelle oder zur Biogasgewinnung möglich und sinnvoll.

Eine Ableitung via Kanalisation ist jedoch nicht gestattet; allfällige Ausnahmen können nur mit einer ausdrücklichen behördlichen Bewilligung aufgrund der lokalen Verhältnisse und unter Berücksichtigung der Bestimmung „ausser wenn dies für die Behandlung des Abwassers zweckmässig ist“ gemäss Art. 10 GSchV gemacht werden.

⇒ Bei der Behandlung eines Abfalls entsteht manchmal eine wässrige Lösung, welche als Abwasser abgeleitet werden darf.

Ausgangspunkt:

Gewässerschutzverordnung SR 814.201

Art. 10 Verbot der Abfallentsorgung mit dem Abwasser

Es ist verboten:

- a. feste und flüssige Abfälle mit dem Abwasser zu entsorgen, ausser wenn dies für die Behandlung des Abwassers zweckmässig ist;
- b. Stoffe entgegen den Angaben des Herstellers auf der Etiketle oder der Gebrauchsanweisung abzuleiten.

Definition Abwasser:

Bundesgesetz über den Schutz der Gewässer SR 814.22

Art 4 Definition Abwasser

Das durch häuslichen, industriellen, gewerblichen, landwirtschaftlichen oder sonstigen Gebrauch veränderte Wasser, ferner das in der Kanalisation stetig damit abfliessende Wasser sowie das von bebauten oder befestigten Flächen abfliessende Niederschlagswasser.

Definition Abfall:

Umweltschutzgesetz SR 814.01

Art. 7 Definitionen

Abfälle sind bewegliche Sachen, deren sich der Inhaber entledigt oder deren Entsorgung im öffentlichen Interesse geboten ist.

Die Entsorgung der Abfälle umfasst ihre Verwertung oder Ablagerung sowie die Vorstufen Sammlung, Beförderung, Zwischenlagerung und Behandlung. Als Behandlung gilt jede physikalische, chemische oder biologische Veränderung der Abfälle

Bemerkenswert: als Entsorgen steht nur „Verwertung“ oder „Ablagerung“ zur Verfügung. Ableiten in die Kanalisation ist weder das Eine noch das Andere.

griffigere Definition von Abfall:

Verordnung vom 22. Juni 2005 über den Verkehr mit Abfällen (VeVA) SR 814.610

Die VeVA gilt nicht für Abwasser, das in die Kanalisation eingeleitet werden darf (Art.1).

denkbarer (zulässiger?) Umkehrschluss: Abfälle gemäss VeVA dürfen nicht in die Kanalisation eingeleitet werden.

Verordnung des UVEK vom 18. Oktober 2005 über Listen zum Verkehr mit Abfällen SR 814.610.1

Ausführungsverordnung zur VeVA. Abfälle, die im Anhang 1 dieser Verordnung namentlich aufgeführt sind, sind eben Abfälle und nicht Abwässer.

Vorgehen für die Zuordnung zu „Abwasser“ resp. „Abfall“:

1. man geht in die Entscheid-Liste A. Wenn sich der Stoff in der Grauzone befindet:
2. geht man in das Entscheid – Diagramm B. Wenn jetzt noch nicht alles klar ist,
3. ist das vorliegende System für den Fall nicht tauglich

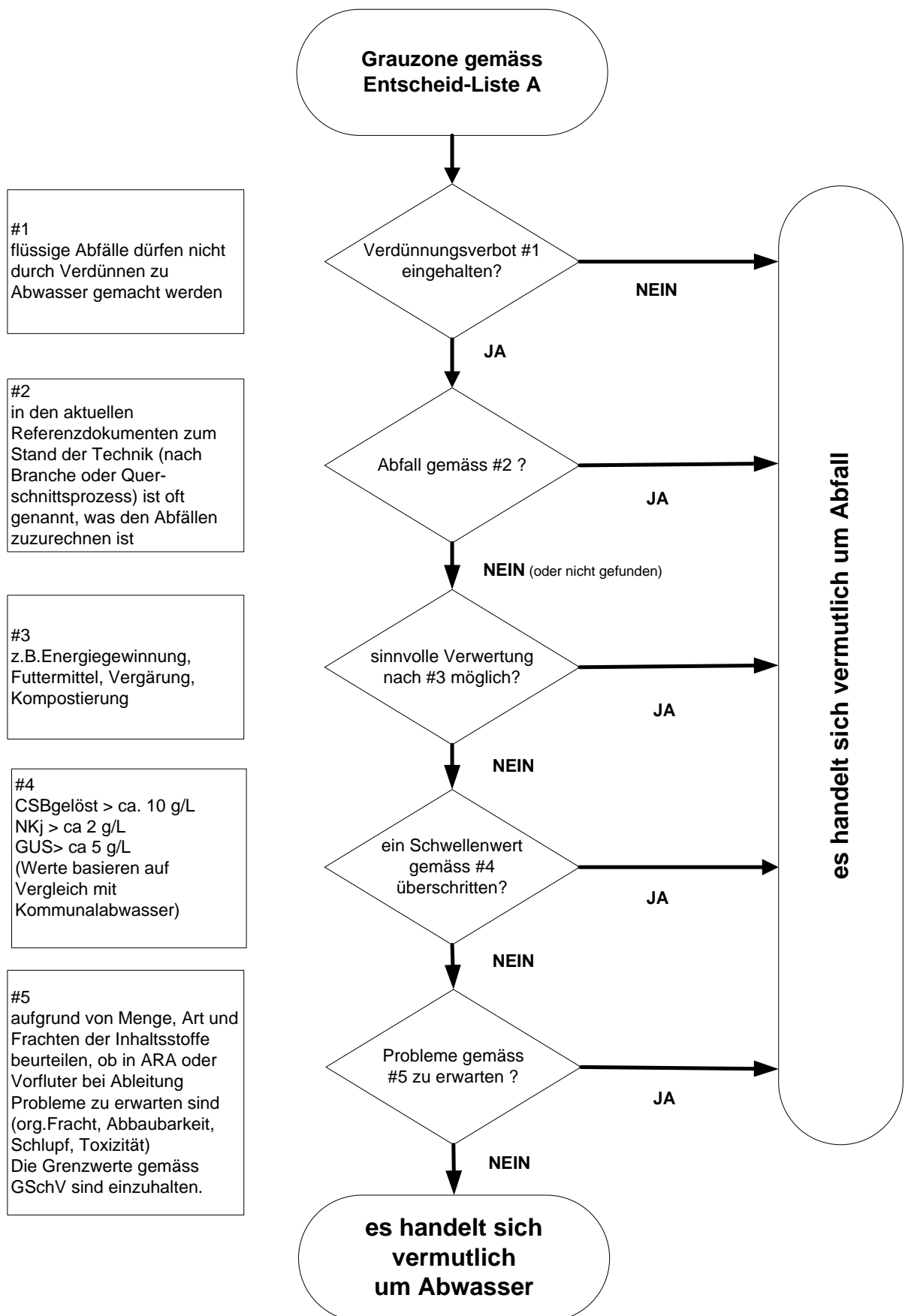
A Entscheid – Liste:

Eine abschliessende Liste kann selbstverständlich nicht erstellt werden. Die gewählten Beispiele sind solche, die in der Praxis häufig strittig sind; deshalb wurde auf eine weitergehende Generalisierung verzichtet.

| eindeutig Abwasser | Grauzone | eindeutig Abfall |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <ul style="list-style-type: none"> • verschmutztes Niederschlagswasser • Industrieabwasser nach Anh. 3.2 GSchV • Anderes Abwasser nach Anh. 3.3 GSchV • Spül- und Waschwässer von Oberflächen • Spülwasser aus Produktionsanlagen, Lagerbehältern und Rohrleitungen für Lebensmittel. Bedingung: vor dem Spülen wurden die Konzentrate nach dem Stand der Technik (mechanisch, Vorspülen..) entfernt. • Deponiesickerwasser, das nach dem StdT behandelt wird | <ul style="list-style-type: none"> • Salzsole (Wärmeträger, Solebäder...) • entgiftete / behandelte wässrige Bäder (wie Entfettungsbäder, Beizbäder, Galvanikbäder) • entgiftete wässrige Sonderabfälle und ak-Abfälle • Flüssige Nährböden aus der Produktion mit mikrobiologischen Methoden • Spülwasser aus Produktionsanlagen, Lagerbehältern und Rohrleitungen aus chemisch / technischer Produktion • wässrige Lösungen, die biologisch schwer abbaubare oder umwelttoxische Stoffe enthalten • entsilberte Fixierbäder • Press-saft von Vergärungsanlagen • Kompostsaft • Brüdenkondensate | <ul style="list-style-type: none"> • alle festen oder pastösen Stoffe • in Wasser nicht oder nur gering lösliche Flüssigkeiten (wie Öle, Lösemittel) • organische Wärmeträgerflüssigkeiten wie Glycol/Wasser – Gemische • Frostschutzmittel • Blut und Panseninhalt bei Schlachtbetrieben • Abgänge aus Stallungen • Rückstände aus der Käseproduktion (Milche, Sirte, Käseschmiere) • unbrauchbare Lebensmittel und Getränke • wässrige Farbschlämme • Metallbearbeitungsemissionen • Fehlchargen, unbrauchbare Erzeugnisse und Warenretouren • Blutkonserven • Vorspülwasser aus Produktionsanlagen, Lagerbehältern und Rohrleitungen |

Die eindeutigen Fälle sind nach dieser Tabelle erledigt. Mit den „Grauzone“ – Fällen geht man in das Diagramm B

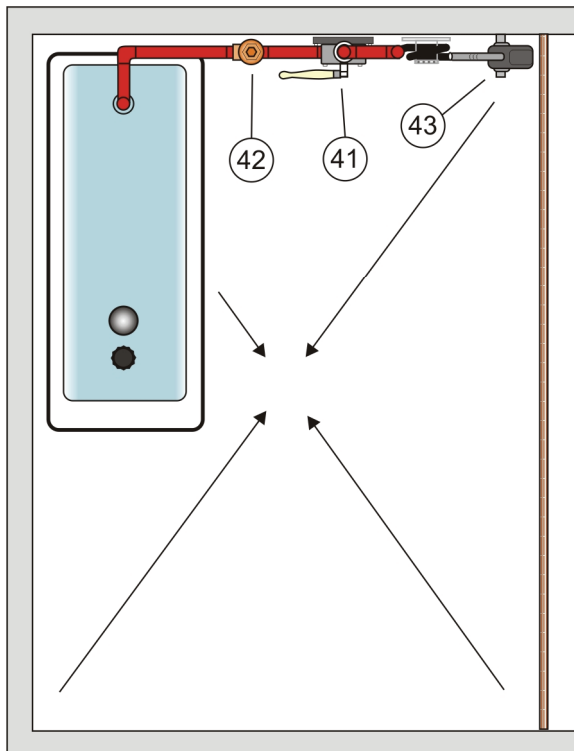
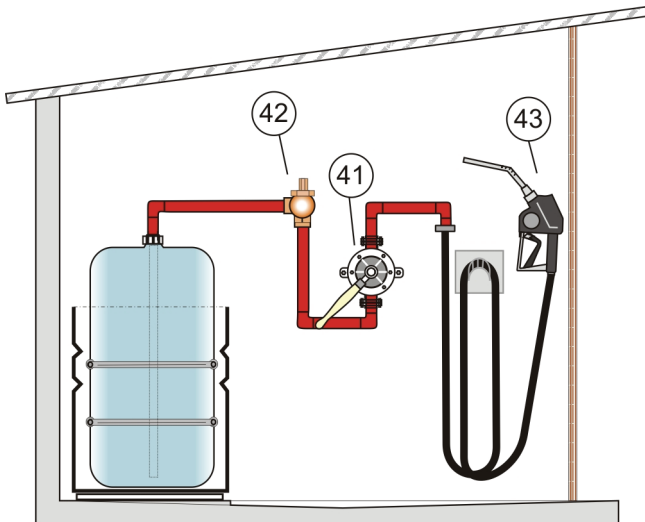
Entscheid - Diagramm B



Annexe 2.C

**Installations de ravitaillement d'huile diesel
avec dispositif de ravitaillement manuel
Fiche technique D1
Publication de la CEE, 2011**

Les figures ci-dessous ne sont pas des plans mais de simples illustrations schématiques du texte qu'elles accompagnent.



1 Champ d'application

- 11 La présente fiche technique s'applique aux installations de ravitaillement d'huile diesel dans les exploitations agricoles et les entreprises artisanales, utilisées pour approvisionner leurs propres véhicules ou engins à moteur et situées en dehors des zones et périmètres de protection des eaux souterraines.
- 12 Les dispositions suivantes se fondent sur la LEaux¹ et l'OEaux² et correspondent à l'état de la technique.
- 13 Les exigences des autres domaines de protection, en particulier les directives de protection incendie de l'Association des établissements cantonaux d'assurance incendie (AEAI), sont réservées.

2 Principes

- 21 L'installation sera placée sur une surface stable, plane et horizontale abritée (p.ex. en béton).
- 22 L'accessibilité pour un remplissage et un contrôle sans entrave doit être garantie.
- 23 L'installation doit être protégée contre toute intervention abusive de tiers non autorisés. Dans le secteur de manoeuvrement des véhicules, il faut prévoir une protection adéquate.
- 24 Les opérations de ravitaillement et de transvasement seront surveillées pendant toute leur durée.

3 Réservoir et bac de rétention

- 31 Voir [fiches techniques K1 à K4](#)

4 Dispositif de ravitaillement

- 41 La pompe à main ainsi que les conduites en tuyaux d'acier entre la pompe à main et le petit réservoir doivent être installées de manière fixe.
- 42 Afin d'empêcher que le carburant ne puisse siphonner intempestivement du petit réservoir (en cas d'une défectuosité du tuyau ou du bec verseur), l'installation d'une vanne antisiphonnage au point culminant du dispositif de ravitaillement est obligatoire. Lorsque la pompe à main est installée sur le petit réservoir et, qu'au terme du ravitaillement, le tuyau est logé dans le bac de rétention, une vanne antisiphonnage n'est pas exigée.
- 43 Il convient d'utiliser un bec verseur équipé d'un obturateur. Celui-ci sera suspendu et sécurisé à un support adéquat situé dans le périmètre de la place de transvasement et placé au-dessus du niveau de liquide maximal.

5 Place de transvasement

- 51 La place de transvasement (dimensionnée en fonction de la longueur du tuyau distributeur définie par l'arc de cercle plus 1 m) doit être conçue de telle sorte que d'éventuelles pertes de liquide ou des écoulements d'huile diesel ne puissent atteindre la canalisation, parvenir dans les eaux ou s'infiltrer dans le sol.

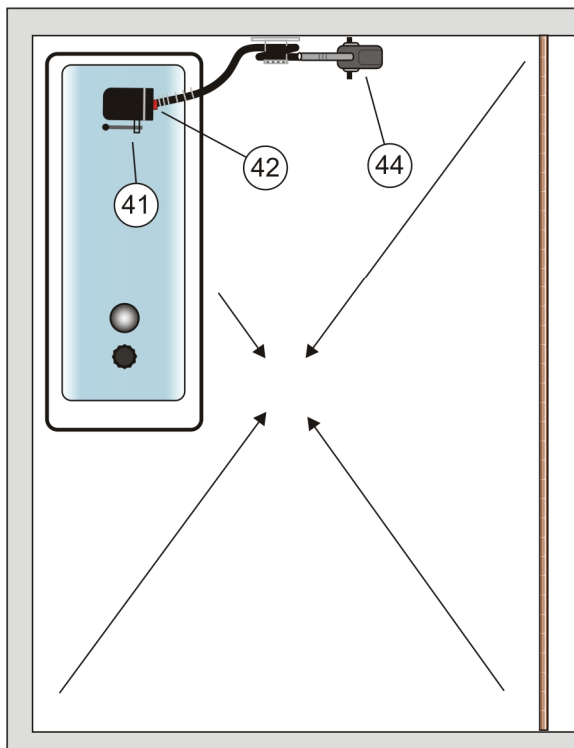
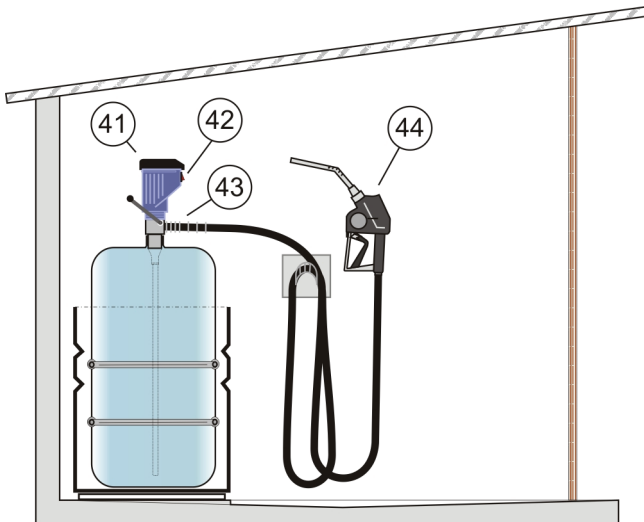
¹ Loi du 24 janvier 1991 sur la protection des eaux

² Ordonnance du 28 octobre 1998 sur la protection des eaux

Annexe 2.D

**Installations de ravitaillement d'huile diesel
avec dispositif de ravitaillement électrique
Fiche technique D2
Publication de la CEE, 2011**

Les figures ci-dessous ne sont pas des plans mais de simples illustrations schématiques du texte qu'elles accompagnent.



1 Champ d'application

- 11 La présente fiche technique s'applique aux installations de ravitaillement d'huile diesel dans les exploitations agricoles et les entreprises artisanales, utilisées pour approvisionner leurs propres véhicules ou engins à moteur et situées en dehors des zones et périmètres de protection des eaux souterraines.
- 12 Les dispositions suivantes se fondent sur la LEaux¹ et l'OEaux² et correspondent à l'état de la technique.
- 13 Les exigences des autres domaines de protection, en particulier les directives de protection incendie de l'Association des établissements cantonaux d'assurance incendie (AEAI), sont réservées.

2 Principes

- 21 L'installation sera placée sur une surface stable, plane et horizontale abritée (p.ex. en béton).
- 22 L'accessibilité pour un remplissage et un contrôle sans entrave doit être garantie.
- 23 L'installation doit être protégée contre toute intervention abusive de tiers non autorisés. Dans le secteur de manoeuvrement des véhicules, il faut prévoir une protection adéquate.
- 24 Les opérations de ravitaillement et de transvasement seront surveillées pendant toute leur durée.

3 Réservoir et bac de rétention

- 31 Voir [fiches techniques K1 à K4](#)

4 Dispositif de ravitaillement

- 41 La pompe de transfert (débit max.: 70 litres par minute) doit, pour des raisons de siphonnage, être montée à un point plus élevé que le sommet du réservoir et, lorsqu'elle n'est pas placée directement sur le réservoir, être reliée au réservoir avec une conduite fixe en tuyaux d'acier.
- 42 La pompe de transfert ne peut rester en service que pendant l'opération de ravitaillement. L'enclenchement et le déclenchement de la pompe doit s'effectuer par un interrupteur facilement accessible, lequel est avantageusement muni d'une lampe de contrôle ou relié à une minuterie (max. 5 min). Le tuyau distributeur flexible doit résister à la pression de la pompe.
- 43 Afin d'empêcher que le carburant ne puisse siphonner intempestivement du petit réservoir (en cas d'une défectuosité du tuyau ou du pistolet), la pompe de transfert doit être munie d'une protection contre le siphonnage intégrée ou la pose d'une vanne antisiphonnage au point culminant de la conduite de prélèvement est obligatoire. Lorsque la pompe est installée sur le petit réservoir et, qu'au terme du ravitaillement, le tuyau est logé dans le bac de rétention, une vanne antisiphonnage n'est pas exigée.
- 44 Il convient d'utiliser un pistolet distributeur à fermeture automatique. Celui-ci sera suspendu et sécurisé à un support adéquat situé dans le périmètre de la place de transvasement, placé au-dessus du niveau de liquide maximal.
- 45 Lorsque des colonnes de distribution sont utilisées, il convient d'installer dans la conduite d'aspiration, à un point plus élevé que le sommet du réservoir, une vanne électromagnétique pour éviter le siphonnage.

5 Place de transvasement

- 51 La place de transvasement (dimensionnée en fonction de la longueur du tuyau distributeur définie par l'arc de cercle plus 1 m) doit être conçue de telle sorte que d'éventuelles pertes de liquide ou des écoulements d'huile diesel ne puissent atteindre la canalisation, parvenir dans les eaux ou s'infiltrer dans le sol.

¹ Loi du 24 janvier 1991 sur la protection des eaux

² Ordonnance du 28 octobre 1998 sur la protection des eaux

Annexe 2.E

Petit réservoir

Un ou plusieurs petits réservoirs placés chacun dans un bac de rétention en matière plastique ou en métal

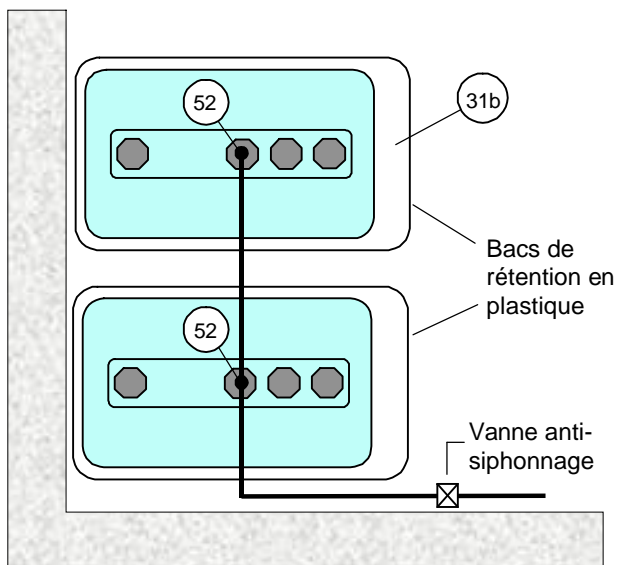
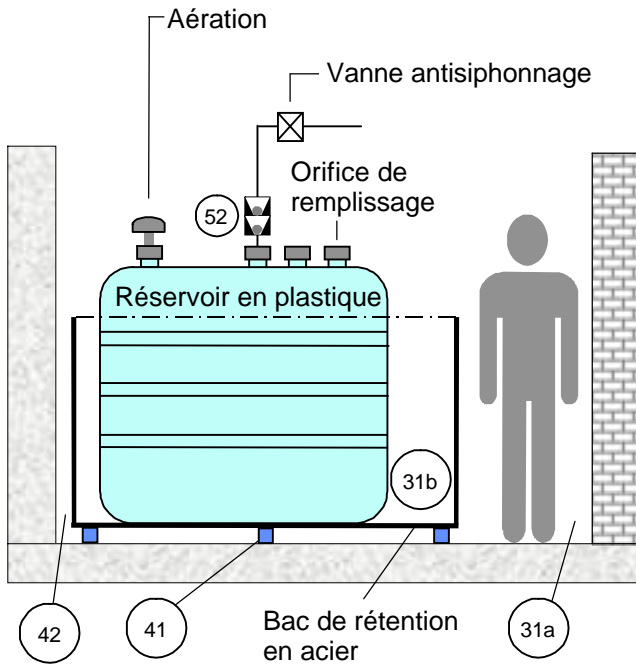
Fiche technique K1

Publication de la CEE, 2008

PETIT RÉSERVOIR

- un ou plusieurs petits réservoirs placés chacun dans un bac de rétention en matière plastique ou en métal

Les figures ci-dessous ne sont pas des plans mais de simples illustrations schématiques du texte qu'elles accompagnent.



1 Champ d'application

- 11 La présente fiche technique s'applique aux petits réservoirs servant à l'entreposage d'huile de chauffage ou d'huile diesel, placés chacun dans un bac de rétention en matière plastique ou en métal, à l'intérieur d'un bâtiment situé en zone S3 ou en dehors des zones et périmètres de protection des eaux souterraines.
- 12 Les dispositions suivantes se fondent sur la LEaux¹ et l'OEaux² et correspondent à l'état de la technique.
- 13 Les exigences des autres domaines de protection sont réservées.

2 Principes

- 21 Les bacs de rétention doivent avoir une capacité de 100 % du volume utile du petit réservoir correspondant.

3 Réservoir

- 31 L'installation et ses éléments seront disposés de manière à assurer une exploitation et un entretien adéquats:
 - [a] L'espace libre devant l'installation doit être praticable (praticable = environ 50 cm);
 - [b] L'espace frontal entre le bac de rétention et le réservoir doit être de 15 cm au moins (détection visuelle des fuites).
- 32 Les petits réservoirs en acier doivent être munis de socles de 2 cm de hauteur au moins.

4 Bac de rétention

- 41 Les bacs de rétention doivent reposer de manière stable sur des fondations résistantes au tassement et au gel. Les bacs de rétention en acier doivent reposer sur des socles de 2 cm de hauteur au moins.
- 42 L'espace entre le bac de rétention en acier et les murs du local doit assurer la libre circulation de l'air.

5 Conduites

- 51 Voir [fiche technique L1](#) ou [fiche technique L2](#)
- 52 Lorsque plusieurs petits réservoirs sont reliés par une conduite de prélèvement, il faut les séparer hydrauliquement.

¹ Loi du 24 janvier 1991 sur la protection des eaux

² Ordonnance du 28 octobre 1998 sur la protection des eaux

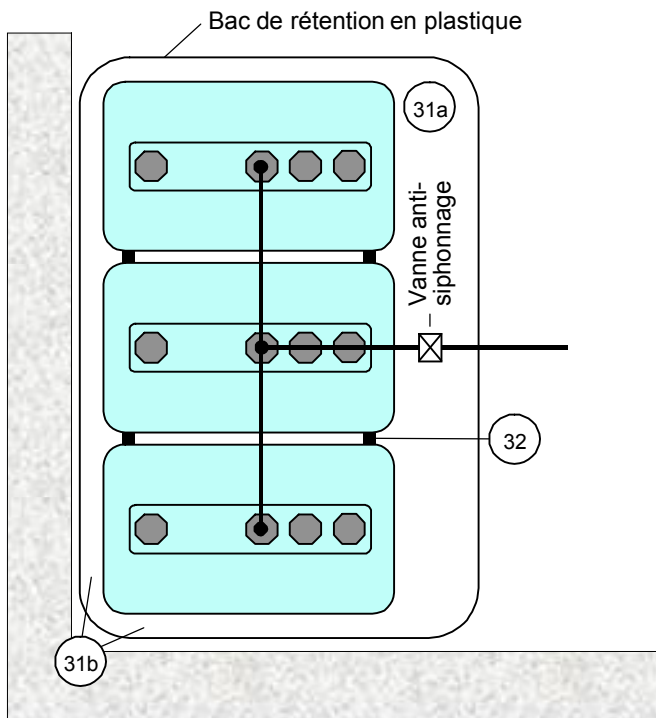
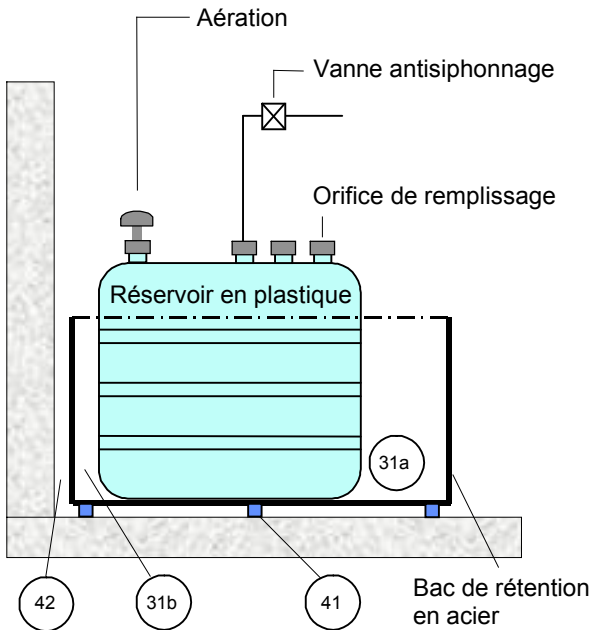
Annexe 2.F

Petit réservoir
Plusieurs petits réservoirs placés dans un seul bac de
rétenion en matière plastique ou en métal
Fiche technique K2
Publication de la CEE, 2008

PETIT RÉSERVOIR

- plusieurs petits réservoirs placés dans un seul bac de rétention en matière plastique ou en métal

Les figures ci-dessous ne sont pas des plans mais de simples illustrations schématiques du texte qu'elles accompagnent.



1 Champ d'application

- 11 La présente fiche technique s'applique à plusieurs petits réservoirs servant à l'entreposage d'huile de chauffage ou d'huile diesel, placés dans un seul bac de rétention en matière plastique ou en métal, à l'intérieur d'un bâtiment situé en zone S3 ou en dehors des zones et périmètres de protection des eaux souterraines.
- 12 Les dispositions suivantes se fondent sur la LEau¹ et l'OEau² et correspondent à l'état de la technique.
- 13 Les exigences des autres domaines de protection sont réservées.

2 Principes

- 21 En zone S3, le bac de rétention doit avoir une capacité de 100 % du volume utile de tous les petits réservoirs qui y sont placés.
- 22 En dehors des zones et périmètres de protection des eaux souterraines, la capacité du bac de rétention équivaldra au volume utile d'un réservoir au moins, pour autant que les réservoirs soient hydrauliquement isolés les uns des autres. Le volume occupé dans le bac par les autres réservoirs ne compte pas dans le calcul de la capacité du bac de rétention.

3 Réservoir

- 31 L'installation et ses éléments seront disposés de manière à assurer une exploitation et un entretien adéquats:
 - [a] L'espace frontal à l'intérieur du bac de rétention doit être praticable. Lorsque les réservoirs ne peuvent être sortis du bac de rétention, il doit en outre être praticable sur un côté adjacent (praticable = env. 50 cm);
 - [b] Les autres espaces entre le bac de rétention et les réservoirs doivent en règle générale être de 15 cm (détection visuelle des fuites).
- 32 Les petits réservoirs placés côte à côte et reliés en batterie (maximum 5), doivent être fixés ensemble conformément aux instructions de montage du fabricant.
- 33 Les petits réservoirs en acier doivent être munis de socles de 2 cm de hauteur au moins.

4 Bac de rétention

- 41 Le bac de rétention doit reposer de manière stable sur des fondations résistantes au tassement et au gel. Lorsqu'il est en acier, il doit reposer sur des socles de 10 cm de hauteur au moins.
- 42 L'espace entre le bac de rétention en acier et les murs du local doit assurer la libre circulation de l'air.

5 Conduites

- 51 Voir [fiche technique L1](#) ou [fiche technique L2](#)

¹ Loi du 24 janvier 1991 sur la protection des eaux

² Ordonnance du 28 octobre 1998 sur la protection des eaux

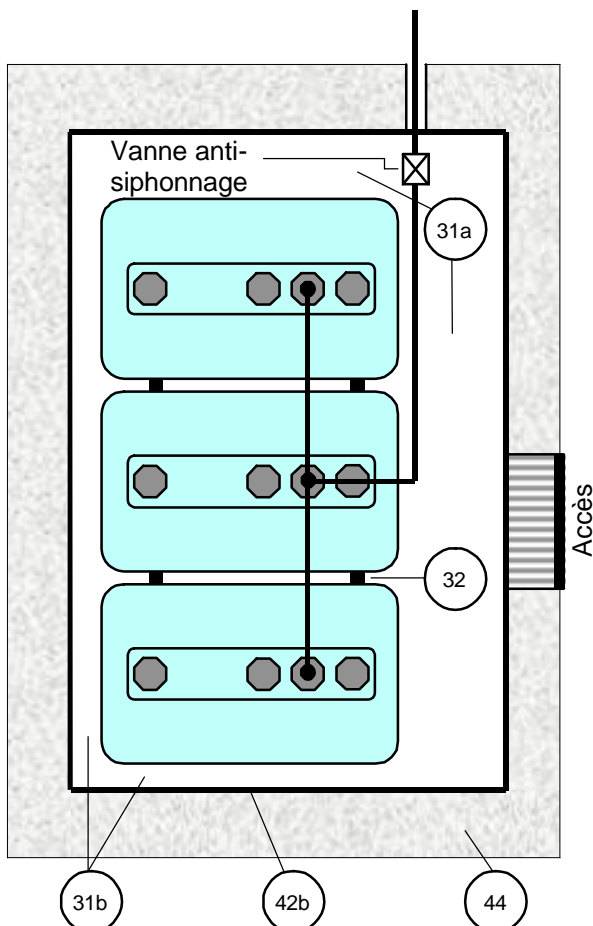
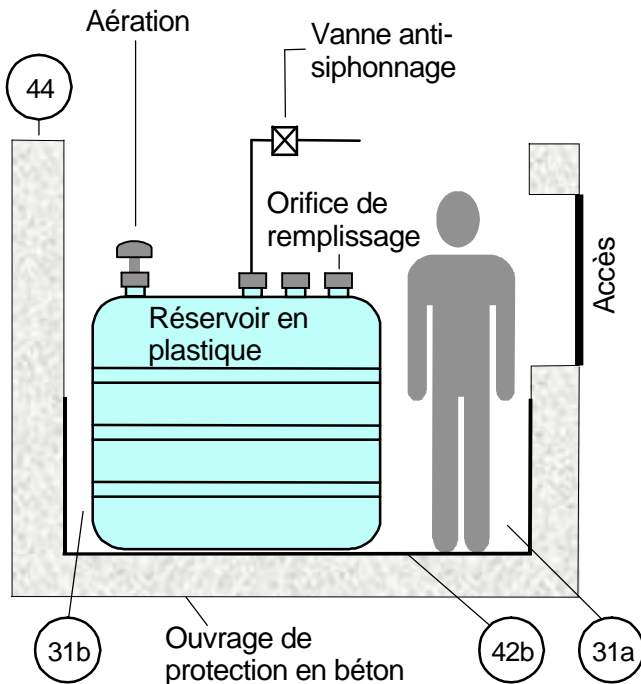
Annexe 2.G

Petit réservoir
Plusieurs petits réservoirs placés dans un seul ouvrage de
protection en béton
Fiche technique K3
Publication de la CEE, 2008

PETIT RÉSERVOIR

- plusieurs petits réservoirs placés dans un seul ouvrage de protection en béton

Les figures ci-dessous ne sont pas des plans mais de simples illustrations schématiques du texte qu'elles accompagnent.



1 Champ d'application

- 11 La présente fiche technique s'applique à plusieurs petits réservoirs servant à l'entreposage d'huile de chauffage ou d'huile diesel, placés dans un seul ouvrage de protection en béton, à l'intérieur d'un bâtiment situé en zone S3 ou en dehors des zones et périmètres de protection des eaux souterraines.
- 12 Les dispositions suivantes se fondent sur la LEau¹ et l'OEaux² et correspondent à l'état de la technique.
- 13 Les exigences des autres domaines de protection sont réservées.

2 Principes

- 21 En zone S3, l'ouvrage de protection doit avoir une capacité de 100 % du volume utile de tous les petits réservoirs qui y sont placés. Les ouvrages de protection en béton seront rendus étanches au moyen d'un revêtement.
- 22 En dehors des zones et périmètres de protection des eaux souterraines, la capacité de l'ouvrage de protection équivaldra au volume utile d'un réservoir au moins, pour autant que les réservoirs soient hydrauliquement isolés les uns des autres. Le volume occupé dans le bac par les autres réservoirs ne compte pas dans le calcul de la capacité du bac de rétention.

3 Réservoir

- 31 L'installation et ses éléments seront disposés de manière à assurer une exploitation et un entretien adéquats:
 - [a] L'espace frontal à l'intérieur de l'ouvrage de protection doit être praticable. Lorsque les réservoirs ne peuvent être sortis de l'ouvrage de protection, l'installation doit en outre être praticable sur un côté adjacent (praticable = env. 50 cm);
 - [b] Les autres espaces entre l'ouvrage de protection et les réservoirs doivent en règle générale être de 15 cm (détection visuelle des fuites).
- 32 Les petits réservoirs placés côte à côte et reliés en batterie (maximum 5), doivent être fixés ensemble conformément aux instructions de montage du fabricant.
- 33 Les petits réservoirs en acier doivent être munis de socles de 2 cm de hauteur au moins.

4 Ouvrage de protection

- 41 Les normes SIA 262 et SN EN 206-1 sont déterminantes pour la construction de l'ouvrage de protection en béton.
- 42 Les ouvrages de protection en béton peuvent être réalisés avec ou sans revêtement d'étanchéité. La démonstration de l'étanchéité se fait comme suit:
 - [a] ouvrage sans revêtement: épreuve à l'eau ou contrôle de conformité;
 - [b] ouvrage avec revêtement: inspection des raccords et de l'absence de pores.
- 43 L'ouvrage doit être conçu de manière à ce que d'éventuelles déformations (fluage, retrait etc.) n'affectent pas l'étanchéité.
- 44 Le fond et les murs des bâtiments existants peuvent être utilisés pour l'ouvrage de protection à condition qu'ils soient en béton et qu'ils supportent les sollicitations prévisibles. Ils doivent être rendus étanches au moyen d'un revêtement.

5 Conduites

- 51 Voir [fiche technique L1](#) ou [fiche technique L2](#)

¹ Loi du 24 janvier 1991 sur la protection des eaux

² Ordonnance du 28 octobre 1998 sur la protection des eaux

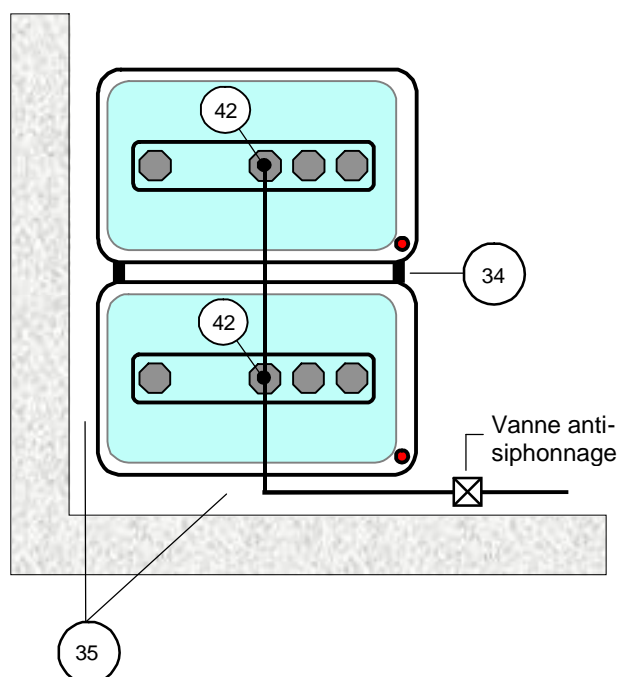
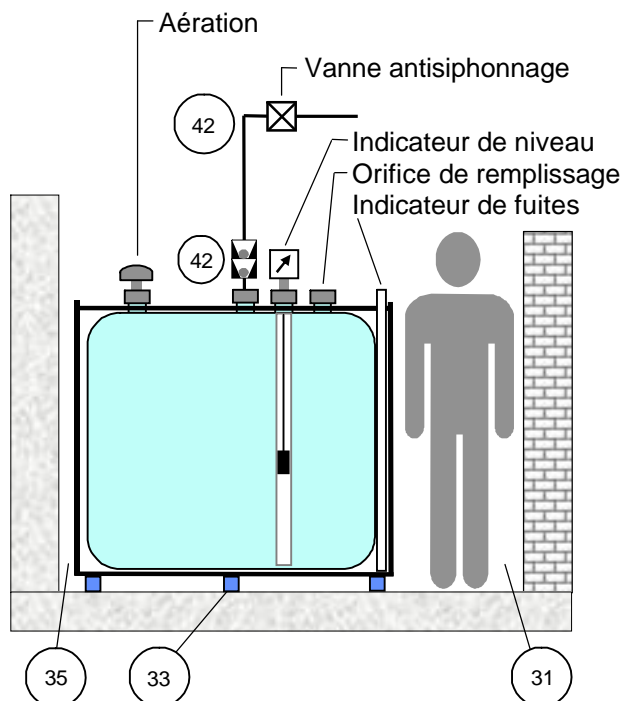
Annexe 2.H

**Petit réservoir ; à deux parois
Réservoir intérieur en polyéthylène
Conteneur extérieur en acier galvanisé
Fiche technique K4
Publication de la CEE, 2008**

PETIT RÉSERVOIR; À DEUX PAROIS

- réservoir intérieur en polyéthylène
- conteneur extérieur en acier galvanisé

Les figures ci-dessous ne sont pas des plans mais de simples illustrations schématiques du texte qu'elles accompagnent.



1 Champ d'application

- 11 La présente fiche technique s'applique aux petits réservoirs à deux parois servant à l'entreposage d'huile de chauffage ou d'huile diesel à l'intérieur d'un bâtiment situé en dehors des zones et périmètres de protection des eaux souterraines. Lorsque le couvercle du conteneur extérieur (bac de rétention) est amovible, les petits réservoirs à deux parois peuvent également être installés en zone S3.
- 12 Les dispositions suivantes se fondent sur la LEaux¹ et l'OEaux² et correspondent à l'état de la technique.
- 13 Les exigences des autres domaines de protection sont réservées.

2 Principes

- 21 Seuls des petits réservoirs à deux parois avec surveillance de l'espace intermédiaire par un indicateur de fuites optique sont autorisés.
- 22 Le flotteur de l'indicateur du niveau de remplissage doit être placé dans un tube-guide.

3 Réservoir

- 31 L'installation et ses éléments seront disposés de manière à assurer une exploitation et un entretien adéquats. L'espace libre devant l'installation doit être praticable (praticable = environ 50 cm).
- 32 Les petits réservoirs à deux parois doivent reposer de manière stable sur des fondations résistantes au tassement et au gel.
- 33 Les petits réservoirs à deux parois doivent être munis de socles de 2 cm de hauteur au moins.
- 34 Les petits réservoirs à deux parois placés côte à côte doivent être fixés ensemble conformément aux instructions de montage du fabricant.
- 35 L'espace entre le petit réservoir à deux parois et les murs du local doit assurer la libre circulation de l'air.

4 Conduites

- 41 Voir [fiche technique L1](#) ou [fiche technique L2](#)
- 42 Lorsque plusieurs petits réservoirs sont reliés par une conduite de prélèvement, il faut les séparer hydrauliquement.

¹ Loi du 24 janvier 1991 sur la protection des eaux

² Ordonnance du 28 octobre 1998 sur la protection des eaux

Chapitre 3 : Déchets et déchets spéciaux

3.1 Introduction

Le but de la loi sur la protection de l'environnement consiste à protéger l'homme, les animaux et les plantes, leurs biotopes et biocénoses ainsi que le sol, des pollutions atmosphériques nuisibles ou incommodantes. La gestion des déchets doit également être réglementée en conséquence. Pour atteindre cet objectif, ces quatre stratégies seront prises en considération :

- Prévenir la formation de déchets en donnant la préférence à des biens durables et à des emballages réutilisables.
- Réduire la quantité de substances polluantes au niveau de la production des biens (en les remplaçant éventuellement par des substances moins nocives).
- Diminuer la quantité de déchets par une meilleure valorisation.
- Traiter les déchets qui subsistent dans le pays même et y procéder d'une manière compatible avec l'environnement.

Stratégie de la gestion des déchets

Pour appliquer cette philosophie, les déchets valorisables ne seront pas collectés et traités en vrac, mais de manière sélective. Quant à la masse de déchets urbains et aux déchets spéciaux, ceux-ci contenant une grande proportion de substances organiques, il convient de les éliminer par incinération dans des installations évidemment appropriées. Les résidus finaux de l'incinération (poussières de filtres, mâchefers) ainsi que les déchets spéciaux inorganiques – ces derniers étant impossibles à incinérer – doivent être traités de manière appropriée pour leur donner une forme chimique et physique stable permettant de les stocker en décharge, sans risques notoires, et sans qu'ils nécessitent une surveillance particulière.

3.2 Ordonnance sur les mouvements de déchets (OMoD), ordonnance du DETEC concernant les listes pour les mouvements de déchets (LMD) et ordonnance technique du 10 décembre 1990 sur le traitement des déchets (OTD)

Ces trois ordonnances règlent les mouvements et l'élimination des déchets en Suisse. **Les trois ordonnances ont été en partie massivement remaniées. Les ordonnances révisées entreront en vigueur en 2016.**

Ce sont les autorités cantonales qui sont compétentes pour l'exécution. En présence de directives municipales et cantonales, ces dernières doivent également être prises en compte.

Attention !

ECO-Swiss – l'organisation pour la protection de l'environnement dans l'économie – a réalisé plusieurs publications intéressantes sur la gestion des déchets et des déchets spéciaux. Cet organisme fournit volontiers tout renseignement utile.

ECO SWISS

3.3 Déchets

La branche de l'automobile et des carrosseries est en principe concernée par les articles suivants de l'OMoD : articles 2 et 3 « Définitions », article 4 « Obligations du détenteur » et article 5 « Interdiction de mélanger » :

OMoD

OMoD Art. 2 Liste des déchets

^a. Déchets spéciaux : les déchets qui, pour être éliminés de manière respectueuse de l'environnement, requièrent, en raison de leur composition ou de leurs propriétés physico-chimiques ou biologiques, un **ensemble** de mesures techniques et organisationnelles particulières même en cas de mouvements à l'intérieur de la Suisse.

Déchets spéciaux (ds)

Note : les déchets spéciaux sont indiqués à l'aide d'un **S** dans la liste des déchets.

Valable à partir de 2016

^b. autres déchets soumis à contrôle nécessitant un document de suivi : les déchets qui, pour être éliminés de manière respectueuse de l'environnement, requièrent, en raison de leur composition ou de leurs propriétés physico-chimiques ou biologiques, un **ensemble** de mesures techniques et organisationnelles particulières même en cas de mouvements à l'intérieur de la Suisse. Ils sont indiqués à l'aide de **scd** dans la liste des déchets.

Autres déchets soumis à contrôle nécessitant un document de suivi (scd)

Valable depuis 2005, à partir de 2016 dans l'alinéa c au lieu du b

^c. autres déchets soumis à contrôle ne nécessitant pas de document de suivi : les déchets qui, pour être éliminés de manière respectueuse de l'environnement, requièrent, en raison de leur composition ou de leurs propriétés physico-chimiques ou biologiques, un nombre **restreint** de mesures techniques et organisationnelles particulières même en cas de mouvements à l'intérieur de la Suisse. Ils sont indiqués à l'aide de **sc** dans la liste des déchets.

Autres déchets soumis à contrôle (sc)

Le reste est considéré comme des déchets autres. L'ordonnance sur le traitement des déchets version révisée (OTD, RS 814.600) fixe des exigences renforcées pour la revalorisation des déchets et la préservation des ressources. Il faut en principe effectuer le tri avec le moins de mélanges possibles lors de l'élimination des déchets afin de permettre le cas échéant le recyclage et sinon une élimination écologique.

Art. 4 Obligations du détenteur

1 Avant de remettre des déchets, leur détenteur est tenu de vérifier s'il s'agit de déchets spéciaux ou d'autres déchets soumis à contrôle.

2 Il n'est autorisé à remettre les déchets spéciaux, ou les autres déchets soumis à contrôle qu'il est tenu de rapporter, qu'à un centre habilité à les réceptionner.

Ce point peut être vérifié sur le site www.veva-online.ch. Il faut saisir le code de déchets correspondant pour lequel le destinataire dispose d'une autorisation.

Interdiction de mélanger

Art. 5 Mélange et dilution de déchets

1 L'entreprise remettante n'est autorisée ni à mélanger, ni à diluer des déchets spéciaux avant de les remettre.

A part ces quelques termes qui sont importants pour la branche automobile, l'OTD s'adresse en particulier aux autorités elles-mêmes, puisque cette ordonnance pose des exigences sur la diminution et sur le traitement des déchets ainsi que sur la construction et l'exploitation des installations de traitement des déchets.

Les déchets suivants (pour les déchets soumis à contrôle et les déchets spéciaux voir les chiffres 3.4 et 3.5) sont les plus fréquents dans la branche automobile et les carrosseries. Ils sont à éliminer de la manière suivante :

Déchets

Exemples de déchets

- Déchets urbains (ordures) : Les déchets urbains et les déchets dont la composition est similaire sont confiés au service communal de la voirie.
- Déchets recyclables : papier, carton, verre, boîtes vides ayant contenu de la peinture, parties métalliques, radiateurs (après séparation des parties en fer, en alu, en cuivre et en étain). Après entente avec la commune, ces déchets seront remis à un poste de collecte communal ou à un ferrailleur local ; quant aux radiateurs, ils seront confiés au service de réparation.
- Pare-brise et vitres de véhicules : (remise au fournisseur, apposer la vignette d'élimination)
- Les parties en plastique et les pare-chocs en plastique (à l'usine d'incinération locale).
- Pneus (voir autres déchets soumis à contrôle)
- Huile usée (voir déchets spéciaux)

- Batteries automobiles (voir déchets spéciaux)
- **Capteurs TPMS**
- **Amortisseurs à liquide magnétorhéologique (voir déchets spéciaux)**

Pour les déchets recyclables, la plupart des communes disposent maintenant de centres de collecte ce qui permet de les trier avant de les éliminer. Toutefois, les centres de collecte étant prévus pour les habitants de la localité, il est important de contacter la commune avant d'y déposer les déchets de l'entreprise. En effet, c'est à la commune de décider dans quelle mesure elle peut accepter les déchets de l'artisanat et du commerce.

Centres communaux de collecte

Déclaration spontanée

Selon l'OMoD, avant de remettre des déchets, leur détenteur est tenu de vérifier s'il s'agit de déchets spéciaux ou d'autres déchets soumis à contrôle. (art. 4)

OMoD

L'OMoD règle la remise, le transport, la réception et l'acceptation de déchets spéciaux, y compris l'importation, l'exportation et le transit. Pour la désignation des déchets spéciaux et des autres déchets soumis à contrôle, elle renvoie aux codes des déchets de la liste des déchets (LMD). Les déchets sont tous désignés soit comme déchets spéciaux (**ds**), **scd** (autre déchet soumis à contrôle nécessitant un document de suivi) soit **sc** (autre déchet soumis à contrôle ne nécessitant pas de document de suivi).

LMD :
liste et codes des déchets spéciaux (ds) et autres déchets soumis à contrôle (scd)

La branche automobile et les carrosseries produisent toutes sortes de déchets : des déchets urbains, des déchets spéciaux (ds) et d'autres déchets soumis à contrôle (sc). Ces derniers doivent être collectés séparément.

3.4 Autres déchets soumis à contrôle (**sc et scd**)

3.4.1 Mesures organisationnelles et administratives selon l'OMoD et la liste des déchets (LMD)

Si une entreprise remettante produit d'autres déchets soumis à contrôle, elle ne pourra les remettre qu'à un preneur dûment autorisé à réceptionner lesdits déchets. La liste des entreprises autorisées figure sous www.veva-online.ch. Des documents de suivi doivent être remplis et conservés pour les déchets scd. L'expéditeur a besoin d'un numéro d'entreprise pour la remise des déchets. L'élimination des déchets sc ne nécessite ni document de suivi ni numéro d'entreprise.

Autorisation de réceptionner les déchets (sc) et scd

Les pneus, les véhicules hors d'usage, les mélanges de ferraille et de nombreux appareils électroniques sont considérés comme des « déchets soumis à contrôle ». Etant donné que, à la date de remaniement de ce manuel à l'automne 2015, la LMD révisée n'est pas encore disponible, il n'est pas possible de dire quels déchets soumis à contrôle auront une obligation de remplir les documents de suivi pour leur élimination. Les déchets en question seront indiqués par scd dans la LMD 2016.

3.4.2 Elimination des pneus usés

Sont considérés comme pneus usagés au sens du code 16 01 03 [sc] LMD les pneus hors d'usage ou endommagés de véhicules qui, conformément à la loi sur la circulation routière (LCR) doivent être pourvus d'un permis de circulation, à savoir les voitures, les bus, les

16 01 03 sc
Pneus usés

véhicules utilitaires, les machines de chantier, les remorques, les motos et les vélomoteurs (bicyclettes exclues).

Les pneus usagés ayant une profondeur de sculpture minimale de 1,6 mm selon l'ordonnance concernant les exigences techniques requises pour les véhicules routiers (OETV) et qui, partant, sont encore utilisables et peuvent être restitués à leur usage initial, n'entrent pas dans cette catégorie : appelés aussi pneus profilés, ils ne sont pas considérés comme des déchets, mais comme des produits usagés.

Les paquets de pneus doublés ou triplés (pneus comprimés les uns dans les autres) ne sont pas considérés comme des déchets uniquement s'ils sont garantis contenir seulement des pneus encore en bon état et ayant une profondeur de sculpture suffisante. A partir du 1^{er} janvier 2011, seules les entreprises qui auront passé avec succès le contrôle de l'Association suisse du pneu (ASP) pourront exporter des paquets de pneus d'occasion doublés ou triplés sans autorisation de l'OFEV. L'Administration fédérale des douanes (AFD) et l'OFEV ont confié les tâches d'exécution à l'ASP, sur la base de l'art. 43 de la loi sur la protection de l'environnement. L'OFEV tient une liste des entreprises habilitées, qui est à la disposition des autorités douanières.

Si un lot est composé de pneus profilés et de pneus usagés auxquels est attribué le code 16 01 03 [sc], le mélange est considéré comme déchet.

Les pneus usagés broyés sous forme de rognures, de granulats ou de poudre sont eux aussi des déchets selon le code 16 01 03 [sc], à une exception près : la poudre de caoutchouc issue du broyage de pneus dont sont ensuite extraits granulats, métaux et composants textiles présentant les spécifications suivantes :

- calibre des granulats < 2 mm,
- proportion de métal libre < 0,1 %,
- proportion de textile libre < 0,1 %.

Les entreprises remettantes ne peuvent remettre des pneus usagés qu'à des centres d'élimination titulaires d'une autorisation octroyée par le canton et, de ce fait, habilités à les réceptionner (art. 4, al. 3, OMoD).

Les particuliers sont également autorisés à remettre des pneus usagés à un poste de collecte (art. 8, al. 2, let. e, OMoD), dès lors que les garagistes ou marchands de pneus ne les reprennent pas.

Les frais d'élimination sont financés sur une base volontaire par les professionnels de la branche. Cette dernière a élaboré une solution qui consiste à prélever une taxe au moment de la reprise. Déjà introduite à certains endroits, cette méthode devrait être généralisée en veillant à répondre au mieux aux besoins de la clientèle.

Autorisation de
récupération des
pneus usés

Les entreprises qui stockent des pneus usagés provisoirement avant de les transmettre ou qui les traitent sur place doivent respecter les dispositions de la loi sur la protection des eaux (LEaux), de l'ordonnance sur la protection des eaux (OEaux), de l'ordonnance sur la protection de

l'air (OPair) et de l'ordonnance sur la protection contre le bruit (OPB).

Les pneus usagés entiers ou broyés (rognures de pneus) ne tombent pas sous le coup de l'ordonnance sur les accidents majeurs (OPAM) mais sont soumis à l'art. 10 LPE (« Protection contre les catastrophes »). L'OPAM est en revanche applicable aux granulats et à la poudre issus des pneus usagés, dont le volume ne doit pas excéder 200 tonnes.

Conformément à l'ordonnance relative à l'étude de l'impact sur l'environnement (OEIE), les installations procédant au tri, au traitement, au recyclage ou à l'incinération de pneus usagés dont la capacité dépasse 1000 tonnes par an sont soumises à une telle étude. Seuls les dépôts provisoires dans lesquels ne sont effectués ni tri ni traitement en sont exemptés.

En matière de prévention des incendies et de rétention des eaux d'extinction, il convient d'observer les dispositions cantonales. Fondées sur les modèles de l'Association des établissements cantonaux d'assurance incendie (AEAI), leur exécution est confiée à l'autorité cantonale de protection contre les incendies.

En vertu de l'art. 8 OMoD, toute entreprise d'élimination qui réceptionne des déchets soumis à contrôle – catégorie dans laquelle entrent les pneus usagés – doit disposer d'une autorisation, dont l'octroi est du ressort des cantons.

Sont notamment concernés :

- les marchands qui se voient remettre des pneus usagés par des entreprises, les entreposent, les trient et les transmettent ;
- les entreprises qui réceptionnent des pneus usagés dont l'état est suffisamment bon (« carcasses ») pour les doter d'une bande de roulement neuve et les restituer à leur usage initial ;
- les entreprises qui procèdent à un traitement mécanique, physico-chimique ou thermique (cimenteries, UIOM, installations de broyage mécanique, etc.) ;
- les entreprises qui utilisent des composants de pneus usagés comme matériau brut à des fins de production (p.ex. pour fabriquer des produits à base de caoutchouc).

Sont exemptés d'autorisation :

- les garagistes et les marchands qui vendent des pneus neufs au détail et reprennent des pneus usagés dans le cadre du service à la clientèle usuel, pour autant qu'ils se limitent à les stocker provisoirement (art. 8, al. 2, let. d, OMoD) et qu'ils ne réceptionnent pas des pneus d'autres entreprises ;
- les postes de collecte désignés par les autorités qui réceptionnent uniquement des huiles moteur, des huiles alimentaires, des tubes fluorescents, des piles ou d'autres déchets soumis à contrôle (p. ex. des pneus usagés) et qui se contentent de les stocker provisoirement (art. 8, al. 2, let. e, OMoD).

Les critères suivants doivent être remplis afin d'obtenir une autorisation de récupération des pneus usés auprès des autorités cantonales :

- Dispositions relevant du droit de la protection des eaux : la plupart des cantons demandent à ce que les pneus usés soient stockés et entreposés sur un sol non perforé dans un local couvert, à ce que l'évacuation des eaux usées passe par les canalisations pour eaux sales ou à ce qu'il n'y ait pas d'écoulement ou encore à ce que des mesures de récupération des eaux utilisées pour éteindre le feu soient prises en présence de plus de 20 tonnes de produits stockés, etc.
- Les dispositions de la police du feu et de la commune doivent être satisfaites.

Tout détenteur d'une autorisation de récupération des pneus usagés doit communiquer chaque année aux autorités cantonales les quantités récupérées et les pneus usés transmis à des tiers (sur le site www.veva-online.ch).

3.4.3 Elimination d'amortisseurs

Les amortisseurs contiennent de l'huile minérale. Certains sont remplis d'un liquide magnétorhéologique, un mélange d'huiles minérales contenant des particules métalliques dont la viscosité change en fonction d'un champ magnétique et engendrant un meilleur amortissement.

Ces amortisseurs peuvent être éliminés avec la ferraille sans être vidés.

Amortisseurs
contenant des
substances
dangereuses

3.4.4 Elimination d'appareils électriques et électroniques

Le but de l'ordonnance du 14 janvier 1998 sur la restitution, la reprise et l'élimination des appareils électriques et électroniques (OREA) est de garantir que ces appareils n'aboutissent pas simplement dans les déchets urbains, mais qu'ils soient traités d'une manière respectueuse de l'environnement. Sont réputés « appareils » au sens de la présente ordonnance les appareils suivants fonctionnant à l'électricité :

- appareils électroniques de loisirs ;
- appareils bureautiques (information et communication) ;
- appareils électroménagers ;
- appareils de refroidissement ;
- outils (mis à part les gros outils industriels fixes) ;
- appareils sportifs, de loisir et jouets ;
- luminaires ;
- sources lumineuses (sauf ampoules incandescentes) ;
- **Capteurs TPMS**

Appareils
électriques et
électroniques

Quiconque veut se défaire d'un de ces appareils est tenu de le rendre à

un commerçant, à un fabricant, à un importateur ou à une entreprise d'élimination habilitée. Il est également autorisé (selon la commune) à s'en débarrasser lors d'une collecte publique d'appareils ou à le déposer dans un poste de collecte public d'appareils.

Quelques appareils comme par exemple les capteurs TPMS sont équipés d'une batterie à piles rondes soudées. Etant donné qu'il s'agit souvent de batteries au lithium, il faut faire preuve d'une grande prudence avec les capteurs abîmés. Les batteries au lithium défectueuses peuvent chauffer, s'enflammer ou exploser car elles réagissent à l'eau.

Capteurs TPMS

3.4.5 Liste des codes OMoD les plus fréquemment utilisés dans la branche de l'automobile et des carrosseries pour les déchets sc et classification des substances selon ADR/SDR (état juin 2015 selon LMD 2010, ADR 2015)

| Codes OMoD et désignation officielle selon la liste des déchets LMD | ADR/SDR N° ONU, Cl., GE ¹⁾ |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------|
| Véhicules hors d'usage et parties de véhicules | |
| 16 01 03 [sc] Pneus usagers | pas dangereuse |
| 16 01 04 [sc] Véhicules hors d'usage | pas dangereuse ¹⁾ |
| 16 01 06 [sc] Véhicules hors d'usage ne contenant ni liquides ni autres composants dangereux | pas dangereuse |
| Déchets provenant d'appareils électriques ou électroniques | |
| 16 02 11 [sc] Appareils hors d'usage contenant des chlorofluorocarbures (CFC), des hydrochlorofluorocarbures (HCFC) ou des hydrofluorocarbures (HFC) | pas dangereuse pas dangereuse |
| 16 02 13 [sc] Appareils hors d'usage autres que ceux visés aux rubriques 16 02 09 à 16 02 12 ou 20 01 21 | pas dangereuse |
| 16 02 16 [sc] Composants électroniques retirés des appareils hors d'usage, autres que ceux visés à la rubrique 16 02 15 | pas dangereuse pas dangereuse |
| 16 02 97 [sc] Composants électroniques retirés des appareils hors d'usage, autres que ceux visés à la rubrique 16 02 15 | |
| 16 02 98 [sc] Câbles usagers | |

¹⁾ Si ce mélange d'huiles ne comporte ni solvants, ni huile diesel, essence ou diluant, il n'est pas considéré comme marchandise dangereuse. Dans le cas contraire, il devra être classé sous ONU 1993, 3, III.

3.5 Déchets spéciaux (ds)

3.5.1 Mesures organisationnelles et administratives selon l'OMoD et la liste des déchets (LMD)

Selon l'article 4 de l'OMoD, chaque entreprise doit déclarer spontanément si les déchets dont elle veut se débarrasser renferment des déchets spéciaux. Pour pouvoir remettre des déchets spéciaux, toutes les entreprises doivent obtenir leur propre « numéro d'identification » OMoD ainsi que les documents de suivi nécessaires pour ces opérations. Il faut en principe établir un document de suivi par déchet spécial. En présence d'une quantité de moins de 50 kg par déchet spécial, on peut établir un justificatif au lieu d'un document de suivi officiel. Le justificatif doit être conservé comme le document de suivi pendant 5 ans (avec indication du déchet, de la quantité, de la date, de l'expéditeur et du destinataire). Un document de suivi collectif peut être utilisé pour la remise de plusieurs déchets spéciaux d'une quantité de moins de 200 kg par code de déchet. Ces réglementations exceptionnelles sont expliquées plus en détail dans l'annexe 3A.

Numéro
d'identification

Documents de
suivi

Les numéros d'identification sont attribués par le canton de domicile de l'établissement. A cette fin, on indiquera le nom de l'entreprise, l'adresse, le numéro de téléphone principal ainsi que le nom de la personne à contacter.

Les documents de suivi peuvent être remplis sur Internet (www.veva-online.ch). Pour se connecter sur ce site (login), il faut indiquer le numéro d'identification de l'entreprise ainsi que son mot de passe. Les deux informations s'obtiennent auprès du canton de domicile. Les documents de suivi sous forme papier sont à commander auprès de l'Office fédéral des constructions et de la logistique (OFCL) à Berne.

Les déchets spéciaux doivent être collectés dans des emballages distincts et dûment étiquetés. Il est interdit de les diluer ou de les mélanger. Ils doivent être collectés séparément. Les récipients, les fûts et autres emballages pour la collecte et l'entreposage des déchets spéciaux doivent être clairement étiquetés de manière à ce qu'il n'y ait aucun risque de confusion. On enlèvera préalablement toutes les anciennes étiquettes et symboles provenant d'un autre usage du récipient. S'il s'agit de déchets considérés comme « marchandises dangereuses », l'emploi d'emballages conformes aux normes ONU est obligatoire.

Fûts pour déchets
spéciaux

Les récipients, fûts, etc. ne doivent pas porter un simple nom général comme eau de lavage, lessives usées ou autres. On indiquera donc les désignations officielles de la liste des déchets LMD. Si cela paraît utile pour la protection des personnes, des biens et de l'environnement, on fournira des précisions complémentaires, telles que la désignation

Désignation des
déchets spéciaux

chimique, une description fidèle du déchet ainsi que le procédé étant à la base du déchet en question.

Les déchets spéciaux ne peuvent être remis qu'à des preneurs qui sont autorisés à les réceptionner et qui sont en outre disposés à les éliminer réglementairement. On doit faire une distinction claire entre le transporteur des déchets et le preneur. En tant que remettant, vous devez vous assurer – car c'est vous le responsable ! – que le transporteur livre bien vos déchets spéciaux à un preneur qui est autorisé à effectuer les opérations d'élimination. En d'autres termes, vous n'avez pas le droit de laisser toute liberté au transporteur sur la destination des déchets que vous lui confiez. En tant que remettant, vous avez l'obligation – avant de remettre vos déchets au transporteur prévu – de remplir exactement les champs 1 et 2 du document de suivi et, au champ 3, d'indiquer le nom et l'adresse du preneur de vos déchets spéciaux.

Réception des
déchets spéciaux

Responsabilité de
l'entreprise
remettante

Il est nécessaire de remplir un document de suivi pour chaque type de déchets spéciaux (voir annexe 3.A).

3.5.2 Liste des codes OMoD les plus fréquemment utilisés pour les déchets spéciaux et classification des substances selon ADR/SDR (état juin 2015 selon LMD 2010, ADR 2015)

| Codes OMoD et désignation officielle selon la liste des déchets LMD | ADR/SDR N° ONU, cl., GE ¹⁾ |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------|
| Huile de moteur 13 02 05 [ds] Huiles de moteur, de boîte de vitesses et de lubrification, non chlorées, à base minérale 13 02 06 [ds] Huiles de moteur, de boîte de vitesses et de lubrification, synthétiques 13 01 10 [ds] Huiles hydrauliques non chlorées à base minérale 13 01 11 [ds] Huiles hydrauliques synthétiques | pas dangereuse ²⁾ |
| Liquide de frein 16 01 13 [ds] Liquide de frein | pas dangereuse |
| Agents réfrigérants 16 01 14 [ds] Antigels, contenant des substances dangereuses 16 01 15 [ds] Antigels, autres que ceux visés à la rubrique 16 01 14 | pas dangereuse |
| Solvants et détergents avec point éclair < 61°C 14 06 02 [ds] Autres solvants et mélanges de solvants halogénés (teneur en chlore > 2%) 14 06 03 [ds] Autres solvants et mélanges de solvants 14 06 05 [ds] Boues ou déchets solides contenant d'autres solvants | ONU 1992, 3, II ONU 1992, 3, II ONU 3175, 4.1, II |
| Solvants et détergents avec point éclair > 61°C 14 06 02 [ds] Autres solvants et mélanges de solvants halogénés (teneur en chlore > 2%) 14 06 03 [ds] Autres solvants et mélanges de solvants 14 06 05 [ds] Boues ou déchets solides contenant d'autres solvants | ONU 2810, 6.1, III pas dangereuse pas dangereuse |
| Carburants et additifs : 13 07 01 [ds] Mazout et gazole 13 07 02 [ds] Essence 13 07 03 [sd] Autres combustibles (y compris mélanges) | ONU 1202, 3, III ONU 1203, 3, II pas dangereuse |
| Déchets de séparateurs d'huile et d'essence (point éclair < 61°C) 13 05 06 [ds] Hydrocarbures provenant de séparateurs eau / hydrocarbures | ONU 1993, 3, III |
| Déchets de séparateurs d'huile (point éclair < 61°C) 13 05 01 [de] Déchets solides provenant de désableurs et de séparateurs eau / hydrocarbures 13 05 02 [ds] Boues provenant de séparateurs eau / hydrocarbures 13 05 06 [ds] Hydrocarbures provenant de séparateurs eau / hydrocarbures 13 05 07 [ds] Eau mélangée à des hydrocarbures provenant de séparateurs eau / hydrocarbures 13 05 08 [ds] Mélanges de déchets provenant de désableurs et de séparateurs eau / hydrocarbures | pas dangereuse |

| | |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>Boues de peintures, vernis aqueux 08 01 16 [ds] Boues aqueuses contenant des peintures ou des vernis, autres que celles visées à la rubrique 08 01 15 08 01 20 [ds] Suspensions aqueuses contenant des peintures ou des vernis autres que celles visées à la rubrique 08 01 19</p> | pas dangereuse |
| <p>Boues d'ateliers avec point éclair < 61°C 13 05 08 [ds] Mélanges de déchets provenant de désableurs et de séparateurs eau / hydrocarbures</p> | ONU 1993, 3, III |
| <p>Boues d'ateliers avec point éclair > 61°C 13 05 08 [ds] Mélanges de déchets provenant de désableurs et de séparateurs eau / hydrocarbures</p> | pas dangereuse |
| <p>Peintures contenant des solvants avec point éclair < 23°C 08 01 11 [ds] Déchets de peintures et de vernis contenant des solvants organiques ou d'autres substances dangereuses 08 01 13 [ds] Boues provenant de peintures ou de vernis et contenant des solvants organiques ou d'autres substances dangereuses 08 01 17 [ds] Déchets provenant du décapage de peintures ou de vernis et contenant des solvants organiques ou d'autres substances dangereuses</p> | <p>ONU 1263, 3, II ONU 1263, 3, II ONU 1263, 3, II</p> |
| <p>Peintures contenant des solvants avec point éclair > 23°C et < 61°C 08 01 11 [ds] Déchets de peintures et de vernis contenant des solvants organiques ou d'autres substances dangereuses 08 01 13 [ds] Boues provenant de peintures ou de vernis et contenant des solvants organiques ou d'autres substances dangereuses 08 01 17 [ds] Déchets provenant du décapage de peintures ou de vernis et contenant des solvants organiques ou d'autres substances dangereuses</p> | <p>ONU 1263, 3, III ONU 1263, 3, III ONU 1263, 3, III</p> |
| <p>Liquides frigorigènes 14 06 01 [ds] Chlorofluorocarbures partiellement ou totalement halogénés</p> | ONU 3159, 2.2. ou ONU 3161, 2.2 ou ONU 1078, 2.2 |
| <p>Poussières de meulage sèches 08 01 18 [ds] Déchets provenant du décapage de peintures ou de vernis autres que ceux visés à la rubrique 08 01 17</p> | ONU 3143, 6.1, III |
| <p>Accumulateurs au plomb 16 06 01 [ds] Piles au plomb et accumulateurs au plomb</p> | pas dangereuse ³⁾ ou ONU 2794, 8 |
| <p>Piles ou accumulateurs nickel-cadmium 16 06 02 [ds] Piles nickel-cadmium et accumulateurs nickel-cadmium 16 06 97 [ds] Piles lithium et accumulateurs lithium 16 06 98 [ds] Mélanges de piles et/ou d'accumulateurs</p> | <p>ONU 2795, 8 ONU 3090, 9 ou ONU 3091, 9 ONU 2800, 8 ou ONU 3028, 8</p> |

| | |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------|
| Acides d'accumulateurs 16 06 06 [ds] Electrolytes de piles et accumulateurs collectés séparément | ONU 2796, 8, II |
| Piles et accumulateurs ⁴⁾ 16 06 05 [ds] Autres piles et accumulateurs | pas dangereuse |
| Huiles usées et filtres à huile ⁵⁾ 13 02 05 [ds] Huiles de moteur, de boîte de vitesses et de lubrification non chlorées à base minérale | pas dangereuse |
| Eaux résiduaires alcalines, sans chrome ni cyanure, bains, boues 20 01 15 [ds] Bases | ONU 1719, 8, III |
| Tubes fluorescents et lampes à vapeur métallique 20 01 21 [ds] Tubes fluorescents et autres déchets renfermant du mercure | pas dangereuse |
| Déchets du démontage de véhicules hors d'usage et de l'entretien des véhicules 16 01 07 [ds] Filtre à huile 16 01 10 [ds] Composants explosifs (p.ex. airbags) 16 01 11 [ds] Patins de freins contenant de l'amiante 16 02 15 [ds] Composants dangereux retirés des appareils hors d'usage ⁶⁾ | pas dangereuse ONU 0503, 1 pas dangereuse ONU 2590, 9, III ONU 3432, 9, II |

¹⁾ cl. = classe de marchandise dangereuse, GE = groupe d'emballage selon la législation sur les marchandises dangereuses (ADR)

²⁾ Si ce mélange d'huiles ne comporte ni solvants, ni huile diesel, essence ou diluant, il n'est pas considéré comme marchandise dangereuse. Dans le cas contraire, il devra être classé sous ONU 1993, 3, III.

³⁾ Les batteries de voiture hors d'usage ne sont pas des marchandises dangereuses, pour autant que leurs boîtiers ne soient pas endommagés, qu'ils ne risquent ni de couler, de glisser, de tomber ou d'être endommagés (exemple : s'ils sont empilés en paloxes), s'ils n'ont à l'extérieur aucune trace de base ou d'acide, s'ils sont protégés contre les courts-circuits (ADR disposition spéciale 598).

⁴⁾ Selon l'annexe 2.15 « piles et accumulateurs » de l'ordonnance du 18 mai 2005 sur la réduction des risques liés aux produits chimiques, ORRChim (état au 1^{er} septembre 2015, RS 814.81), les commerçants ont l'obligation de reprendre gratuitement les batteries et les accumulateurs faisant partie de leur assortiment.

⁵⁾ Les filtres à huile 160107 peuvent être collectés sélectivement en séparant les vieux métaux des huiles usées. Code OMoD 13 02 05 ds, centres de collecte pour vieux métaux.

⁶⁾ Par exemple des éléments renfermant des PCB ou de l'amiante.

La liste complète des codes de déchets (LMD, annexe 1) figure en ligne sous www.veva-online.ch.

3.5.3 Elimination des résidus de filtration des installations de séparation des émulsions

Les résidus de filtration des installations de séparation des émulsions sont en principe considérés comme des déchets spéciaux. En l'absence de réglementation exceptionnelle du canton, ces derniers doivent être éliminés avec un justificatif d'élimination et, à partir d'une quantité de 50 kg, avec un document de suivi comme déchet spécial.

Elimination des résidus de filtration des installations de séparation

3.5.4 Elimination de batteries

Les batteries usagées contiennent des acides forts pouvant provoquer de graves brûlures et des lésions au niveau de la peau, des yeux et des voies respiratoires. C'est la raison pour laquelle les batteries sont en principe considérées comme des déchets spéciaux et des marchandises dangereuses.

Obligation de reprise

Les commerçants qui remettent des piles ou des accumulateurs dont le poids n'excède pas 5 kg sont tenus de reprendre gratuitement toutes les piles et tous les accumulateurs de ce type rapportés par le consommateur (ORRChim).

Interdiction des piles nickel-cadmium

Selon la directive 2000/53/CE du Parlement européen et du Conseil du 18 septembre 2000, la mise en circulation d'accumulateurs nickel-cadmium pour véhicules électriques et la mise en circulation de nouveaux véhicules électriques équipés d'accumulateurs nickel-cadmium sont interdites.

Taxe anticipée de recyclage

Les fabricants de batteries, d'accumulateurs ou d'objets avec batteries et accumulateurs intégrés, doivent verser une taxe anticipée de recyclage à une organisation privée mandatée par l'OFEV pour ces batteries ou accumulateurs.

Les batteries et accumulateurs mis en circulation avant le 31.12.2011 et pesant moins de 5 kg ne sont pas soumis à cette taxe.

Des caisses Paloxe en matière synthétique (qui résistent aux acides) sont adaptées pour le stockage des batteries récupérées. Les points suivants doivent être pris en compte pour le stockage :

- Mettre les batteries debout, les sécuriser afin qu'elles ne basculent pas et ne tombent pas
- Dans un endroit frais, sec et propre

Stockage des batteries

Les batteries et accumulateurs à ions lithium endommagés peuvent prendre feu. Au contact avec de l'eau, le lithium dégage des vapeurs inflammables et chauffe. Un incendie d'accumulateurs et de batteries à ions lithium est donc difficile à éteindre. Le pourcentage de batteries à ions lithium ne cesse d'augmenter dans les collectes de batteries usagées. Les incidents et incendies dans des déchets électriques et des

Danger spécial des batteries à ions lithium

collectes de batteries imputables aux batteries et accumulateurs au lithium sont de plus en plus nombreux. Afin de réduire ce risque, il est recommandé de séparer ces batteries et de réduire leur stock au minimum avec des éliminations régulières.

3.5.5 AdBlue ® (solution d'urée)

Le produit présente des propriétés de nature à polluer les eaux. Il ne doit en aucun cas être déversé dans les égouts.

En termes d'élimination, selon la prise de position de l'OFEV, il ne s'agit ni d'un déchet spécial ni d'un autre déchet soumis à contrôle. Les exigences du fabricant doivent être prises en compte.

L'entreprise Greenpool a confirmé la reprise et l'élimination d'AdBlue ® : le produit doit être remis à Greenpool dans des récipients étiquetés et résistants.

Les chiffons imbibés d'AdBlue® doivent être éliminés avec les déchets ménagers.

L'AdBlue est repris par le fabricant.

3.5.6 Additifs diesel

Des produits présentant des propriétés toxiques ou polluantes sont souvent utilisés comme additifs diesel pour les systèmes de filtres à particules. Ces liquides ne doivent pas être déversés dans les égouts et doivent être éliminés conformément aux instructions du fabricant (cf. fiche de sécurité, point 13). Il s'agit souvent de déchets spéciaux portant le code 13 07 03 [sd] Autres combustibles (y compris mélanges).

Les pièces contaminées par un liquide classé comme déchet spécial (p.ex. réservoirs intégrés aux véhicules) doivent également être éliminées comme déchets spéciaux.

Les additifs diesel sont des déchets spéciaux

3.6 Marchandises d'occasion ou déchets

Afin de garantir une politique environnementale et des ressources durable, il est en principe judicieux d'exporter dans des pays d'Afrique et d'Asie les marchandises d'occasion comme les pneus usés, les anciens véhicules et les appareils électriques. Il est toutefois illégal d'utiliser cette solution pour se débarrasser de déchets et de ferrailles.

L'OFEV a publié une brochure expliquant clairement les critères à satisfaire pour être estampillé « marchandises d'occasion ».

L'état de la marchandise n'est pas le seul élément important. Le type d'emballage compte aussi. Les pièces de rechange fonctionnelles sont ainsi obligatoirement considérées comme des déchets lorsqu'elles sont stockées dans un conteneur sans tri, protection ni emballage. Le pays de destination manque souvent de l'infrastructure nécessaire à une élimination écologique : c'est un grave danger pour la santé des habitants et l'environnement de ces régions.

Vous trouverez la brochure dans l'annexe 3.D. En voici le contenu :

- Exigences auxquelles doivent satisfaire les appareils électroniques

Marchandises d'occasion ou déchets

Emballage correct des marchandises d'occasion

(téléviseurs, écrans, ordinateurs, appareils de refroidissement, compresseurs)

- Vue d'ensemble des liquides frigorigènes permis/interdits
- Textiles
- Véhicules, pièces automobiles et pneus (critères permettant de décider s'il s'agit d'un véhicule ancien ou de ferraille)

Aide

La ligne d'assistance OMoD fournit des informations sur la manière d'éliminer des déchets dans le respect de la législation et de la sécurité :

Ligne d'assistance OMoD : 031 324 07 07

E-mail d'assistance OMoD : veva@bafu.admin.ch

3.7 Liste de contrôle « déchets et déchets spéciaux »

Remplie le :

Signature :

| Liste de contrôle | Référence Manuel | en ordre | pas en ordre | Justifications / dispositions prises |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------------------|
| 1. Le chapitre sur les déchets a-t-il été lu et compris ? | | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | |
| 2. Est-ce que tout votre personnel connaît bien votre système de collecte des déchets ? | Chap. 1.4 | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | |
| 3. Est-ce que vos conteneurs pour la récupération des déchets sont bien marqués ? | Chap. 3.3 | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | |
| 4. Triez-vous et collectez-vous séparément les déchets recyclables et ceux qui ne le sont pas ? | Chap. 3.3 | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | |
| 5. Avez-vous examiné avec la commune quels sont les déchets recyclables que vous pouvez remettre au centre de collecte communal ? | Chap. 3.3 | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | |
| 6. Eliminez-vous de manière réglementaire tous les pneus usés, anciens véhicules et appareils électroniques hors d'usage ? | Chap. 3.3 | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | |
| 7. Avez-vous établi une liste de vos déchets spéciaux, avec les codes de ces déchets selon l'OMoD ; est-ce que chaque personne connaît cette liste ? | Chap. 3.5.2 | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | |
| 8. Remettez-vous vos déchets spéciaux à un seul preneur autorisé à les réceptionner et qui, en plus, est officiellement autorisé à les accepter ? | Chap. 3.4, 3.5 | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | |
| 9. Conservez-vous les bulletins de suivi pendant au moins 5 ans ? ¹ | Annexe 3.A | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | |
| 10. Avant de choisir une entreprise d'élimination, comparez-vous les prix de diverses maisons ? | | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | |
| 11. Est-ce que vous examinez déjà au moment de vos acquisitions si vous pouvez produire moins de déchets ? | Chap. 3.1 | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | |

¹ Ne vaut que pour la procédure écrite de documents de suivi

| Liste de contrôle | Référence Manuel | en ordre | pas en ordre | Justifications / dispositions prises |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------|--------------------------|--------------------------|---------------------------------------------|
| 12. Est-ce que vos récipients/fûts pour la récupération des déchets spéciaux sont marqués conformément aux directives ? | Chap. 3.5 | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | |

Annexe 3.A

Elimination des déchets spéciaux

Opérations d'élimination des déchets spéciaux

1 Introduction

Selon l'OMoD, article 6, tout mouvement de déchets spéciaux en Suisse nécessite un document de suivi. **Les déchets spéciaux (ds) et les autres déchets soumis à contrôle (sc) ne peuvent être remis qu'à des entreprises autorisées à les réceptionner, c'est-à-dire qui possèdent une autorisation appropriée (voir www.veva-online.ch).**

Chaque récipient qui contient des déchets spéciaux ou qui sert à leur transport doit être muni d'une étiquette portant la mention « **déchets spéciaux, Sonderabfälle, rifiuti speciali** ». Avant le transport, on y inscrira le **numéro du document de suivi** ou le **code du déchet**. Selon le type de déchets spéciaux dont il s'agit, il faut encore ajouter une étiquette portant le symbole de danger et le numéro ONU selon ADR. Ces étiquettes sont à commander auprès de MWV, Case postale 327, 6371 Stans (tél. 041 610 78 40, fax 041 610 04 88, e-mail mmv@mmvtox.ch). On peut aussi s'adresser à EcoServe International AG, Pulverhausweg 13, 5033 Buchs (tél. 062 837 08 10, fax 062 837 08 11, e-mail info@ecoserve.ch).

Pour la remise de déchets spéciaux à une entreprise autorisée à les réceptionner, on utilisera le document de suivi OMoD, selon l'article 6 et annexe 1 de l'OMoD. Les documents de suivi peuvent être remplis en ligne (www.veva-online.ch) ou être commandés auprès de l'Office fédéral des constructions et de la logistique (tél. +41 (0)31 325 50 50), référence 319.551. Pour les mouvements transfrontaliers, la notification et des documents de suivi spéciaux sont requis (voir les instructions de l'OFEV :

<http://www.bafu.admin.ch/abfall/01508/06061/08962/index.html?lang=fr>).

Remarque

Il faut en principe établir un document de suivi par déchet spécial pour le transport de déchets spéciaux. Des dérogations et allègements sont décrits dans les sections 4 et 5. La liste suisse des déchets sera remaniée en 2016. Quelques déchets soumis à contrôle seront désormais désignés par **scd** (autres déchets soumis à contrôle nécessitant un document de suivi). Un document de suivi sera prescrit pour l'élimination de cette catégorie de déchets.

2 Marche à suivre pour remplir les documents de suivi

On remplira les documents de suivi de la manière suivante :

- Informations sur votre entreprise
Nom, adresse et numéro de téléphone de votre entreprise
Nom du responsable dans votre établissement, c'est-à-dire la personne en charge de la question des déchets spéciaux
- Numéro d'identification de votre entreprise
Votre canton de domicile attribue un numéro d'identification à chaque entreprise remettante de déchets spéciaux.

Tous les numéros d'identification se trouvent en ligne sous www.veva-online.ch. Si vous avez présenté une demande de numéro mais qu'au moment du transport de vos déchets il ne vous a pas encore été attribué, vous pouvez effectuer le transport sans ce numéro. C'est le destinataire qui l'ajoutera.

- **Description des déchets**
Il est nécessaire d'indiquer le terme officiel selon la liste LMD. On indiquera également toute information complémentaire importante permettant de faciliter le transport et l'élimination ; exemple : concentration, propriétés dangereuses spécifiques, provenance exacte du déchet (exemple: huile de vidange de moteurs).
- **Code des déchets selon l'OMoD**
Les codes sont à six chiffres. Les principaux figurent dans le Manuel sous le chiffre 3.5.2. La liste complète figure dans la LMD ou sur www.veva-online.ch.
- **Poids**
En pratique, il est souvent difficile d'évaluer le poids (p.ex. à cause du manque de balance). Le poids indiqué est considéré comme correct lorsqu'il correspond à ce que l'on peut raisonnablement estimer. L'indication en litres n'est requise que pour les liquides et uniquement s'il s'agit de marchandises dangereuses.
- **Transport de grandes quantités**
N'est important que pour des transports qui durent plusieurs jours de déchets provenant de sites contaminés, de collecteurs de boues du réseau routier, sur mandat d'une autorité ou lorsqu'il s'agit d'huiles usées. Voir à cet effet l'OMoD, annexe 1.1.3, chiffre b.
- **Type d'emballage**
Doit seulement être indiqué lorsqu'il s'agit de marchandises dangereuses selon l'ADR, par exemple des fûts en acier ou des bidons en matière plastique.
- **Nombre d'emballages / de colis**
Indiquer le nombre de bidons, de fûts ou de palettes (camion-citerne = 1)
- **Date d'expédition**
C'est la date de remise au transporteur.
- **Signature de l'entreprise remettante**
Par sa signature, l'entreprise remettante confirme que les indications qu'elle doit obligatoirement fournir sont complètes et exactes.
- **Marchandises dangereuses selon l'ADR/SDR**
Si le déchet spécial est une marchandise dangereuse et si vous désirez utiliser le document de suivi comme papier d'accompagnement ADR, indiquez-le dans la case correspondante (ici « oui ») et fournissez les informations requises selon les prescriptions ADR/SDR (p.ex. déchets, ONU 1993, substance liquide inflammable, n.s.a. (contient xxx), 3, groupe d'emballage II, D/E). Vous trouverez des propositions pour la classification des substances au chapitre 3.5.2. Vous trouverez la description des marchandises dangereuses et des lois

pertinentes en la matière dans le chapitre 8 du Manuel. Si vous pouvez exclure que le déchet est une marchandise dangereuse selon l'ADR/SDR, inscrivez sous remarque : « pas de marchandise dangereuse selon l'ADR ». Le livre de l'élimination (Entsorgungsbuch) est une aide pour l'attribution des codes selon l'ADR ; il s'obtient auprès d'Eco-Serve International AG, Bresteneggstrasse 5, 5033 Buchs (tél. 062 837 08 10, fax 062 837 08 11. Courriel info@ecoserve.ch ou <http://www.ecoserve.ch/89.html>).

- **Entreprise d'élimination**
C'est l'entreprise remettante qui décide à qui elle entend confier ses déchets. L'entreprise doit veiller à indiquer avec précision le nom et l'adresse du destinataire prévu sur le document de suivi, ceci avant le début du transport. Important : l'entreprise d'élimination doit disposer d'une autorisation pour la récupération d'autres déchets soumis à contrôle ou déchets spéciaux. Dans le cas contraire, les déchets ne doivent pas être confiés à cette entreprise ! Vous trouverez les entreprises disposant d'une autorisation pour les différents déchets spéciaux sur le site www.veva-online.ch.
- Les autres rubriques relatives à l'entreprise d'élimination seront remplies par celle-ci après la réception des déchets.
- Les rubriques concernant le transporteur peuvent être remplies par l'entreprise remettante ou au plus tard par le transporteur lui-même avant le début du transport. Le cas échéant, il apportera les corrections nécessaires. Le transporteur doit signer le document. S'il y a un changement de transporteur, il peut lui-même apporter les modifications nécessaires.

3 Transmission des documents de suivi en Suisse

Le jeu de documents de suivi se compose de 3 feuilles. Il est possible de remplir les documents en ligne. Dans ce cas, **un** exemplaire doit être imprimé ; il sera signé à la main par toutes les personnes concernées. Ce document devra accompagner le transport. Il sera archivé auprès de l'entreprise qui réceptionne les déchets. En votre qualité d'entreprise remettante, vous pouvez consulter la banque de données en ligne et imprimer les documents de suivi des opérations achevées avec succès.

Lorsque les documents de suivi sont remplis de manière traditionnelle sur papier, **trois** exemplaires doivent être imprimés :

1. En votre qualité de remettant, vous ne conservez chez vous que la 2^e feuille (sera archivée par l'entreprise remettante) dûment signée par le transporteur.
Les feuilles 1 et 3 sont à remettre au transporteur.
2. A son tour, le transporteur signe ces deux feuilles ; il les remettra à l'entreprise qui réceptionnera les déchets.
3. L'entreprise qui se charge de l'élimination vous retourne la 3^e feuille dûment complétée et signée. Il est dans votre propre intérêt d'insister pour que l'entreprise que vous avez désignée vous restitue la 3^e feuille munie de sa signature car :
Il relève de votre propre responsabilité que vos déchets spéciaux soient réceptionnés par une entreprise possédant l'autorisation de réceptionner les déchets que vous lui confiez.

C'est seulement au moment où vous avez en mains la 3^e feuille munie de la signature en question que vous possédez vraiment cette preuve. (Dans le cadre de la procédure sur Internet, celui qui réceptionne les déchets clôt le document de suivi dans le système en ligne. La version finale contenue dans la base de données fait office de justificatif.)

4. Vous êtes tenu de conserver les feuilles 2 et 3 pendant 5 ans. (Si la procédure a été effectuée sur Internet, l'entreprise remettante peut conserver le document final de suivi qui figure dans la base de données).

4 Dérogation à l'obligation de remplir les documents de suivi

Selon l'art. 6, al. 2 de l'OMoD, les documents de suivi ne sont pas nécessaires pour les cas suivants :

1. Déchets en quantités allant jusqu'à 50 kg, récipients inclus, par code de déchets et par livraison (petites quantités). Toutefois, lorsqu'il s'agit de déchets spéciaux liés au type d'exploitation de l'entreprise remettante, celle-ci est tenue de conserver durant cinq ans une pièce justificative de la remise effectuée (avec indication du déchet, de la quantité, de la date, du remettant et du destinataire). L'adresse de l'entreprise remettante ou le numéro d'identification doivent être indiqués à l'entreprise d'élimination.
2. Déchets rapportés au commerçant qui a fourni un produit, au fabricant ou à l'importateur, sans modification de la composition du produit et dans son emballage d'origine (retour de marchandises).
3. En cas de retour de batteries et d'accumulateurs au revendeur pour stockage provisoire.

5 Listes collectives pour déchets spéciaux

Pour les déchets spéciaux remis en quantités allant jusqu'à 200 kg par remettant et par code, on peut utiliser des listes collectives. Ces listes ne peuvent être utilisées qu'un seul jour. Il faut établir une quittance de remise (avec les indications sur le remettant, le destinataire, le code, la quantité et la date). Le remettant conservera cette quittance pendant 5 ans.

Dans certains cas, la liste collective est une véritable simplification administrative, puisqu'il ne faut pas remplir des documents de suivi détaillés par code de déchet et entreprise remettante.

L'utilisation des listes collectives se présente ainsi :

1. La liste doit être conservée par le destinataire et être présente sur le véhicule pendant le transport du déchet spécial. Le destinataire doit établir une quittance pour la prise en charge des déchets à l'attention du remettant (avec le code de déchet, la quantité, la date, le remettant et le destinataire).
2. Le transporteur doit inscrire l'adresse du destinataire prévu avant la prise en charge des déchets.
3. Pour chaque code de déchet et remettant, une ligne de la liste doit être remplie avec les informations suivantes :
adresse et numéro d'identification du remettant
code de déchet et poids du déchet
signature du remettant

4. Les emballages et les récipients doivent ici aussi être correctement marqués. D'une part pour être en conformité avec l'article 7 de l'OMoD, d'autre part et le cas échéant en vertu des dispositions sur les marchandises dangereuses ADR/SDR.

Les documents de suivi collectifs peuvent être commandés auprès de l'Office fédéral des constructions et de la logistique (tél. +41 (0)31 325 50 50), référence 319.553.



| | | |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 1 ENTREPRISE REMETTANTE Nom: Adresse: | | N° d'identification OMoD: <input type="text"/> Personne de contact: N° tél.: |
| 2 DESCRIPTION DES DÉCHETS Description selon la liste des déchets, et précisions si elles sont nécessaires pour assurer la sécurité de l'élimination et pour protéger l'environnement. Marchandises dangereuses selon ADR/SDR ou RID/RSD: <input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non Remarques (p.ex. précisions relatives à l'ADR/SDR): ¹⁾ | | Code des déchets: <input type="text"/> Poids: <input type="text"/> kg Quantité: ^{1) 2)} <input type="text"/> litres Transport de grandes quantités: ³⁾ oui <input type="checkbox"/> Type d'emballage: ^{1) 4)} <input type="text"/> Nombre d'emballages (colis): Date d'expédition: Signature de l'entreprise remettante: |
| 3 ENTREPRISE D'ÉLIMINATION Nom: Adresse: Signature de l'entreprise d'élimination: (après contrôle et réception des déchets) Date de réception des déchets: | | N° d'identification OMoD: <input type="text"/> Personne de contact: N° tél.: Poids: <input type="text"/> kg Procédé d'élimination: (voir au verso) Date de livraison des déchets: |
| 4 TRANSPORTEUR (nom, adresse) | | Type de transport: ⁵⁾ <input type="text"/> Date de livraison: <input type="text"/> Numéro d'immatriculation du véhicule routier: <input type="text"/> Signature du transporteur: <input type="text"/> |
| 5 TRANSBORDEMENT ET TRANSPORT PAR UN CENTRE LOGISTIQUE (annexe 1, ch. 1.2, let. b, OMoD) | | |
| 2. Transporteur (nom, adresse): Type de transport: ⁵⁾ <input type="text"/> Date de livraison: <input type="text"/> Immatriculation du véhicule: <input type="text"/> Signature: <input type="text"/> | 3. Transporteur (nom, adresse): Type de transport: ⁵⁾ <input type="text"/> Date de livraison: <input type="text"/> Immatriculation du véhicule: <input type="text"/> Signature: <input type="text"/> | Centre logistique (nom, adresse): <input type="text"/> Date de livraison: <input type="text"/> Date du réacheminement: <input type="text"/> |
| Autres transporteurs ou autres centres logistiques? <input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> (Joindre une liste comprenant les indications les concernant, ainsi que leur signature) | | |

1) À ne remplir que si l'on n'utilise pas le document de bord prévu par les prescriptions sur les marchandises dangereuses
2) Indication supplémentaire en litres, si les prescriptions sur les marchandises dangereuses l'exigent
3) Utilisation restreinte selon l'annexe 1, ch. 2.1, let. b, OMoD
4) Désignation des colis selon les prescriptions sur les marchandises dangereuses
5) 1 Route 2 Rail 3 Voie navigable 4 Transport combiné

À conserver par l'entreprise d'élimination

Liste des procédés d'élimination

PARTIE A: PROCÉDÉS D'ÉLIMINATION NON CONSIDÉRÉS COMME UNE VALORISATION

- D1 Dépôt sur ou dans le sol (par exemple mise en décharge, etc.)
- D2 Traitement en milieu terrestre (par exemple biodégradation de déchets liquides ou de boues dans les sols, etc.)
- D5 Mise en décharge spécialement aménagée (par exemple placement dans des alvéoles étanches séparées, recouvertes et isolées les unes des autres et de l'environnement, etc.)
- D8 Traitement biologique non spécifié ailleurs dans cette liste, aboutissant à des composés ou à des mélanges qui sont éliminés selon l'un des procédés énumérés dans la partie A
- D9 Traitement physico-chimique non spécifié ailleurs dans cette liste, aboutissant à des composés ou à des mélanges qui sont éliminés selon l'un des procédés énumérés dans la partie A (par exemple évaporation, séchage, calcination, etc.)
- D10¹⁾ Incinération à terre
 - D101 Incinération dans une usine d'incinération des ordures ménagères (UIOM)
 - D102 Incinération dans une installation d'incinération des déchets spéciaux
 - D103 Incinération dans une chaufferie industrielle
 - D104 Incinération dans une cimenterie
- D12 Stockage permanent (par exemple placement de conteneurs dans une mine, etc.)
- D13²⁾ Mélange ou regroupement préalablement à l'un des procédés de la partie A
- D14²⁾ Reconditionnement préalablement à l'un des procédés de la partie A
- D15²⁾ Stockage préalablement à l'un des procédés de la partie A
 - D151 Stockage intermédiaire, puis réacheminement des déchets en vue de les soumettre à l'un des procédés figurant dans la partie A (les récipients ne sont pas vidés)
 - D152 Regroupement, stockage intermédiaire, puis réacheminement des déchets en vue de les soumettre à l'un des procédés figurant dans la partie A (pas de traitement, les récipients vides sont éliminés séparément)
 - D153 Tri, regroupement, traitement, stockage intermédiaire, puis réacheminement des déchets en vue de les soumettre à l'un des procédés figurant dans la partie A (les déchets subissent des changements; par exemple, certains composants sont écartés ou la composition des déchets est modifiée)
- D160³⁾ Traitement par une installation mobile

PARTIE B: PROCÉDÉS D'ÉLIMINATION CONSIDÉRÉS COMME UNE VALORISATION

- R1⁴⁾ Utilisation comme combustible (autrement qu'en incinération directe) ou autre moyen de produire de l'énergie
 - R101 Valorisation dans une usine d'incinération des ordures ménagères (UIOM)
 - R103 Valorisation dans une chaufferie industrielle
 - R104 Valorisation dans une cimenterie
- R2 Récupération ou régénération des solvants
- R3 Valorisation ou récupération de substances organiques qui ne sont pas utilisées comme solvants
- R4 Valorisation ou récupération des métaux et des composés métalliques
- R5 Valorisation ou récupération d'autres matières inorganiques
- R6 Régénération des acides ou des bases
- R7 Récupération des produits servant à capter les polluants
- R8 Récupération des produits provenant des catalyseurs
- R9 Régénération ou autres réemplois des huiles usagées
- R10 Épandage sur le sol au profit de l'agriculture ou de l'écologie
- R11 Utilisation de matériaux résiduels obtenus à partir de l'une des opérations numérotées de R1 à R10
- R12⁵⁾ Échange de déchets en vue de les soumettre à l'un des procédés numérotés R1 à R11
- R13⁶⁾ Mise en réserve de matériaux en vue de les soumettre à l'un des procédés figurant dans la partie B
 - R151 Stockage intermédiaire, puis réacheminement des déchets en vue de les soumettre à l'un des procédés figurant dans la partie B (les récipients ne sont pas vidés)
 - R152 Regroupement, stockage intermédiaire, puis réacheminement des déchets en vue de les soumettre à l'un des procédés figurant dans la partie B (pas de traitement, les récipients sont vidés)
 - R153 Tri, regroupement, traitement, stockage intermédiaire, puis réacheminement des déchets en vue de les soumettre à l'un des procédés figurant dans la partie B (les déchets subissent des changements; par exemple, certains composants sont écartés ou la composition des déchets est modifiée)
- R160³⁾ Traitement par une installation mobile (valorisation)

¹⁾ S'agissant du trafic intérieur, on remplacera pour des raisons statistiques le code D10 par le code D101, D102, D103 ou D104 qui convient.

²⁾ S'agissant du trafic intérieur, on remplacera ce code par le code D151, D152 ou D153 qui convient.

³⁾ Ce code est réservé au trafic intérieur.

⁴⁾ S'agissant du trafic intérieur, on remplacera pour des raisons statistiques le code R1 par le code R101, R103 ou R104 qui convient.

⁵⁾ S'agissant du trafic intérieur, on remplacera ce code par le code R152 ou R153 qui convient.

⁶⁾ S'agissant du trafic intérieur, on remplacera ce code par le code R151, R152 ou R153 qui convient.



DOCUMENT DE SUIVI COLLECTIF POUR LES MOUVEMENTS DE DÉCHETS SPÉCIAUX

N°: CC00135656



La quantité de déchets spéciaux est limitée à 200 kg par code de déchet.
Le document de suivi collectif est valable un jour.

Date de la collecte

| Nom de l'entreprise remettante | N° d'identification ¹ (remettant) 9 chiffres | Code des déchets ² 6 chiffres | Poids en kg | Procédé d'élimi- nation ³ | Signature du remettant |
|--------------------------------|---------------------------------------------------------------|------------------------------------------------|----------------|--------------------------------------------|------------------------|
|--------------------------------|---------------------------------------------------------------|------------------------------------------------|----------------|--------------------------------------------|------------------------|

| | | | | | |
|------------------|--|--|--|--|--|
| <h1>Exemple</h1> | | | | | |
|------------------|--|--|--|--|--|

Entreprise d'élimination

Nom:

N° d'identification¹:

| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|

Adresse:

Signature de l'entreprise d'élimination:
(après contrôle et réception des déchets)

Date de réception des déchets:

Transporteur

Nom:

Adresse:

Signature du transporteur:

¹ Numéro d'identification de l'entreprise, selon l'OMoD

² Code selon la liste des déchets de l'ordonnance concernant les listes pour les mouvements de déchets

³ Peut être rempli par l'entreprise d'élimination à la réception des déchets; les codes figurent au verso

Liste des procédés d'élimination

PARTIE A: PROCÉDÉS D'ÉLIMINATION NON CONSIDÉRÉS COMME UNE VALORISATION

- D1 Dépôt sur ou dans le sol (p. ex. mise en décharge, etc.)
- D2 Traitement en milieu terrestre (p. ex. biodégradation de déchets liquides ou de boues dans les sols, etc.)
- D5 Mise en décharge spécialement aménagée (p. ex. placement dans des alvéoles étanches séparées, recouvertes et isolées les unes des autres et de l'environnement, etc.)
- D8 Traitement biologique non spécifié ailleurs dans cette liste, aboutissant à des composés ou à des mélanges qui sont éliminés selon l'un des procédés énumérés dans la partie A
- D9 Traitement physico-chimique non spécifié ailleurs dans cette liste, aboutissant à des composés ou à des mélanges qui sont éliminés selon l'un des procédés énumérés dans la partie A (p. ex. évaporation, séchage, calcination, etc.)
- D10¹⁾ Incinération à terre
 - D101 Incinération dans une usine d'incinération des ordures ménagères (UIOM)
 - D102 Incinération dans une installation d'incinération des déchets spéciaux
 - D103 Incinération dans une chaufferie industrielle
 - D104 Incinération dans une cimenterie
- D12 Stockage permanent (p. ex. placement de conteneurs dans une mine, etc.)
- D13²⁾ Mélange ou regroupement préalablement à l'un des procédés de la partie A
- D14²⁾ Reconditionnement préalablement à l'un des procédés de la partie A
- D15²⁾ Stockage préalablement à l'un des procédés de la partie A
 - D151 Stockage intermédiaire, puis réacheminement des déchets en vue de les soumettre à l'un des procédés figurant dans la partie A (les récipients ne sont pas vidés)
 - D152 Regroupement, stockage intermédiaire, puis réacheminement des déchets en vue de les soumettre à l'un des procédés figurant dans la partie A (pas de traitement, les récipients sont vidés)
 - D153 Tri, regroupement, traitement, stockage intermédiaire, puis réacheminement des déchets en vue de les soumettre à l'un des procédés figurant dans la partie A (les déchets subissent des changements; p. ex., certains composants sont écartés ou la composition des déchets est modifiée)
- D160³⁾ Traitement par une installation mobile

PARTIE B: PROCÉDÉS D'ÉLIMINATION CONSIDÉRÉS COMME UNE VALORISATION

- R1⁴⁾ Utilisation comme combustible (autrement qu'en incinération directe) ou autre moyen de produire de l'énergie
 - R101 Valorisation dans une usine d'incinération des ordures ménagères (UIOM)
 - R103 Valorisation dans une chaufferie industrielle
 - R104 Valorisation dans une cimenterie
- R2 Récupération ou régénération des solvants
- R3 Recyclage ou récupération de substances organiques qui ne sont pas utilisées comme solvants
- R4 Recyclage ou récupération des métaux et des composés métalliques
- R5 Recyclage ou récupération d'autres matières inorganiques
- R6 Régénération des acides ou des bases
- R7 Récupération des produits servant à capter les polluants
- R8 Récupération des produits provenant des catalyseurs
- R9 Régénération ou autres réemplois des huiles usagées
- R10 Épandage sur le sol au profit de l'agriculture ou de l'écologie
- R11 Utilisation de matériaux résiduels obtenus à partir de l'une des opérations numérotées de R1 à R10
- R12⁵⁾ Échange de déchets en vue de les soumettre à l'un des procédés numérotés R1 à R11
- R13⁶⁾ Mise en réserve de matériaux en vue de les soumettre à l'un des procédés figurant dans la partie B
 - R151 Stockage intermédiaire, puis réacheminement des déchets en vue de les soumettre à l'un des procédés figurant dans la partie B (les récipients ne sont pas vidés)
 - R152 Regroupement, stockage intermédiaire, puis réacheminement des déchets en vue de les soumettre à l'un des procédés figurant dans la partie B (pas de traitement, les récipients sont vidés)
 - R153 Tri, regroupement, traitement, stockage intermédiaire, puis réacheminement des déchets en vue de les soumettre à l'un des procédés figurant dans la partie B (les déchets subissent des changements; p. ex., certains composants sont écartés ou la composition des déchets est modifiée)
- R160³⁾ Traitement par une installation mobile (valorisation)

¹⁾ S'agissant du trafic intérieur, on remplacera pour des raisons statistiques le code D10 par le code D101, D102, D103 ou D104 qui convient.

²⁾ S'agissant du trafic intérieur, on remplacera ce code par le code D151, D152 ou D153 qui convient.

³⁾ Ce code est réservé au trafic intérieur.

⁴⁾ S'agissant du trafic intérieur, on remplacera pour des raisons statistiques le code R1 par le code R101, R103 ou R104 qui convient.

⁵⁾ S'agissant du trafic intérieur, on remplacera ce code par le code R152 ou R153 qui convient.

⁶⁾ S'agissant du trafic intérieur, on remplacera ce code par le code R151, R152 ou R153 qui convient.

Annexe 3.B

Eliminateurs de pneus usés

Eliminateurs de pneus usés

1 Partenaires d'élimination des pneus usés de l'UPSA

Il est indispensable que tous les négociants en pneus et les garages collaborent avec des sociétés d'élimination sérieuses disposant d'une autorisation pour la prise en charge des pneus usés. De tels éliminateurs sont par exemple membres de l'Association suisse du Pneu (ASP). L'UPSA recommande les éliminateurs suivants (état : mars 2015) :

| Entreprise | Adresse | Localité | Téléphone Site Internet E-mail |
|-------------------------------|----------------------------|-------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------|
| ESA | Maritzstrasse 47 | 3401 Burgdorf | 031 429 00 21 www.esa.ch info@esa.ch |
| G. Marelli AG Pneuhandel | Postfach 539 | 4127 Birsfelden | 061 981 27 46 www.marelli.ch info@marelli.ch |
| Rubbertec AG | Pelzacker 353 | 5053 Staffelbach | 062 721 37 65 www.rubbertec.ch welcome@rubbertec.ch |
| Jura-Cement- Fabriken | Talstrasse 13 | 5103 Wildegg | 062 887 76 66 www.juracement.ch info@juracement.ch |
| Häfeli-Brügger AG | Zelgli 10a | 5313 Klingnau | 056 267 55 55 www.haefeli-bruegger.ch info@haefeli-bruegger.ch |
| AABA AG | Wohlerstrasse 43c | 5620 Bremgarten | 079 207 86 61 www.aaba.ch info@aaba.ch |
| Pneu Center Schnellmann AG | Kolben | 6032 Emmen | 041 282 26 27 041 282 26 37 www.swisstyre.ch pneucenterschnellmann@bluewin.ch |
| TraRec AG | Brünigstrasse 64 | 6055 Alpnach Dorf | 041 666 77 77 www.TraRec.ch info@trarec.ch |
| Rizzi Giorgio Sagl | Casella Postale 22 | 6945 Origlio | 079 685 24 43 091 921 49 21 www.rizzigiorgio.ch rp@rpe.ch |
| PM Ecorecycling SAGL | Via Campagna Adorna 21b | 6850 Mendrisio | 091 630 27 40 www.pmecorecycling.ch pmpneumatici@bluewin.ch |
| Roma-Line GmbH | Riedthofstrasse 124 | 8105 Regensdorf | 043 305 80 70 www.roma-line.ch info@roma-line.ch |
| K. Müller AG Transporte | Kriesbachstrasse 1 | 8304 Wallisellen | 044 878 10 30 www.kmuellerag.ch info@kmuellerag.ch |
| Agir AG, Erasmus Di Fonzo | Alte Obfelderstrasse 55 | 8910 Affoltern am Albis | 044 762 44 88 www.agir.biz info@agir.biz |

2 Tous les éliminateurs de pneus usés disposant d'une autorisation en Suisse

Voici une liste de toutes les entreprises suisses disposant d'une autorisation cantonale pour la prise en charge des pneus usés. (état : août 2015, source : www.veva-online.admin.ch).

| N° de l'entreprise | Nom de l'entreprise | Rue | NPA | Lieu | Ct |
|--------------------|--------------------------------------------------------------|-------------------------|------|--------------------|----|
| 400 100 094 | Pneu Egger AG | Neumattstrasse 4 | 5001 | Aarau | AG |
| 400 100 494 | ch. vollmer & partner gmbh | Industriestrasse 44 | 5000 | Aarau | AG |
| 400 300 071 | Transport AG Aarau | Weierweg 5 | 5033 | Buchs AG | AG |
| 400 300 127 | Transport AG Aarau | Steinachermattweg | 5033 | Buchs AG | AG |
| 401 300 015 | Pneu Egger AG | Quellmattstrasse 2 | 5035 | Unterenfelden | AG |
| 402 100 487 | Pneu Egger AG | Im Grund 11 | 5405 | Baden-Dättwil | AG |
| 402 900 055 | Relogis Frunz AG | Vogelsangstrasse 12 | 5412 | Gebenstorf | AG |
| 404 000 175 | Daetwiler AG | Kesselstrasse 7 | 8957 | Spreitenbach | AG |
| 404 200 001 | Chiresa AG | Landstrasse 2 | 5300 | Turgi | AG |
| 404 200 056 | Obrist Transporte + Recycling AG, Bringssammelstelle | Hausackerstrasse, Halde | 5300 | Turgi | AG |
| 404 400 079 | Neue Plastrec AG | Industriestrasse 11 | 5301 | Siggenthal Station | AG |
| 404 700 015 | Holcim (Schweiz) AG | | 5303 | Würenlingen | AG |
| 406 300 121 | AaBa AG | Wohlerstrasse 43c | 5620 | Bremgarten AG | AG |
| 406 300 128 | Revit-Export | Am Au graben 10 | 5620 | Bremgarten | AG |
| 407 200 018 | Recyclingcenter Freiamt AG | Landstrasse 22 | 5524 | Nesselbach | AG |
| 408 200 058 | Römer AG | Wilstrasse 55 | 5610 | Wohlen | AG |
| 409 200 006 | Hans Meyer AG | Industriestrasse | 5242 | Birr | AG |
| 409 200 081 | HB Logistik GmbH | Gewerbeweg 4 | 5242 | Birr | AG |
| 409 500 056 | Kosag Transport AG | Wildschachenstrasse 3 | 5200 | Brugg AG | AG |
| 409 500 064 | Bingisser Altmetalle + Partner | Schöneeggstrasse 47 | 5200 | Brugg AG | AG |
| 413 900 074 | Lustenberger Menziken GmbH | Grubenstrasse 5 | 5737 | Menziken | AG |
| 414 100 114 | Bertschi Mulden- und Container-Transport AG | Mattenstrasse 1 | 5734 | Reinach AG | AG |
| 416 300 067 | Daetwiler AG Industrieabfälle & Rohstoffe RE Center Fricktal | Industriestrasse 16 | 5070 | Frick | AG |
| 416 700 002 | Klein AG | Mühlehalde 175 | 5075 | Hornussen | AG |
| 418 400 043 | Mittner Muldenservice GmbH | Bahnhof, Landstrasse 52 | 5275 | Etzgen | AG |
| 419 300 029 | M-Z Entsorgungs-Management AG | Hauptstrasse 55 | 5505 | Brunegg | AG |
| 419 600 034 | René von der Aa AG | Breiteweg 5 | 5615 | Fahrwangen | AG |
| 420 000 094 | Recycling-Paradies AG | Märkiweg 3 | 5502 | Hunzenschwil | AG |
| 420 300 011 | Jura-Cement-Fabriken | Talstrasse 13 | 5103 | Wildeggen | AG |
| 420 500 037 | Recycling-Express | Wilhalde 7 | 5504 | Othmarsingen | AG |
| 422 300 030 | Hodel Entsorgungs AG | Grossackerstrasse 2 | 5644 | Auw | AG |
| 424 000 001 | Wiederkehr Recycling AG | Titlisstrasse 332 | 5622 | Waltenschwil | AG |
| 425 200 001 | Thommen AG | Bahnhofstrasse 44 | 4303 | Kaiseraugst | AG |
| 425 200 027 | REWAG | Rinaustrasse 633 | 4303 | Kaiseraugst | AG |
| 425 800 004 | Oeko-Service Schweiz AG | Riburgerstrasse 686 | 4310 | Rheinfelden | AG |
| 425 800 215 | Klein AG | Industrie Ost | 4310 | Rheinfelden | AG |
| 427 600 074 | FL Import/Export | Industriering | 5742 | Kölliken | AG |
| 427 600 086 | Transport AG Aarau | Obermatten 12 | 5742 | Kölliken | AG |
| 428 000 160 | REWAG Recycling + Entsorgungszentrum Wiggertal AG | Zofingerstrasse | 4665 | Oftringen | AG |
| 428 400 022 | Rubbertec AG | Pelzackerstrasse 16 | 5053 | Staffelbach | AG |
| 428 400 024 | D.H. Koch | Pelzackerstrasse 16 | 5053 | Staffelbach | AG |
| 430 300 019 | Stocker Tiefbau | Gewerbestrasse 8 | 5314 | Kleindöttingen | AG |
| 430 600 009 | Fermeto Handels AG | Müliwisstrasse 139 | 5467 | Fisibach | AG |
| 430 700 013 | Chiresa AG | Industriestrasse | 5324 | Full-Reuenthal | AG |
| 430 900 002 | Häfeli-Brügger AG | Zelgli 10a | 5313 | Klingnau | AG |
| 302 400 090 | Paul Studach | Bühlerstrasse | 9053 | Teufen | AR |
| 030 100 126 | Sortec AG | Alte Lysstrasse 27 | 3270 | Aarberg | BE |
| 030 400 027 | Zim Car AG | Sägweg 24 | 3283 | Kallnach | BE |

| | | | | | |
|-------------|---------------------------------------------------|----------------------------------|------|----------------------|----|
| 030 500 029 | SRV Simira | Hölzliweg 2 | 3273 | Kappelen | BE |
| 030 500 031 | Import Export NMJ Daniel | Hölzliweg 2 | 3273 | Kappelen | BE |
| 030 600 231 | edi Entsorgungsdienste AG | Industriering 10 | 3250 | Lyss | BE |
| 030 600 357 | edi Entsorgungsdienste AG | Industriering 4 | 3250 | Lyss | BE |
| 032 100 050 | Zimmerli AG | Industriestrasse 14 | 4912 | Aarwangen | BE |
| 032 900 240 | Witschi AG | Murgenthalstrasse 85 / 87 / 91 B | 4900 | Langenthal | BE |
| 032 900 351 | Pneu Bösiger AG | Lotzwilstrasse 66 | 4900 | Langenthal | BE |
| 033 600 002 | Meyer & Co. AG | Lochstrasse 4 | 4919 | Reisiswil | BE |
| 033 700 072 | Meyer Bau AG | Mumenthalstrasse 17 | 4914 | Roggwil | BE |
| 034 200 073 | Zimmermann Bützberg AG | Bernstr. 71 | 4922 | Bützberg | BE |
| 035 100 177 | Luigi Salvi Recycling AG | Libellenweg 7/Zikadenweg 30c | 3006 | Bern | BE |
| 035 101 535 | Entsorgung + Recycling Stadt Bern | Fellerstr. 13a | 3027 | Bern | BE |
| 035 102 810 | H. Spaeti AG | Libellenweg 13 | 3006 | Bern | BE |
| 035 102 853 | RESAG Recycling- und Sortierwerk Bern AG | Riedbachstrasse 230 | 3027 | Bern | BE |
| 035 102 877 | Energie Wasser Bern | Murtenstr. 100 | 3008 | Bern | BE |
| 035 500 115 | Karl Kaufmann AG | Freiburgstr. 906 | 3174 | Thörishaus | BE |
| 035 800 031 | Stanka Jakimovska | Bernstrasse 1 | 3066 | Stettlen | BE |
| 035 800 033 | Carole Badjie | Bernstrasse 1 | 3066 | Stettlen | BE |
| 036 100 006 | Vittorio Salvi AG | Tannholzstrasse 6 | 3052 | Zollikofen | BE |
| 036 100 095 | Gebr. Herren AG | Schäfereistr. 15 | 3052 | Zollikofen | BE |
| 036 200 101 | AREC Abfall-Recycling Bern AG | Hubelgutstrasse 8 - 10 | 3048 | Worblaufen | BE |
| 036 200 187 | Test Entsorgungsunternehmen BE Ittigen | Worblentalstr. 68 | 3063 | Ittigen | BE |
| 036 300 201 | Müller Fred | Gümligentalstrasse 81 | 3066 | Stettlen | BE |
| 037 100 053 | Halter Rohstoff AG | J.-Renfer-Str. 57-61 | 2504 | Biel/Bienne | BE |
| 037 101 202 | Dan Pneu Entsorgung | Mettstrasse 6 | 2503 | Biel | BE |
| 038 300 063 | Schlunegger-Kocher Transporte AG | Riesenmattstrasse 5 | 3294 | Büren | BE |
| 039 200 035 | Altola AG | Büttenbergweg 6 | 2542 | Pieterlen | BE |
| 039 200 084 | Pneumant Ljubisa Djokic | Moosstr. 2A | 2542 | Pieterlen | BE |
| 039 300 001 | Thommen-Furler AG | Industriestr. 10 | 3295 | Rüti bei Büren | BE |
| 040 200 001 | A. u. R. Kagerbauer Autoverwertung und Autohandel | Dorfstrasse 135 B | 3473 | Alchenstorf | BE |
| 040 400 255 | Christen Transporte & Recycling GmbH | Ziegelgut 23 | 3400 | Burgdorf | BE |
| 040 400 298 | Krähenbühl Bau GmbH | Ziegelgut 15 | 3400 | Burgdorf | BE |
| 041 200 006 | Fallag AG | Industrie Neu Hof 19b | 3422 | Kirchberg | BE |
| 041 400 028 | Muhmenthaler AG | Bolligenstrasse 23 | 3326 | Krauchthal | BE |
| 041 800 069 | Petrovski Zivko | Bahnhofplatz 8 | 3414 | Oberburg | BE |
| 041 800 075 | CLK DURU GmbH | Krauchthalstrasse 20 | 3414 | Oberburg | BE |
| 042 000 038 | Ferkovic Anton | Heimstrasse 5 | 3422 | Rüdtligen-Alchenflüh | BE |
| 044 500 029 | Association Le Touareg | les Grands-Champs 9 | 2615 | Sonvilier | BE |
| 049 500 021 | MIP Import-Export Sàrl | Neuenburgstr. 75 | 3236 | Gampelen | BE |
| 054 600 031 | Autoverwertungs AG Rupp | Bielstr. 32 | 3053 | Münchenbuchsee | BE |
| 054 600 056 | W. Hess AG | Bielstrasse 44 | 3053 | Münchenbuchsee | BE |
| 054 600 130 | H.U. Kobel AG Entsorgungszentrum | Moosrainweg 10 | 3053 | Münchenbuchsee | BE |
| 055 200 063 | Kilcher Transporte AG | Fabrikstrasse 17 | 3427 | Utzenstorf | BE |
| 056 200 006 | Eicher AG | Chappelengand | 3711 | Mülönen | BE |
| 056 200 040 | von Allmen Transporte | Frutigenstrasse 32 A | 3711 | Mülönen | BE |
| 057 300 040 | ERZ Lauimatte/Abegglen Christian | Faulbachweg 3 | 3855 | Brienz | BE |
| 057 500 007 | Oeltrans AG | ehemaliges Betonwerk | 3707 | Därliigen | BE |
| 058 100 170 | Seematter AG | Im Moos 3 | 3800 | Interlaken | BE |
| 058 100 174 | REVAG Recycling AG | Lütscherenstr. 30 | 3800 | Interlaken | BE |
| 058 100 204 | Brawand Transporte | Lütscheren 10 | 3800 | Interlaken | BE |
| 058 100 205 | Soges AG | Geissgasse 36 | 3800 | Interlaken | BE |
| 058 100 218 | BeO Recycling GmbH | Geissgasse 26 | 3800 | Interlaken | BE |
| 059 400 013 | Leuenberger Recycling AG | Zur alten Säge | 3812 | Wilderswil | BE |
| 060 800 078 | Etumudor Isioma | Dorfstrasse 4 C | 3506 | Grosshöchstetten | BE |

| | | | | | |
|-------------|---------------------------------------------------------------|-----------------------------|------|--------------------------|----|
| 061 900 075 | Ramseyer AG Autoverwertung | Lindenstrasse 87 | 3672 | Aeschlen - Oberdiessbach | BE |
| 062 600 020 | Reinhard Recycling AG | Grindlachen 332 | 3513 | Bigenthal | BE |
| 062 600 046 | SORTAG AG p.A. Reinhard Recycling AG | Grindlachen 332 | 3513 | Bigenthal | BE |
| 062 600 047 | HEBAG, Holzschnitzel und Entsorgungs Bigenthal AG | Grindlachen | 3513 | Bigenthal | BE |
| 062 700 046 | Läderach Hans Worb AG | Rubigenstrasse 97 | 3076 | Worb | BE |
| 062 700 151 | H. Ringgenberg Belp AG | Rütimoosstrasse | 3076 | Worb-Station | BE |
| 066 800 075 | Hostettler Recycling GmbH | Gewerbestrasse 5 | 3203 | Mühleberg | BE |
| 066 900 001 | Bühlmann Recycling AG | Crauxstr. 4 | 1797 | Münchenwiler | BE |
| 069 000 065 | Vimex International Sàrl | Sassagne 10 | 2738 | Court | BE |
| 070 000 164 | Bebert Automobiles Sàrl | Quartier de la Verrerie 12 | 2740 | Moutier | BE |
| 070 300 002 | Fischer Recycling Technology SA | Rue du Moulin 62 | 2732 | Reconvilier | BE |
| 071 300 085 | Paul Moeschler et fils Sàrl | La Combe 7 | 2710 | Tavannes | BE |
| 073 300 001 | Swireco Recycling-Service / Sonderabfallverwertungs-AG, SOVAG | Erlenstr. 41 | 2555 | Brügg | BE |
| 073 300 118 | Remo Recycling AG | Portstrasse 60 | 2503 | Biel | BE |
| 074 500 042 | Import - Export Miky Junior | Lohngasse 15 | 2562 | Port | BE |
| 076 200 074 | Ryter Holzverwertung AG | Burgholz 7 | 3753 | Oey | BE |
| 076 300 020 | Beer Transporte und Entsorgungen GmbH | Diemtigtalstrasse | 3758 | Latterbach | BE |
| 076 800 072 | Revag Recycling AG | Industriestr. 5 | 3700 | Spiez | BE |
| 076 900 064 | Soges AG | Steinigand | 3752 | Wimmis | BE |
| 078 500 018 | Von Bergen Transporte AG | Hauptstrasse | 3857 | Unterbach | BE |
| 078 500 095 | Ghelma AG Redeko | Balmgieter | 3860 | Meiringen | BE |
| 079 200 032 | Muldenservice Buchs AG | Klöpflibergstrasse 13 | 3775 | Lenk i. S. | BE |
| 079 300 017 | Kilian Wyssen | Lenkstrasse 142 | 3773 | Matten | BE |
| 084 300 112 | Sorsag Sortiergesellschaft AG | Dorfrütti | 3792 | Saanen | BE |
| 085 500 090 | Kästli Bau AG | Guggisbergstrasse | 3150 | Schwarzenburg | BE |
| 085 500 093 | EuroGomma GmbH | Bernstrasse 313 | 3148 | Lanzenhäusern | BE |
| 086 100 058 | Zaugg Belp AG | Fahrhubelweg 7 + 9 | 3123 | Belp | BE |
| 086 500 006 | Gasser-Balsiger AG | Moos 71 | 3126 | Gelterfingen | BE |
| 086 500 009 | Autoverwertung Balsiger GmbH | Moos 72 A | 3126 | Gelterfingen | BE |
| 086 800 001 | Deponie Türliacher - AVAG | | 3629 | Jaberg | BE |
| 086 900 003 | Messlerli Abbruch Gürbetal GmbH | Wiesenweg 14 | 3126 | Kaufdorf | BE |
| 086 900 010 | Pneuhandel Isufi | Wiesenweg 14A | 3126 | Kaufdorf | BE |
| 088 000 028 | Tschanz Urs | Riggisbergstrasse 42 | 3155 | Helgisried | BE |
| 088 500 023 | Soges AG | Aarbord 34 | 3628 | Uttigen | BE |
| 090 300 002 | Alteisen Aeschbacher AG | Schüpbachstr. 28 | 3543 | Emmenmatt | BE |
| 090 300 004 | Blaser Heinz | Ried | 3543 | Emmenmatt | BE |
| 090 300 026 | Salvi Trading AG | Schüpbachstr. 28 | 3543 | Emmenmatt | BE |
| 093 900 209 | Revag Recycling AG | Töpferweg 16 | 3613 | Steffisburg | BE |
| 094 200 577 | AVAG KVA AG | Allmendstr. 166 | 3600 | Thun | BE |
| 094 200 767 | Selmani Pneus | Moosweg 14 | 3645 | Gwatt | BE |
| 094 400 184 | Stojkov Entsorgung | Glütschbachstrasse 57 | 3661 | Uetendorf | BE |
| 095 400 102 | Leuchtturm (Heilsarmee Huttwil) | Langenthalstrasse 15 | 4950 | Huttwil | BE |
| 095 400 131 | Kramer Rolf | Langenthalstrasse 51 | 4950 | Huttwil | BE |
| 098 100 003 | Frei AG | Aengistrasse 2 | 4704 | Niederbipp | BE |
| 098 800 010 | Logically AG | Hopferenstrasse 2, 2a und 4 | 3475 | Riedwil | BE |
| 099 500 073 | Altmetall Mos GmbH | Moselenweg 5 | 4537 | Wiedlisbach | BE |
| 276 200 352 | SRS Swiss Recycling Services SA | Kiesstrasse 24 - 26 | 4123 | Allschwil | BL |
| 276 300 011 | H. Vogelsanger & Co | Talstrasse 75 | 4144 | Arlesheim | BL |
| 276 600 051 | Ernst Moser Autobetriebe AG | Hardstrasse 91 | 4127 | Birsfelden | BL |
| 276 600 158 | Jost Transport (Umzüge & Mulden) AG | Langenhagstrasse 64 | 4127 | Birsfelden | BL |
| 276 600 243 | Waser Entsorgung AG (Sortieranlage) | Langenhagstrasse 50 | 4127 | Birsfelden | BL |
| 276 900 016 | Fermeto Handels AG Münchenstein | Florenz-Strasse 6 | 4142 | Münchenstein | BL |

| | | | | | |
|-------------|--------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------|------|-------------------|----|
| 276 900 036 | Brunner Mulden GmbH | Pumpwerkstrasse 39 | 4142 | Münchenstein | BL |
| 277 000 303 | RE-Center Muttenz AG | Wildensteinerstrasse 11 | 4132 | Muttenz | BL |
| 278 400 013 | Roland Kessler | Schachental 10 | 4243 | Dittingen | BL |
| 278 700 085 | Regionales Entsorgungszentrum | Güterstrasse 25 | 4242 | Laufen | BL |
| 278 800 027 | Kehrichtbeseitigung Laufental-Schwarzbubenland AG KELSAG-Sortierb. | Delsbergstrasse 2A | 4253 | Liesberg | BL |
| 279 300 015 | Zuber Aushub + Transport AG | Etmatt | 4222 | Zwingen | BL |
| 282 300 076 | Entsorgungszentrum Bubendorf EZB AG | Weierstrasse 12 | 4416 | Bubendorf | BL |
| 282 800 011 | Falkner Demontagen | Industriestrasse 34 | 4415 | Lausen | BL |
| 282 900 407 | Immark AG | Unterefeldstrasse 15a | 4410 | Liestal | BL |
| 283 100 001 | Chiesa Alteisen AG | Dammweg 97 | 4133 | Pratteln | BL |
| 283 100 453 | Vaota AG | Güterstrasse 20 - 24 | 4133 | Pratteln | BL |
| 284 600 024 | G. Marelli Pneuhandel | Eiweg 14 | 4460 | Gelterkinden | BL |
| 285 200 037 | Loma Auto GmbH | Weidenmattweg 12 | 4448 | Läufelfingen | BL |
| 286 100 186 | Waser Entsorgung AG (EC Sissach) | Im Hinteren Brüel | 4450 | Sissach | BL |
| 286 100 191 | Regio Wiederverwertungs AG (REWAG) | Stierenmattweg 1 | 4450 | Sissach | BL |
| 286 200 011 | Hans Grieder AG | Voreimatt 100 | 4492 | Tecknau | BL |
| 286 200 016 | Graf Söhne AG | Bossentmatt | 4492 | Tecknau | BL |
| 270 100 003 | Lottner AG | Schlachthofstr. 18 | 4013 | Basel | BS |
| 270 100 004 | Schmoll AG | Lysbüchelstr. 400 | 4056 | Basel | BS |
| 270 100 149 | Tiefbauamt Basel-Stadt | Hagenastr. 40A | 4056 | Basel | BS |
| 270 102 633 | Suter Joerin AG | Südquastr. 61 | 4057 | Basel | BS |
| 270 103 183 | F.+R. Stebler AG | Bonergasse 12 | 4057 | Basel | BS |
| 700 200 088 | Dogan Oguzhan | Messinastrasse 34 | 9495 | Triesen | FL |
| 700 700 010 | Elkuch Josef AG | Brühlgasse 8 | 9492 | Eschen | FL |
| 204 300 004 | Récupération RG SA | | 1541 | Sévaz | FR |
| 209 600 076 | Roland Maillard | Rte de la Maillarde 11 | 1680 | Romont FR | FR |
| 216 000 013 | CTD - Centre de Triage des Déchets | Rue du Russon 60 | 1628 | Vuadens | FR |
| 216 300 008 | Niquille Jean & Fils SA | La Tzintre 10 | 1637 | Charmey (Gruyère) | FR |
| 217 400 023 | SRS Swiss Recycling Services SA | Zone Industrielle - rte des Tuileries 9 | 1754 | Rosé | FR |
| 219 700 001 | Karl Kaufmann SA | Rte du Fer 10 | 1762 | Givisiez | FR |
| 222 000 041 | ANDREY TRANSPORTE AG, succursale de Le Mouret | Route du Pafuet 131 | 1724 | Le Mouret | FR |
| 223 300 033 | SFR - Société Fribourgeoise de Recyclage | Rte de la Comba 50 | 1725 | Posieux | FR |
| 225 700 015 | Bühlmann Recycling AG | Route de Salvenach | 1785 | Cressier FR | FR |
| 226 500 070 | Recypneu.ch SA | Biberenzelgi | 3210 | Kerzers | FR |
| 227 500 043 | Entsorgungszentrum Löwenberg - Haldimann AG | Grande Ferme 8 | 3280 | Murten | FR |
| 227 500 178 | Ademi Pneu | Brugera | 3212 | Kleingurmels | FR |
| 229 100 010 | Angelo Raetzo AG | Schlossacher 10 | 1715 | Alterswil FR | FR |
| 229 300 014 | Raetzo Autoverschrottung | Guggerhorn 1 | 3186 | Düdingen | FR |
| 229 300 121 | Hitz Pneus SA | Am Bach 12 | 3186 | Düdingen | FR |
| 230 600 042 | Küffer AG | Galteren 21 | 1712 | Tafers | FR |
| 230 900 003 | Freiburghaus Muldenservice - Recycling | Chrummatt 50 | 3175 | Flamatt | FR |
| 660 100 002 | SIG - Services Industriels de Genève | Rte de Verbois 40 | 1288 | Aire-la-Ville | GE |
| 660 100 007 | CTDS SA | Rte de Verbois 40 | 1288 | Aire-la-Ville | GE |
| 660 600 015 | ESREC des Chânants | Ch. des Chânants 1-3 | 1293 | Bellevue | GE |
| 660 700 022 | ESREC du site de Châtillon | Ch. des Communaux 40 | 1233 | Bernex | GE |
| 660 800 370 | ESREC de la Praille | Avenue de la Praille | 1227 | Carouge | GE |
| 660 800 479 | Serbeco SA | Av. de la Praille 47B | 1227 | Carouge | GE |
| 660 800 589 | Jaquier Services SA | Route des Jeunes 41 | 1227 | Carouge | GE |
| 662 102 495 | Armée du Salut | Route de Chêne 18 | 1207 | Genève | GE |
| 662 300 006 | Avireal SA Genève | | 1215 | Genève 15 | GE |
| 662 800 133 | Sogetri SA | Rte de Satigny 44 | 1242 | Satigny | GE |
| 663 800 050 | Serbeco SA | Chemin Pré-Salomon 25 | 1242 | Satigny | GE |

| | | | | | |
|-------------|----------------------------------------------------------------------------------|------------------------------|------|----------------------|----|
| 663 800 092 | Pneus Claude SA | Rte du Bois-de-Bay 71 | 1242 | Satigny | GE |
| 663 800 141 | RVM SA | Route de Satigny 52A | 1242 | Satigny | GE |
| 663 800 172 | Transatigny SA | Route de Satigny 44 | 1217 | Meyrin | GE |
| 664 300 072 | Abbé SA | Rue De-Turretin 7, C.P. 442 | 1214 | Vernier-Satigny | GE |
| 664 300 352 | Commune de Vernier - Mairie | Rue du Village 9 | 1214 | Vernier | GE |
| 160 900 020 | Hösli Alfred AG | Ygrubenstrasse 42 | 8750 | Glarus | GL |
| 160 900 053 | Martin Bowald AG Muldenservice | Landstrasse 59 | 8750 | Glarus | GL |
| 161 700 063 | Multirec AG | Unterflechsen / Biäschi | 8753 | Mollis | GL |
| 161 900 004 | Kurt Landolt | Unterdorf 7A | 8752 | Näfels | GL |
| 161 900 065 | Multirec AG | Risi 47 | 8752 | Näfels | GL |
| 161 900 090 | Multirec (Glarus Nord) AG | Risi 47 | 8752 | Näfels | GL |
| 162 200 003 | KVA Linth | Im Fennen 1a | 8867 | Niederurnen | GL |
| 355 100 020 | Gianpiero Ferrari | | 7748 | Campascio-Zalende | GR |
| 356 100 002 | Ecoservizi Valposchiavo | | 7741 | S. Carlo (Poschiavo) | GR |
| 356 100 006 | Fratelli Lanfranchi | Cologna | 7742 | Poschiavo | GR |
| 357 400 084 | MM Aufbereitung und Recycling AG (Salafra) | | 7156 | Rueun | GR |
| 357 400 093 | Regiun Surselva; Abfallbewirtschaftungsanlage | Plaun Grond | 7130 | Ilanz | GR |
| 363 700 004 | Autoverwertung & Carrosserie | Kantonsstrasse | 7405 | Rothenbrunnen | GR |
| 366 100 034 | Bühler AG, Recycling Center Unterrealta | | 7408 | Unterrealta | GR |
| 374 600 015 | Engiadina Recycling | Sosa 280 | 7530 | Zernez | GR |
| 376 200 002 | Reto Crüzer | Sotchà 681 | 7550 | Scuol | GR |
| 378 100 011 | Bernina Recycling AG | | 7502 | Bever | GR |
| 378 600 047 | Abfallbewirtschaftungsverband Oberengadin / Bergell (ABVO) Abfallumschlagstation | Cho d'Punt 70 | 7503 | Sameden | GR |
| 379 200 021 | Andreoli Plinio, scavi movimento terra | Dangel | 7610 | Soglio | GR |
| 383 100 004 | Sandro Casso | | 6557 | Cama | GR |
| 384 300 003 | Gemeinde Val Müstair (CDVM) | | 7537 | Müstair | GR |
| 384 300 006 | Gemeinde Müstair | Hauptstr. | 7537 | Müstair | GR |
| 385 100 267 | Franz Jost: Abfallsortieranlage | Brüche | 7970 | Davos | GR |
| 385 100 297 | OBT Oberrauch AG | Wildboden | 7276 | Davos Frauenkirch | GR |
| 388 300 002 | Fitschi Transporte + Recycling AG | Hauptstrasse 56 A | 7247 | Saas i.P. | GR |
| 390 100 067 | Vögele Recycling AG | Industriestr. 5a | 7000 | Chur | GR |
| 390 100 331 | Stadt Chur, Grün und Werkbetrieb | Industriestrasse 14 | 7000 | Chur | GR |
| 390 100 565 | Heinrich Huber Altreifenhandel | Ringstrasse 18 | 7000 | Chur | GR |
| 390 100 616 | Euromaster (Suisse) SA | Industriestrasse 17 | 7004 | Chur | GR |
| 394 200 098 | Boos Recycling AG | Felsenbach | 7302 | Landquart | GR |
| 394 500 036 | A&M AG | | 7201 | Untervaz Bahnhof | GR |
| 394 500 057 | F. Granatella, Altreifenhandel | | 7203 | Trimmis | GR |
| 394 600 001 | Holcim Schweiz AG | Werkareal | 7204 | Untervaz | GR |
| 394 600 010 | GEVAG Gemeindeverband für | Trimmis | 7201 | Untervaz-Bahnhof | GR |
| 394 600 026 | Meier Metalle | Polenlöserweg | 7204 | Untervaz | GR |
| 394 600 038 | Bündner Metall GmbH | Polenlöserweg | 7204 | Untervaz | GR |
| 671 100 155 | Met-Fer SA (Centre de tri) | La Ballastière | 2800 | Delémont | JU |
| 671 200 029 | Georges Gobat SA (Centre de tri) | Chemin de la Combatte 8 | 2802 | Develier | JU |
| 678 400 040 | Ramseyer SA (Centre de tri) | Case postale 28 | 2950 | Courgenay | JU |
| 680 000 115 | Loca SA (Centre de tri) | Chemin des Grandes-Vies 42 | 2900 | Porrentruy | JU |
| 102 400 031 | Loacker Swiss Recycling AG | Seetalstrasse 195 | 6032 | Emmen | LU |
| 102 400 398 | Pneu Center Schnellmann AG | Rüeggisingerstrasse / Kolben | 6032 | Emmen | LU |
| 102 400 412 | PK Bau AG Schüpheim | | 6020 | Emmen | LU |
| 102 400 473 | Recupero AG | Feldmattstrasse 26 | 6032 | Emmen | LU |
| 103 000 042 | Khedim Mohamed | Oberfeld | 6284 | Gelfingen LU | LU |
| 103 100 029 | Bruno Leisibach AG | Turbistrasse 1 | 6280 | Hochdorf | LU |

| | | | | | |
|-------------|---------------------------------------------|------------------------------------|------|----------------------------|----|
| 104 000 095 | Bieri Alteisen AG | Hasenmoosstrasse | 6023 | Rothenburg | LU |
| 105 200 030 | E. Müller AG | Kantonsstrasse 5 | 6033 | Buchrain | LU |
| 105 400 019 | Sonderabfallverwertungs-AG, SOVAG | Reusseggstrasse 17 | 6020 | Emmenbruecke | LU |
| 105 900 035 | Heggli AG | Mattenhof | 6010 | Kriens | LU |
| 106 101 395 | Lipp Hanspeter | Oestliche Bergstrasse 8 | 6014 | Luzern | LU |
| 106 101 427 | Lötscher Logistik AG | Spahau | 6014 | Luzern | LU |
| 108 200 015 | Hediger Recycling AG | Grabmattenstrasse 10 | 6233 | Büron | LU |
| 108 500 004 | Moser Alteisen und Recycling AG | Stationsweg 2 | 6232 | Geuensee | LU |
| 110 300 032 | Frey Josef AG | Münchrütistrasse 14 | 6210 | Sursee | LU |
| 110 300 046 | Stöckli AG | Allmendstrasse 17 | 6210 | Sursee | LU |
| 110 300 056 | Beck Umweltservice AG | Allmendstrasse 5 | 6210 | Sursee | LU |
| 113 900 045 | Kovaci GmbH | Brunnmatt | 6264 | Pfaffnau | LU |
| 113 900 053 | Reifen Simsek | Chäppeli | 6264 | Pfaffnau | LU |
| 114 500 018 | H. Bachmann Unternehmung AG | Lischmatt 6 | 6153 | Ufhusen | LU |
| 114 600 040 | Greber Ruedi | Unterdorf | 6042 | Wauwil | LU |
| 640 700 061 | SENE (Place off. du Bois Rond) | Le Bois Rond | 2035 | Corcelles- Cormondrèche | NE |
| 642 100 342 | Transports Thierry Favre | Allée des Meuqueux 52 | 2300 | La Chaux-de-Fonds | NE |
| 642 100 895 | SENE (Place off. des Foulets) | Rue du Mont Jacques | 2300 | La Chaux-de-Fonds | NE |
| 642 100 991 | Traore - M-T Matique | Rue de la Serre 90 | 2300 | La Chaux-de-Fonds | NE |
| 645 800 935 | Lusimex SA | Rue de Maillefer 11b | 2000 | Neuchâtel | NE |
| 648 400 004 | Anker Démolition SA | La Rincieure 2 | 2065 | Savagnier | NE |
| 650 500 090 | C&M Pneus Import-Export | Rue des Moulins 4 | 2108 | Couvet | NE |
| 650 800 003 | Beck SA | Rue de l'Areuse 1 | 2103 | Noiraigue | NE |
| 150 200 005 | Zimmermann Transport AG | Faden 3 | 6374 | Buochs | NW |
| 140 100 035 | TraRec AG | Brünigstrasse 64 | 6055 | Alpnach Dorf | OW |
| 140 100 072 | WSA Recycling | Grosse Schlieren | 6055 | Alpnach Dorf | OW |
| 320 300 001 | Schläpfer Altmetall AG | Martinsbruggstrasse 111a | 9016 | St. Gallen | SG |
| 320 300 122 | Max Müller AG | Martinsbruggstrasse 98 | 9016 | St. Gallen | SG |
| 320 300 295 | Häusle Schweiz AG | Zürcher Strasse 511 | 9015 | St. Gallen | SG |
| 320 301 040 | EFM Entsorgungsfachmarkt AG | Letzistrasse 20a | 9015 | St. Gallen | SG |
| 320 301 396 | Bugi Metall AG | Waldmannstrasse 7 | 9014 | St. Gallen | SG |
| 321 800 022 | Zingg Industrieabfälle AG | Meggenhus, St. Gallerstrasse 60 | 9327 | Tübach | SG |
| 323 100 108 | A. Freund Carrosserie GmbH | Bahnhofstrasse 18 | 9434 | Au | SG |
| 323 100 113 | Verwert AG | Rosenbergsaustrasse | 9434 | Au | SG |
| 323 500 001 | Häusle Schweiz AG | Langenhagstrasse 35 | 9424 | Rheineck | SG |
| 323 600 045 | Werner Solenthaler AG | Ruderbach 92 | 9430 | St. Margrethen SG | SG |
| 323 700 160 | Georges Bleiker AG / Filiale Rheintal | Rietlistrasse 6 | 9422 | Staad | SG |
| 323 800 067 | Gebhard Schmitter AG | Espenstrasse 91 | 9443 | Widnau | SG |
| 325 100 068 | Thür Transporte AG | Hinterdammstrasse 4512 | 9450 | Altstätten SG | SG |
| 325 100 140 | Moser Recyclingcenter AG | Industriestrasse 2a | 9450 | Altstätten SG | SG |
| 325 400 126 | Tyres Trade Mussale Kikota Léon | Bergstrasse 1 | 9463 | Oberriet | SG |
| 325 400 136 | Daniel Moser | Industriestrasse 1 | 9462 | Montlingen | SG |
| 327 100 007 | VfA Verein für Abfallentsorgung | Langäulistrasse 24 | 9470 | Buchs SG | SG |
| 327 100 130 | RSA Recycling- und Sortieranlage AG | Langäulistrasse 18 | 9470 | Buchs | SG |
| 327 100 182 | Eggenberger Recycling AG | Industriestrasse 12 | 9470 | Buchs | SG |
| 327 400 083 | VfA Verein für Abfallentsorgung | WBK – Strasse | 9466 | Sennwald | SG |
| 327 600 012 | Autoverwertung Pfiffner | Vilnasweg 5 | 9476 | Weite-Plattis | SG |
| 329 600 117 | Käppeli Logistik AG | St. Galler Strasse 1995 | 7320 | Sargans | SG |
| 331 200 019 | H. Mahr, Benken, AG für Abfallentsorgung | Stationsstrasse 10 | 8717 | Benken SG | SG |
| 334 000 033 | Karl Rüegg Tiefbau und Transport AG | Engelhölzlistrasse 25 | 8645 | Jona | SG |
| 334 000 332 | Keller Recycling AG | Schachenstrasse 82 | 8645 | Jona | SG |
| 334 200 004 | Blöchlinger AG | Jakobstrasse 2 | 8732 | Neuhaus | SG |
| 335 200 067 | Kuster Recycling AG | Steinenbachstrasse 13 | 9642 | Ebnat-Kappel | SG |
| 336 000 005 | Lieberherr Christoph | Au-Bühl 1992 | 9650 | Nesslau | SG |

| | | | | | |
|-------------|------------------------------------------------|-------------------------------------------|------|---------------------------|----|
| 337 900 137 | Grob Kies AG | Bleikenstrasse 56 | 9630 | Wattwil | SG |
| 337 900 168 | Schönenberger Recycling Toggenburg AG | Floozstrasse 6 | 9630 | Wattwil | SG |
| 337 900 173 | Amaechi K.O. und Majemite H. | Rickenstrasse 28 | 9630 | Wattwil | SG |
| 339 200 010 | ZAB Zweckverband Abfallverwertung Bazenheim | Zwizachstrasse 26 (KVA) und 19 (sobag) | 9602 | Bazenheim | SG |
| 340 200 061 | Brunner Sortier- und Shredderwerk AG | Glatthaldestrasse 14 | 9230 | Flawil | SG |
| 340 500 001 | AVO Wiederkehr Recycling AG | Niederstettenstrasse 14 | 9536 | Schwarzenbach | SG |
| 340 800 021 | Markus Schiess AG | Grubenstrasse 31 | 9244 | Niederuzwil | SG |
| 342 600 022 | Signer Elmar | Industriestrasse 10 | 9524 | Zuzwil SG | SG |
| 342 600 105 | ReTra Zuzwil AG | Gewerbestrasse 8 | 9524 | Zuzwil | SG |
| 342 700 389 | Kuster Recycling AG "Drive In" | Bahnhofplatz | 9500 | Wil | SG |
| 344 200 025 | Schnider AG Transporte und Recycling | Breitschachenstrasse 57 | 9032 | Engelburg | SG |
| 344 300 032 | Hefti Stefan | Werkstrasse | 9212 | Arnegg | SG |
| 344 300 038 | Solenthaler Recycling AG | Moosburgstrasse 7 | 9200 | Gossau SG | SG |
| 344 300 181 | Auto Moderne AG | Moosburgstrasse 7 | 9200 | Gossau SG | SG |
| 344 300 364 | Roli's Trading GmbH | Mooswiesstrasse 68 | 9200 | Gossau | SG |
| 290 400 011 | Severin Rahm AG | Gigeweg 16 | 8213 | Neunkirch | SH |
| 292 000 072 | Pneusammler Ademi | Stockwiesenstrasse/Em dwiesenstrasse | 8240 | Thayngen | SH |
| 292 000 117 | Gahima Pneuexport | Zieglerstrasse 16 | 8240 | Thayngen | SH |
| 293 200 001 | KBA Hard | Hardweg | 8222 | Beringen | SH |
| 293 200 050 | Abfallcenter Beringen AG | Hardmorgenweg 15 | 8222 | Beringen | SH |
| 293 700 002 | Reasco AG | Industrieplatz | 8212 | Neuhausen am Rheinfall | SH |
| 293 900 034 | Arnold Schmid Recycling AG | Industriestrasse 16 | 8207 | Schaffhausen | SH |
| 293 900 539 | REMONDIS Schweiz AG | Mühlentalstrasse 371 | 8200 | Schaffhausen | SH |
| 293 900 609 | Rail Kontor AG | Industriestrasse 16 | 8207 | Schaffhausen | SH |
| 293 900 689 | Auto Goma GmbH | Birchweg 51 | 8200 | Schaffhausen | SH |
| 293 900 690 | MICMASTINIE / OKEKE | Mühlentalstrasse 361 | 8200 | Schaffhausen | SH |
| 296 400 042 | TIT Imhof AG | Kaltenbachstr. 40 | 8260 | Stein am Rhein | SH |
| 240 200 003 | Geordnete Deponie Härkingen AG | | 4624 | Härkingen | SO |
| 250 000 113 | Rippstein Transport AG, Recycling- Center | Industriestrasse 27 | 4632 | Trimbach | SO |
| 250 100 029 | Turuvani AG | Aarefeldstrasse | 4652 | Winznau | SO |
| 251 700 085 | Puric Pneu Export | Emmenhofstrasse 4k | 4552 | Derendingen | SO |
| 252 600 001 | Neuenschwander AG | Industriestrasse 2 | 4573 | Lohn-Ammannsegg | SO |
| 254 200 017 | Almeta Recycling AG | Gurzelenstrasse 15 | 4512 | Bellach | SO |
| 255 400 052 | Feri GmbH | Hauptstrasse 88 | 4533 | Riedholz | SO |
| 258 100 001 | Altola AG | Gösgerstrasse 154 | 4600 | Olten | SO |
| 258 300 009 | SRS Swiss Recycling Services AG | Stauwehrstrasse 40 | 5012 | Schönenwerd | SO |
| 258 600 075 | ALM GmbH | Untere Dünnerstrasse 65 | 4612 | Wangen bei Olten | SO |
| 130 100 006 | Steinauer AG Recycling & Umweltservice | Umfahrungstrasse 10 | 8840 | Einsiedeln | SZ |
| 130 100 167 | Schädler Mulden AG | Zürichstrasse 64 | 8840 | Einsiedeln | SZ |
| 133 100 028 | Pius Ulrich Autoverwertung | Zugerstrasse 58 | 6403 | Küssnacht am Rigi | SZ |
| 134 500 002 | Auto-Recycling Kessler AG | Kantonsstrasse 85 | 8864 | Reichenburg | SZ |
| 134 500 010 | Autoverwertung Zimmermann GmbH | Industriestrasse 13 | 8864 | Reichenburg | SZ |
| 134 500 055 | Schrotthandel Müller | Industriestrasse 9 | 8864 | Reichenburg | SZ |
| 134 600 075 | Kessler & Kessler Altmetalle/Wertstoffe | Nordring 7 | 8854 | Siebnen | SZ |
| 136 400 001 | JMS Recycling AG | Seewernstrasse 217 | 6423 | Seewen | SZ |
| 136 400 002 | Senn Brunnen AG | Seewernstrasse 217 | 6423 | Seewen | SZ |
| 136 400 141 | TKA20 GmbH | Industriestrasse 11 | 6440 | Brunnen | SZ |
| 137 500 041 | Fässler Transport Ybrig GmbH | Industrie 5 | 8842 | Unteriberg | SZ |
| 440 100 019 | Stadt Arbon Gemeindesammelstelle Werkhof | Landquartstrasse 101a | 9320 | Arbon | TG |
| 441 600 019 | Bleiker Georges AG | Grundholzstr. 9 | 8580 | Hefenhofen | TG |
| 441 600 028 | Regionales Annahmезentrum | Grundholzstr. 9 | 8580 | Hefenhofen | TG |

| | | | | | |
|-------------|----------------------------------------------------------------|----------------------------|------|-----------------|----|
| | Hefenhofen (RAZ) | | | | |
| 443 100 027 | Gerster Ernst, Inh. Peter Gerster, Muldenservice und Almetalle | Waldhofstr. 2, Steineloh | 9320 | Frasnacht | TG |
| 446 100 044 | Muldenzentrale OTG AG/Renergie | Buchenhölzlistrasse 6 | 8580 | Amriswil | TG |
| 446 100 154 | MAZE GmbH | Fehlweisstr. 22 | 8580 | Amriswil | TG |
| 446 100 161 | Huber Industrieabfälle GmbH | Sommeristr. 18 | 8580 | Amriswil | TG |
| 451 100 041 | Kroh Horst (Pneu Kroh) | Blidegg 3 | 9220 | Bischofszell | TG |
| 456 600 150 | Tricycling Mittelhurgau AG, RAZ und Bausperrgutsortieranlage | Juchstrasse 45 | 8501 | Frauenfeld | TG |
| 456 600 428 | Hugelshofer Recycling AG | Juchstrasse 37 | 8500 | Frauenfeld | TG |
| 464 600 003 | Politische Gemeinde Ermatingen, Gemeindesammelstelle Werkhof | Hauptstr. 166 | 8272 | Ermatingen | TG |
| 467 100 003 | RAZ Kreuzlingen | Sonnenwiesenstr. 9a | 8280 | Kreuzlingen | TG |
| 467 100 286 | swissRTec AG | Reutistr. 17a | 8280 | Kreuzlingen | TG |
| 469 600 006 | Politische Gemeinde Tägerwilen, Werkhof | Lohstampfestr. 9 | 8274 | Tägerwilen | TG |
| 471 100 014 | Alder AG | Steinackerstr. 6 | 9556 | Affeltrangen | TG |
| 472 400 045 | InnoRecycling AG und Regionales Annahmezentrum RAZ | Hörnlistr. 1 | 8360 | Eschlikon | TG |
| 474 600 016 | Schmid Alice, Alteisenhandel | Weinfelderstr. 44 | 9543 | St. Margarethen | TG |
| 483 100 012 | Politische Gemeinde Müllheim, Gemeindesammelstelle | Steckbornerstr. 1 | 8555 | Müllheim Dorf | TG |
| 485 100 005 | Politische Gemeinde Salenstein, Gemeindesammelstelle Werkhof | Eugensbergstr. 18 | 8268 | Salenstein | TG |
| 491 100 066 | Baumann Entsorgungs AG | Sangenstr. 4 | 8575 | Bürglen | TG |
| 494 600 100 | KVA Thurgau, Verband Kehrichtverwertung Thurgau | Rüteliholzstr. 5 | 8570 | Weinfelden | TG |
| 494 600 191 | DEMO EWW Statistik | Freiestr. 15 | 8570 | Weinfelden | TG |
| 500 200 304 | Belbenna Sagl | S. Gottardo 102a | 6500 | Bellinzona | TI |
| 500 300 052 | Rizzi Giorgio | Zona Industriale | 6593 | Cadenazzo | TI |
| 500 500 031 | Congefi SA | Via Baragge 11 | 6512 | Giubiasco | TI |
| 500 500 133 | Azienda cantonale dei rifiuti - ICTR | Strada dell'Argine 5 | 6512 | Giubiasco | TI |
| 503 100 001 | Degiorgi & Vitali Sagl | Chiasso 30a | 6710 | Biasca | TI |
| 507 900 022 | Beffa Tiziano SA | Nucleo Rodi 30 | 6772 | Rodi- Fiesso | TI |
| 514 100 013 | ISS Bernasconi SA | Strada Regina 94 | 6982 | Agno | TI |
| 515 300 028 | RS Recupero Materiali SA | Via Cantonale 63 | 6804 | Bironico | TI |
| 516 300 003 | Vismara & Co SA | La Stampa | 6964 | Lugano-Davesco | TI |
| 516 700 033 | Vismara Raffaele & Figli SA | Via Ai Guasti 5 | 6952 | Canobbio | TI |
| 518 900 062 | Ochsner Gianni SA | Via cantonale 2 | 6814 | Lamone | TI |
| 519 200 739 | Fratelli Maffi | | 6964 | Davesco-Soragno | TI |
| 519 200 896 | Ecovisma SA | Piano della Stampa | 6964 | Lugano-Davesco | TI |
| 519 700 004 | Fratelli Puricelli SA | via Industria 7 | 6826 | Riva San Vitale | TI |
| 525 400 186 | PM Ecorecycling SAGL | Via Adorna 21 b | 6850 | Mendrisio | TI |
| 526 200 030 | Econord SA | Via Alla Rossa | 6862 | Rancate | TI |
| 528 100 005 | ISS Bernasconi SA | Via Chiasso 4 | 6710 | Biasca | TI |
| 528 300 019 | Airos SA | Via Industrie | 6705 | Cresciano | TI |
| 120 100 009 | Baldini Paul AG | Reussacherstr. 9 | 6460 | Altdorf UR | UR |
| 120 100 173 | Recycling Center Wyrsh AG | Kornmattstrasse 7 | 6460 | Altdorf | UR |
| 120 300 006 | ZAKU AG | | 6468 | Attinghausen | UR |
| 120 300 014 | Recycling Center Wyrsh AG | Kornmattstrasse 7 | 6460 | Altdorf | UR |
| 120 600 048 | Ziegler Recycling AG | Breiteli 4 | 6472 | Erstfeld | UR |
| 120 700 018 | Pneu Egger AG | Bahnhofstrasse 28 | 6454 | Flüelen | UR |
| 121 300 090 | Yheb Ayadi | | 6460 | Altdorf | UR |
| 540 900 048 | Bader Fers & Métaux | Pré Roullier | 1867 | St-Triphon | VD |
| 541 400 008 | Carrieres d'Arvel SA | | 1844 | Villeneuve VD | VD |
| 541 400 134 | Birchler Reynald | Rte Pied des Monts ZI D | 1844 | Villeneuve | VD |
| 541 400 153 | Birchler Patrick Recycling | ZI D, rte Pied des Monts 2 | 1844 | Villeneuve | VD |
| 548 200 001 | CRIDEC SA | ZI Les Portettes | 1312 | Eclépens | VD |
| 548 200 003 | Holcim Suisse S.A. | | 1312 | Eclépens | VD |
| 549 600 002 | Valorsa SA | | 1303 | Penthaz | VD |
| 552 100 022 | Pneucommerce Distribution S.A | Rte d'Echallens 24 | 1037 | Etagnières | VD |

| | | | | | |
|-------------|---------------------------------------------------|-----------------------------|------|-------------------------|----|
| 556 100 001 | Cand-Landi SA | La Poissine 14 | 1422 | Grandson | VD |
| 558 300 056 | Retripa SA | Ch de Mongevon 11 | 1023 | Crissier | VD |
| 558 600 033 | Goutte Récupération S.A. | Av de Sevelin 22 | 1000 | Lausanne | VD |
| 558 700 073 | Metabader S.A | En Budron C9 | 1052 | Le Mont-sur-Lausanne | VD |
| 559 100 145 | GDAB Sarl | Ch du Closel 18 A | 1020 | Renens VD | VD |
| 559 100 319 | Centre Intercommunal de gestion des déchets (CID) | Ch. de l'Usine à Gaz 20 | 1020 | Renens | VD |
| 563 300 062 | Goutte Récupération S.A. | Rte d'Yverdon 20 | 1026 | Echandens | VD |
| 563 500 001 | Thévenaz-Leduc SA | Ch de la Motte 5 | 1024 | Ecublens VD | VD |
| 563 500 200 | Tinguely Transports SA | Chemin des Trois-Ponts 1 | 1024 | Ecublens | VD |
| 563 600 072 | Birchler Récupération Sarl | Courta Rama/En Bellevue 2 a | 1163 | Etoy | VD |
| 564 900 035 | Léman Environnement SA | Ch. du Saux 7 | 1131 | Tolochenaz | VD |
| 567 500 025 | Bader Michel | ZI, rte des treize cantons | 1522 | Lucens | VD |
| 567 800 101 | Triumf Auto-Démolition | En Bronjon | 1510 | Moudon | VD |
| 574 900 011 | Perret SA Récupération | En Forez | 1373 | Chavornay | VD |
| 574 900 053 | Belgom & Fils Sarl | Rte Cantonale | 1435 | Essert-Pittet | VD |
| 576 400 088 | Pneus Service Rado | Ch. du Miroir 5 | 1337 | Vallorbe | VD |
| 576 400 090 | Trival SA | rue de Lausanne 91 | 1337 | Vallorbe | VD |
| 582 200 178 | Pneu Service Meuwly SA | Route de la Grosse Pierre | 1530 | Payerne | VD |
| 584 100 014 | Blatti et Fils SA | Les Ouges | 1660 | Les Moulins | VD |
| 587 100 004 | Auto-transports de la Vallée de Joux S.A | | 1346 | Les Bioux | VD |
| 587 100 039 | Pneus Service Rado | ZI Sur la Rose 17 | 1344 | L'Abbaye | VD |
| 588 800 087 | Carbone & Fils Sarl | Rte de Fenil 60 | 1806 | Saint-Légier-La-Chiesaz | VD |
| 593 800 120 | Birchler Fers et Métaux | Chaussée de Treycovagnes 19 | 1400 | Yverdon-les-Bains | VD |
| 593 800 156 | Strid SA | Rue des Petits-Champs 2 | 1400 | Yverdon-les-Bains | VD |
| 600 200 010 | Kehrichtverbrennungsanlage Oberwallis | Kiesweg 1 | 3900 | Gamsen | VS |
| 600 200 061 | Ertag AG | Kiesweg | 3904 | Naters | VS |
| 600 200 159 | Schriber und Schmid GmbH | Bielstrasse 32 | 3902 | Brig-Glis | VS |
| 602 100 031 | Rususuruka Jama Import et Export | Zone artisanale | 1957 | Ardon | VS |
| 602 100 034 | Clausen Cossel Pneumatiques | Zone industrielle | 1957 | Ardon | VS |
| 602 300 083 | Bader Jean-Jacques | Route de l'Industrie | 1964 | Conthey | VS |
| 602 500 026 | Retripa Valais SA, Hitter | Route du Rhône | 1963 | Vétroz | VS |
| 602 500 036 | EcoBois Recyclage S.A. | Rte du Rhône 14 | 1963 | Vétroz | VS |
| 602 500 039 | Eichenberger Démolition | Zone industrielle | 1963 | Vétroz | VS |
| 603 600 010 | Tridranses SA 'Merdenson' | | 1941 | Vollèges | VS |
| 603 600 011 | *Vogel Transports | | 1941 | Vollèges | VS |
| 608 400 019 | Déchèterie du Pont de la Scie | | 1987 | Hérémenche | VS |
| 611 000 041 | Volken Beton AG, Susten | Industriezone | 3952 | Susten | VS |
| 611 300 006 | Constantin Recycling AG | Gemmistr. 20 | 3970 | Salgesch | VS |
| 613 200 033 | *Clausen Cossel Pneumatiques | Halle bovio | 1908 | Charrat | VS |
| 613 600 131 | Bader Charles | rue des Etangs 10 | 1920 | Martigny | VS |
| 613 600 244 | Cridec | Déchetterie du Verney | 1920 | Martigny | VS |
| 614 000 005 | Retripa Valais SA, Saillon | Case postale 10 | 1913 | Saillon | VS |
| 614 100 045 | *Davi Pneus | Chemin de Guidoux 17 | 1907 | Saxon | VS |
| 614 100 056 | Assomo Export, Messode Ndoumbe | Gare de Saxon | 1907 | Saxon | VS |
| 615 200 076 | Trottet Récupération SA | En Boverly | 1868 | Collombey-le-Grand | VS |
| 615 200 083 | Coquoz Démolition et fils SA | Ch. de la Ry 2 | 1893 | Collombey-Muraz | VS |
| 615 200 109 | Birchler Patrick Recyclage | Reutet C | 1868 | Collombey | VS |
| 615 200 142 | Auto Export Yassin | En Boverly D | 1868 | Collombey-Le-Grand | VS |
| 615 300 027 | Satom | Z.I. Boeuferrant 3, CP 92 | 1870 | Monthey | VS |
| 619 800 001 | Autoverwertung Wallis | Lowinerstrasse 1 | 3942 | Niedergesteln | VS |

| | | | | | |
|-------------|-----------------------------------------------------------------------------|-------------------------|------|--------------------|----|
| 619 900 040 | Theler Goler AG, Mutt | | 3942 | Raron | VS |
| 621 200 002 | Primaz Frères | | 1905 | Dorénaz | VS |
| 621 200 003 | Revaz Francis et Marcel | Rue de l'Industrie | 1905 | Dorénaz | VS |
| 621 500 014 | Retripa Valais SA Centre de Massongex (ECOTRI) | ZI Les Illettes | 1869 | Massongex | VS |
| 621 700 052 | Autopneu Serra | Route d'Epinassey | 1890 | St.-Maurice | VS |
| 621 700 059 | Tri Pneus Export, TPE | Bois Noir | 1890 | St-Maurice | VS |
| 623 200 004 | Hetzel Jean-Pierre | Rte de Chippis 93 | 3966 | Chalais | VS |
| 623 800 020 | Geiger Raoul Carrgeiger récupération fers et métaux | Rue de la Mine 4 | 3979 | Grône | VS |
| 626 600 043 | Usine de traitement des ordures UTO | Promenade des Berges 10 | 1958 | Uvrier (Sion) | VS |
| 626 600 079 | Luginbühl & Cie SA | Route de la Drague 1 | 1950 | Sion | VS |
| 626 600 547 | Récupérateur-Birchler.org | Ch. Gardes-de-Nuit 2 | 1950 | Sion | VS |
| 626 600 709 | La Corne Sàrl | route des Joncs | 1958 | Uvrier | VS |
| 629 700 131 | Bumann Gebr. & Söhne, Alteisenhandel | Wehreye | 3930 | Visp | VS |
| 630 000 041 | LET-CON AG | Bahnhofplatz 3 | 3920 | Zermatt | VS |
| 630 000 048 | Schwendimann AG | | 3920 | Zermatt | VS |
| 170 100 478 | Schneider Umweltservice AG, Entsorgungszentrum Tännlimoos | Ebertswilerstrasse 1 | 6340 | Baar | ZG |
| 170 600 051 | L. A. MOVAG Enterprise | Gyreggstr. 3 | 6315 | Alosen | ZG |
| 170 700 032 | Kasa Alteisen und Metall AG | Postfach 418 | 6343 | Rotkreuz | ZG |
| 170 900 042 | Gebrüder Iten AG | Gewerbestrasse 13 | 6314 | Unterägeri | ZG |
| 000 200 167 | Schmid AG Entsorgung und Recycling | Lindenmoosstrasse 15 | 8910 | Affoltern am Albis | ZH |
| 000 200 193 | Kamu AG | Weidstrasse 33 | 8909 | Zwillikon | ZH |
| 001 000 001 | Sonderabfallverwertungs-AG, SOVAG | Bachstrasse 25/26 | 8912 | Obfelden | ZH |
| 004 000 022 | Export Saleh & Co. | Ammenstieg | 8466 | Trüllikon | ZH |
| 005 200 127 | KIBAG RE AG, Betrieb Eich Bassersdorf | Zürichstrasse 45 | 8303 | Bassersdorf | ZH |
| 005 200 191 | Frei Logistik + Recycling AG | Vorbuchenstrasse 13 | 8303 | Bassersdorf | ZH |
| 005 300 264 | Ali Export | Solistrasse 25 | 8180 | Bülach | ZH |
| 005 400 150 | Abfallentsorgung Herzig AG | Bahnhofstrasse 7 | 8305 | Dietlikon | ZH |
| 006 600 049 | Sortag Zürich AG | Bäulerstrasse 8 | 8152 | Glattbrugg | ZH |
| 006 900 017 | K. Müller AG | Kriesbachstrasse 1 | 8304 | Wallisellen | ZH |
| 006 900 450 | CH Tyre Center GmbH | Kriesbachstrasse 3 | 8304 | Wallisellen | ZH |
| 006 900 454 | Autoverwertung Wallisellen GmbH | Hofstrasse 2 | 8304 | Wallisellen | ZH |
| 008 300 067 | Autoverwertung Khatib GmbH | Im Ried | 8107 | Buchs | ZH |
| 008 400 056 | Lopatex AG | Lindenstr. 3 | 8108 | Dällikon | ZH |
| 008 500 022 | Roger Fasel | Hauptstrasse 44 | 8114 | Dänikon | ZH |
| 009 600 001 | Metallum Metallhandel AG | Althardstrasse 345 | 8105 | Regensdorf | ZH |
| 009 600 034 | Bader Paul Transporte AG | Moosackerstrasse 51 | 8105 | Regensdorf | ZH |
| 009 600 052 | KIBAG RE AG, RC-Platz Regensdorf | Moosackerstrasse 65 | 8105 | Regensdorf | ZH |
| 009 600 076 | Bruno Rölin AG | Riedthofstr. 192 | 8105 | Regensdorf | ZH |
| 009 600 169 | Metallum Metal Trading AG | Althardstr. 345 | 8105 | Regensdorf | ZH |
| 009 600 293 | Roma-Line GmbH | Riedthofstr. 124 | 8105 | Regensdorf | ZH |
| 011 300 018 | A. Schnyder Transportunternehmung & Altmetalle AG | Tobelstr. 1 | 8632 | Tann | ZH |
| 011 700 012 | Zweckverband Kehrichtverwertung Zürcher Oberland | Wildbachstrasse 2 | 8340 | Hinwil | ZH |
| 011 700 096 | Zweckverband Kehrichtverwertung Zürcher Oberland, Sonderabfallannahmestelle | Wildbachstrasse 2 | 8340 | Hinwil | ZH |
| 011 700 171 | Keller Recycling AG | Steigbreite 14 | 8340 | Hinwil | ZH |
| 011 700 181 | Pneu Ernst AG | Unterfeldstr. 2 | 8340 | Hinwil | ZH |
| 011 800 238 | Meex Recycling | Neuhofstrasse 11 | 8630 | Rüti ZH | ZH |
| 012 000 078 | Hess AG Erdbau und Recycling | Chefstrasse 57 | 8637 | Laupen | ZH |
| 013 100 224 | Schneider Umweltservice AG | Soodring 5 | 8134 | Adliswil | ZH |

| | | | | | |
|-------------|----------------------------------------------------------------------|-----------------------|------|------------------|----|
| 013 300 035 | Zweckverband für Abfallverwertung im Bezirk Horgen | Zugerstrasse 165 | 8810 | Horgen | ZH |
| 013 300 109 | Zweckverband für Abfallverwertung im Bezirk Horgen | Zugerstrasse 165 | 8810 | Horgen | ZH |
| 015 700 014 | J. Grimm AG | Holzhusen 16 | 8618 | Oetwil am See | ZH |
| 015 800 033 | Fritschi AG | Stationsstr. 25 | 8713 | Uerikon | ZH |
| 015 900 039 | Schneider Umweltservice AG | Seestrasse 33 | 8707 | Uetikon am See | ZH |
| 017 700 191 | Jakob Gentner, Pneuservice | Geenstrasse 1 | 8330 | Pfäffikon ZH | ZH |
| 019 100 001 | Loacker Swiss Recycling AG | Usterstrasse 99 | 8600 | Dübendorf | ZH |
| 019 800 547 | Artus Recycling AG | Gschwaderstrasse 71 | 8610 | Uster | ZH |
| 019 900 291 | Schneider Umweltservice AG | Erlenwiesenstrasse 11 | 8604 | Volketswil | ZH |
| 020 000 078 | Autoteile Brüttisellen | Ruchstückstr. 18 | 8306 | Brüttisellen | ZH |
| 021 700 066 | Belaouche Madjid | Aadorferstrasse 686 | 8353 | Elgg | ZH |
| 022 100 031 | Fabi Recycling GmbH | Aeschemerstrasse 4 | 8442 | Hettlingen | ZH |
| 022 300 007 | Hs. Mühle Recycling AG | Seuzachstr. 117 | 8412 | Riet | ZH |
| 022 400 037 | EUROGOMAS GmbH | Ziegeleistrasse | 8422 | Pfungen | ZH |
| 023 000 001 | Maag Recycling AG | Werkstr. 12 | 8400 | Winterthur | ZH |
| 023 000 002 | Kuhn AG Winterthur | Stegackerstrasse 40 | 8409 | Winterthur | ZH |
| 023 000 063 | Stadtwerk Winterthur, KVA Winterthur | Scheideggstrasse 50 | 8404 | Winterthur | ZH |
| 023 001 419 | CRIDEC SA, Sonderabfallsammelstelle Riet | Deponiestr. 5 | 8404 | Winterthur | ZH |
| 023 001 539 | Häusle Schweiz AG | In der Euelwies | 8408 | Winterthur | ZH |
| 023 001 897 | Shkima Gasm Elseed | Industriestrasse 23 | 8400 | Winterthur | ZH |
| 024 200 110 | Loacker Swiss Recycling AG | Industriestrasse 3 | 8903 | Birmensdorf | ZH |
| 024 200 110 | Loacker Swiss Recycling AG | Industriestrasse 3 | 8903 | Birmensdorf | ZH |
| 024 300 015 | Interkommunale Anstalt Limeco | Reservatstr. 5 | 8953 | Dietikon | ZH |
| 024 300 603 | EZEH HANDEL | Bodackerstrasse 14 | 8953 | Dietikon | ZH |
| 024 900 031 | Agir AG | Überlandstrasse 104 | 8103 | Unterengstringen | ZH |
| 026 100 497 | Debag ZÜRICH | Hohlstrasse 330 | 8004 | ZÜRICH | ZH |
| 026 103 518 | Stadt Zürich ERZ Entsorgung + Recycling Zürich, Verbrennungsanlage 2 | Hagenholzstrasse 110 | 8050 | Zürich | ZH |

Annexe 3.C

Services cantonaux chargés de l'attribution des numéros d'identification et des codes selon l'ordonnance sur les mouvements de déchets (OMoD)

Kontaktstellen der Kantone für die Erteilung von Betriebsnummern nach der Verordnung über den Verkehr mit Abfällen (VeVA)

Points de contact des cantons pour les demandes de numéros d'identification selon l'Ordonnance sur les mouvements des déchets (OMoD)

Punti di contatto dei Cantoni per l'assegnazione di numeri d'esercizio secondo l'ordinanza sul traffico dei rifiuti (OTRif)

Stand / État / Stato: 2.10.2014

Aargau

Departement Bau, Verkehr und
Umwelt des Kantons Aargau
Abteilung für Umwelt
Sektion Abfälle und Altlasten
Entfelderstrasse 22 (Buchenhof)
5001 **Aarau**

Erna von Ow 062 835 33 60
Fax 062 835 33 69
E-Mail veva@ag.ch

Appenzell A. Rh.

Amt für Umwelt
Appenzell A. Rh.
Kasernenstrasse 17
9102 **Herisau**

Monika Van den Broek 071 353 65 32
Fax 071 353 65 36
E-Mail monika.vandenbroek@ar.ch

Appenzell I. Rh.

Bau- und Umweltdepartement
Amt für Umwelt
Gaiser-Strasse 8
9050 **Appenzell**

Fax 071 788 93 59

Basel-Land

Amt für Umweltschutz
und Energie
Rheinstrasse 29
4410 **Liestal**

Fax 061 552 69 84
E-Mail veva@bl.ch

Basel-Stadt

Amt für Umwelt und Energie (AUE)
Postfach
Hochbergerstrasse 158
4019 **Basel**

Jolanda Greber 061 639 22 40
Gerti Engelhardt 061 639 22 16
Fax 061 639 23 23
E-Mail veva@bs.ch

Bern/Berne

Amt für Wasser und Abfall
des Kantons Bern
Abteilung Betriebe und Abfall
Reiterstrasse 11
3011 **Bern**

Fax 031 633 39 20
E-Mail (deutsch) veva@be.ch
E-Mail (français) omd@be.ch

Fribourg/Freiburg

Office de la protection
de l'environnement
Amt für Umweltschutz
Route de la Fonderie 2
1700 **Fribourg**

Fax 026 305 10 02

Genève

Service de géologie, sols et déchets
Quai du Rhône 12
1205 **Genève**

Michel Bourdenet 022 546 70 81
Fax 022 546 70 90
E-Mail omod@etat.ge.ch

Glarus

Abteilung Umweltschutz und Energie
Kirchstrasse 2
8750 **Glarus**

Daniela Leuzinger 055 646 64 68
Fax 055 646 64 58
E-Mail umweltschutz@gl.ch

Graubünden/Grigioni

Amt für Natur und Umwelt
Gürtelstrasse 89
7001 **Chur**

Fax 081 257 21 54

Jura

Office de l'environnement
Chemin du Bel'Oiseau 12
Case postale 69
2882 **St. Ursanne**

André Gaudreau 032 420 48 18
Fax 032 420 48 01
E-Mail omd@jura.ch

Luzern

Dienststelle Umwelt und Energie
Libellenrain 15
Postfach 3439
6002 **Luzern**

Robert Schnyder 041 228 64 51
Fax 041 228 64 22
E-Mail veva@lu.ch

Neuchâtel

Service de la protection
de l'environnement
Rue du Tombet 24
Case Postale 145
2034 **Peseux**

Pascal Castellani 032 889 87 72
Serge Spichiger 032 889 87 71
Fax 032 889 62 63
E-Mail SCPE.omd@ne.ch

Nidwalden

Amt für Umwelt Nidwalden
Engelbergstrasse 34
Postfach
6371 **Stans**

Tel. 041 618 75 04
Fax 041 618 75 28
E-Mail afu@nw.ch

Obwalden

Amt für Landwirtschaft und Umwelt
Dorfplatz 4a
Postfach 1661
6061 **Sarnen**

Marcel Imfeld
Fax 041 666 62 82
E-Mail umwelt@ow.ch

Schaffhausen

Interkantonales Labor
Fachbereich Abfälle, Lärm
Mühlentalstrasse 184
Postfach
8201 **Schaffhausen**

Niccolò Gaido
Fax 052 624 72 35
E-Mail veva@ktsh.ch

Schwyz

Amt für Umweltschutz
Kollegiumstrasse 28
Postfach 2162
6431 **Schwyz**

Peter Inhelder
Fax 041 819 20 49
E-Mail veva@sz.ch

Solothurn

Amt für Umweltschutz
Fachstelle Abfallwirtschaft
Werkhofstrasse 5
4509 **Solothurn**

Hans-Peter Liechti
Fax 032 627 76 93
E-Mail veva@bd.so.ch

St. Gallen

Amt für Umwelt und Energie
Mutationsstelle
Lämmli brunnenstrasse 54
9001 **St. Gallen**

Michaela Bruderer
Fax 071 229 39 64
E-Mail veva@sg.ch

Ticino

Sezione protezione aria,
acqua e suolo
Via Salvioni 2a
6500 **Bellinzona**

Flavia Leonardi
Fax 091 814 44 33
E-Mail dt-spaas@ti.ch

Thurgau

Amt für Umwelt
Bahnhofstrasse 55
8510 **Frauenfeld**

Martina Stäheli 058 345 51 89
Fax 058 345 52 53
E-Mail veva@tg.ch

Uri

Amt für Umweltschutz
Klausenstrasse 4
6460 **Altdorf**

Edi Schilter 041 875 24 48
Fax 041 875 20 88
E-Mail veva@ur.ch

Vaud

Service des eaux, des sols
et de l'assainissement
Rue du Valentin 10
1014 Lausanne

Fax 021 316 75 12
E-Mail mouvements.dechets@vd.ch

Valais/Wallis

Service de la protection
de l'environnement
Rue des Creusets 5
1951 **Sion**

Isabelle de Riedmatten 027 606 31 69
Fax 027 606 31 61
E-Mail (français) spe-omd@admin.vs.ch
E-Mail (deutsch) dus-veva@admin.vs.ch

Zug

Amt für Umweltschutz
Aabachstrasse 5
Postfach 857
6301 **Zug**

Christoph Troxler 041 728 53 70
Fax 041 728 53 79
E-Mail info.veva@bd.zg.ch

Zürich

Amt für Abfall, Wasser,
Energie und Luft (AWEL)
Abt. Abfallwirtschaft und Betriebe
Walcheplatz 2
8090 **Zürich**

Fax 043 259 42 84
E-Mail veva@bd.zh.ch

Fürstentum Liechtenstein

Amt für Umweltschutz des
Fürstentums Liechtenstein
Abt. Abfälle, Chemikalien
Postfach 684
FL-9490 **Vaduz**

Manfred Frick
Sven Bürzle
Fax
E-Mail

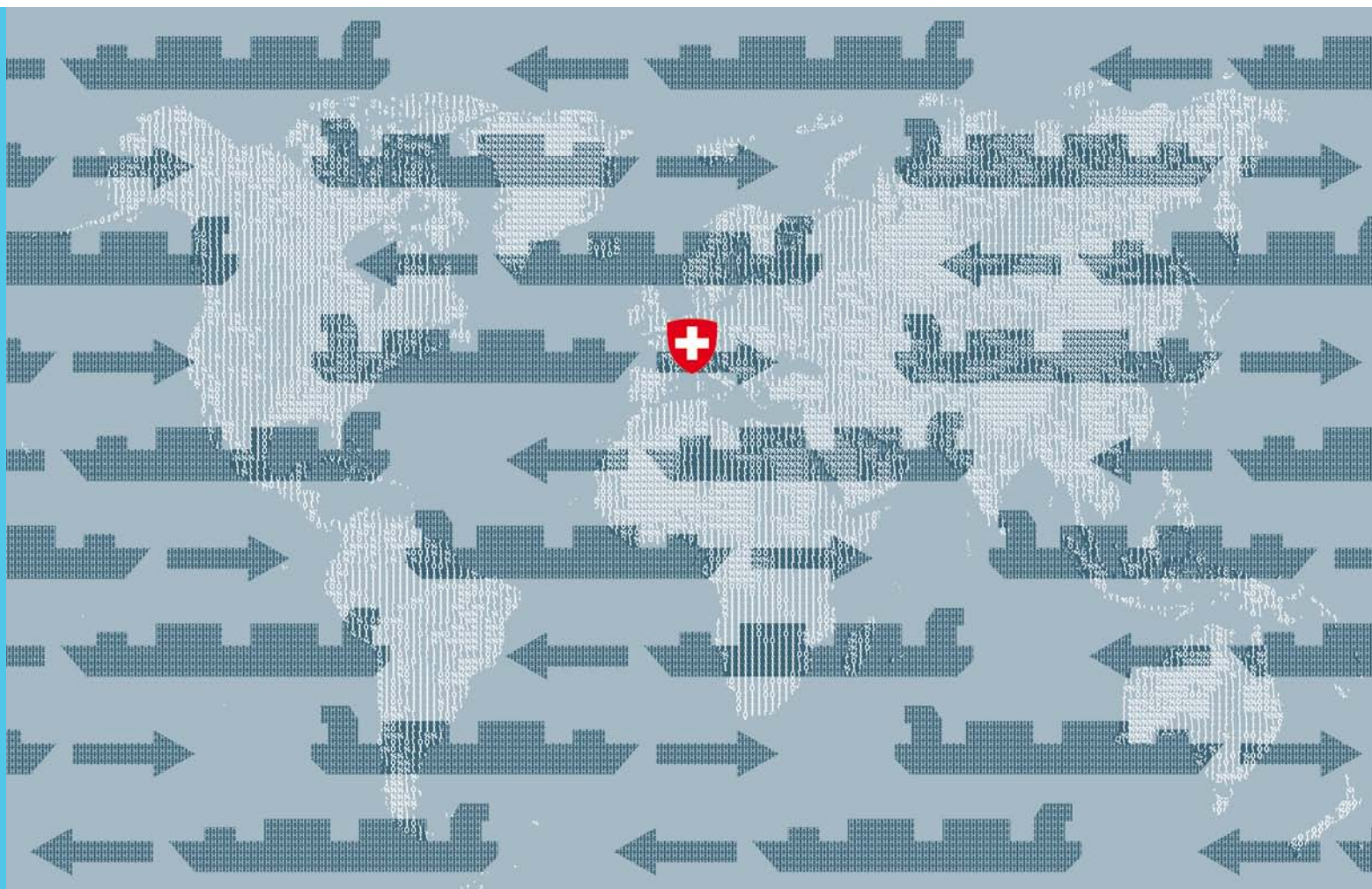
00423 236 61 94
00423 236 61 87
00423 236 61 99
veva@aus.liv.li

Annexe 3.D

**Exportation de biens de consommation – marchandises
d'occasion ou déchets ?
OFEV**

> Exportation de biens de consommation – marchandises d'occasion ou déchets?

Informations pratiques pour les commerçants, les transporteurs et les œuvres d'entraide



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Office fédéral de l'environnement OFEV

> Introduction

Les pays d'Afrique et d'Asie sont submergés de déchets déclarés comme marchandises d'occasion (avant tout des déchets électriques et électroniques). Réutiliser des biens de seconde main plutôt que de les éliminer est certes préférable dans l'optique d'une politique de gestion durable de l'environnement et des ressources. Cependant, lorsque le marché est détourné pour envoyer des déchets dans les pays en voie de développement afin de les «éliminer» à moindres frais, alors on est en présence d'une activité illégale. Souvent, les marchandises déclarées comme étant encore en état de fonctionnement sont en réalité déjà des déchets lorsqu'elles quittent l'Etat d'exportation. Parfois, elles deviennent des déchets lors du transport, car elles sont abîmées en raison d'un conditionnement inadapté. Les Etats d'importation ne disposent souvent pas des infrastructures techniques requises pour traiter les déchets dans le respect de l'environnement. Or une élimination inappropriée des déchets met en danger la santé humaine et l'environnement. Ainsi, les pays industrialisés sont tenus de faire cesser les transports illégaux de déchets sous couvert de commerce de marchandises d'occasion.

La présente notice indique comment distinguer les déchets des marchandises d'occasion. Elle contient également des informations pratiques sur le respect des prescriptions environnementales en vigueur. S'adressant avant tout aux commerçants, aux transporteurs et aux œuvres d'entraide, elle vise à les sensibiliser au problème du commerce des biens d'occasion cachant en réalité une exportation illégale de déchets.

Déchets ou marchandises d'occasion?

Les déchets sont des choses meubles dont le détenteur se défait ou dont l'élimination est commandée dans l'intérêt public. C'est précisément la qualité de marchandise d'occasion ou de déchet des objets qui détermine s'il est possible – ou non – d'en disposer librement.

S'il s'agit de déchets, ceux-ci peuvent tomber dans deux catégories: déchets soumis à contrôle (p. ex. appareils électroniques et électroniques hors d'usage) ou déchets figurant sur la liste verte de l'OCDE (p. ex. déchets métalliques purs, non pollués). Pour exporter des déchets soumis à contrôle, une autorisation de l'Office fédéral de l'environnement (OFEV) est requise. Quant aux déchets figurant sur la liste verte de l'OCDE (à exporter selon une procédure de contrôle dite «verte»), ils doivent être munis du document de suivi figurant à l'annexe VII du Règlement (CE) n° 1013/2006 concernant les transferts de déchets. L'exportation de déchets soumis à contrôle n'est admise que vers les pays de l'OCDE et de la Communauté européenne (CE). Des précisions à ce sujet sont disponibles sous www.bafu.admin.ch/

dechets > Mouvements de déchets > Mouvements transfrontières.

De manière générale, les objets considérés comme des marchandises d'occasion doivent remplir tous les critères suivants:

- > ils sont encore en état de fonctionnement et leur utilisation est autorisée;
- > ils sont destinés à être réutilisés pour leur usage d'origine; et
- > ils sont emballés de telle manière qu'ils ne peuvent être endommagés durant le transport.

En outre, les marchandises d'occasion ne peuvent être exportées que si elles respectent également les conditions suivantes:

- > elles ne contiennent pas de substances interdites selon la législation en matière de produits chimiques (p. ex. de l'amiante, des PCB ou du mercure, etc.); et
- > elles sont conçues pour fonctionner sans CFC.

Il suffit qu'un seul des critères listés ci-dessus ne soient pas remplis pour que les marchandises en question soient considérées comme des déchets soumis à contrôle. Or il est interdit d'exporter ce type de déchets sans autorisation. Si les autorités responsables de la protection de l'environnement ou les autorités douanières constatent que des déchets ont été exportés illégalement, ceux-ci doivent être ramenés dans le pays d'exportation. Tous les coûts découlant du rapatriement, du tri, et de l'élimination de ces déchets ainsi que de la surveillance par les autorités (ou les experts mandatés par ces dernières) sont à la charge de l'exportateur. En outre, une plainte est déposée, si bien que celui-ci doit également s'attendre à une amende.

Si les autorités douanières ne peuvent pas inspecter la marchandise concernée (p. ex. dans le cas de véhicules dont les portes sont soudées), elles la bloquent à la frontière, jusqu'à ce qu'un contrôle soit possible ou que l'exportateur la reprenne.

Les objets qui sont le plus fréquemment exportés illégalement – parfois en toute bonne foi – sont les appareils relevant de la bureautique ou de l'électronique de loisirs, les appareils frigorifiques, les véhicules ou composants de véhicules ainsi que les textiles. Les explications qui suivent précisent comment appliquer la définition du terme «déchet» aux objets concernés, afin que les marchandises d'occasion soient exportées conformément à la loi. Les notions de «déchets soumis à contrôle» et de «déchets selon la liste verte» sont expliquées en page 11.

> Appareils qui relèvent de la bureautique et de l'électronique de loisirs

Téléviseurs et écrans

La poudre lumineuse des tubes cathodiques ainsi que les dispositifs de rétroéclairage des écrans plats contiennent des métaux lourds dangereux pour l'environnement (p. ex. du mercure).

Marchandises d'occasion:

- > appareils en état de fonctionnement qui sont réutilisés dans le pays d'importation pour leur usage d'origine, ou
- > appareils encore sous garantie qui sont retournés au fabricant (avec pièce justificative à l'appui).

Déchets soumis à contrôle:

- > appareils qui n'ont pas passé le test de fonctionnement (c.-à-d. qui ne peuvent plus être enclenchés),
- > appareils dont le câble d'alimentation a été sectionné,
- > écrans dont la vitre n'est pas suffisamment protégée si bien qu'ils sont susceptibles d'être abîmés durant le transport,
- > appareils exportés en vue d'être réparés (sauf ceux encore sous garantie), ou
- > appareils exportés en vue d'être démontés ou valorisés.

Ordinateurs

Les ordinateurs contiennent des substances et des composants qui peuvent nuire à la santé humaine et à l'environnement s'ils font l'objet d'une manipulation non conforme.

Marchandises d'occasion:

- > appareils en état de fonctionnement qui sont réutilisés dans le pays d'importation pour leur usage d'origine et pour lesquels il existe une demande dans ce même pays, ou
- > appareils encore sous garantie qui sont retournés au fabricant (avec pièce justificative à l'appui).

Déchets soumis à contrôle:

- > appareils qui n'ont pas passé le test de fonctionnement, c.-à-d. qui ne peuvent plus être enclenchés (pour faire le test, les brancher sur un écran),
- > appareils dont le câble d'alimentation a été sectionné,
- > appareils exportés en vue d'être réparés* (sauf ceux encore sous garantie), ou
- > appareils exportés en vue d'être démontés ou valorisés.

*Il s'agit en particulier du cas où plusieurs appareils défectueux sont exportés en vue de recomposer un seul nouvel appareil en état de fonctionner.



Ecrans protégés par du carton ou du polystyrène



Ecrans insuffisamment emballés



Appareils qui ne peuvent plus être enclenchés

> Appareils frigorifiques

Appareils de réfrigération, de congélation et de climatisation

Les appareils frigorifiques anciens contiennent souvent des fluides frigorigènes composés de substances détruisant la couche d'ozone (p. ex. CFC). Le type de fluides frigorigènes est indiqué par un code «R» (=réfrigérant) sur la partie arrière de l'appareil, souvent sur le compresseur (voir la liste des fluides frigorigènes les plus usités en page 6).

Marchandises d'occasion:

- > appareils en état de fonctionnement qui sont réutilisés dans le pays d'importation pour leur usage d'origine et qui contiennent des fluides frigorigènes admis en Suisse (c.-à-d. mis sur le marché après 1994), ou
- > appareils encore sous garantie qui sont retournés au fabricant.

Objets qui, en vertu de la législation en matière de produits chimiques, ne peuvent pas être exportés:

- > appareils contenant des substances qui détruisent la couche d'ozone ou qui sont conçus pour fonctionner avec ces derniers (p. ex. R12, R22, R401, R402 ou R502; voir la liste des fluides frigorigènes les plus usités en p. 6), ou
- > appareils construits pour fonctionner avec des fluides frigorigènes interdits

Déchets soumis à contrôle:

- > appareils qui ne sont pas en état de fonctionnement,
- > appareils dont le câble d'alimentation a été sectionné,
- > appareils exportés en vue d'être réparés, afin de les revendre et de les réutiliser à l'étranger,
- > appareils exportés en vue d'être démontés ou valorisés.



Appareils frigorifiques anciens contenant des substances détruisant la couche d'ozone



Réfrigérateur contenant le fluide frigorigène interdit R12

Compresseurs

Les anciens compresseurs d'appareils frigorifiques sont conçus pour fonctionner avec des fluides frigorigènes qui détruisent la couche d'ozone. Il convient de relever qu'ils ont été conçus pour fonctionner avec un type de fluide frigorigène particulier.

Marchandises d'occasion:

> compresseurs en état de fonctionnement qui sont conçus pour fonctionner avec des fluides frigorigènes admis en Suisse.

Objets qui, en vertu de la législation en matière de produits chimiques, ne peuvent pas être exportés:

> appareils contenant des substances qui détruisent la couche d'ozone (p. ex. R12, R22, R401, R402 ou R502; se référer la liste des fluides frigorigènes les plus usités en p. 6), ou

Déchets pouvant être exportés selon la procédure de contrôle «verte»:

> compresseurs entièrement vidangés (desquels l'huile et le fluide frigorigène ont été retirés conformément aux prescriptions par une personne détenant un permis pour l'utilisation de fluides frigorigènes et qui ont ensuite été fendus ou percés pour être rendus inutilisables).

Déchets soumis à contrôle:

> compresseurs qui contiennent des restes d'huiles ou de fluides frigorigènes.



Compresseurs frigorifiques



Les compresseurs frigorifiques percés peuvent être exportés selon la procédure de contrôle «verte»



Compresseur frigorifique contenant le fluide frigorigène interdit R12interdit R12

> Liste des fluides frigorigènes les plus usités

Exportation interdite

| CFC ¹ | HCFC ² |
|------------------|-------------------|
| R11 | R22 |
| R12 | R123 |
| R13 | R124 |
| R114 | R142b |
| R500 | R401a |
| R502 | R402a |
| R503 | R402b |
| | R403a |
| | R403b |
| | R408a |
| | R409a |
| | R409b |

Exportation admise

| HFC ³ | autres |
|------------------|---------------------------|
| R23 | R170 (éthane) |
| R32 | R290 (propane) |
| R107a | R600 a (isobutane) |
| R125 | R717 (ammonium) |
| R134a | R744 (Co ₂) |
| R152a | R1270 (propylène/propène) |
| R227ea | R718 (eau) |
| R236a | |
| R316a | |
| R404a | |
| R407a | |
| R407b | |
| R407c | |
| R410a | |
| R507 | |
| R508a | |
| R508b | |
| Isceon 59 | |
| Isceon 89 | |

¹ CFC: chlorofluorocarbones

² HCFC: hydrochlorofluorocarbones

³ HFC: hydrofluorocarbones

Source: Ordonnance du 18 mai 2005 sur la réduction des risques liés à l'utilisation de substances, de préparations et d'objets particulièrement dangereux (Ordonnance sur la réduction des risques liés aux produits chimiques, ORRChim)

> Textiles

Habits usagés

Les conteneurs pour textiles usagés renferment souvent des habits abîmés ou d'autres déchets, tels que appareils électriques ou électroniques (en particulier électroménagers), sources lumineuses ou cintres. Or une élimination non conforme de ces objets indésirables pollue l'environnement.

Marchandises d'occasion:

> habits et chaussures qui ne sont pas abîmés ou souillés par d'autres déchets.

Déchets pouvant être exportés selon la procédure de contrôle «verte»:

> textiles (y c. ceux qui sont abîmés) qui ne sont pas souillés par d'autres déchets.

Déchets soumis à contrôle:

> habits usagés souillés par des déchets (p. ex. marchandises provenant de conteneurs de collecte et qui n'ont pas été contrôlés).



Conteneur pour la collecte des textiles usagés



Installation de tri des textiles usagés



Textiles non contrôlés issus de conteneurs de collecte

> Véhicules, composants de véhicules et pneus

Véhicules

Les véhicules motorisés (p. ex. voitures de tourisme, camions, machines de chantier, véhicules agricoles et motocycles) contiennent de nombreux fluides ou autres substances qui nuisent à l'environnement. Une réparation ou un démontage inappropriés mettent en danger la santé humaine et l'environnement.

Marchandises d'occasion:

- > véhicules en état de marche qui contiennent tous les composants requis pour qu'ils puissent être conduits (pneus, moteur, etc.),
- > véhicules accidentés n'ayant subi qu'une déformation légère,
- > véhicules anciens, mis en circulation il y a plus de 30 ans (appelés «véhicules vétérans»).

N.B.: en cas d'exportation de véhicules d'occasion, ceux-ci doivent être accompagnés du permis de circulation (annulé).

Objets qui, en vertu de la législation en matière de produits chimiques, ne peuvent pas être exportés:

- > véhicules munis de dispositifs de climatisation ou de réfrigération contenant des substances qui détruisent la couche d'ozone ou conçus pour fonctionner avec de telles substances (p. ex. R12, R22, R401, R402 ou R502; voir la liste des fluides frigorigènes les plus usités en p. 6).

Déchets soumis à contrôle:

- > véhicules sans permis de circulation (annulé),
- > véhicules incendiés,
- > véhicules présentant des fuites de liquides, en particulier des éléments motopropulseurs (moteur),
- > véhicules fortement déformés et présentant plus de 55 points de dommages (voir le schéma en p. 9), ou
- > véhicules usagés destinés à être démontés ou à fournir des pièces de rechange.

Le schéma pour évaluer les véhicules accidentés peut être utilisée pour déterminer le niveau de déformation d'un véhicule accidenté.



Véhicule dont le compartiment moteur est brûlé



Véhicule fortement déformé

Principe:

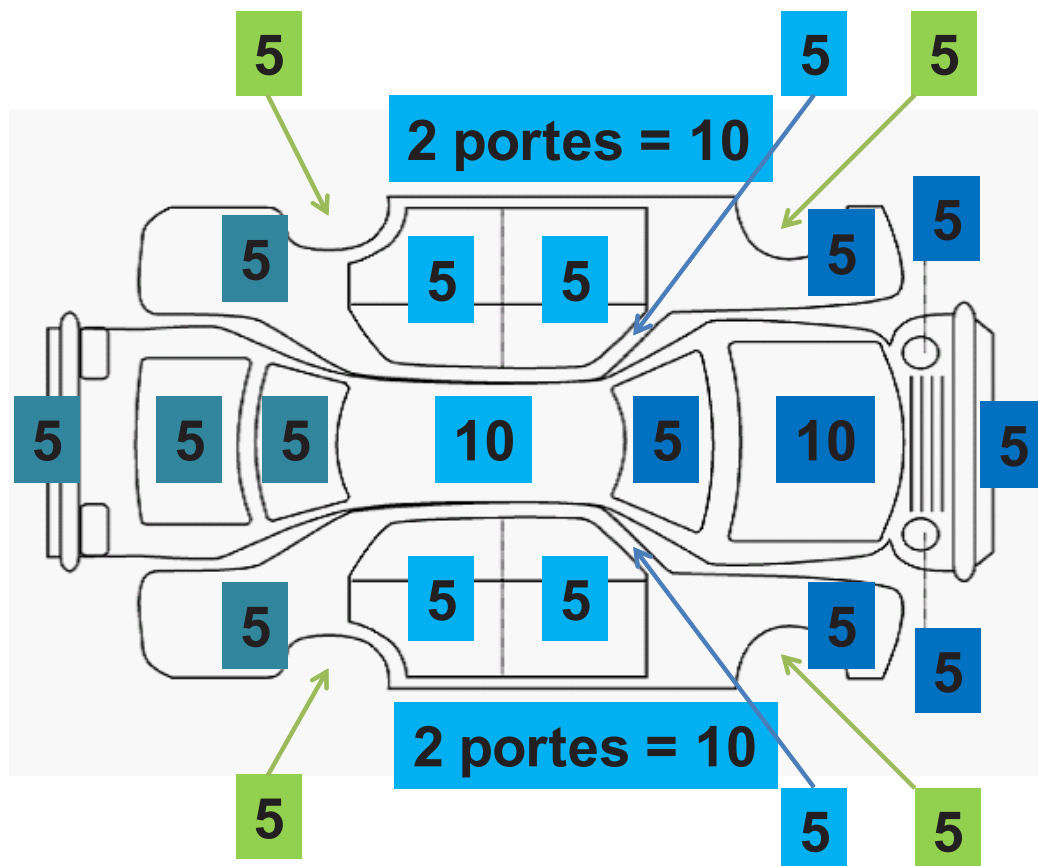
la surface du véhicule est divisée en zones de dommages; des points de dommages sont attribués à ces zones et aux suspensions. Si la somme de ces points dépasse 55, le véhicule ne peut être exporté sans autorisation de l'OFEV.

Une zone est considérée comme endommagée lorsque

- > Les suspensions n'assurent plus leur fonction technique et mécanique,

- > L'élément de suspension est tordu, plié ou arraché, ou
- > La carrosserie est fortement déformée, pliée ou endommagée par le feu.

N.B.: lorsque le véhicule sert au transport d'autres objets, les portes ne doivent pas être soudées ni les fenêtres recouvertes, car les douaniers ne peuvent alors pas effectuer les contrôles requis.



Pièces détachées de véhicules

Les pièces détachées issues du démontage de véhicules usagés (p. ex. moteurs, boîtes de vitesse, amortisseurs) et utilisées comme pièces de rechange contiennent souvent des fluides nocifs pour l'environnement.

Marchandises d'occasion:

- > pièces détachées de véhicules en état de fonctionnement qui sont réutilisées comme pièces de rechange dans leur fonction initiale, pour autant que
 - ils sont munis de la liste de colisage et de la facture; et
 - les liquides ont été préalablement retirés des pièces de rechange ou alors, celles-ci sont scellées ou conditionnées de telle manière qu'aucun fluide ne peut s'échapper.



Pièces détachées de véhicules sans liste de colisage

Déchets soumis à contrôle:

- > composants de véhicules laissant échapper des fluides.



Pièces détachées qui présentent des fuites d'huile

Pneus

Dans de nombreux pays, les pneus usagés sont souvent mis en décharge de manière incontrôlée. Or ces dépôts sauvages constituent des sites de reproduction pour des insectes vecteurs de maladie. En outre, l'incinération des pneus à l'air libre qui constitue un danger notable pour la santé humaine et l'environnement.

Marchandises d'occasions:

- > pneus encore utilisables dont la profondeur de sculpture atteint au moins 1,6 mm.

Déchets soumis à contrôle:

- > pneus dont la profondeur de sculpture est inférieure à 1,6 mm,
- > pneus qui présentent des traces d'usure irrégulières ou d'autres dommages de type mécanique, ou
- > pneus imbriqués les uns dans les autres (p. ex. pneus doublés ou triplés).

N.B.: l'exportation sans autorisation de pneus imbriqués les uns dans les autres n'est admise que si le commerçant de pneus concerné adhère au système de contrôle de l'Association suisse du pneu (ASP) garantissant que seuls sont exportés des pneus réutilisables et dont la profondeur de sculpture dépasse 1,6 mm. Des compléments d'information figurent sur le site www.swisspneu.ch.



Imbrication de pneus les uns dans les autres

> Annexe

Déchets soumis à contrôle

Dans le contexte des mouvements transfrontières, les déchets soumis à contrôle sont les déchets au sens de la Convention de Bâle. Il s'agit des déchets suivants:

- > déchets spéciaux [ds] et autres déchets soumis à contrôle [sc] tels que définis dans les listes pour les mouvements de déchets,
- > déchets figurant sur la liste orange de l'OCDE ou dans les annexes II et VIII de la Convention de Bâle,
- > déchets présentant les caractéristiques de danger définies aux annexes I et III de la Convention de Bâle.

Tous ces déchets ne peuvent être exportés que si l'OFEV a délivré une autorisation. Sont également soumis à autorisation les déchets à exporter qui ne figurent pas explicitement sur la liste verte de l'OCDE ou dans l'annexe IX de la Convention de Bâle

Une directive pour l'exportation des déchets soumis à contrôle est disponible à l'adresse: www.bafu.admin.ch/dechets

> Mouvements de déchets > Mouvements transfrontières > Notification: marche à suivre

Déchets selon la liste verte

Les déchets figurant sur la liste verte de l'OCDE peuvent être importés ou exportés sans autorisation en vue d'être valorisés, pour autant qu'il ne s'agisse pas de déchets au sens de la Convention de Bâle. Il en va de même pour les déchets de la Liste B (annexe IX) de la Convention de Bâle.

Il convient d'observer qu'il est impératif de notifier les mouvements transfrontières de déchets figurant sur la liste verte de l'OCDE mais soumis à contrôle en vertu de la législation suisse (les listes pour les mouvements de déchets). Il n'est pas possible d'appliquer la procédure de contrôle dite «verte» à ces déchets. Cette règle s'applique par exemple aux pneus usagés, aux véhicules vidangés, aux câbles électriques ou aux circuits imprimés dépollués.

A noter que l'Etat d'importation peut lui aussi s'appuyer sur sa propre législation pour soumettre les déchets de la liste verte à une obligation de contrôle.

Des informations détaillées sont disponibles à l'adresse www.bafu.admin.ch/dechets > Mouvements de déchets > Mouvements transfrontières > Informations concernant les Déchets sur liste verte: informations et documents

Impressum

Editeur

Office fédéral de l'environnement (OFEV)

L'OFEV est un office du Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication (DETEC).

Auteurs

Beat Frey, André Hauser, Simonne Rufener,
Division Déchets, Substances et Biotechnologie (OFEV)

Renseignements

OFEV, Domaine des déchets industriels et mouvements transfrontières,
Tél. +41 (0)31 322 93 80, fax +41 (0)31 322 59 32,
E-Mail: waste@bafu.admin.ch

Crédits photographiques

Photo de couverture: anamorph.ch; p. 7 en haut: Fotoagentur AURA,
Lucerne; p. 3, 5, 8 et 10 : Administration fédérale des douanes; p. 4 en
bas: Ministry of Housing, Spatial Planning and the Environment (VROM),
Pays-Bas; p. 7 en bas: Texaid; autres photos: OFEV

Commande de la version imprimée et téléchargement au format PDF

www.bafu.admin.ch/ud-1042-f

Cette publication est également disponible en allemand, italien et anglais.

© OFEV 2011

Chapitre 4 : Protection de l'air

4.1 Introduction et origines de la pollution de l'air

Entre 1950 et 1984, les émissions de SO₂ (source principale : les chauffages) ont augmenté de 2,5 fois, les émissions de NO_x (source principale : transports) ont été multipliées par sept et les émissions de COV (source principale : l'industrie) ont quadruplé. Après de longs travaux préparatoires, la loi sur la protection de l'environnement (LPE) entra en vigueur le 1^{er} janvier 1985. Sa première ordonnance d'application fut l'OPair, en vigueur depuis le 1^{er} mars 1986.

La protection de l'air en Suisse

4.2 Ordonnance sur la protection de l'air (OPair) du 16 décembre 1985 (état au 4 février 2014)

Le but de la politique de protection de l'air consiste à protéger l'homme, les animaux et les plantes, leurs biotopes et biocénoses ainsi que le sol, des pollutions atmosphériques nuisibles ou incommodantes. L'OPair, qui concrétise ce but, fixe notamment des valeurs limites aux émissions et aux immissions dans le cadre d'un concept à deux phases et définit les compétences et les tâches de la Confédération et des cantons au niveau de son application.

Valeurs limites d'émissions et d'immissions

Dans une première phase, les émissions doivent être réduites indépendamment de la pollution existante dans toute la mesure où cette réduction est réalisable sur le plan de la technique et de l'exploitation, et dans la mesure où elle est économiquement supportable. L'objectif visé est de maintenir la pollution de l'air à un niveau aussi bas que possible de manière à ne pas porter atteinte à l'environnement. A cette fin, l'OPair comporte des valeurs limites d'émissions pour près de 150 substances, pour 40 types d'installations industrielles et pour divers types d'installations de chauffage ainsi que des exigences de qualité pour les combustibles et les carburants. Les émissions des sources mobiles, c'est-à-dire celles des véhicules, sont régies par d'autres ordonnances.

En cas de dépassement des valeurs limites d'immissions, la deuxième phase entre en jeu : les limitations des émissions sont renforcées. A cet effet, les cantons établissent des plans de mesures dans le but de coordonner l'ensemble des mesures à prendre. Outre de nombreuses mesures locales et régionales - celles-ci étant de la compétence du canton - les plans comportent aussi des propositions de mesures plus étendues au niveau fédéral.

Renforcement de la limite des émissions

A ce jour, la mise en œuvre de l'ordonnance sur la protection de l'air a permis de réduire notablement les émissions des oxydes d'azote (NO_x) ainsi que des composés organiques volatils (volatile organics compounds COV) par rapport à leurs valeurs maximales.

Dans le cas du dioxyde de soufre, du monoxyde de carbone et des

métaux lourds, les valeurs limites d'immissions de l'OPair sont presque partout respectées. Par contre, dans le cas des oxydes d'azote, des poussières en suspension PM10 (particules présentant un diamètre aérodynamique de moins de 10 micromètres) et des COV (composés organiques volatils) l'objectif n'a pas été atteint comme le confirment les mesures effectuées dans le cadre du réseau NABEL. C'est surtout le cas pour l'ozone proche du sol (smog estival) où, dans de nombreuses situations, les valeurs limites sont largement dépassées. Jusqu'ici, on n'a pas pu enregistrer de nette tendance au recul de la pollution par l'ozone. Les autorités estiment donc qu'il était primordial de continuer à agir pour ces substances polluantes.

Succès depuis l'introduction de l'OPair

Problème de la pollution de l'ozone

Ces dernières années, d'autres modifications et révisions ont été apportées à l'OPair, mais celles-ci ne touchent pas la branche automobile (garages et carrosseries). Les directives suivantes sont importantes pour la branche :

Pour la branche automobile et les carrosseries, les prescriptions suivantes de l'OPair sont importantes :

Enregistrement et évacuation des effluents gazeux (émissions)

Le rejet des effluents gazeux s'effectuera en général au-dessus des toits, par une cheminée ou un conduit d'évacuation (art. 6). Cette disposition concerne :

- les moteurs en marche à l'intérieur d'un local
- les effluents gazeux des chauffages
- l'air à évacuer des cabines de peinture et de séchage
- l'air à évacuer des locaux

Evacuation des émissions

Dans ce contexte, il convient de respecter la hauteur minimale des cheminées au-dessus du toit (recommandations sur les cheminées) contenues dans l'annexe 6 de l'OPair.

Hauteur requise pour la cheminée au-dessus du toit

Valeurs limites d'émissions

- Cabines de peinture et de séchage
 - Poussières (particules fines) : 5 mg/m³ en cas de peinture au pistolet
15 mg/m³ en cas de peinture à la poudre
 - COV (solvants) : 150 mg/m³ avec un flux massique ≥ 3 kg/h
- Matières organiques, sous forme de gaz, de vapeurs ou de particules p.ex. solvants du nettoyage des pièces, etc.
 - en fonction de la classe
100 mg/m³ (classe 2¹) évacuation pour un débit massique ≥ 2 kg/h
150 mg/m³ (classe 3) évacuation pour un débit massique de ≥ 3 kg/h

Cabines de peinture et de séchage

Autres installations avec des solvants

¹ Les classes des substances organiques sous forme de poussières sont énumérées dans le tableau figurant à l'annexe 1 de l'OPair au chiffre 72.

- Stations-service
Les postes de distribution d'essence seront équipés et exploités de manière que :
 - les émissions de gaz ou de vapeurs organiques produites lors de leur approvisionnement soient confinées et refoulées dans les conteneurs de transport (récupération des vapeurs). Le système de récupération des vapeurs et les installations qui lui sont raccordées ne doivent pas présenter d'ouverture à l'air libre pendant le fonctionnement normal ;
 - Pendant le ravitaillement des véhicules équipés d'orifices de remplissage normalisés, les émissions de substances organiques ne dépassent pas 10% du total des substances organiques contenues dans les vapeurs refoulées. Cette condition est réputée satisfaite lorsque les résultats des mesures effectuées par un service officiel l'attestent et que le système de récupération des vapeurs est installé et exploité comme il se doit.

- Installations de combustion

Stations-service

Installations de combustion

Il est interdit de brûler des huiles usées dans une installation de combustion qui n'est pas expressément prévue pour ce genre d'opérations ou de les mélanger à du mazout.

Interdiction de brûler des huiles usées

4.3 Ordonnance fédérale du 12 novembre 1997 sur la taxe d'incitation sur les composés organiques volatils (OCOV) (état au 1^{er} mars 2013)

Pour la branche automobile et les carrosseries, cette ordonnance (OPair) signifie des coûts plus élevés pour les solvants et pour les produits qui en renferment, toutefois uniquement s'il s'agit de produits touchés par cette ordonnance. Pour la plupart des établissements, l'application de l'OPair ne signifie rien de plus que le paiement d'une taxe d'incitation qui est de toute manière incluse dans le prix d'achat en Suisse des substances et des produits en question.

L'utilisation de solvants devient plus chère

Il peut donc valoir la peine d'utiliser d'autres produits sans solvants ou tout au moins des produits qui en contiennent peu. Tel est d'ailleurs l'objectif visé par la taxe d'incitation !

D'autres solutions sont aussi intéressantes

Si un établissement importe lui-même des COV, il doit payer cette taxe au moment de l'entrée en Suisse, comme si c'était une taxe douanière.

L'OCOV prévoit aussi l'exonération de la taxe ou son remboursement. Sur le plan administratif, ces deux procédures sont assez compliquées.

Exonération et remboursement

Les COV qui sont exonérés de la taxe doivent être utilisés ou traités de manière à ne pas aboutir dans l'environnement. Ces opérations doivent être prouvées au moyen d'un bilan de COV effectué par l'exploitant.

Pour avoir droit au remboursement de la taxe, il faut apporter la preuve que les produits COV sont utilisés de telle manière qu'une exonération

est justifiée (bilan de COV). Toutefois, la question d'un remboursement éventuel doit porter sur CHF 3000.– au minimum par année.

La Direction générale des douanes est habilitée à autoriser des personnes à acquérir des COV qui ne sont actuellement pas soumis à une taxe pour autant que ces personnes s'engagent à respecter les conditions suivantes :

- a. à utiliser au moins 50 tonnes de COV et à les traiter de manière à ce qu'elles ne puissent pas parvenir dans l'environnement, ou
- b. à les exporter.

En conclusion, une exonération ou un remboursement des taxes d'incitation ne devrait entrer en considération que dans quelques grandes entreprises.

Une liste positive exhaustive des substances figure à l'annexe 1 de l'OCOV et une liste positive des produits pour les mélanges et les objets figure à l'annexe 2. (https://www.bundespublikationen.admin.ch/cshop_mimes_bbl/2C/2C59E545D7371EE497C94ADA6FB63949.PDF). Toutes les substances de cette liste sont soumises à la taxe d'incitation. Cette liste est finale.

Liste positive des substances

Liste positive des produits

Au sens de ladite ordonnance, les COV sont des composés organiques dont la pression de vapeur est au moins de 0,1 mbar à 20 °C ou dont le point de fusion ne dépasse pas 240 °C à 1013,25 mbar. Tout ce qui est touché par l'OCOV est répertorié sans aucune exception aux annexes 1 et 2. La taxe d'incitation a été introduite pour la première fois au 1^{er} janvier 2000 et est de CHF 3.--/kg de COV.

Composés organiques volatils

Pour les produits qui renferment des COV répertoriés sur la liste positive de l'annexe 1, la taxe d'incitation ne sera prélevée que dans la proportion de ces substances. Donc, si un kilo d'un produit contient 200 g d'une substance de la liste positive, la taxe ne sera à payer que sur ces 200 g.

Taux de la taxe

Les mélanges et les objets dont la proportion de COV est inférieure à 3% sont exonérés.

Les carburants et les combustibles (p.ex. l'essence) ne sont pas touchés par l'OCOV.

Exonération

Bien que pour la plupart des établissements qui achètent leurs COV en Suisse la taxe est déjà incluse dans le prix d'achat, on trouvera ci-après, à titre d'information, toute la documentation relative aux COV.

L'exécution de cette ordonnance est aux mains de l'administration fédérale des douanes, à l'exception des dispositions concernant la répartition du produit de la taxe. Elle fait appel, dans le cadre de cette exécution, à l'aide des cantons, dans la mesure où l'obligation d'acquitter la taxe ne concerne pas la Confédération. Les cantons vérifient en particulier les bilans de COV.

Exécution de l'OCOV

Pour l'exécution de l'OCOV, la direction générale des douanes a publié toute une série de notices et de formulaires.

Ces documents sont tous à commander directement auprès de la DGD, section matériel et imprimés, 3003 Berne ou sur Internet :

- formulaires et notices informatives
http://www.ezv.admin.ch/zollinfo_firmen/steuern_abgaben/00381/index.html?lang=fr
- notifications :
<http://www.bafu.admin.ch/voc/01259/index.html?lang=fr>

Commande de notices et de formulaires

4.4 Les sources d'émissions dans les établissements de la branche automobile et dans les carrosseries : mesures organisationnelles et techniques

4.4.1 Ateliers

Les ateliers ne sont pas des sources particulières d'émissions, leur activité ne rejetant pas de polluants atmosphériques.

Comme sources d'émissions, on peut citer :

- les chauffages des locaux alimentés avec des combustibles fossiles
- les gaz d'échappement des moteurs en marche
- les opérations de nettoyage des pièces à l'aide de solvants

Le chauffage des locaux est comparable aux chauffages des habitations et n'entraîne pas d'émissions excessives. Le chauffage est soumis aux contrôles officiels des chauffages. Les effluents gazeux des moteurs doivent être collectés et être évacués de manière à ne pas polluer. Pour être conforme, il suffit d'un conduit des gaz d'échappement jusque sur le toit du bâtiment.

Chauffage
Moteurs allumés
Nettoyage avec des solvants

Les travaux de nettoyage faits avec des solvants risquent plutôt de gêner les ouvriers et ne sont pas source d'émissions au sens des valeurs limites de l'OPair ni de problèmes pour le voisinage. Par contre, si les ateliers sont à proximité d'habitations, ils peuvent créer des problèmes de qualité de l'air notamment des problèmes d'odeur, à cause de la faible distance entre les ateliers et les appartements.

4.4.2 Carrosseries

Les carrosseries provoquent des émissions. Lors de l'utilisation de peintures et de vernis avec des solvants, si des dispositions adéquates ne sont pas prises, il peut effectivement y avoir des émissions de solvants. Les filtres des cabines de peinture retiennent certes les poussières, mais pas les solvants. C'est la raison pour laquelle tous les solvants se retrouvent dans les émissions. En cas de système en circuit fermé, on peut réduire ces émissions, mais on ne peut pas les éviter.

Peintures et vernis

La meilleure mesure et la plus efficace consiste à changer de produits, et à ne plus utiliser que des vernis et des peintures contenant peu de matières volatiles et peu de solvants et que ceux-ci soient diluables à l'eau.

Le traitement des surfaces des véhicules par sablage ou ponçage produit de la poussière. Aujourd'hui, la technique permet de réaliser ces travaux sans émissions de poussières. Les machines de ponçage à sec sont équipées d'un filtre à poussières ; quant aux effluents gazeux des cabines de sablage, ils sont dirigés sur un filtre à poussières.

Traitement
mécanique des
surfaces

Dans les grands garages, les locaux où se trouvent les réserves de peintures, de vernis et de solvants devraient être équipés d'un système d'aération, surtout lorsque le remplissage des fûts est fréquent. En général, l'air évacué sera conforme à l'OPair, mais il faudrait néanmoins que l'extrémité soit dirigée de manière à ne pas engendrer des odeurs désagréables pour les voisins.

Entrepôt

4.4.3 Stations-service

Grâce à l'assainissement des stations-service, les rejets de vapeurs d'essence, lors du transvasement des produits, ont diminué de près de 90%.

Assainissement de
l'air

On distingue deux phases pour l'assainissement : la première, le « Stage I », est la récupération des vapeurs lors de la livraison de carburants avec un camion-citerne ; quant au « Stage II », il se rapporte au système de récupération des vapeurs d'essence transitant entre le réservoir de la voiture et le réservoir enterré de la station-service lors du remplissage.

Stage I
Stage II

Pour que l'exploitation fonctionne parfaitement au niveau de la qualité de l'air, les contrôles doivent être effectués régulièrement. Dans certains cantons et dans plusieurs villes, cette tâche appartient au service d'inspection des stations-service (« inspectorat des stations-service » de l'UPSA). L'inspectorat donne la possibilité aux propriétaires des stations-service de choisir eux-mêmes l'entreprise à laquelle ils confient ces contrôles. Cette solution présente l'avantage de laisser libre cours aux lois du marché ; en outre, le propriétaire peut avoir recours à la firme qui lui a livré le système de récupération des vapeurs et qui peut directement effectuer les réparations et les réglages nécessaires. En procédant ainsi, on évite que le contrôle soit effectué en plusieurs étapes.

Inspectorat des
stations-service de
l'UPSA

Les mesures du système de récupération des vapeurs doivent en principe être effectuées chaque année. Dans certaines circonstances techniques et fonctionnelles, le rythme de contrôle peut toutefois être prolongé à 2 voire 3 ans. La recommandation Cercl'Air n° 22 (Société suisse des responsables de l'hygiène de l'air) explique les conditions

régissant le prolongement de l'intervalle entre les contrôles (Manuel, annexe 4.B).

Pour toute question à ce sujet, les services cantonaux vous renseigneront volontiers ; on peut aussi s'adresser à l'inspectorat des stations-service de l'UPSA (umwelt@agvs-upsa.ch, tél. 031/307 15 17).

4.5 Liste de contrôle « protection de l'air »

Remplie le :

Signature :

4.5.1 Etablissements de la branche automobile en général

| Liste de contrôle | Référence Manuel | en ordre | pas en ordre | Justifications dispositions prises / |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------------------|
| 1. Le chapitre sur la protection de l'air a-t-il été lu et compris ? | | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | |
| 2. Avez-vous déterminé d'où proviennent les émissions dans votre établissement ? | Chap. 4.4 | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | |
| 3. Faites-vous régulièrement contrôler vos chauffages au mazout ou au gaz ? (contrôleur de combustion de la commune ou de la branche de service) | Chap. 4.4 | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | |
| 4. Si vous avez un chauffage à huile, êtes-vous certain que vous ne brûlez que de l'huile extra-légère et pas du tout d'huiles usées ? (huiles usées interdites) | Chap. 4.2 | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | |
| 5. La manière de manier les solvants (local d'entreposage, nettoyage des pièces, etc.) correspond-elle aux dispositions légales sur la protection du travailleur ? (conduits d'évacuation, systèmes fermés, etc.) | Chap. 4.4 | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | |
| 6. Avez-vous déjà reçu des plaintes du voisinage au sujet d'odeurs gênantes ou d'émissions de polluants ? | Chap. 4.4 | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | |
| 7. Avez-vous désigné une personne responsable du contact avec les autorités et chargée de traiter les plaintes du voisinage ? | Chap. 1.4 | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | |
| 8. En ce qui concerne l'utilisation de COV comme les solvants, avez-vous fait le nécessaire pour en restreindre le plus possible l'usage, ce qui devrait vous permettre de payer peu ou pas de taxes (ordonnance sur les COV) ? | Chap. 4.3 | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | |
| 9. Disposez-vous d'un permis pour l'utilisation des liquides frigorigènes ? Les liquides frigorigènes sont-ils éliminés correctement ? | Chap. 9 | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | |

4.5.2 Atelier

| Liste de contrôle | Référence Manuel | en ordre | pas en ordre | Justifications dispositions prises / |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------------------|
| 1. Lorsque vous faites tourner des moteurs dans l'atelier ou que vous déplacez des véhicules, est-ce que les gaz d'échappement sont conduits hors du local (par le biais du toit) ? Avez-vous fait le nécessaire pour qu'ils ne gênent pas les voisins ? | Chap. 4.2 Chap. 4.4 | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | |

4.5.3 Carrosserie et atelier de peinture

| Liste de contrôle | Référence Manuel | en ordre | pas en ordre | Justifications dispositions prises / |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------------------|
| 1. Le local d'entreposage des peintures, des vernis et des solvants est-il muni d'un système d'aération ? | Chap. 4.4 | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | |
| 2. La machine de ponçage est-elle munie d'un filtre ? | Chap. 4.4 | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | |
| 3. Pour les travaux de peinture, utilisez-vous dans la mesure du possible des vernis contenant peu ou pas de solvants ? | Chap. 4.4 | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | |
| 4. Les travaux de peinture sont-ils effectués dans une cabine de peinture fermée, fonctionnant en système fermé et équipée d'un système d'épuration de l'air à évacuer ? Les filtres utilisés sont-ils changés de manière conforme aux règlements d'exploitation ? | Chap. 4.2 | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | |
| 5. Est-ce que les émissions de la cabine de peinture sont conformes aux valeurs limites d'émissions ? | Chap. 4.2 | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | |
| 6. Les travaux de sablage pour traiter les surfaces métalliques sont-ils effectués en système fermé ou dans un système muni de filtres à poussières efficaces ? | Chap. 4.4 | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | |

4.5.4 Station-service

| Liste de contrôle | Référence Manuel | en ordre | pas en ordre | Justifications / dispositions prises |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------|--------------------------|--------------------------|-----------------------------------------|
| 1. Avez-vous fait assainir votre station-service en ce qui concerne la récupération des vapeurs (Stage I et II) ? Avez-vous fait réaliser la « réception » par l'Inspectorat des stations-service UPSA ou par le service cantonal ? | Chap. 4.4 | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | |
| 2. Procédez-vous régulièrement aux contrôles prescrits ? Avez-vous inscrit les résultats dans le carnet de service ? | Chap. 4.4 | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | |
| 3. Les colonnes de distribution d'essence sont-elles munies d'un autocollant indiquant la date du prochain contrôle de qualité de l'air ? | Chap. 4.4 | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | |

Annexe 4.A

Inspectorat des stations-service de l'UPSA

Inspectorat des stations-service UPSA

Liste des partenaires de mesure de l'UPSA pour le contrôle des systèmes de récupération des vapeurs d'essence (situation mai 2015)

Les entreprises ci-après ont conclu avec l'Inspectorat des stations-service UPSA, un contrat de collaboration. Elles ont formé leur personnel spécialisé chargé du contrôle des systèmes de récupération des vapeurs d'essence. Elles se sont engagées à effectuer les contrôles avec un appareil de mesure satisfaisant aux exigences des prescriptions légales et des directives des cantons et de l'UPSA. Par conséquent, elles sont en droit d'effectuer les contrôles correspondants au nom de l'UPSA dans les cantons qui ont délégué cette tâche à l'Inspectorat des stations-service UPSA.

| Nom | Tél. | Fax |
|--------------------------------------------------------------------|------------------------------------------|---------------|
| Benoil SA Via Cercera, 6862 Rancate | 091 646 19 64 | 091 646 33 30 |
| Bica AG Buzibachstrasse 45, 6032 Rothenburg | 041 289 05 05 sales@bica.ch | 041 289 07 07 |
| Blösch Tankstellenbau Mattenweg 4, 2572 Mörigen | 032 397 15 31 d.bloesch@bluewin.ch | 032 397 19 70 |
| *Caflisch Tankstellenservice Churerweg 31, 7026 Maladers | 081 250 10 80 ucaflisch@spin.ch | 081 250 10 81 |
| Corroprot AG Kempttalstrasse 111, 8308 Illnau | 052 355 20 50 info@corroprot.ch | 052 355 20 60 |
| Succursales | | |
| Corroprot AG , Hangweg 5, 4805 Brittnau | 062 752 14 74 | 062 752 37 16 |
| Corroprot AG , Alpenstrasse 60, 2553 Safnern | 032 384 73 43 | 032 355 38 36 |
| Corroprot SA , La Bourgade A, 1967 Bramois-Sion | 027 203 75 75 | 027 203 75 15 |
| Corroprot SA , Via Mara, 6930 Bedano | 091 945 39 30 | 091 945 60 65 |
| DECA S.A. Via Cantonale, 6805 Mezzovico | 091 935 94 40 info@deca.ch | 091 935 94 41 |
| Succursales | | |
| Deca S.A. , Avenue de Morges, 1027 Lonay | 021 801 57 37 | 021 801 61 86 |
| Deca S.A. , Rugghölzli 2, 5453 Remetschwil | 056 496 71 51 | 056 496 71 51 |
| Fivaz SA Via Selva, 6814 Lamone-Cadempino | 091 966 50 50 fivaz-sa@swissonline.ch | 091 967 18 26 |
| Halter AG Wil St. Gallerstrasse 75, 9500 Wil | 071 913 33 33 info@halter-energie.ch | 071 913 33 34 |

| | |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>Hectronic AG Aarauerstrasse 69, 5200 Brugg Point de service extérieur (coordination par l'intermédiaire de Hectronic AG) Point de service Arbon TG Point de service Lausanne VS</p> | <p>056 460 74 74 056 460 74 75 lavieri@hectronic.com</p> |
| <p>Jost + Kekeis AG Flughofstrasse 49, 8153 Rümlang</p> | <p>043 211 12 80 043 211 12 85 verkauf@jostkekeis.ch www.jostkekeis.ch</p> |
| <p>KSW Technik AG Bahnhofstrasse 29, 5623 Boswil Succursale <i>KSW Technik SA</i> <i>Chemin des Dailles 4, 1053 Cugy</i> <i>KSW Technik SA</i> <i>Via Carlo Diener 1, 6850 Mendrisio</i></p> | <p>044 701 99 99 044 701 99 00 office@kswtech.ch</p> <p>021 731 49 34 021 731 50 05 office@kswtech.ch</p> <p>091 646 19 50 091 64632 01 office@kswtech.ch</p> |
| <p>*Linder & Bokstaller AG Schönfeldstrasse 10 9470 Buchs SG</p> | <p>081 740 51 51 081 740 51 50 info@l-und-b.ch</p> |
| <p>Meyer Fritz AG Sevogelstrasse 26, 4002 Basel</p> | <p>061 317 86 86 061 317 86 64</p> |
| <p>Osterwalder Zürich AG Neunbrunnenstrasse 38, 8052 Zürich</p> | <p>044 307 88 88 044 307 88 08 info@osterwalder-zuerich.ch</p> |
| <p>Penalba REVITANK AG Albulastrasse 24, 8048 Zürich</p> | <p>044 497 66 00 044 497 66 01 messungen@revitank.ch</p> |
| <p>Petro Handels GmbH Erlimattstrasse 17, 8370 Sirnach</p> | <p>071 966 46 85 071 966 46 05 info@petrohandels.ch</p> |
| <p>Schätzle-Service AG Landenbergstrasse 35, 6002 Luzern</p> | <p>041 368 60 00 041 368 61 00 info@schaetzle.ch</p> |
| <p>Schenk Systeme AG Fännring 1, 6403 Küssnacht Succursales <i>Schenk Systeme AG</i> <i>Rte de Cossonay 78, 1088 Prilly</i> <i>Schenk Systeme AG</i> <i>Centro Contone 1, 6594 Contone</i></p> | <p>041 854 88 88 041 854 88 77 rm@schenk-systeme.ch</p> <p>021 671 23 71 021 671 23 70</p> <p>091 858 28 83 091 858 28 84</p> |
| <p>Sigrist Fasstan AG Dorf 30, 9411 Reute AR</p> | <p>071 891 42 61 071 891 42 71 fasstan@bluewin.ch</p> |
| <p>*Sutter Service AG Tösstalstrasse 12, 8360 Wallenwil</p> | <p>044 840 29 10 044 840 29 56 info@sutterservice.ch</p> |

| | |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Tankrevisionen Wespe AG St. Gallerstrasse 4, 8716 Schmerikon Succursales <i>Zweigniederlassung Küssnacht (vormals Tresch AG)</i> <i>Alte Zugerstrasse 23, 6403 Küssnach SZ</i> <i>Zweigniederlassung Wädenswil (vormals Bretar AG)</i> <i>Johannes-Hirt-Strasse 9, 8804 Au ZH</i> | 055 286 40 60 055 286 40 69 info@tankrevisionen-wespe.ch 041 850 38 22 041 850 45 69 044 840 16 40 044 840 16 45 |
| Tokheim Switzerland AG Rue du Crochet 7, 1762 Givisiez | 026 460 51 11 026 460 51 12 info@givisiez.tokheim.com |
| Herbert Wüst AG Rohrleitungsbau, Blattenweg 1, 9463 Oberriet | 071 760 09 09 071 760 09 10 herbert@wuestag.ch |

L'Inspectorat des stations-service UPSA, Wölflistrasse 5, Postfach 64, 3000 Bern 22,
Tél. 031 307 15 17 Fax 031 307 15 16. Personne à contacter: Christine Holzer, E-Mail:
christine.holzer@agvs.ch

* Effectue aussi les contrôles pour l' Inspectorat de l'environnement UPSA

Inspectorat des stations-service UPSA
Aperçu sur l'organisation des contrôles des systèmes de récupération des vapeurs d'essence en Suisse (situation octobre 2015)

| Canton Ville | Office compétent Responsable | Première réception | Contrôles périodiques | Taxes cantonales | Taxes UPSA (+ 7,6 % TVA) | Particularités | Vannes de pression / dépression | Système auto-contrôlé obligatoire aussi lors d'un changement de colonne |
|-----------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------|--------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------|
| Appenzell AR | Amt für Umweltschutz Luftreinhaltung Kasernenstrasse 17 9102 Herisau Fritz Zürcher / Rolf Beier T 071 353 65 35 / F 071 352 28 10 | Collaboration avec les partenaires de mesures de l'UPSA | Collaboration avec les partenaires de mesures de l'UPSA | Pas de taxes cantonales | | | Echange lors du prochain contrôle, si les vannes sont défectueuses | Non |
| Appenzell AI | Amt für Umweltschutz Gaiserstrasse 8 9050 Appenzell Bernhard Senn, bernhard.senn@bud.ai.ch T 071 788 93 46 / F 071 788 93 59 | | | | | | | |
| Argovie | Departement Bau, Verkehr und Umwelt (BVU) Abteilung für Umwelt (AfU) Buchenhof, 5001 Aarau Jutta Ansorg, jutta.ansorg@ag.ch T: 062 835 33 87 / F. 062 835 33 69 | UPSA Protocole de mise en service à l'UPSA | UPSA | Fr. 20.00 | Fr. 80.00 plus Fr. 3.00 par pistolet | Avant la mesure de réception: Info à Jutta Ansorg Contrôles: selon Cercl'Air | Echange lors du prochain contrôle, si les vannes sont défectueuses OPW 523 plastique doit être remplacée lors du prochain contrôle | Oui |
| Bâle | Lufthygieneamt beider Basel Rheinstrasse 44 4410 Liestal daniel.haeusler@bl.ch T 061 552 56 18 | Lufthygieneamt beider Basel Protocole de mise en service à l'UPSA * | UPSA | Fr. 50.00 | Fr. 80.00 plus Fr. 3.00 par pistolet | Contrôles: selon Cercl'Air | Echange jusqu'au 30.6.2003 au plus tard | Oui |
| Canton de Berne | beco Laupenstrasse 22 3000 Bern Melanie Gerber, melanie.gerber@vol.be.ch T 031 633 58 01 / F 031 633 57 98 | UPSA Protocole de mise en service à l'UPSA * | UPSA | Fr. 50.00 mesure de réception Fr. 25.00 Contrôles périodiques | Fr. 80.00 plus Fr. 3.00 par pistolet | Contrôles: selon Cercl'Air | Echange lors du prochain contrôle, si les vannes sont défectueuses OPW 523 plastique doit être remplacée lors du prochain contrôle | Oui |
| Berne Ville | Amt für Umweltschutz Luftemissionen Brunngasse 30 3000 Bern 7 Hans Bösiger Hans.Boesiger@BERN.ch T 031 321 69 59 | UPSA Protocole de mise en service à l'UPSA ** | UPSA | Fr. 25.00 | Fr. 80.00 plus Fr. 3.00 par pistolet | Contrôles: selon Cercl'Air | change lors du prochain contrôle, si les vannes sont défectueuses OPW 523 plastique doit être remplacée lors du prochain contrôle | Oui |
| Fribourg | Service de l'environnement (Sen) Section protection de l'air Impasse de la Colline 4 1762 Givisiez Roland Carrel, CarrelRo@fr.ch T 026 305 37 60 / F 026 305 10 02 | UPSA Protocole de mise en service à l'UPSA * | UPSA | Fr. 25.00 | Fr. 80.00 plus Fr. 3.00 par pistolet | Avant la mesure de réception: Fax à R. Carrel Contrôles: selon Cercl'Air | change lors du prochain contrôle, si les vannes sont défectueuses | Oui |

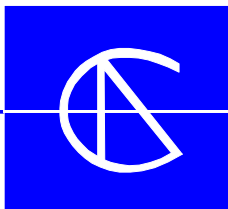
| Canton Ville | Office compétent Responsable | Première réception | Contrôles périodiques | Taxes cantonales | Taxes UPSA (+ 7,6 % TVA) | Particularités | Vannes de pression / dépression | Système auto-contrôlé obligatoire aussi lors d'un changement de colonne |
|--------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------|-----------------------------------------|-----------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------|
| Genève | DSPE-Direction générale de l'environnement Office de l'environnement. Case postale 78 1211 Genève 8 Thierry K'Bourch Thierry.kbourch@etat.ge.ch T 022 388 64 67 / F 022 388 29 89 | UPSAs Protocole de mise en service à l'UPSAs | UPSAs | Fr. 60.00 | Fr. 80.00 plus Fr. 3.00 par pistolet | Avant la mesure de réception: Fax à M. K'Bourch Contrôles: Selon Cercl'Air | change lors du prochain contrôle, si les vannes sont défectueuses | Oui |
| Glaris | Abteilung Umwelt und Energie Kirchstrasse 2 8750 Glarus Dr. Jakob Marti T 055 646 61 11 | Wanner SG | Collaboration avec les partenaires de mesures de l'UPSAs | | | | | |
| Grisons | Amt für Natur und Umwelt GR Gürtelstrasse 89 7001 Chur Herbert Gadiant, Herbert.Gadiant@anu.gr.ch T 081 257 29 85 / F 081 257 21 54 | UPSAs Protocole de mise en service à l'UPSAs * | UPSAs | Fr. 25.00 plus Fr. 5.00 par pistolet | Fr. 80.00 plus Fr. 3.00 par pistolet | Avant la mesure de réception: Fax à R. Müller Contrôles: selon Cercl'Air | change lors du prochain contrôle, si les vannes sont défectueuses OPW 523 plastique doit être remplacée lors du prochain contrôle | Oui |
| Jura | EVN Office de l'environnement Ch. du Bel'Oiseau 12, CP 69 2882 St-Ursanne André Gaudreau T 032 420 48 18 / F 032 420 48 01 | UPSAs Protocole de mise en service à l'UPSAs | UPSAs | Fr. 25.00 | Fr. 80.00 plus Fr. 3.00 par pistolet | Contrôles: selon Cercl'Air | change lors du prochain contrôle, si les vannes sont défectueuses | Oui |
| Lucerne | Umwelt und Energie (uwe) Kanton Luzern Libellenrain 15 Postfach 4168 6002 Luzern Peter Bucher, peter.bucher@lu.ch T 041 228 64 57 / F 041 228 64 22 | UPSAs (pas d'entreprises d'assainissement) Protocole de mise en service à l'UPSAs | UPSAs | Pas de taxes cantonales | Fr. 80.00 plus Fr. 3.00 par pistolet | Avant la mesure de réception: Fax à P. Bucher Contrôles: selon Cercl'Air | change lors du prochain contrôle, si les vannes sont défectueuses OPW 523 plastique doit être remplacée lors du prochain contrôle | Oui |
| Neuchâtel | République et Canton de Neuchâtel Département de la protection de l'environnement Case postale 145 24, rue du Tombet 2034 Peseux M. Hehlen / S. Spichiger T 032 889 67 30 / F 032 889 62 63 | Collaboration avec les partenaires de mesures de l'UPSAs | Collaboration avec les partenaires de mesures de l'UPSAs | | | | | Oui |
| Nidwald | Amt für Umweltschutz Stansstadterstrasse 59, PF 1251 6371 Stans Angela Zumbühl, angela.zumbuehl@nw.ch T 041 618 75 09 / F 041 618 75 28 | UPSAs Protocole de mise en service à l'UPSAs | UPSAs | Pas de taxes cantonales | Fr. 80.00 plus Fr. 3.00 par pistolet | Avant la mesure de réception: Fax à H.R. Leu Contrôles: selon Cercl'Air | change lors du prochain contrôle, si les vannes sont défectueuses OPW 523 plastique doit être remplacée lors du prochain contrôle | Oui |
| Obwald | Amt für Landwirtschaft und Umwelt Abteilung Umwelt St. Antonistrasse 4, PF 1661 6061 Sarnen Marco Dusi, Marco.Dusi@ow.ch T 041 666 63 02 / F 041 666 62 82 | UPSAs Protocole de mise en service à l'UPSAs | UPEW | Fr. 5.00 par pistolet | Fr. 80.00 plus Fr. 3.00 par pistolet | Avant la mesure de réception: E-Mail à M. Dusi | | Oui |

| Canton Ville | Office compétent Responsable | Première réception | Contrôles périodiques | Taxes cantonales | Taxes UPSA (+ 7,6 % TVA) | Particularités | Vannes de pression / dépression | Système auto-contrôlé obligatoire aussi lors d'un changement de colonne |
|--------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------|
| St. Gall | Amt für Umwelt und Energie, Industrie und Gewerbe Lämmlibrunnenstrasse 54 9001 St. Gallen Ennio Fachin, ennio.fachin@sg.ch T 058 229 20 37 / F 058 229 21 34 | UPSA Protocole de mise en service à l'UPSA * | UPSA | Fr. 5.00 par pistolet | Fr. 80.00 plus Fr. 3.00 par pistolet | Premier contrôle d'une nouvelle station: Linder & Bokstaller Contrôles: selon Cercl'Air | Lorsqu'au contrôle périodique on constate que les vannes sont défectueuses, l'échange doit avoir lieu dans un délai de 2 mois. | Oui |
| Schaffhouse | Interkantonales Labor Mühlentalstrasse 18 8200 Schaffhausen Dr. Peter Maly, peter.maly@ktsh.ch T 052 632 74 80 / F 052 632 74 92 | UPSA (pas d'entreprises d'assainissement) Protocole de mise en service à l'UPSA | UPSA | Fr. 25.00 | Fr. 80.00 plus Fr. 3.00 par pistolet | Avant la mesure de réception: Fax à P. Maly ou E-Mail: peter.maly@ktsh.ch Contrôles: selon Cercl'Air | change lors du prochain contrôle, si les vannes sont défectueuses | Oui |
| Schwyz | Kantonales Arbeitsinspektorat Fachstelle Luft/Lärm Bahnhofstrasse 15 6430 Schwyz Peter Kirchhoff, peter.kirchhoff@sz.ch T 041 819 11 24 / F 041 819 16 29 | Collaboration avec les partenaires de mesures de l'UPSA | Collaboration avec les partenaires de mesures de l'UPSA | | | | | Oui |
| Soleure | Amt für Umwelt Abteilung Luftreinhaltung Werkhofstrasse 5 4509 Solothurn M. Trösch, Michael.Troesch@bd.so.ch T: 032 627 24 63 F: 032 627 76 93 | UPSA Protocole de mise en service à l'UPSA | UPSA | Fr. 20.00 | Fr. 80.00 plus Fr. 3.00 par pistolet | Avant la mesure de réception: Fax à R. Käser Contrôles: selon Cercl'Air | change lors du prochain contrôle, si les vannes sont défectueuses OPW 523 plastique doit être remplacée lors du prochain contrôle | Oui |
| Tessin | Dipartimento del Territorio Sezione della protezione aria e acqua 6501 Bellinzona Alejandra Almada, alejandra.almada@ti.ch T 091 814 37 35 / F 091 814 37 36 | UPSA Protocole de mise en service à l'UPSA | UPSA | Fr. 5.00 par pistolet pour contrôle pér. Fr. 10.00 par pistolet pour mesure de réception | Fr. 80.00 plus Fr. 3.00 par pistolet | Avant la mesure de réception: Fax à G. Agostini Contrôles: selon Cercl'Air | change lors du prochain contrôle, si les vannes sont défectueuses | Oui |
| Thurgovie | Amt für Umwelt Abteilung Luftreinhaltung Bahnhofstrasse 55 8510 Frauenfeld Robert Bösch, Robert.Boesch@tg.ch T 052 724 27 92 / F 052 724 28 50 | UPSA Protocole de mise en service à l'UPSA * | UPSA | Fr. 25.00 | Fr. 80.00 plus Fr. 3.00 par pistolet | Avant la mesure de réception: Info à R. Bösch Contrôles: selon Cercl'Air | change lors du prochain contrôle, si les vannes sont défectueuses OPW 523 plastique doit être remplacée lors du prochain contrôle | Oui |
| Uri | Amt für Umweltschutz Uri Abteilung Immissionsschutz Klausenstrasse 4 6460 Altdorf N. Joos, niklas.joos@ur.ch T 041 875 24 20 / F 041 875 20 88 | UPSA Protocole de mise en service à l'UPSA * | UPSA | Fr. 5.00 par pistolet | Fr. 80.00 plus Fr. 3.00 par pistolet | Contrôles: selon Cercl'Air | change lors du prochain contrôle, si les vannes sont défectueuses | Oui |
| Vaud | Service d'environnement et énergie Les Boveresses 155 1066 Epalinges Maxime Henzelin T 021 316 43 60 / F 021 316 43 95 Maxime.henzelin@vd.ch | UVG/ESA | | Fr. 15.00 | Fr. 85.00 | Contrôles: selon Cercl'Air | change lors du prochain contrôle, si les vannes sont défectueuses | Oui |

| Canton Ville | Office compétent Responsable | Première réception | Contrôles périodiques | Taxes cantonales | Taxes UPSA (+ 7,6 % TVA) | Particularités | Vannes de pression / dépression | Système auto-contrôlé obligatoire aussi lors d'un changement de colonne |
|-----------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|-----------------------|--------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------|
| Valais | Dienststelle für Umweltschutz Sektion Umweltbelastung und Labor Postfach 478 1951 Sitten Serge Oreiller, serge.oreiller@admin.vs.ch T 027 606 31 95 / F 027 606 31 99 | UPSAs Protocole de mise en service à l'UPSAs * | UPSAs | Fr. 6.00 par pistolet | Fr. 80.00 plus Fr. 3.00 par pistolet | Avant la mesure de réception: Fax à S. Oreiller Contrôles: selon Cercl'Air | change lors du prochain contrôle, si les vannes sont défectueuses | Oui |
| Zoug | Amt für Umweltschutz Verwaltungsgebäude 1 an der Aa Abachstrasse 5, Postfach 897 6301 Zug Hanspeter Blattmann hanspeter.blattmann@bd.zg.ch T 041 728 53 73 / F 041 728 53 79 | UPSAs (pas d'entreprises d'assainissement) Protocole de mise en service à l'UPSAs * | UPSAs | Fr. 5.00 par pistolet | Fr. 80.00 plus Fr. 3.00 par pistolet | Avant la mesure de réception: Fax H.P. Blattmann Contrôles: selon Cercl'Air | change lors du prochain contrôle, si les vannes sont défectueuses OPW 523 plastique doit être remplacée lors du prochain contrôle | Oui |
| Canton de Zurich | Amt für Abfall, Wasser Energie und Luft AWEL Stampfenbachstrasse 14 Petra Hänni, petra.haenni@bd.zh.ch T 043/259 43 46 / F 043/259 51 65 | AWEL Protocole de mise en service à l'UPSAs * | UPSAs | Fr. 5.00 par pistolet | Fr. 80.00 plus Fr. 3.00 par pistolet | Contrôles: selon Cercl'Air | change lors du prochain contrôle, si les vannes sont défectueuses OPW 523 plastique doit être remplacée lors du prochain contrôle | Oui |
| Zurich Ville | Stadt Zürich Umwelt- und Gesundheits-Schutz Zürich UGZ Walchestrasse 31, Postfach 3251 8021 Zürich Daniel Bach, daniel.bach@zuerich.ch T 044 416 43 74 / F 044 363 78 50 | UPSAs (pas d'entreprises d'assainissement) Protocole de mise en service à l'UPSAs | UPSAs | Fr. 5.00 par pistolet | Fr. 80.00 plus Fr. 3.00 par pistolet | Avant la mesure de réception: Fax à D. Bach Contrôles: selon Cercl'Air | change lors du prochain contrôle, si les vannes sont défectueuses OPW 523 plastique doit être remplacée lors du prochain contrôle | Oui |
| Winterthur | Umwelt- und Gesundheitsschutz UGS Pionierstrasse 7 8402 Winterthur Stephan Schmitt, stephan.schmitt@win.ch T 052 267 57 27/ F 052 267 63 22 | UPSAs (pas d'entreprises d'assainissement) Protocole de mise en service à l'UPSAs | UPSAs | Fr. 5.00 par pistolet | Fr. 80.00 plus Fr. 3.00 par pistolet | Avant la mesure de réception: Fax à S. Schmitt Contrôles: selon Cercl'Air | change lors du prochain contrôle, si les vannes sont défectueuses OPW 523 plastique doit être remplacée lors du prochain contrôle | Oui |
| Principauté du Lichtenstein | Amt für Umweltschutz Dr. Grass-Strasse 12, PF 684 9490 Vaduz Norbert Ritter T 00423 236 68 91 | Linder + Bokstaller | | | | | | |
| Aéroport OFAC | Bundesamt für Zivilluftfahrt Postfach 3003 Bern M. Müntener, aerodromes@bazl.admin.ch T 058 466 30 62 | UPSAs | UPSAs | Fr. 50.00 | Fr. 80.00 plus Fr. 3.00 par pistolet | Avant la mesure de réception: Fax à M. Müntener Contrôles: selon Cercl'Air | | Non |
| | | * sera transmis à l'administration cantonale | | | | | | |

Annexe 4.B

Recommandation Cercl'Air n°22



**Cercl'
Air**

Schweizerische Gesellschaft der Lufthygiene-Fachleute
Société suisse des responsables de l'hygiène de l'air
Società svizzera dei responsabili della protezione dell'aria
Swiss society of air protection officers

Recommandation n° 22 pour l'application des dispositions légales relatives aux systèmes de récupération des vapeurs dans les stations essence

Version 2012, remplace la version 2006

1. Introduction / Situation initiale

Selon le chiffre 33 de l'annexe 2 de l'ordonnance du 16 décembre 1985 sur la protection de l'air (OPair), les stations-service (postes de distribution d'essence) doivent être équipées et exploitées de telle manière que, lors de la distribution d'essence aux véhicules, la quantité de composés organiques volatils rejetés ne dépasse pas 10% de ceux présents dans l'air évacué (phase II). L'approvisionnement des postes de distribution doit être effectué au moyen d'un système de balance (phase I).

En juin 1990, Cercl'Air publiait une première recommandation pour coordonner au niveau suisse l'application des bases légales en la matière. Cette recommandation a été complétée et adaptée plusieurs fois en fonction des expériences dans la mise en œuvre. L'adaptation en 2001 a été réalisée en raison du taux élevé de contestations et même de nombreuses « pannes totales ». L'effort principal de cette révision était l'augmentation de la fréquence des contrôles, l'adaptation des exigences relatives à la responsabilité personnelle et une amélioration de la formation des spécialistes chargés des mesures. En 2003, la recommandation considérait les dispositifs autocontrôlés permettant de vérifier le fonctionnement des systèmes de récupération des vapeurs comme état de la technique, et en 2006 le concept de surveillance par pointage était introduit.

La nouvelle révision de la recommandation de juin 2011 est basée sur :

- La modification des exigences fixées pour les nouveaux systèmes de récupération des vapeurs d'essence, qui ne doivent plus accomplir un test spécifique de la Suisse ;
- Le constat selon lequel l'application de l'OPair concernant les stations essence n'est pas encore effectuée de manière uniforme par les cantons ;
- Le fait qu'il y a toujours un nombre trop élevé d'installations qui doivent être contestés lors du contrôle ;
- L'annonce par les entreprises d'entretien que certains vieux systèmes de récupération des vapeurs ne peuvent pas être exploités de manière fiable sur la durée ;
- Le fait que le nombre croissant de systèmes autocontrôlés relativise l'importance de la responsabilité personnelle, surtout en considérant le constat par certains cantons que cette responsabilité n'est assumée que de manière très lacunaire.

Les systèmes autocontrôlés de récupération des vapeurs d'essence dans des stations-service correspondent à l'état de la technique. Les contrôles par pointage des cantons ont démontré que le taux de contestation des installations autocontrôlées est nettement moins

élevé que celui des systèmes sans autocontrôle. C'est la raison pour laquelle l'assainissement de ces derniers doit être accéléré.

La présente recommandation est basée sur ces constats et précise les conséquences pour la mise en œuvre.

2. But de la recommandation n° 22

Sur le principe, la recommandation a le caractère d'une aide à l'exécution et doit informer les autorités d'application, indépendamment du modèle d'exécution choisi, ainsi que toute personne intéressée aux mesures à prendre en fonction de l'état d'expérience et des connaissances.

Elle règle les exigences relatives

- à la mise en service de nouvelles installations ;
- à la mise en place de systèmes autocontrôlés de récupération des vapeurs ainsi que le remplacement de systèmes non fiables dans les stations-service existantes ;
- au premier contrôle officiel et aux contrôles périodiques subséquents ;
- au contrôle de qualité de la mise en œuvre des exigences légales ;
- aux conditions de reconnaissance des spécialistes.

3. Exigences / mise en service de nouvelles installations

Les nouvelles stations-service doivent être équipées de systèmes de récupération des vapeurs d'essence. La récupération doit être réglée de manière à ce que les exigences de l'OPair puissent être respectées en tout temps. Le pistolet aspire avant tout l'air provenant du réservoir du véhicule, mais également de l'air frais des environs. L'OPair exige un taux de récupération des composés organiques de 90 %, ce qui correspond à une récupération de 95 % du volume. Ce constat empirique a comme conséquence que le taux de récupération doit se situer entre 95 et 105 % (+ incertitude de mesure). Ce dispositif doit en outre détecter les défauts et les pannes et interrompre automatiquement la distribution d'essence au bout de 72 heures au maximum.

Ces conditions peuvent être remplies par des systèmes autocontrôlés, soit avec une fonction **d'auto-surveillance**, soit avec une fonction **d'autorégulation**.

Un système équipé d'une auto-surveillance mesure en permanence le taux de récupération. Un système autorégulé adapte en plus le taux de récupération au cas où celui-ci s'éloigne du taux de référence.

Les systèmes autorégulés représentent l'évolution technique la plus récente. Etant donné le peu d'expérience dont on dispose pour l'instant avec ces systèmes, leur installation n'est pas obligatoire lors de la mise en place d'une nouvelle station ; leur utilisation est cependant fortement recommandée.

Dans les 14 jours suivant la mise en place d'un système de récupération des vapeurs, la bonne fonction du système doit faire l'objet d'un contrôle par l'entreprise qui a réalisé les travaux d'installation. Le formulaire pour le protocole de mise en service peut être obtenu auprès de l'inspectorat des stations-service de l'Union professionnelle suisse de l'automobile (UPSA)¹. Le protocole de la mise en service y.c. le rapport de mesure de chaque pistolet doit être envoyé à l'autorité d'exécution compétente respectivement à l'instance à laquelle l'exécution a été déléguée (Inspectorat des stations-service UPSA) pour contrôle.

¹ AGVS, TSI, Postfach 5232, 3001 Bern

4. Adaptation ou renouvellement de l'installation de récupération des vapeurs pour les stations-service sans système autocontrôlé

Les installations sans système autocontrôlé doivent faire l'objet d'une décision d'assainissement fixant un délai conformément à l'article 10 OPair pour l'équipement avec un système autocontrôlé. Le délai ordinaire est de 5 ans. Dans des cas justifiés, il peut être prolongé ou écourté.

Au cas où l'adaptation n'est techniquement pas possible, le système de récupération des vapeurs doit être remplacé et les exigences du chapitre 3 sont applicables.

5. Premiers contrôles officiels et contrôles périodiques

Remarque préliminaire : lors de chaque contrôle, la « phase I » doit également être vérifiée.

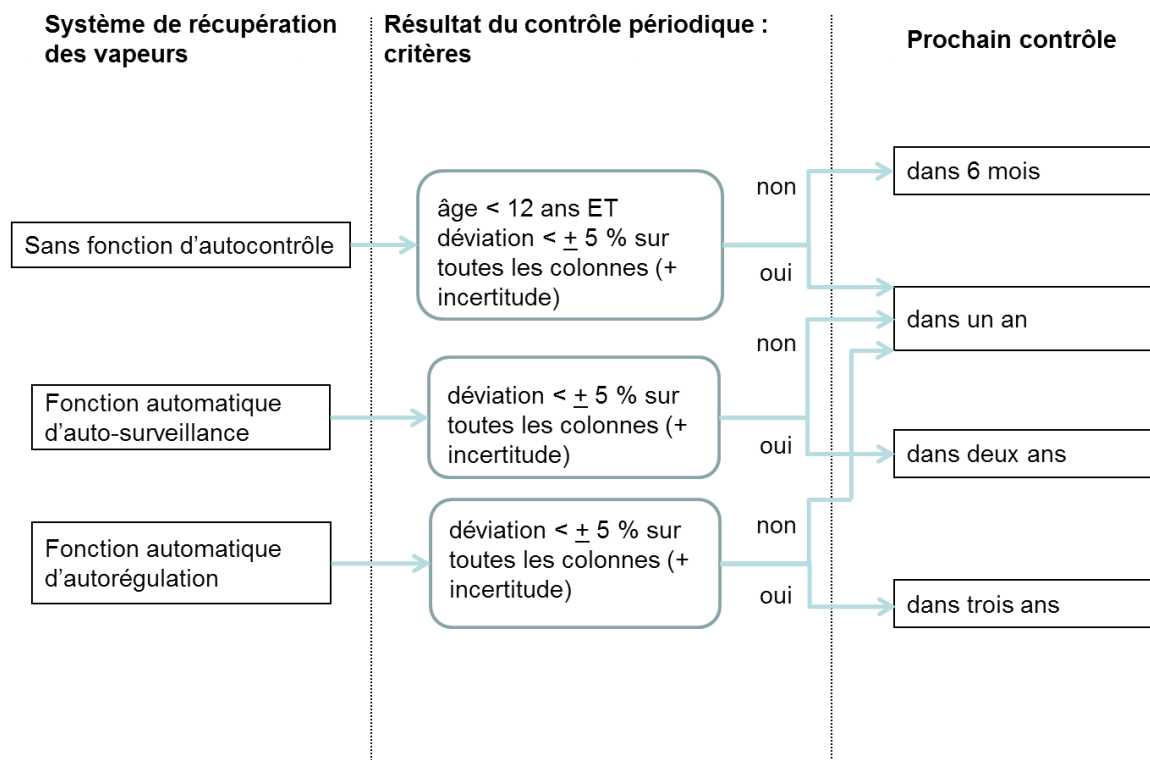
5.1 Premier contrôle

Le premier contrôle officiel doit avoir lieu si possible dans les trois mois après la mise en service d'une nouvelle station-service ou le remplacement d'un système par un autre, mais **au plus tard dans un délai de six mois**.

5.2 Contrôles périodiques

En règle générale, les contrôles **périodiques** des systèmes de récupération des vapeurs ont lieu **tous les ans**. Afin de promouvoir la mise en place de l'état de la technique, un système bonus/malus est appliqué, en accordant le bonus le plus favorable à la meilleure technique disponible. Dès lors, le système bonus/malus est vérifié régulièrement et adapté à l'état de la technique.

Pour les stations-service qui respectent lors du contrôle périodique les conditions énumérées ci-après, la périodicité du contrôle est prolongée à **deux respectivement trois ans** :



Remarque : le critère relatif à la déviation se réfère à la valeur mesurée avant réglage !

Pour les stations-service qui ne sont pas équipées d'un système autocontrôlé et qui ne respectent pas les exigences de l'OPair lors du contrôle périodique, l'autorité d'exécution ordonne une **périodicité de contrôle raccourcie à 6 mois**. Pour les installations équipées d'un système actif de récupération des vapeurs sans autocontrôle et dont l'âge dépasse 12 ans, la périodicité est toujours fixée à 6 mois.

Les systèmes disposant d'une fonction d'auto-surveillance bénéficient jusqu'au 31 décembre 2013 de la même périodicité que les systèmes équipés d'une fonction d'autorégulation.

5.3 Vignette

Les contrôles officiels sont attestés par la présence d'une vignette (à se procurer auprès de l'UPSA) qui doit être disposée par le spécialiste agréé de manière bien visible sur la colonne de distribution.

6. Contrôle de qualité dans l'exploitation

L'exploitant de la station-service désigne une personne responsable du système de récupération des vapeurs qui doit être atteignable lors des contrôles. Les coordonnées de cette personne doivent être communiquées à l'autorité compétente respectivement à l'instance déléguée pour les contrôles (inspectorat de l'UPSA).

Pour assurer le contrôle de qualité dans l'exploitation, il est recommandé d'appliquer les mesures selon l'annexe 1. L'utilisation d'un « testeur rapide » est notamment recommandée comme moyen de contrôle interne pour les installations qui ne sont pas équipées d'un autocontrôle. Elle permet de détecter notamment les pannes totales.

7. Contrôle de qualité par l'autorité

L'autorité d'exécution procède elle-même ou fait procéder à des **contrôles par pointage**. Les résultats des contrôles par pointage seront inscrits dans le carnet d'entretien (cf. recommandation de Cercl'Air „Anforderungen für die Durchführung der behördlichen Qualitätssicherung (QS) der Gasrückführsysteme bei Benzintankstellen“).

8. Carnet d'entretien

La fonction du carnet d'entretien est désormais modifiée. Pour les stations-service existantes, le carnet de service sera remplacé par la nouvelle version lors du prochain contrôle périodique par le spécialiste de mesure. Pour les nouvelles stations, le carnet sera fourni à la personne responsable lors du premier contrôle.

La personne responsable est chargée de remplir le carnet conformément aux instructions. Les informations et les démarches suivantes doivent au minimum être enregistrées dans le carnet : les données techniques de l'installation, les modifications, les réparations et les interventions des spécialistes de l'entreprise mandatée pour l'entretien, les contrôles officiels, les contrôles de qualité par pointage. Au cas où des contrôles internes au sens du chiffre 6 sont effectués, ils doivent également être notés dans le carnet d'entretien.

Le carnet d'entretien doit être rangé à un endroit facile d'accès lorsque la station-service est en exploitation, de manière à pouvoir être contrôlé par l'autorité d'exécution.

9. Conditions de reconnaissance des spécialistes

La formation des spécialistes agréés, organisée par l'Inspectorat des stations-service de l'UPSA en collaboration avec Cercl'Air, se fait sous forme de modules, selon le principe diffusé par l'Office fédéral de la formation professionnelle et de la technologie (OFFT).

Les mesures officielles, à savoir les premiers contrôles et les contrôles périodiques des systèmes de récupération des vapeurs, ne peuvent être effectuées que par des spécialistes qui répondent aux exigences de formation fixées par Cercl'Air et l'UPSA.

L'UPSA tient à jour une liste des spécialistes agréés qui est accessible par les autorités d'exécution. Les spécialistes de mesure s'engagent à suivre la formation continue proposée par l'Inspectorat des stations-service en collaboration avec Cercl'Air.

Lorsqu'un spécialiste agréé effectue des mesures qui ne sont pas conformes aux exigences du manuel de l'OFEV², un avertissement sera prononcé par écrit. En cas de non-observation répétée des prescriptions de mesure, le spécialiste concerné sera rayé de la liste des spécialistes agréés.

10. Exigences concernant les appareils de mesure

Pour les mesures officielles des systèmes de récupération des vapeurs d'essence, seuls les appareils qui répondent aux exigences fixées dans le manuel de l'OFEV sont admis.

11. Méthode de mesure

La détermination du taux de récupération se fait selon les prescriptions figurant dans le manuel de l'OFEV.

² Manuel pour les contrôle des stations-essence avec récupération des vapeurs (OFEV 2004)

Annexe 1

Contrôle de qualité dans l'exploitation

Il est recommandé à l'exploitant d'appliquer les mesures suivantes :

de manière générale :

- lorsque des fuites d'essence ou de gaz sont constatées, une réparation des installations doit immédiatement être organisée (les conduites compensatrices, les raccords de la colonne et le trou d'homme doivent particulièrement être surveillés)
- les séparateurs d'essence de la récupération des gaz doivent régulièrement être contrôlés et vidés

lors de la livraison à la station-service (dépotage) :

- le raccord de remplissage du trou d'homme doit être propre et sec
- les raccords pour les tuyaux du camion-citerne doivent être en état de fonctionnement
- le tuyau de récupération des vapeurs d'essence doit être raccordé au camion-citerne
- après le dépotage, tous les couvercles doivent être remis en place avec des joints intacts et nettoyés
- tous les produits et tous les raccords de gaz doivent être étiquetés correctement

chaque jour :

- un contrôle visuel de l'installation doit être effectué
- lors d'une défektivité, la réparation doit immédiatement être organisée
- les dérouleurs de tuyaux doivent être contrôlés
- le liquide éventuellement présent dans la conduite de récupération doit être évacué dans le système (en maintenant le pistolet avec le tuyau de récupération des gaz en position surélevée)

chaque semaine :

- les pistolets doivent être contrôlés afin d'identifier des défektivités éventuelles (système d'aspiration, manchon en caoutchouc, manchette, tuyaux d'écoulement)
- des tuyaux défectueux doivent être remplacés

chaque mois (pour les systèmes actifs qui ne sont pas autocontrôlés) :

- un contrôle de fonction doit être effectué sur chaque pistolet à l'aide du testeur rapide et le résultat doit être consigné dans le carnet d'entretien
- en cas de dysfonctionnement, une réparation doit être organisée, avec inscription dans le carnet d'entretien (entreprise mandatée, date de la commande)
- lorsque la réparation ne peut pas être effectuée dans les 72 heures, le pistolet non conforme doit être mis hors service

Chapitre 5 : Bruit

5.1 Introduction

Le bruit est devenu une pollution environnementale grave. Sur les lieux de travail, il peut être la cause de maladies, de troubles nerveux, de situations de stress ou de surmenage. Les bruits forts et constants peuvent porter atteinte à l'ouïe et, dans les cas extrêmes, entraîner un changement d'activité professionnelle, voire le versement d'une rente. Dans tous les pays industrialisés, la surdité professionnelle causée par le bruit est - depuis des années - en tête des maladies professionnelles.

Troubles auditifs

Dans bien des cas, le voisinage d'un établissement de la branche automobile souffre lui aussi des émissions de bruit. Les zones industrielles et les zones d'habitation étant généralement imbriquées les unes avec les autres, les situations conflictuelles entre les activités bruyantes et les habitants du voisinage sont incontournables.

Dérangement du voisinage

Pour remédier à ces situations, la lutte contre le bruit dans une entreprise doit comporter deux parties :

- la protection du voisinage du garage ou de la carrosserie.
- la protection du personnel de l'établissement contre les effets du bruit sur les lieux de travail, en premier lieu la protection contre les troubles auditifs.

En ce qui concerne la protection du voisinage, c'est-à-dire la protection contre les immissions de bruit, on effectuera des mesures dans la zone d'influence de l'installation bruyante.

Mesures locales du bruit

Par contre, pour déterminer quels sont les domaines et quelles sont les installations à assainir, les mesures seront faites directement sur les lieux de travail. En mesurant les émissions sur chacune des installations concernées, on parvient à en déterminer exactement le niveau sonore et, par conséquent, à évaluer les possibilités de diminuer le bruit. Ces mêmes sources de bruit peuvent d'ailleurs être aussi à l'origine des problèmes avec le voisinage.

Mesures du bruit qui affecte les personnes

Après avoir évalué le bruit et identifié son origine, la première opération consiste à le réduire sur le plan technique. Les mesures des émissions réalisées sur les installations permettent de connaître leur niveau de bruit avec précision. De telles mesures servent aussi à établir quelles sont les possibilités de réduire le bruit.

Mesures techniques de diminution du bruit

Les dispositions qui seront prises doivent tenir compte de deux éléments :

- la réduction du bruit doit être suffisante pour que ses effets se ressentent concrètement sur les lieux de travail et dans le voisinage ;
- la réduction du bruit ne doit ni compliquer le travail, ni gêner le personnel, ni créer de nouvelles sources de dangers ou de nouveaux problèmes.

Planification des mesures de diminution du bruit

La réalisation de mesures efficaces n'est souvent pas facile ; dans bien des cas, on ne parvient pas à prendre toutes les dispositions qui seraient nécessaires. Il convient aussi de garder à l'esprit que l'assainissement du bruit est beaucoup plus coûteux que des mesures adéquates de prévention du bruit prises au moment de la construction d'un établissement ou d'une installation.

5.2 Ordonnance du 15 décembre 1986 (OPB) sur la protection contre le bruit (état au 1^{er} février 2015)

Les valeurs limites d'exposition au bruit sont des seuils d'immissions, elles sont donc applicables là où leurs atteintes sont ressenties. Ces zones d'utilisation diffèrent selon le degré de sensibilité de la zone à protéger (degrés de sensibilité I, II, III et IV) : l'OPB distingue les zones « de détente » (DS I), les zones « d'habitation » (DS II), les zones « mixtes » (DS III) (habitations et entreprises moyennement gênantes) ainsi que les zones « industrielles » (DS IV). L'OPB ne limite ainsi pas le bruit des installations industrielles et commerciales à l'endroit où il est généré.

Valeurs limites d'immissions

5.2.1 Concept de la lutte contre le bruit

Le concept qui est à la base de la lutte contre le bruit comporte trois phases :

La meilleure technique possible

Selon le premier palier, les émissions de bruit seront limitées à la source pour autant que la technique et l'exploitation le permettent et pour autant que ces démarches soient économiquement supportables. Le principe de la meilleure technique possible de prévention du bruit dans l'établissement reste toujours valable, qu'il y ait ou non d'autres installations bruyantes dans le voisinage. Pour garantir la réalisation de ce principe, le législateur a fixé dans l'OPB des valeurs limites d'émissions.

Lorsque même la meilleure technique de protection contre le bruit est insuffisante, on passe à la deuxième phase qui consiste à prendre des mesures supplémentaires. On entend par là soit des aménagements au niveau de la construction capables d'empêcher la diffusion du bruit, soit des restrictions d'exploitation en relation avec la durée du bruit ou encore des dispositions touchant le trafic et l'aménagement local. Ce sont les valeurs limites d'exposition au bruit qui permettent d'établir si d'autres mesures sont nécessaires et quelle en est l'urgence.

Mesures touchant la construction et l'exploitation

Si aucune des mesures du premier et du deuxième palier ne suffisent pour limiter le bruit de manière satisfaisante, il convient d'ordonner des mesures de protection qui seront prises sur les lieux des émissions, c'est-à-dire du côté des personnes gênées (p.ex. fenêtres antibruit). Toutefois, cette solution doit rester exceptionnelle.

Fenêtres antibruit

Les trois piliers sont classés par ordre de priorité, et cet ordre doit être

parfaitement respecté, en particulier pour les nouvelles installations. En ce qui concerne l'assainissement de l'infrastructure routière, il sera toutefois difficile d'y parvenir sans prendre de nombreuses mesures de substitution.

Les valeurs d'exposition au bruit (OPB, ann. 5.1) servent à évaluer le bruit des installations industrielles et artisanales ; il s'agit

- des valeurs de planification
- des valeurs limites d'immissions
- des valeurs d'alarme

Les valeurs limites d'immissions représentent la valeur médiane.

Pour diminuer les immissions qui dépassent ces valeurs, l'assainissement des installations impliquées s'impose dans une mesure économiquement supportable. Si le recours à la meilleure technique possible à la source ne suffit pas, d'autres mesures seront imposées. Les nouvelles installations sont soumises aux valeurs de planification. Si leur respect engendre une sollicitation disproportionnée de l'installation, l'autorité compétente peut octroyer des assouplissements dans certains cas. Toutefois, les valeurs limites d'émission ne doivent en principe pas être dépassées une fois la pollution acoustique existante prise en compte.

Nouvelles installations : en principe valeurs de planification, les seuils sont des valeurs maximales

Les valeurs de planification sont inférieures aux limites des immissions ; elles permettent de déterminer les limites d'émissions d'une nouvelle installation et sont donc à prendre en compte lors de l'établissement de projets.

Valeurs de planification

Les émissions de bruit d'une nouvelle installation seront limitées de manière à ce que le bruit émis ne dépasse pas les valeurs de planification.

Les valeurs d'alarme sont un critère pour l'urgence d'un assainissement ou pour des mesures de substitution dans le cas des installations publiques ou concessionnaires, par exemple de moyens de communication très fréquentés. Pour les installations privées et qui ne sont pas concessionnaires, les valeurs d'alarme servent de limite supérieure en cas de demandes d'allègements.

Valeurs d'alarme

5.2.2 Valeurs limites d'exposition au bruit de l'industrie et des arts et métiers

1 Champ d'application

1 Les valeurs limites d'exposition selon le chiffre 2 de l'annexe 6 de l'OPB s'appliquent au bruit produit par :

- a. Les installations industrielles, artisanales et agricoles ;
- b. La manutention des marchandises dans les installations industrielles, artisanales et agricoles ainsi que dans les gares et les aéroports ;

- c. Le trafic sur l'aire d'exploitation des entreprises industrielles et artisanales ainsi que dans les environs immédiats des bâtiments agricoles ;
 - d. Les parcs à voitures couverts ainsi que les grandes places de parcage à ciel ouvert hors des routes ;
 - e. Les installations de chauffage, de ventilation et de climatisation.
- 2 Les installations de production d'énergie, d'évacuation, d'extraction et de transport à bande, les téléphériques et les funiculaires, les remontées mécaniques ainsi que les installations destinées à la pratique de sports motorisés, qui sont exploités régulièrement durant une période prolongée, sont assimilés aux installations industrielles et artisanales.

2 Valeurs limites d'exposition au bruit

| Degré de sensibilité (art. 43) | Valeur de planification | | Valeur limite d'immission | | Valeur d'alarme | |
|-----------------------------------|-------------------------|------|---------------------------|------|-----------------|------|
| | Lr en dB (A) | | Lr en dB (A) | | Lr en dB (A) | |
| | Jour | Nuit | Jour | Nuit | Jour | Nuit |
| I | 50 | 40 | 55 | 45 | 65 | 60 |
| II | 55 | 45 | 60 | 50 | 70 | 65 |
| III | 60 | 50 | 65 | 55 | 70 | 65 |
| IV | 65 | 55 | 70 | 60 | 75 | 70 |

Art. 43 Degrés de sensibilité

1 Dans les zones d'affectation selon les articles 14 et suivants de la loi fédérale sur l'aménagement du territoire du 22 juin 1979, les degrés de sensibilité suivants sont à appliquer :

- a. Le degré de sensibilité I dans les zones qui requièrent une protection accrue contre le bruit, notamment dans les zones de détente ;
- b. Le degré de sensibilité II dans les zones où aucune entreprise gênante n'est autorisée, notamment dans les zones d'habitation ainsi que dans celles réservées à des constructions et installations publiques ;
- c. Le degré de sensibilité III dans les zones où sont admises des entreprises moyennement gênantes, notamment dans les zones d'habitation et artisanales (zones mixtes) ainsi que dans les zones agricoles ;
- d. Le degré de sensibilité IV dans les zones où sont admises des entreprises fortement gênantes, notamment dans les zones industrielles.

2 On peut déclasser d'un degré les parties de zones d'affectation du degré de sensibilité I ou II, lorsqu'elles sont déjà exposées au bruit.

5.3 Sources de bruit dans les établissements de la branche automobile et dans les carrosseries

Dans la branche automobile, les sources de bruit se résument ainsi :

- | |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <ul style="list-style-type: none"> • Travaux de carrosserie et de tôlerie : débosselage, burinage, équilibrage, ponçage, séchage. |
| <ul style="list-style-type: none"> • Bruit des équipements à air comprimé et des coups de marteau pendant les travaux de montage et lors de l'utilisation de la déboulonneuse. |
| <ul style="list-style-type: none"> • Bruit des jets de vapeur pendant le nettoyage des véhicules à haute pression dans les tunnels de lavage. |
| <ul style="list-style-type: none"> • Bruit des compresseurs à air comprimé, des ventilateurs et des pompes. |
| <ul style="list-style-type: none"> • Bruit des moteurs, pots d'échappement, crissement des pneus pendant les contrôles des freins et du fonctionnement sur le banc d'essai. Mouvements de véhicules dans le garage et à proximité (arrivée et départ des clients, véhicules de livraison, courses d'essai, parcage des voitures, etc.). |

5.4 Mesure de réduction du bruit dans les entreprises

La meilleure solution pour éliminer le bruit est l'isolation des équipements bruyants au moyen de matériaux et d'aménagements spéciaux. La moindre ouverture dans un système d'isolation peut faire résonance et en réduire sensiblement l'efficacité.

Isolation complète

Dans la branche automobile comme dans la carrosserie, il n'est pas toujours facile d'aménager des isolations. Dans le cas des installations de sablage ou des ventilateurs, l'isolation permet effectivement de diminuer les émissions de bruit. Pour retenir le bruit émis par l'air, selon la vitesse à laquelle il circule à l'intérieur des conduits d'évacuation, on aura intérêt à installer des chicanes.

Travaux bruyants :
mesures
techniques

Les mesures d'organisation et les mesures techniques permettent de réduire sensiblement le bruit dans un garage. C'est ainsi que les portes ne resteront ouvertes qu'en cas de nécessité, même en été. C'est déjà un moyen de protéger le voisinage. On peut aussi éviter de faire des travaux de réparation à l'extérieur, de laisser tourner inutilement des moteurs ou de les faire fonctionner à plein régime, de claquer les portières et les portes, de faire hurler la radio, etc. On évitera aussi de déplacer inutilement les véhicules. Les équipements comme les compresseurs pour la production d'air comprimé, les générateurs, les ventilateurs, les pompes, etc. devront être parfaitement entretenus pour éviter les bruits dus à des défauts de fonctionnement, au déséquilibre, etc. Les portes seront elles aussi contrôlées régulièrement (grincement). Les ouvertures des conduits d'aération par exemple ne seront pas dirigées justement sur les immeubles. Si ces conduits d'aération font quand même du bruit, on pourra installer des

Mesures
d'organisation

chicanes à l'intérieur. On se préoccupera des questions de bruit d'un nouvel équipement avant son installation, voire son achat. L'emplacement d'un équipement bruyant et la distance qui le sépare du prochain immeuble jouent aussi un rôle. Lors de travaux de transformation, on peut aussi mieux protéger le voisinage si on installe par exemple des fenêtres ou des portes antibruit et que ces dernières ne sont justement pas dirigées du côté habité.

5.5 Protections auditives pour les collaborateurs

Si les mesures techniques et les mesures d'organisation ne permettent pas d'abaisser suffisamment le bruit pour qu'il soit supportable, le personnel doit disposer de moyens de protection acoustique. On considère en général comme dangereuses pour l'ouïe des pollutions acoustiques de 85 dB(A) et plus. Lorsque le bruit est supérieur au niveau d'évaluation 85 dB(A), le port d'une protection auditive est recommandé ; à partir de 90 dB(A), il est obligatoire. Toutefois, une telle protection rend moins sensible au bruit en général, elle peut entraver la réception de signaux et la perception de la voix. Les personnes présentant déjà des troubles auditifs ont encore plus de peine à comprendre ce qui est dit et à percevoir d'où viennent les signaux. Les protections auditives modifient la perception des bruits et requièrent un certain temps d'adaptation. Au début, la personne qui porte ces protections est un peu désorientée, car les bruits auxquels elle est habituée lui paraissent étrangers.

Protection auditive

Les protections auditives ont une efficacité de 20 à 40 dB(A) et réduisent aussi la transmission du bruit par les os. On s'en sert en cas de décibels situés entre 90 et 100 dB(A). Ces protections doivent couvrir parfaitement l'oreille pour être efficaces et il faut les nettoyer régulièrement.

Coquilles

Les sourdines (ouate, bouchons d'oreilles, etc.) amortissent un bruit de 10 à 20 dB(A), on s'en sert également lorsque le niveau de bruit se situe entre 90 et 100 dB(A). Ces systèmes sont légers et faciles d'emploi, mais ils doivent être parfaitement mis en place, sinon ils sont inutiles. Les bouchons d'oreilles à jeter (on ne s'en sert qu'une fois) ne sont pas coûteux. Ils ne doivent pas être nettoyés. Les bouchons d'oreilles réutilisables doivent être nettoyés chaque jour. Si on les nettoie mal, ils peuvent provoquer un eczéma du conduit auditif. Les coûts d'une protection personnalisée se situent entre CH 50.- et 100.-.

Sourdines et tampons d'oreille

La branche automobile et les carrossiers participent à la solution par branche de la branche automobile et des deux roues (SAD) afin de garantir la sécurité au travail et la protection de la santé. Sur la liste des dangers particuliers (formulaire CFST 6508/3) figurent notamment les bruits dangereux pour l'ouïe. L'évaluation de la situation dans un garage est donc effectuée dans le cadre de cette solution commune. Pour toute information relative à l'adhésion, il est conseillé de s'adresser directement à son association professionnelle.

Solution par branche sur la sécurité au travail et la protection de la santé

5.6 Valeurs limites et de référence acoustiques de la SUVA

Pour le bruit au poste de travail, la SUVA a publié des valeurs limites et des valeurs indicatives. Les valeurs suivantes s'appliquent à la branche automobile :

| | Conditions normales | Conditions plus sévères |
|---------------------------------------------------------------------------------|---------------------|-------------------------|
| <u>Bruit gênant sur les lieux de travail</u> | | |
| Activités dans l'industrie et l'artisanat | < 85 dB(A) | ≤ 75 dB(A) |
| Travaux de bureau et activités similaires dans la production et la surveillance | ≤ 65 dB(A) | ≤ 55 dB(A) |
| <u>Valeurs indicatives pour le bruit de fond dans les locaux</u> | | |
| Bureau du chef d'atelier | < 60 dB(A) | — |

Conditions normales : valeurs indicatives qu'il convient en règle générale de respecter dans la grande majorité des cas d'application.

Conditions plus sévères : valeurs indicatives de réduction du bruit. Elles doivent en même temps être considérées comme des valeurs indicatives en présence d'exigences accrues en matière de performance, de qualité du travail, de concentration, etc.

Valeurs d'émissions pour les machines et les appareils

Les valeurs d'émissions acoustiques des machines et appareils doivent être réduites au minimum afin d'être supportables dans la pratique en fonction des possibilités techniques.

5.7. Liste de contrôle « bruit »

Remplie le :

Signature :

| Liste de contrôle | Référence Manuel | en ordre | pas en ordre | Justifications / dispositions prises |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------------------|
| 1. Le chapitre sur le « bruit » a-t-il été lu et compris ? | | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | |
| 2. La pollution sonore des différents postes de travail et des différentes activités est-elle connue ? | Chap. 5.2 | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | |
| 3. A-t-on effectué une évaluation des risques en matière de danger pour l'ouïe ? | Chap. 5.2 | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | |
| 4. Avez-vous reçu des plaintes du voisinage au sujet du bruit ? | Chap. 5.1 | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | |
| 5. Avez-vous désigné une personne chargée de traiter les plaintes et d'entretenir les contacts avec les autorités ? | Chap. 1.4 | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | |
| 6. Avez-vous pu déterminer ce qui a provoqué ces plaintes ? | Chap. 5.1 Chap. 5.4 | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | |
| 7. Avez-vous pu déceler la source du bruit ? | Chap. 5.4 | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | |
| 8. S'agit-il du niveau de bruit de votre établissement qui est généralement élevé ? | | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | |
| 9. Le bruit qui dérange le voisinage de votre entreprise provient-il d'autres sources ? | | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | |
| 10. Les portes de votre garage sont-elles en général ouvertes seulement en cas de besoin et pour peu de temps ? | Chap. 5.4 | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | |
| 11. Faites-vous tous les travaux de réparation à l'intérieur, jamais à l'extérieur ? | Chap. 5.4 | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | |
| 12. Les équipements bruyants sont-ils munis d'isolations ? | Chap. 5.4 | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | |
| 13. Evitez-vous le plus possible les mouvements de véhicules qui ne sont pas indispensables ? | | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | |
| 14. Evitez-vous le plus possible les travaux et les mouvements nocturnes de véhicules ? | | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | |
| 15. Les ouvertures des systèmes d'aération ne sont pas dirigées du côté des voisins ? | Chap. 5.4 | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | |
| 16. Si nécessaire, ces ouvertures sont-elles munies d'une isolation ? | | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | |

| Liste de contrôle | Référence Manuel | en ordre | pas en ordre | Justifications / dispositions prises |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------------------|
| 17. Lors de l'achat de nouveaux équipements, systèmes et installations, mais aussi en cas de transformation ou d'agrandissement, donnez-vous la préférence aux équipements, etc. qui sont peu bruyants ? | Chap. 5.2 Chap. 5.4 | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | |
| 18. Les postes de travail, appareils et accès aux zones générant un bruit dangereux pour l'ouïe portent-ils le panneau d'interdiction « Port des protections auditives » ? | Chap. 5.5 | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | |
| 19. Dans les parties de l'atelier où sont effectués des travaux bruyants, votre personnel porte-t-il des protections auditives (à partir de 85 dB (A)) ? | Chap. 5.5 | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | |

Chapitre 6 : Sites contaminés

6.1 Origine des sites contaminés - introduction

Pendant longtemps, les sites contaminés en Suisse n'avaient pas l'ampleur qu'ils connaissent dans d'autres pays industrialisés, ce qui s'explique d'ailleurs : la Suisse n'a presque pas d'industrie lourde, n'a pas de mines et n'a pas vécu la guerre. Mais les anciennes décharges sont quand même nombreuses, même si nous pratiquons depuis longtemps l'incinération des déchets plutôt que la mise en décharge. En plus des décharges autorisées ou tout au moins tolérées, les nombreuses décharges sauvages, les « ruclons » restent des exemples classiques d'élimination incorrecte et polluante des déchets.

Décharges

Les sites contaminés ne sont pas tous d'anciennes décharges, ce sont aussi des anciens sites industriels où le sol a été contaminé par des substances dangereuses pour l'environnement à cause de l'insuffisance probable des précautions prises et d'un manque de surveillance. Il s'agit en général d'anciennes usines de la chimie, de l'industrie des machines, des traitements de surfaces ou d'ateliers, comme les teintureries, tanneries, abattoirs, ateliers des chemins de fer, dépôts de ferraille, etc. Les établissements de la branche automobile et les carrosseries font eux aussi partie de ce groupe. Par le passé, les entreprises industrielles et les usines déposaient sur leurs sites des déchets de production ou d'autres déchets qui, aujourd'hui, sont considérés comme dangereux pour l'environnement. Il n'y avait alors aucune loi qui aurait interdit de telles pratiques. La manière de traiter les déchets et les produits utilisés dans les entreprises, des conduites et des égouts qui n'étaient pas étanches, des connaissances rudimentaires des questions d'environnement avaient facilement pu entraîner des pollutions du sol sur les sites des entreprises et dans le voisinage. On ne se rendait guère compte du danger non seulement pour le sol mais pour tout l'écosystème, surtout pour les eaux souterraines. On ne se préoccupait pas assez de l'effet à long terme des déchets et des substances polluantes, et on surestimait la capacité de régénération des sols et des eaux souterraines. En outre, les méthodes d'analyse n'auraient pas permis de mesurer des concentrations en microgrammes par litre comme on le fait aujourd'hui. De nombreux polluants, organiques surtout, étaient impossibles à déceler, les méthodes de mesures nécessaires n'existant pas.

L'industrie et le commerce

Branche automobile et carrosseries

Les sites contaminés polluent les eaux souterraines

A la suite de graves atteintes portées à l'environnement au cours des quinze dernières années, la Suisse a commencé à examiner cette question sous un autre angle. Ce changement d'attitude s'est produit aussi à l'étranger, dans des pays qui possédaient déjà un niveau technique élevé dans ce domaine. En Suisse, les investigations ont tout d'abord porté sur les décharges et ont permis de constater que les entreprises industrielles et les usines peuvent aussi représenter un grave danger pour les eaux souterraines. Ces constatations ont conduit à une nouvelle manière d'évaluer la situation, car il ne s'agit plus d'examiner uniquement les cas les plus flagrants, mais d'analyser systématiquement tous les sites dont le sol cache des substances dangereuses pour l'environnement.

Les sites renfermant des substances dangereuses pour l'environnement sont tous examinés

6.2 Qu'est-ce qu'un « site contaminé » ?

1. On entend par sites pollués les emplacements d'une étendue limitée pollués par des déchets. Ces sites comprennent :

Ordonnance sur les sites contaminés art. 2 Définitions

a. Les sites de stockage définitifs : décharges désaffectées ou encore exploitées et tout autre lieu de stockage définitif de déchets ; sont exclus les sites dans lesquels sont déposés exclusivement des matériaux d'excavation et des déblais non pollués ;

b. les aires d'exploitations : sites pollués par des installations ou des exploitations désaffectées ou encore exploitées dans lesquelles ont été utilisées des substances dangereuses pour l'environnement ;

c. les lieux d'accident : sites pollués à la suite d'événements extraordinaires, pannes d'exploitation y comprises.

2 Les sites pollués nécessitent un assainissement s'ils engendrent des atteintes nuisibles ou incommodantes ou s'il existe un danger concret que de telles atteintes apparaissent.

3 Les sites contaminés sont des sites pollués devant être assainis.

Selon un rapport de l'OFEV daté de juin 2015, il existerait actuellement en Suisse environ 38 000 sites contaminés par des déchets dont environ 4 000 nécessitant une dépollution. 900 sites ont déjà été dépollués, dont la décharge industrielle de Kolliken dont la dépollution a été terminée.

Sites contaminés en Suisse en 2015

6.3 Ordonnance du 26 août 1998 sur l'assainissement des sites pollués (OSites) (état au 1^{er} mars 2015)

6.3.1 Le cadastre

Selon la décision du Conseil fédéral, l'ordonnance est entrée en vigueur le 1^{er} octobre 1998. Les cantons qui avaient déjà introduit leur propre législation en la matière doivent maintenant l'adapter à la législation fédérale ; ceci concerne surtout la réalisation du cadastre des sites pollués et sa gestion. Des années avant l'entrée en vigueur de l'ordonnance sur les sites contaminés, certains cantons avaient déjà établi leur propre cadastre. Or, ces cadastres ne comportaient pas uniquement des sites présentant un risque certain, mais plutôt des sites à risque potentiel. C'est ainsi que tous les établissements de la branche automobile et toutes les carrosseries y figuraient. Ces cadastres n'étaient généralement pas accessibles au public.

Le fait de figurer dans un tel cadastre pouvait représenter pour le propriétaire d'un site ainsi répertorié des inconvénients économiques importants. Ce système avait encore une autre lacune : les propriétaires de ces sites incriminés ne savaient même pas que leur site figurait au cadastre cantonal, ils n'avaient donc aucun moyen de s'exprimer.

Avec l'ordonnance fédérale sur les sites contaminés, ces cadastres des sites à risque potentiel doivent être introduits dans le cadastre des « sites pollués » déclarés nuls. Ce nouveau cadastre, basé sur le droit fédéral, est accessible au public. Aujourd'hui, les cantons doivent informer préalablement les propriétaires des sites et leur permettre de s'exprimer et d'apporter leurs propres arguments. Si la personne concernée ne parvient pas à apporter la preuve de son « innocence », le site figurera officiellement au cadastre comme « site pollué ». Lorsqu'un site figure au cadastre, ceci peut représenter des désavantages économiques importants. De tels biens-fonds perdant de leur valeur, ceci se répercute sur une demande de crédit et sur la fortune du propriétaire. En cas de vente, l'acheteur potentiel demande la preuve que le site n'est pas pollué.

Cadastre des sites pollués

Ancien cadastre des « sites suspects »

Nouveau cadastre public des sites pollués

Le détenteur s'exprime avant l'inscription au cadastre

Désavantages économiques d'une inscription au cadastre

6.3.2 Investigations obligatoires et assainissement

« Un site pollué » est une parcelle de terrain dont la pollution provient des déchets et des substances qui s'y trouvent. Cette pollution a pour origine des opérations d'entreposage, des infiltrations dans le sol de matières polluantes ou la déposition sur le sol de polluants amenés par l'air.

Les sites pollués sont répartis en trois catégories :

| |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <ul style="list-style-type: none"> • Sites de stockage définitif Il s'agit de sites sur lesquels on a déposé sciemment des déchets - ce sont donc des décharges, aujourd'hui fermées ou encore en exploitation - mais aussi les décharges sauvages, les « ruclons ». Sont exclus les sites dans lesquels sont déposés exclusivement des matériaux d'excavation et des déblais non pollués. |
| <ul style="list-style-type: none"> • Aires d'exploitation Sites pollués par des installations ou des exploitations désaffectées ou encore exploitées dans lesquelles ont été utilisées des substances dangereuses pour l'environnement. |
| <ul style="list-style-type: none"> • Lieux d'accident Sites pollués à la suite d'événements extraordinaires, dont des dérangements d'exploitation |

Les obligations qui incombent aux personnes impliquées sont régies par l'ordonnance sur les sites pollués. Le fait de procéder par étapes sert à garantir qu'on ne prendra pas de mesures coûteuses avant d'avoir effectué des investigations approfondies ; ainsi peut-on investir l'argent là où l'environnement en tire le meilleur profit. L'OSites règle le recensement des sites, leur examen puis leur évaluation, cette dernière opération devant permettre d'établir si un site doit simplement être surveillé ou, au contraire, assaini sans délai. Elle fixe aussi les conditions-cadre pour les projets d'assainissement et le contrôle des mesures prises.

On a cinq cas de figure de surveillance. Les situations 3 et 4 font partie de la phase d'assainissement :

- 1. Site ne nécessitant pas d'assainissement**
- 2. Surveillance avant assainissement**
- 3. Surveillance pendant la décontamination / autres interventions techniques**
- 4. Surveillance pendant la phase de confinement ou du traitement in situ**
- 5. Surveillance durant le suivi après l'assainissement**

L'OSites oblige les cantons à ordonner l'étude des sites pollués. Dans ce but, le propriétaire d'un tel site doit établir un cahier des charges qui servira à déterminer si le site doit être assaini (c'est donc un site contaminé), s'il ne nécessite qu'une surveillance (c'est alors un site pollué) ou s'il ne nécessite ni surveillance, ni assainissement. Dans ce dernier cas, le site ne figurera pas au cadastre. Le cahier des charges, qui décrit la marche à suivre pour une investigation historique et, si nécessaire, également une investigation technique, doit être soumis à l'autorité pour avis. C'est l'autorité qui décide de la suite des opérations.

Étude par étapes avec des investigations approfondies

Le cahier des charges nécessite une approbation officielle

Examen préalable

Si les résultats des investigations et l'estimation du risque montrent qu'un assainissement s'impose, l'autorité établira, sur la base d'un examen détaillé, les objectifs et l'urgence des mesures d'assainissement à prendre.

Examen détaillé

Le but premier d'un assainissement est d'empêcher que des atteintes soient portées à des biens dignes de protection, comme les eaux souterraines, les eaux de surface, le sol et l'air. Ceci ne signifie toutefois pas que le site doit absolument être décontaminé. Des mesures capables d'éviter durablement la diffusion des polluants dans l'environnement peuvent aussi être envisagées. Les mesures d'assainissement sont destinées à réduire durablement et complètement les effets de la pollution sur l'environnement, tout en limitant les investissements à un niveau raisonnable.

Assainissement

6.3.3 Coûts

Conformément à l'article 32d de la LPE, les coûts de l'assainissement d'un site contaminé vont à la charge des personnes impliquées, par conséquent aussi les investigations nécessaires pour établir de quel type de site il s'agit. Par « personne impliquée », on entend la personne qui, par ses agissements ou son comportement, est à l'origine de l'assainissement. Si le détenteur du site n'a pas pu avoir connaissance de la pollution, il n'est pas considéré comme responsable des coûts, pour autant qu'il n'ait pas tiré avantages du fait que le site soit pollué ni du fait de son assainissement. S'il n'existe plus de pollueur solvable, les coûts vont à la charge du canton. Pour que la Confédération puisse assurer de tels financements, la LPE révisée du 1^{er} novembre 2006 a prévu un modèle spécial par le biais des taxes prélevées sur la mise des déchets en décharge. L'article 32bbis a été créé lors de la révision de la LPE. Il permet au maître d'œuvre de faire valoir devant un tribunal civil son droit privé à une répartition des coûts supplémentaires engendrés par la présence d'un matériel excavé pollué dans le cadre d'un projet de construction. En termes concrets :

C'est au pollueur à payer

- La personne à l'origine des mesures prend à sa charge les coûts de toutes les mesures requises ;
- Celui qui n'est impliqué qu'en tant que perturbateur par situation n'assume pas de frais s'il n'a pas pu avoir connaissance de la situation lorsqu'il a acheté l'immeuble en faisant preuve de toute la diligence requise ;
- La collectivité compétente prend à sa charge les coûts de personnes impossibles à déterminer ou insolubles ;
- Toute personne impliquée peut demander une décision sur la répartition des coûts ;
- Si le site en question figure dans un cadastre comme non contaminé ou si une telle inscription est prévue au cadastre, c'est le canton qui prend à sa charge les coûts des examens.

Financement par le fonds pour les sites contaminés

6.4 Les solutions applicables à la branche automobile

A son article 23, l'OSites prévoit expressément des solutions par branche. La branche automobile, y compris les carrosseries et les stations-service, a intérêt à choisir une solution globale qui lui permettra de limiter les coûts. La branche automobile étant considérée comme une branche à risque (ou à risque potentiel), elle est soumise aux dispositions de l'OSites. Avec une solution globale valable pour toute la branche, on peut établir des données de base uniformes pour la première évaluation et pour l'historique du site, ce qui permet ensuite d'appliquer un système uniforme lui aussi au niveau de l'exécution de l'ordonnance. C'est ainsi que plusieurs cantons se sont mis d'accord sur une « année seuil » soit 1985, c'est-à-dire que la publication au cadastre des entreprises dont l'exploitation est postérieure à 1985 n'est pas requise, à moins qu'il existe des doutes de contamination, par exemple après un accident.

Une solution globale apporte des avantages

6.5 Liste de contrôle « sites contaminés »

Remplie le :

Signature :

| Liste de contrôle | en ordre | pas en ordre | Justifications / dispositions prises |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------|
| 1. Le chapitre sur les sites contaminés a-t-il été lu et compris ? | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | |
| 2. Des déchets ont-ils été stockés sur le terrain de l'exploitation ? Huile usée ? Poussière générée par le ponçage ? Solvants usagés ? Restes de peinture et de colorants ? | <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> | |
| 3. A-t-on stocké des ferrailles sur un support non étanche sur le complexe ? | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | |
| 4. A-t-on eu des accidents avec des liquides de nature à polluer les eaux (p.ex. solvants, huile usée, mazout, essence, diesel, etc.) et pouvant provoquer une pollution du sol ? | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | |
| 5. A-t-on eu des incendies pouvant induire une pollution du sol ? | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | |
| 6. A-t-on constaté des contaminations du sol par des substances polluantes par exemple lors de travaux de construction ? | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | |
| 7. A-t-on effectué des travaux de peinture au pistolet en plein air ? | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | |
| 8. A-t-on posé un emballage ou un fût sur un support ne pouvant retenir les liquides s'en échappant (p.ex. prairie verte) ? | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | |
| 9. A-t-on choisi un endroit dont le support ne pouvait retenir les liquides qui s'échappent pour ranger d'anciennes voitures (p.ex. prairie verte) ? | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | |

Tourner la page...

| | | | |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--|
| <p>10. Utilisation du site avant l'installation d'un garage automobile ou d'une carrosserie :</p> <p>Non construit ?</p> <p>Artisanat ou industrie ? Lesquels ?</p> <p>Décharge ?</p> <p>Autres, préciser.</p> <p>Inconnu ?</p> | <p><input type="checkbox"/></p> <p><input type="checkbox"/></p> <p><input type="checkbox"/></p> <p><input type="checkbox"/></p> <p><input type="checkbox"/></p> <p><input type="checkbox"/></p> | <p><input type="checkbox"/></p> <p><input type="checkbox"/></p> <p><input type="checkbox"/></p> <p><input type="checkbox"/></p> <p><input type="checkbox"/></p> <p><input type="checkbox"/></p> | |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--|

- Répondre par « oui » aux questions pour lesquelles il n'est pas possible de répondre clairement par oui ou non, p.ex. « Je ne sais pas ».
- S'il est possible de répondre par la négative à toutes les questions, il n'y a aucune raison de classer le site comme pollué sur la base de l'histoire connue du site.
- En cas de réponse positive à au moins une question, il n'est pas possible d'exclure que le site soit pollué.

Annexe 6.A

Registre des services cantonaux responsables des sites contaminés

29.06.2015

Altlasten



| | | | |
|----------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Aargau | AfU, Sektion Abfälle und Altlasten Entfelderstr. 22 5001 Aarau Telefon 062 835 33 60 Fax 062 835 33 69 | Sektionsleiter Peter Kuhn peter.kuhn@ag.ch Telefon 062 835 34 21 | umwelt.aargau@ag.ch http://www.ag.ch/umwelt |
| Appenzell Ausser. | Amt für Umwelt Kasernenstr. 17 9102 Herisau Telefon 071 353 65 35 Fax 071 353 65 36 | Monika van den Broek (AR) Monika.vandenbroek@ar.ch Telefon 071 353 65 32 | afu@ar.ch http://www.ar.ch/afu |
| Appenzell Inner. | Amt für Umwelt Gaiserstr. 8 9050 Appenzell Telefon 071 788 93 41 Fax 071 788 93 59 | Kontaktperson Albert Kölbener-Rusch (AI) albert.koelbener@bud.ai.ch Telefon 071 788 93 46 | info@bud.ai.ch http://www.ai.ch/de/verwaltung/aemter/welcome.php?amt_id=8 |
| BAFU | Sektion Altlasten Worbentalstrasse 68 3063 Ittigen Telefon 058 462 93 49 Fax 058 464 79 78 | | altlasten@bafu.admin.ch http://www.bafu.admin.ch/org/organisation/00151/09527/index.html?lang=de |
| Basel-Landschaft | Amt für Umweltschutz und Energie Rheinstr. 29 4410 Liestal Telefon 061 552 55 05 Fax 061 552 69 84 | Kontaktperson Ogermann Petra petra.ogermann@bl.ch Telefon 061 552 59 38 | aue.umwelt@bl.ch http://www.baselland.ch/Altlasten.308658.0.html |
| Basel-Stadt | Amt für Umwelt und Energie Hochbergerstr. 158 Postfach 4019 Basel Telefon 061 639 22 22 Fax 061 639 23 23 | Kontaktperson Monika Schweizer monika.schweizer@bs.ch Telefon 061 639 22 31 | bdaue@bs.ch http://www.aue.bs.ch |
| Bern | Amt für Wasser und Abfall Reiterstr. 11 3011 Bern Telefon 031 633 38 11 Fax 031 633 38 50 | Kontaktperson Dr. Jürg Krebs juerg.krebs@bve.be.ch Telefon 031 633 39 95 | info.awa@bve.be.ch http://www.be.ch/awa |
| Freiburg | Service de l'environnement Route de la Fonderie 2 1700 Fribourg Telefon 026 305 37 60 Fax 026 307 10 02 | Personne responsable Loïc Constantin loic.constantin@fr.ch Telefon 026 305 51 91 | sen@fr.ch http://www.fr.ch/sen |
| Genf | Service de géologie, sols et déchets (GESDEC) Quai du Rhône 12 1295 Genève Telefon 022 546 70 70 Fax 022 546 70 90 | Chef du secteur sites contaminés Alain Davit alain.davit@etat.ge.ch Telefon 022 546 70 73 Directeur Jacques Martelain jacques.martelain@etat.ge.ch Telefon 022 546 70 77 | gesdec@etat.ge.ch http://www.geneve.ch/geologie |
| Glarus | Abteilung Umweltschutz und Energie Kirchstrasse 2 8750 Glarus Telefon 055 646 64 00 Fax 055 646 64 19 | Kontaktperson Patrik Alsdorf patrik.alsdorf@gl.ch Telefon 055 646 64 63 | umweltschutz@gl.ch http://www.gl.ch/xml_1/internet/de/application/d35/d348/f350.cfm |
| Graubünden | Amt für Natur und Umwelt Gürtelstr. 89 7001 Chur Telefon 081 257 29 46 Fax 081 257 21 54 | Kontaktperson Hansruedi Aebli hansruedi.aebli@anu.gr.ch Telefon 081 257 29 97 | info@anu.gr.ch www.anu.gr.ch |

| | | | |
|---------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Jura | Office de l'environnement Chemin du Bel'Oiseau 12 2882 St-Ursanne Telefon 032 420 48 00 Fax 032 420 48 11 | Personne responsable Christophe Badertscher christophe.badertscher@jura.ch Telefon 032 420 48 48 | secr.env@jura.ch http://www.jura.ch/env |
| Liechtenstein | Amt für Umwelt Postfach 684 9490 Vaduz Telefon +423 236 61 91 Fax +423 236 61 99 | Kontaktperson Theodor Banzer theodor.banzer@llv.li Telefon +423 236 61 88 Abteilungsleiter Manfred Frick manfred.frick@aus.llv.li Telefon +423 236 61 94 | helmut.kindle@llv.li http://www.afu.llv.li |
| Luzern | Umwelt und Energie (uwe) Libellenrain 15 Postfach 6002 Luzern Telefon 041 228 60 60 Fax 041 228 64 22 | Abteilungsleiter Matthias Achermann matthias.achermann@lu.ch Telefon 041 228 64 58 Facheiter Marcel Obrist marcel.obrist@lu.ch Telefon 041 228 64 61 Altlasten, Erdwärmenutzung Michael Rölli Michael.Roelli@lu.ch Telefon 041 228 64 69 | uwe@lu.ch https://uwe.lu.ch/ |
| Neuenburg | Service de l'énergie et de l'environnement Rue du Tombet 24 2034 Peseux Telefon 032 889 67 30 Fax 032 889 62 63 | sites contaminés François Gainon francois.gainon@ne.ch Telefon 032 889 87 78 | sene@ne.ch http://www.ne.ch/sene |
| Nidwalden | Amt für Umwelt Stansstaderstrasse 59 Postfach 1251 6371 Stans Telefon 041 618 75 04 Fax 041 618 75 28 | Kontaktperson Angela Zumbühl angela.zumbuehl@nw.ch Telefon 041 618 75 09 | afu@nw.ch www.umwelt.nw.ch |
| Obwalden | Amt für Landwirtschaft und Umwelt St. Antonistrasse 4 Postfach 1661 6061 Sarnen Telefon 041 666 63 27 Fax 041 666 62 82 | Kontaktperson Marco Dusi marco.dusi@ow.ch Telefon 041 666 63 02 | umwelt@ow.ch http://www.ow.ch/de/verwaltung/aemter/welcome.php?amt_id=166 |
| Schaffhausen | Interkantonales Labor Mühlentalstrasse 188 8200 Schaffhausen Telefon 052 632 74 80 Fax 052 632 74 92 | Kontaktperson Raffael Fehlmann raffael.fehlmann@ktsh.ch Telefon 052 632 76 63 | interkantlab@ktsh.ch http://www.kantlab.ch/ |
| Schwyz | Amt für Umweltschutz Kollegiumstrasse 28 Postfach 2162 6431 Schwyz Telefon 041 819 20 35 Fax 041 819 20 49 | Sachbearbeiter Ivo Lehmann ivo.lehmann@sz.ch Telefon 041 819 20 34 Abteilungsleiter Brigitta Gander brigitta.gander@sz.ch Telefon 0041 41 819 20 40 | afu@sz.ch http://www.sz.ch/umwelt/ |
| Solothurn | Amt für Umwelt Greibenhof Werkhofstr. 5 4509 Solothurn Telefon 032 627 24 47 Fax 032 627 76 93 | Abteilungsleiter Martin Brehmer martin.brehmer@bd.so.ch Telefon 032 627 20 52 Kontaktperson Karl Stransky karl.stransky@bd.so.ch Telefon 032 627 27 80 | afu@bd.so.ch http://www.so.ch/verwaltung/bau-und-justizdepartement/amt-fuer-umwelt/boden-untergrund/altlasten-belastete-standorte/ |

| | | | |
|------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| St. Gallen | Amt für Umwelt und Energie Lämmlisbrunnenstr. 54 9001 St. Gallen Telefon 058 229 30 88 Fax 058 229 39 64 | Verdachtsflächenkataster / Kataster der belasteten Standorte Heinrich Adler heinrich.adler@sg.ch Telefon 058 229 42 93 Deponien Kurt Alabor kurt.alabor@sg.ch Telefon 058 229 43 42 | info.afu@sg.ch http://www.afu.sg.ch/ |
| Tessin | Ufficio della gestione dei rischi ambientali e del suolo Via Franco Zorzi 13 6500 Bellinzona Telefon 091 814 38 30 Fax 091 814 44 33 | capo ufficio Daniele Zulliger daniele.zulliger@ti.ch Telefon 091 814 29 15 persona di contatto Simone Regazzi simone.regazzi@ti.ch Telefon 091 814 29 11 | dt-spaas@ti.ch http://www4.ti.ch/dt/da/spaas/uisps/ |
| Thurgau | Amt für Umwelt Bahnhofstrasse 55 8510 Frauenfeld Telefon 058 345 51 51 Fax 058 345 52 52 | Ressortleiter Thomas Back thomas.back@tg.ch Telefon 058 345 51 91 Abteilungsleiter Abfall und Boden Martin Eugster martin.eugster@tg.ch Telefon 058 345 51 88 | umwelt.afu@tg.ch www.umwelt.tg.ch |
| Uri | Abteilung Gewässerschutz Klausenstr. 4 6460 Altdorf Telefon 041 875 24 16 Fax 041 875 20 88 | Abteilungsleiter Lorenz Jaun lorenz.jaun@ur.ch Telefon 041 875 24 21 Sachbearbeiterin Marianne Kuehnle marianne.kuehnle@ur.ch Telefon 041 875 24 11 | afu@ur.ch http://www.afu-uri.ch/i4Def.aspx?tabindex=2&tabid=469 |
| Waadt | DGE-GEODE (direction générale de l'environnement, géologie, sols et déchets) Valentin 10 1014 Lausanne Telefon 021 316 75 00 Fax 021 316 75 12 | Sites contaminés industriels Gérald Burnier gerald.burnier@vd.ch Telefon 021 316 75 49 | info.dge@vd.ch http://www.vd.ch/themes/environnement/dechets/ |
| Wallis | Dienststelle für Umweltschutz Rue des Creusets 5 Bâtiment Mutua 1951 Sion Telefon 027 606 31 50 Fax 027 606 31 54 | Sektionschef Altlasten, Abfälle und Boden Yves Degoumois yves.degoumois@admin.vs.ch Telefon 027 606 31 81 Sachbearbeiterin Stéphanie Jüstrich stephanie.juestrich@admin.vs.ch Telefon 027 606 31 48 | http://www.vs.ch/navig/navig.asp?MenuID=1934 |
| Zug | Amt für Umweltschutz Aabachstrasse 5 Postfach 6301 Zug Telefon 041 728 53 70 Fax 041 728 53 79 | Kontaktperson Rainer Jakoby rainer.jakoby@zg.ch Telefon 041 728 53 91 | info.afu@zg.ch http://www.zug.ch/behoerden/audirektion/amt-fuer-umweltschutz/altlasten |
| Zürich | AWEL, Abt. Abfallwirtschaft und Betriebe, Sektion Altlasten Weinbergstr. 34, 8090 Zürich Telefon 043 259 32 98 Fax 043 259 42 84 | Leiter Sektion Altlasten Jean-Claude Hofstetter jeanclaude.hofstetter@bd.zh.ch Telefon 043 259 39 86 | awel@bd.zh.ch www.altlasten.zh.ch |

Kantonale Fachstellen: Altlasten

Services cantonaux: Sites contaminés

Servizi specializzati cantonali: Siti contaminati

Stand: September 2015

État: septembre 2015

Stato : settembre 2015

Aargau

Departement Bau, Verkehr und Umwelt

Abteilung für Umwelt
Entfelderstr. 22
5001 Aarau

Tel.: 062 835 33 60

Fax: 062 835 33 69

[Link](#)

Peter Kuhn

Tel.: 062 835 34 21

peter.kuhn@ag.ch

Werner Baumann

Tel.: 062 835 33 93

werner.baumann@ag.ch

Felix Ramisch

Tel.: 062 835 33 96

felix.ramisch@ag.ch

Ulrich Aeschlimann

Tel. 062 835 34 26

ulrich.aeschlimann@ag.ch

Jürgen van der Voet

Tel. 062 835 34 95

juergen.vandervoet@ag.ch

Thomas Schmid

Tel. 062 835 33 92

thomas.schmid@ag.ch

Appenzell Ausserrhoden

Departement Bau und Umwelt

Amt für Umwelt
Kasernenstrasse 17
9102 Herisau

Tel.: 071 353 65 35

Fax: 071 353 65 36

[Link](#)

Monika van den Broek

Tel.: 071 353 65 32

monika.vandenbroek@ar.ch

Appenzell Innerrhoden

Bau- und Umweltdepartement

Amt für Umweltschutz
Gaiserstrasse 8
9050 Appenzell

Tel.: 071 788 93 41

Fax: 071 788 93 59

[Link](#)

Albert Kölbener-Rusch

Tel.: 071 788 93 46

albert.koelbener@bud.ai.ch

Basel Land

Bau- und Umweltschutzdirektion

Amt für Umweltschutz und Energie Fachstelle Altlasten
Rheinstrasse 29
Postfach
4410 Liestal

Tel.: 061 552 55 05

Fax: 061 552 69 84

[Link](#)

Rainer Bachmann

Tel.: 061 552 55 41

Petra Ogermann

Tel.: 061 552 59 38

petra.ogermann@bud.bl.ch

Rüdiger Uhlmann

Tel.: 061 552 67 12

ruediger.uhlmann@bud.bl.ch

Basel Stadt

Departement für Wirtschaft, Soziales und Umwelt

Amt für Umwelt und Energie
Abt. Gewässerschutz
Fachstelle Altlasten
Hochbergerstrasse 158
4019 Basel

Tel.: 061 639 22 33

Fax: 061 639 23 23

[Link](#)

Paul Svoboda

Tel.: 061 639 22 33

paul.svoboda@bs.ch

Stephan Adam

Tel.: 061 639 22 61

stephan.adam@bs.ch

Monika Schweizer

Tel.: 061 639 22 55

monika.schweizer@bs.ch

Bern

Bau-, Verkehrs- und Energiedirektion des Kantons Bern

AWA Amt für Wasser und Abfall des Kantons Bern

Abt. Altlasten

Reiterstrasse 11

3011 Bern

Tel.: 031 633 38 11

Fax: 031 633 39 50

[Link](#)

Jean-Pierre Clément

Tel.: 031 633 39 92

jean-pierre.clement@bve.be.ch

Jürg Krebs

Tel.: 031 633 39 93

juerg.krebs@bve.be.ch

Olivier Kissling

Tel.: 031 633 39 97

olivier.kissling@bve.be.ch

Oliver Steiner

Tel.: 031 633 39 95

oliver.steiner@bve.be.ch

Rolf Tschumper

Tel.: 031 633 39 98

rolf.tschumper@bve.be.ch

Fribourg

Direction de l'aménagement, de l'environnement et des constructions

Service de l'environnement Sen
Section déchets et sites pollués
Impasse de la Colline 4
1762 Givisiez

Tel.: 026 305 37 60

Fax: 026 305 10 02

[Link](#)

Loïc Constantin

Tel.: 026 305 51 91

constantinl@fr.ch

Romano Dalla Piazza

Tel.: 026 305 37 54

romano.dallapiazza@fr.ch

Janine Zürcher

Tel. : 026 305 37 68

janine.zuercher@fr.ch

Genève

Département du territoire

Service de géologie, sols et déchets
Quai du Rhône 12
1205 Genève

Tel.: 022 546 70 70

Fax: 022 546 70 90

[Link](#)

Alain Davit

Tel : 022 546 70 73

alain.davit@etat.ge.ch

Silvio Cuccodoro

Tel.: 022 546 70 74

silvio.cuccodoro@etat.ge.ch

Glarus

Departement Bau und Umwelt

Abteilung Umweltschutz und Energie

Altlasten

Kirchstrasse 2

8750 Glarus

Tel.: 055 646 64 00

Fax: 055 646 64 58

[Link](#)

Patrik Alsdorf

Tel.: 055 646 64 63

patrik.alsdorf@gl.ch

Graubünden

Erziehungs-, Kultur- und Umweltschutzdepartement

Amt für Natur und Umwelt

Gürtelstrasse 89

7001 Chur

Tel.: 081 257 29 46

Fax: 081 257 21 54

[Link](#)

Hansruedi Aebli

Tel.: 081 257 29 97

hansruedi.aebli@anu.gr.ch

Jura

Département de l'Environnement et l'équipement

Office de l'environnement
Sites pollués
Chemin du Bel'Oiseau 12
2882 Saint-Ursanne

Tel.: 032 420 48 00

Fax: 032 420 48 11

[Link](#)

Christophe Badertscher

Tel.: 032 420 48 48

christophe.badertscher@jura.ch

Jean Fernex

Tel.: 032 420 48 46

jean.fernex@jura.ch

Luzern

Bau-, Umwelt- und Wirtschaftsdepartement

Umwelt und Energie (uwe)
Libellenrain 15
Postfach 3439
6002 Luzern

Tel.: 041 228 60 60

Fax: 041 228 64 22

[Link](#)

Andreas Wüest

Tel.: 041 228 64 22

andreas.wueest@lu.ch

David Widmer

041 228 64 22

david.widmer@lu.ch

Michael Rölli

Tel.: 041 228 64 69

michael.Roelli@lu.ch

Neuchâtel

Département du développement territorial et de l'environnement

Service de l'énergie et de l'environnement

Sites pollués

Rue du Tombet 24

2034 Peseux

Tel.: 032 889 67 30

Fax: 032 889 62 63

[Link](#)

Edgar Stutz

Tel.: 032 889 87 76

edgar.stutz@ne.ch

François Gainon

Tel.: 032 889 87 78

francois.gainon@ne.ch

Nidwalden

Landwirtschafts- und Umweltdirektion

Amt für Umwelt

Stansstaderstrasse 59

Postfach 1251

6371 Stans

Tel.: 041 618 75 04

Fax: 041 618 40 69

[Link](#)

Angela Zumbühl

Tel.: 041 618 75 09

angela.zumbuehl@nw.ch

Obwalden

Volkswirtschaftsdepartement

Amt für Umweltschutz
St. Antonistrasse 4
6061 Sarnen

Tel.: 041 666 63 27

Fax: 041 666 62 82

[Link](#)

Marco Dusi

Leiter Dienststelle Umweltschutz

Tel.: 041 666 63 02

marco.dusi@ow.ch

St. Gallen

Baudepartement

Amt für Umwelt und Energie AFU
Fachbereich Altlasten und belastete Standorte
Lämmli brunnenstr. 54
9001 St. Gallen

Tel.: 058 229 30 88

Fax: 058 229 39 64

[Link](#)

Heinrich Adler

Tel.: 071 229 42 93

heinrich.adler@sg.ch

Sybille Büsser

Tel.: 058 229 03 35

sybille.buesser@sg.ch

Magnus Hälg

Tel.: 071 229 43 42

magnus.haelg@sg.ch

Schaffhausen

Departement des Innern

Interkantonales Labor
Lebensmittelkontrolle AR, AI, GL, SH
Mühlentalstr. 188
8200 Schaffhausen

Tel.: 052 632 74 80

Fax: 052 632 74 92

[Link](#)

Iwan Stössel

Tel.: 052 632 70 59

iwan.stoessel@ktsh.ch

Raffael Fehlmann

Tel.: 052 632 76 63

raffael.fehlmann@ktsh.ch

Schwyz

Umweltdepartement

Amt für Umweltschutz
Kollegiumstrasse 28
6430 Schwyz

Tel.: 041 819 20 35

Fax: 041 819 20 49

[Link](#)

Ivo Lehmann

Tel.: 041 819 20 34

ivo.lehmann@sz.ch

Annette Giger

Tel.: 041 819 20 44

annette.giger@sz.ch

Solothurn

Bau- und Justizdepartement

Amt für Umwelt
Werkhofstrasse 5
4509 Solothurn

Tel.: 032 627 24 47

Fax: 032 627 76 93

[Link](#)

Martin Brehmer

Tel.: 032 627 20 52

martin.brehmer@bd.so.ch

Karl Stransky

Tel. 032 627 25 58

karl.stransky@bd.so.ch

Jonas Tresch

Tel. 032 627 27 80

jonas.tresch@bd.so.ch

Yvonne Kaufmann

Tel. 032 627 26 95

yvonne.kaufmann@bd.so.ch

Thurgau

Departement Bau und Umwelt

Amt für Umwelt
Bahnhofstrasse 55
8510 Frauenfeld

Tel.: 058 345 51 51

Fax: 052 345 52 52

[Link](#)

Martin Eugster

Tel.: 058 345 51 88

martin.eugster@tg.ch

Thomas Back

Tel.: 058 345 51 91

thomas.back@tg.ch

Ticino

Dipartimento del Territorio

Ufficio dei rifiuti e dei siti inquinati
Via Zorzi 13
6500 Bellinzona

Tel.: 091 814 29 71

Fax: 091 814 29 79

[Link](#)

Daniele Zulliger

Tel.: 091 814 29 15

daniele.zulliger@ti.ch

Simone Regazzi

Tel.: 091 814 29 11

simone.regazzi@ti.ch

Davide Scerpella

Tel. 091 8142903

davide.scerpella@ti.ch

Uri

Gesundheits-, Sozial- und Umweltdirektion

Amt für Umweltschutz
Abteilung Gewässerschutz
Klausenstrasse 4
6460 Altdorf

Tel.: 041 875 24 30

Fax: 041 875 20 88

[Link](#)

Lorenz Jaun

Tel.: 041 875 24 21

lorenz.jaun@ur.ch

Aron Leuthold

Tel.: 041 875 24 11

aron.leuthold@ur.ch

Vaud

Direction générale de l'environnement (DGE)

Sols, déchets et dangers naturels
Rue Caroline 11
1014 Lausanne

Tel.: 021 316 44 22

Fax: 021 316 75 12

[Link](#)

Gérald Burnier

Tel.: 021 316 75 49

gerald.burnier@vd.ch

André Kissling

Tel.: 021 316 75 29

andre.kissling@vd.ch

Valais

Verkehr, Bau und Umwelt

Dienststelle für Umweltschutz (DUS)
Rue des Creusets 5
1950 Sion

Tel.: 027 606 31 50

Fax: 027 606 31 54

[Link](#)

Stéphanie Jüstrich

Tel.: 027 606 31 48

stephanie.juestrich@admin.vs.ch

Yves Degoumois

Tel.: 027 606 31 81

yves.degoumois@admin.vs.ch

Camille Coquoz

Tel.: 027 606 31 36

camille.coquoz@admin.vs.ch

Aurélie Wegmann-Quiquerez

Tel. : 027 606 31 57

aurelie.wegmann-quiquerez@admin.vs.ch

Zug

Baudirektion

Amt für Umweltschutz
Aabachstrasse 5
Verwaltungsgebäude 1
6300 Zug

Tel.: 041 728 53 70

Fax: 041 728 53 79

[Link](#)

Christoph Troxler

Tel.: 041 728 53 75

christoph.troxler@zg.ch

Rainer Jakoby

Tel: 041 728 53 91

rainer.jakoby@zg.ch

Zürich

Baudirektion

AWEL, Abteilung Abfallwirtschaft und Betriebe
Sektion Altlasten
Weinbergstrasse 34
8090 Zürich

Tel.: 043 259 39 73

Fax: 043 259 39 33

[Link](#)

Jean-Claude Hofstetter

Tel.: 043 259 39 86

jeanclaude.hofstetter@bd.zh.ch

Fürstentum Liechtenstein

Amt für Umwelt
Dr. Grass-Strasse 12
9490 Vaduz

Tel.: 423 236 64 00
Fax: 423 236 64 11

[Link](#)

Theodor Banzer
Tel.: 423 236 61 88
theodor.banzer@llv.li

7. Chapitre : Législation - produits chimiques

7.1 Structure du droit des produits chimiques

L'objectif du droit des produits chimiques est de protéger les gens et l'environnement contre les effets toxiques des produits chimiques. Tout est subordonné à la loi sur la protection de l'environnement et sur les produits chimiques. Le principe est défini pour la pratique dans de nombreuses ordonnances.

Objectifs du droit des produits chimiques

Les bases légales suivantes réglementent la protection contre les effets nocifs par les produits chimiques.

Lois et ordonnances sur le droit des produits chimiques

Lois

- Loi sur les produits chimiques
- Loi sur la protection de l'environnement
- Partiellement d'autres lois comme par exemple la loi sur les produits thérapeutiques

Ordonnances du Conseil fédéral

- Ordonnance sur les bonnes pratiques de laboratoire
- Ordonnance sur les émoluments relatifs aux produits chimiques
- Ordonnance sur la réduction des risques liés aux produits chimiques
- Ordonnance sur les produits chimiques
- Ordonnance sur les produits biocides
- Règlement sur le consentement préalable informé
- Ordonnance sur les produits phytosanitaires

Ordonnances des départements (DFI ou DETEC)

- Classification et étiquetage officiels des substances
- Personne de contact pour les produits chimiques
- Connaissances techniques requises pour la remise de certaines substances et préparations dangereuses
- Permis pour l'emploi des désinfectants pour l'eau des piscines publiques
- Permis pour l'emploi des pesticides en général
- Permis pour l'emploi des fumigants
- Permis pour l'emploi de produits phytosanitaires dans l'agriculture et l'horticulture
- Permis pour l'emploi de produits phytosanitaires dans des domaines spéciaux
- Permis pour l'emploi de produits phytosanitaires dans l'économie forestière
- Permis pour l'emploi de produits pour la conservation du bois
- Permis pour l'utilisation des fluides frigorigènes

7.1.1 Ordonnance sur la protection contre les substances et les préparations dangereuses (Ordonnance sur les produits chimiques, OChim)

Ordonnance sur les produits chimiques

L'OChim réglemente les dispositions générales pour les produits chi-

miques (substances et préparations). L'OChim est l'ordonnance ayant le plus vaste champ d'application parmi toutes celles relatives au droit des produits chimiques. Elle fait donc office de réglementation de base.

L'ordonnance sur les produits chimiques réglemente les points suivants :

- Classification, étiquetage, emballage et gestion des substances et préparations dangereuses.
- Conditions pour le transport de substances et préparations dangereuses.
- Traitement des données sur les substances et préparations par les autorités d'exécution.

Champ d'application (art. 1 al. 1-5 OChim)

| Champ d'application | Champ d'application restreint | Exclusion du champ d'application |
|----------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Substances et préparations | Produits biocides et leurs substances actives Substances et préparations radioactives (uniquement pour les propriétés chimiques) Cosmétiques | Transport Transit Denrées alimentaires, médicaments, dispositifs médicaux ou aliments pour animaux Armes Déchets |

SGH et CLP

7.1.2 Règlement CLP

Il s'agit du règlement sur la classification, l'étiquetage et l'emballage des substances et des mélanges en vigueur depuis 2009 :

Objectifs :

- Introduction du SGH de l'ONU (Globally Harmonized System for Classification and Labelling of Chemicals), le système global harmonisé pour la classification et l'étiquetage des produits chimiques.
- Poursuite de la liste avec des classifications et des étiquetages harmonisés de certaines substances dangereuses.
- Introduction d'un registre des classifications et étiquetages pour toutes les substances transportées.

Le SGH est un système modulaire (Building block approach) devant couvrir aussi bien les exigences du transport que la gestion des produits chimiques. Avec le règlement CLP, l'UE a pris les éléments modulaires qui étaient les plus proches de son système en place.

| Vue d'ensemble des principaux délais | |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| Classification et désignation obligatoires pour les mélanges selon le règlement CLP | 01.06.2015 |
| Arrivée à expiration du délai transitoire pour les préparations déjà en circulation en date du 01.06.15 et désignées selon le droit actuellement en vigueur (article 61, alinéa 4 du règlement CLP) | 01.06.2017 |

Le site Internet www.cheminfo.ch présente de plus amples informations sur le droit des produits chimiques. Plusieurs fiches techniques y compris sur le brevet pour l'utilisation des liquides frigorigènes sont proposées par le site www.chemsuisse.ch.

7.2 Classification et systèmes de signalisation

Les substances et préparations dangereuses selon OChim sont classées en fonction de leurs propriétés physico-chimiques et du danger qu'elles représentent pour la santé et l'environnement.

7.2.1 Système de classification et de signalisation selon SGH

La classification et la désignation des produits selon SGH comprennent les éléments suivants :

- Symbole de danger
- Catégorie
- Mot d'avertissement (danger ou attention)
- Phrases H (phrases de risque)
- Phrases P (conseils de sécurité)



Exemples de phrases H

- H 224 Liquide et vapeurs extrêmement inflammables.
- H 290 Peut être corrosif pour les métaux.
- H 332 Nocif par inhalation.
- H 350 Peut provoquer le cancer.
- H 400 Très toxique pour les organismes aquatiques.

Exemples de phrases P

- P 222 Ne pas laisser au contact de l'air.
- P 284 Porter un équipement de protection respiratoire.
- P 331 Ne pas faire vomir
- P 402 Stocker dans un endroit sec.

Modèle d'étiquette selon SGH

| | |
|-------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| GEFAHR | <p>METHANOL</p> <p>Gefahrenhinweise H225 Flüssigkeit und Dampf leicht entzündbar. H331 Giftig bei Einatmen. H311 Giftig bei Hautkontakt. H301 Giftig bei Verschlucken. H370 Schädigt die Organe.</p> <p>Sicherheitshinweise P210 Von Hitze/Funken/offener Flamme/heißen Oberflächen fernhalten. Nicht rauchen. P233 Behälter dicht verschlossen halten. P280 Schutzhandschuhe/Schutzkleidung / Augenschutz / Gesichtsschutz tragen. P302 + 352 Bei Berührung mit der Haut: mit viel Wasser und Seife waschen. P307 + 310 Bei Exposition: Sofort Giftinformationszentrum oder Arzt anrufen.</p> <p>Muster GmbH, Beispielstrasse 1, CH-9876 Musterhausen Fon / Fax / E-Mail</p> |
|-------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

7.2.2 Signalétique orange / noire, l'« ancien » système

La classification et la désignation des produits selon l'ancien système comprennent les éléments suivants :

- Symbole de danger
- Désignation du danger
- Phrases R (phrases de risque)
- Phrases S (conseils de sécurité)



Exemples de phrases R :

- R 10 Inflammable.
- R 14 Réagit violemment au contact de l'eau.
- R 35 Provoque de graves brûlures.
- R 40 Effet cancérigène suspecté.
- R 56 Toxique pour les organismes du sol.
- R 61 Risque pendant la grossesse d'effets néfastes pour l'enfant.
- R 39/27/28 Très toxique : danger d'effets irréversibles très graves par contact avec la peau et par ingestion.

Exemples de phrases S

- S 53 Eviter l'exposition, se procurer des instructions spéciales avant l'utilisation.
- S 60 Eliminer le produit et son récipient comme un déchet dangereux.
- S 62 En cas d'ingestion, ne pas faire vomir. Consulter immédiatement un médecin et lui montrer l'emballage ou l'étiquette.
- S 1/2 Conserver sous clé et hors de portée des enfants.
- S 3/9/49 Conserver uniquement dans le récipient d'origine dans un endroit frais et bien ventilé.
- S 20/21 Ne pas manger, ne pas boire et ne pas fumer pendant l'utilisation.

Modèle d'étiquette avec la désignation noire / orange.

| | |
|-------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|  | <p>METHANOL</p> <p>Gefahrenhinweise (R-Sätze) (R11 Leichtentzündlich.) R23/24/25 Giftig beim Einatmen, bei Berührung mit der Haut und beim Verschlucken. R39/23/24/25 Giftig: Ernste Gefahr irreversiblen Schadens durch Einatmen, Berührung mit der Haut und durch Verschlucken.</p> |
| <p>F - Leichtentzündlich</p> | <p>Sicherheitsratschläge (S-Sätze) S1/2 Unter Verschluss und für Kinder unzugänglich aufbewahren. S7 Behälter dicht geschlossen halten. S16 Von Zündquellen fernhalten – Nicht rauchen. S36/37Bei der Arbeit geeignete Schutzhandschuhe und Schutzkleidung tragen. S45 Bei Unfall oder Unwohlsein sofort Arzt hinzuziehen (wenn möglich, dieses Etikett vorzeigen).</p> |
|  | <p>Muster GmbH, Beispielstrasse 1, CH-9876 Musterhausen Fon / Fax / E-Mail</p> |
| <p>Enthält Methanol EG-Nr. 200-659-6</p> | |

7.3 La fiche de données de sécurité

La fiche de données de sécurité (FDS) doit être remise par le fabricant ou le point de vente en cas de livraison professionnelle. Elle fournit toutes les informations sur les risques ainsi que sur les mesures de protection et d'urgence relatives à la manipulation de substances et préparations dangereuses.

Les exigences et le contenu de la FDS sont stipulés dans OChim et dans le règlement REACH.

Les bases sont définies dans OChim (art. 16-23) et les exigences en matière de contenu du chapitre 16 de la FDS sont détaillées dans l'annexe 2 au REACH.

7.3.1 Objectifs et exigences

Les exigences à l'égard de la FDS correspondent à celles de l'UE et sont réglementées dans le règlement REACH.

Une FDS est nécessaire pour les substances suivantes (art. 19 OChim) :

- Substances et préparations dangereuses (art. 3)
- Substances PBT et vPvB (art.6a)
- Substances de l'annexe 3 (listes des substances extrêmement préoccupantes, liste de candidats)
- Préparations non dangereuses au titre de l'article 3 et contenant au moins l'une des substances suivantes :
 - substance dangereuse pour la santé ou pour l'environnement dans une concentration individuelle $\geq 1\%$ poids pour les préparations non gazeuses et $\geq 0.2\%$ volume pour les préparations gazeuses
 - substance PBT ou vPvB dans une concentration individuelle $\geq 0.1\%$ poids
 - substance figurant à l'annexe 3 OChim dans une concentration individuelle $\geq 0.1\%$ poids
 - substance pour laquelle les directives 2000/39/CE, 2006/15/CE ou 2009/161/UE fixent une valeur limite d'exposition professionnelle.

Il n'est pas nécessaire d'établir une fiche de données de sécurité pour :

- Substances et préparations exclusivement fabriquées ou importées pour un usage propre
- Cosmétiques
- Denrées alimentaires
- Médicaments et dispositifs médicaux
- Aliments pour animaux
- Armes et munitions
- Déchets

La FDS doit être élaborée par des personnes disposant des connaissances spécialisées nécessaires (chimie, écotoxicologie, hygiène du travail, droit des produits chimiques, etc.). Les exigences ne sont pas réglementées par la loi en Suisse.

Le document doit être remis gratuitement sur papier dans une langue officielle ou sous forme électronique par accord amiable (art. 21 OChim).

Le destinataire doit conserver la FDS tant que le produit est utilisé. Elle doit s'organiser pour que les personnes utilisant les produits soient en mesure de mettre en œuvre les mesures requises pour la protection environnementale et sanitaire et la sécurité sur le lieu de travail (art. 23 OChim).

7.3.2 Contenu de la fiche de données de sécurité

La fiche de données de sécurité est divisée en 16 chapitres :

| | |
|-------------|--------------------------------------------------------------|
| Chapitre 1 | Désignation des substances / préparations et de l'entreprise |
| Chapitre 2 | Dangers potentiels |
| Chapitre 3 | Composition / informations sur les composants |
| Chapitre 4 | Premiers secours |
| Chapitre 5 | Mesures de lutte contre l'incendie |
| Chapitre 6 | Mesures à prendre en cas de dispersion accidentelle |
| Chapitre 7 | Manipulation et stockage |
| Chapitre 8 | Contrôles de l'exposition et protection individuelle |
| Chapitre 9 | Propriétés physiques et chimiques |
| Chapitre 10 | Stabilité et réactivité |
| Chapitre 11 | Informations toxicologiques |
| Chapitre 12 | Informations écologiques |
| Chapitre 13 | Considérations relatives à l'élimination |
| Chapitre 14 | Informations relatives au transport |
| Chapitre 15 | Informations réglementaires |
| Chapitre 16 | Autres indications |

7.3.3 Résumé de la fiche de données de sécurité dans un mode d'emploi

Les fiches de données de sécurité étant très volumineuses, il est judicieux d'élaborer des modes d'emploi pour toutes les substances et préparations dangereuses. Ces modes d'emploi se présentent sur une feuille A4 et contiennent toutes les informations importantes pour une utilisation sûre et les mesures d'urgence.

| Muster Betriebsanleitung Treibstoff | |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| GEFAHRSTOFFBEZEICHNUNG | |
| Treibstoff Entzündlich, reizend, UN 1203 Anwendung: Treibstoff für Benzin-Motoren | |
| GEFAHREN FÜR MENSCH UND UMWELT | |
|    Gefahr | Entzündbare Flüssigkeit Kat.1 (GHS02) Aspirationsgefahr Kat.1 (GHS08) Sensibilisierung der Haut Kat.1B (GHS07) Spezifische Zielorgantoxizität (einmalige Exposition) Kat.3 (GHS07) Gewässergefährdend chronisch Kat.4 Flüssigkeit und Dampf extrem entzündbar (H224). Kann bei Verschlucken und Eindringen in die Atemwege tödlich sein (H304). Verursacht Hautreizungen (H315). Kann Schläfrigkeit und Benommenheit verursachen (H336). Kann für Wasserorganismen schädlich sein, mit langfristiger Wirkung (H413). FP: < 0°C |
| UN 1203 | |
| SCHUTZMASSNAHMEN UND VERHALTENSREGELN | |
|    | Von Nahrungsmitteln, Getränken und Futtermitteln fernhalten. Beschmutzte, getränkte Kleidung sofort ausziehen. Vor den Pausen und bei Arbeitsende Hände waschen. Gase/Dämpfe/Aerosole nicht einatmen. Atmenschutz: Keine spezifische Empfehlung angegeben, aber Atemschutz kann unter Umständen bei aussergewöhnlich hoher Luftverschmutzung dennoch erforderlich sein. Atemschutzgerät mit Filter TypA. Handschutz: Handschuhe aus Neopren, Nitril, Polyethylen oder PVC tragen. Augenschutz: Dichtschliessende Schutzbrille. Lagerung: LK 3A |
| 118 | |
| VERHALTEN IM GEFAHRFALL | |
|  | Verletzte Personen unter Selbstschutz aus der Gefahrenzone bringen. Alarmieren weiterer Personen. Zone absichern. Löschmittel: Löschpulver, Kohlendioxid oder Schaum. Ungeeignete Löschmittel: Kein Wasser verwenden. Weitere Angaben: Flüssigkeit und Dampf leicht entzündbar. |
| 144 | |
| ERSTE HILFE | |
|  | Nach Einatmen: Frischluftzufuhr, bei Beschwerden Arzt aufsuchen. Nach Hautkontakt: Sofort mit Wasser und Seife waschen. Kontaminierte Kleidung sofort ausziehen. Nach Augenkontakt: Sofort Augen bei geöffnetem Lidspalt mehrere Minuten mit fliessendem Wasser spülen. Kontaktlinsen nach Möglichkeit entfernen. Arzt konsultieren. Nach Verschlucken: KEIN Erbrechen herbeiführen. Arzt konsultieren. |
| SACHGERECHTE ENTSORGUNG | |
|  | Die Entsorgung erfolgt für Anwender generell über die Logistik. Die Entsorgung richtet sich nach der VeVA mit dem Code 13 07 02 S Benzin (Abfälle aus flüssigen Brennstoffen). Abfälle nur an Entsorgungsunternehmen übergeben, welche eine Bewilligung besitzen. |
| WEITERE INFORMATIONEN | |
| Interne Nummer zur Meldung von Zwischenfällen: Leitstelle 88888888 Das Original des Sicherheitsdatenblatts finden Sie im Intranet unter www..... | |
| MUSTER | Datum 22.05.2015 Erstellt von EcoServe International AG |

7.4 Mesures d'organisation dans l'entreprise

Pour l'entreprise même, l'application de la législation entraîne les mesures suivantes :

- Désignation de la « personne de contact » pour les produits chimiques
- Le cas échéant, communication du nom de la personne de contact
- Gestion des produits dans l'entreprise
- Respecter les directives relatives à la manipulation / au stockage des produits
- Actualiser et conserver les fiches de données de sécurité, le cas

échéant élaborer des modes d'emploi

- Permis pour l'utilisation des fluides frigorigènes
- Information / formation du personnel
- Logistique garantie

7.5 La personne de contact

Les points suivants sont pertinents sur la base de l'ordonnance relative à la personne de contact pour les produits chimiques :

Art.1 : les entreprises et les établissements d'enseignement qui utilisent des substances et des préparations dangereuses doivent désigner une personne de contact et communiquer son nom à l'autorité cantonale d'exécution.

Selon la nouvelle législation, on n'a plus de responsable des toxiques. La fonction de responsable des toxiques a été supprimée et remplacée, à la demande des cantons, par la personne de contact pour les produits chimiques. Sa tâche principale se situe au niveau de l'organisation. La personne de contact doit connaître les particularités de l'entreprise et connaître les responsabilités qui en découlent. Elle doit savoir comment les responsabilités sont réparties dans l'entreprise et si cette dernière exerce des activités qui requièrent une autorisation selon l'ordonnance ORRChim. Dans une PME, c'est le patron ou le responsable de la sécurité qui peuvent être désignés pour cette tâche.

Personne de contact pour les produits chimiques (avant : responsable des toxiques)

7.6 Liste de contrôle sur les produits chimiques

Remplie le :

Signature :

| Liste de contrôle | en ordre | pas en ordre | Justifications / dispositions prises |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------|
| 1. Le chapitre sur les produits chimiques a-t-il été lu et compris ? | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | |
| 2. S'occupe-t-on des substances et préparations dangereuses dans l'entreprise ? | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | |
| 3. Les substances et préparations dangereuses sont-elles correctement désignées (noir/orange ou SGH) ? | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | |
| 4. Les dangers des substances et préparations dangereuses sont-ils connus ? | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | |
| 5. Les fiches techniques de sécurité sont-elles présentes pour les substances et préparations dangereuses ? | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | |
| 6. Les mesures de protection sont-elles en place pour garantir une manipulation sûre des substances et préparations dangereuses : - Equipements de protection personnelle - Matériel de premiers secours - Extincteurs - Le cas échéant liants - Numéro d'urgence affiché | <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> | |
| 7. A-t-on un interlocuteur pour les produits chimiques dans l'entreprise ? | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | |
| 8. Certains produits peuvent-ils être remplacés par des produits moins dangereux ? | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | |

Annexe 7.A

Adresses des services cantonaux responsables du droit des produits chimiques

Chemikalienfachstellen der Schweiz

Aargau



Adresse

Amt für Verbraucherschutz

Chemiesicherheit
Obere Vorstadt 14
5000 Aarau
Tel. 062 835 30 90
Fax 062 835 30 89

Appenzell Innersiden



Amt für Umweltschutz

Gaiserstrasse 8
9050 Appenzell
Tel. 071 788 93 41
Fax 071 788 93 59

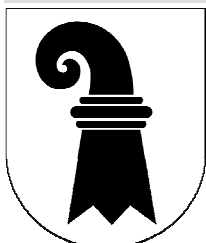
Appenzell Aussersiden



Amt für Umwelt

Abteilung Wasser und Stoffe
Kasernenstrasse 17
9102 Herisau
Tel. 071 353 65 35
Fax 071 353 65 36

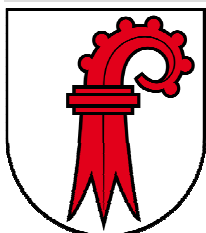
Basel-Stadt



Kantonales Laboratorium Basel-Stadt

Kontrollstelle für Chemie- und Biosicherheit (KCB)
Kannenfeldstrasse 2 / Postfach
4012 Basel
Tel. 061 385 25 00
Fax 061 385 25 09

Basel-Landschaft



Amt für Umweltschutz und Energie

Fachstelle Betriebe
Rheinstrasse 29
4410 Liestal
Tel. 061 552 53 72
Fax 061 552 69 8

Bern



Kantonales Laboratorium Bern

Abteilung Umweltsicherheit
Muesmattstrasse 19 / Postfach
3000 Bern 9
Tel. 031 633 11 41
Fax 031 633 11 98

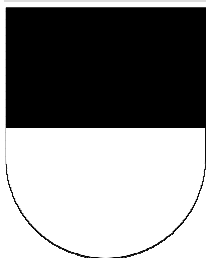
Chemikalienfachstellen der Schweiz

Fürstentum Liechtenstein



Amt für Umwelt
Abfall, Chemikalien
Postfach 684
9490 Vaduz (FL)
Tel. 00423 236 61 91
Fax 00423 236 61 99

Fribourg



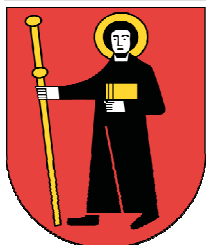
Service de la sécurité alimentaire et des affaires vétérinaires (SAAV)
Amt für Lebensmittelsicherheit und Veterinärwesen (LSVW)
Inspectorat produits chimiques
Chemin du Musée 15
1700 Fribourg
Tel. 026 305 80 10
Fax 026 305 80 19

Genève



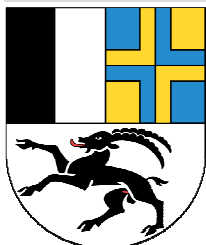
Service du pharmacien cantonal
Section des produits chimiques
Avenue de Beau-Séjour 24
1206 Genève
Tel. 022 546 51 90
Fax 022 546 51 89

Glarus



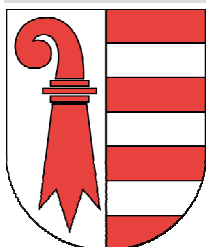
Lebensmittel- und Giftinspektorat
Ennetbühlstr. 6
8750 Glarus
Tel. 055 646 61 42
Fax 055 646 61 47

Graubünden



Amt für Lebensmittelsicherheit und Tiergesundheit
Chemikaliensicherheit
Planaterrastrasse 11
7001 Chur
Tel. 081 257 24 15
Fax 081 257 21 49

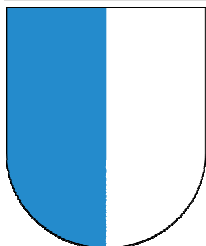
Jura



Office de l'environnement (ENV)
Domaine "Eau et Environnement"
Les Champs Fallat
2882 Saint-Ursanne
Tel. 032 420 48 18
Fax 032 420 48 01

Chemikalienfachstellen der Schweiz

Luzern



Lebensmittelkontrolle & Verbraucherschutz

Chemikaliensicherheit
Meyerstrasse 20 / Postfach 3439
6002 Luzern
Tel. 041 228 64 24
Fax 041 248 84 24

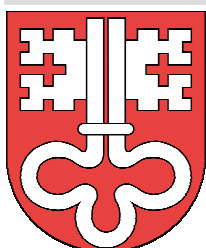
Neuchâtel



Service de l'énergie et de l'environnement (SENE)

Domaine environnement
Rue du Tombet 24
2034 Peseux
Tel. 032 889 67 30
Fax 032 889 62 63

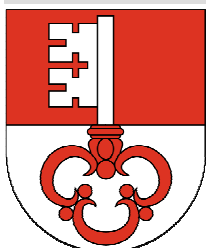
Nidwalden



Laboratorium der Urkantone

Föhneneichstr. 15
6440 Brunnen
Tel. 041 825 41 41
Fax 041 825 41 40

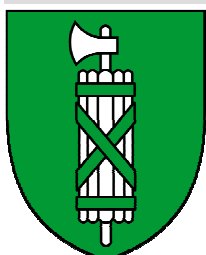
Obwalden



Laboratorium der Urkantone

Föhneneichstr. 15
6440 Brunnen
Tel. 041 825 41 41
Fax 041 825 41 40

St.Gallen



Amt für Verbraucherschutz und Veterinärwesen

Abteilung Wasser- und Chemikalien-Inspektorat
Blarerstr. 2
9001 St.Gallen
Tel. 058 229 28 00
Fax 058 229 28 01

Schaffhausen

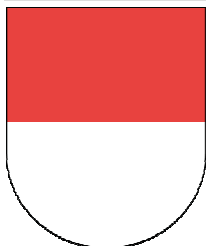


Interkantonales Labor

Abteilung Wasser-Risikovorsorge
Mühlentalstr. 184 / Postfach
8201 Schaffhausen
Tel. 052 632 74 80
Fax 052 624 72 35

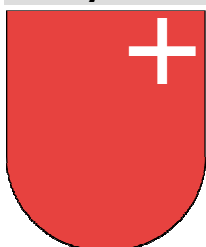
Chemikalienfachstellen der Schweiz

Solothurn



Amt für Umwelt
Abteilung Stoffe
Werkhofstrasse 5
4509 Solothurn
Tel. 032 627 24 43
Fax 032 627 25 98

Schwyz



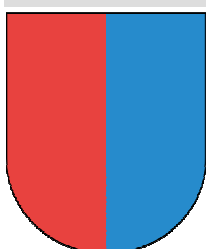
Laboratorium der Urkantone
Föhneneichstr. 15
6440 Brunnen
Tel. 041 825 41 41
Fax 041 825 41 40

Thurgau



Kantonales Laboratorium
Chemikalienkontrolle
Spannerstrasse 20
8510 Frauenfeld
Tel. 058 345 53 00
Fax 058 345 53 01

Ticino



SPAAS (Sezione per la protezione dell'aria, dell'acqua e del suolo)
Ispettorato prodotti chimici
Via Franco Zorzi 13
CH-6500 Bellinzona
Tel. 091 814 29 08
Fax 091 814 29 79

Uri



Laboratorium der Urkantone
Föhneneichstr. 15
6440 Brunnen
Tel. 041 825 41 41
Fax 041 825 41 40

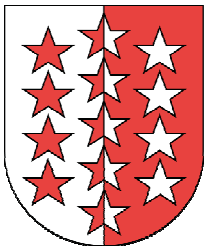
Vaud



Direction générale de l'environnement
Produits chimiques
Chemin des Boveresses 155
1066 Epalinges
Tel. 021 316 43 60
Fax 021 316 43 95

Chemikalienfachstellen der Schweiz

Wallis / Valais



Service de la consommation et affaires vétérinaires

Section des produits chimiques

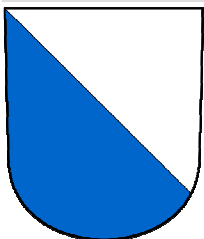
Rue du Pré d'Amédée 2

1951 Sion

Tel. 027 606 49 50

Fax 027 606 49 54

Zürich



Kantonales Labor Zürich

Abteilung Chemikalien

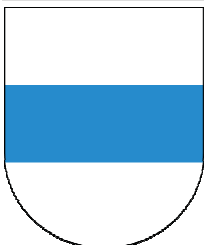
Fehrenstr. 15 / Postfach

8032 Zürich

Tel. 043 244 71 00

Fax 043 244 71 01

Zug



Amt für Verbraucherschutz (AVS)

Lebensmittelkontrolle

Chemikalienfachstelle

Zugerstrasse 50

6312 Steinhausen

Tel: 041 723 74 83

Fax: 041 723 74 01

Annexe 7.B

Récapitulatif des notices informatives cantonales sur le droit des produits chimiques



Merkblätter der chemsuisse

| Nr. | Titel | Sprache/Version |
|---------|---------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| A01 | Hersteller und Importeure | D 5.0 / F 5.0 / I 5.0 |
| A02 | <i>aufgehoben, siehe A01</i> | - |
| A03 | Berufliche Verwender | D 5.0 / F 5.0 / I 5.0 |
| A04 | Detailhandel | D 5.0 / F 5.0 / I 5.0 |
| A05 | Grosshandel | D 5.0 / F 5.0 / I 5.0 |
| A07 | <i>Privatpersonen (aufgehoben)</i> | - |
| A08 | Import zur gewerblichen Verwendung | D 5.0 / F 5.0 / I 5.0 |
| A09 | Schulen | D 5.0 / F 5.0 / I 5.0 |
| A10 | Fachbewilligung Desinfektion von Badewasser | D 5.0 / F 5.0 / I 5.0 |
| A11 | GHS-Kennzeichnung – Information für Verwender | D 5.2 / F 5.2 / I 5.2 |
| A12 | EU-Gefahrenkennzeichnung – Information für Verwender | D 5.0 / F 5.0 / I 5.0 |
| A13 | Fachbewilligung Holzschutz | D 5.0 / F 5.0 / I 5.0 |
| A14 | Fachbewilligung für die Verwendung von Pflanzenschutzmitteln | D 5.0 / F 5.0 / I 5.0 |
| A15 | Fachbewilligung für die allgemeine Schädlingsbekämpfung | D 5.0 / F 5.0 / I 5.0 |
| A16 | Fachbewilligung für die Schädlingsbekämpfung mit Begasungsmitteln | D 5.0 / F 5.0 / I 5.0 |
| A17 | Fachbewilligung für den Umgang mit Kältemitteln | D 5.0 / F 5.0 / I 5.0 |
| B01 | Stoffe in Verkehr bringen | D 5.0 / F 5.0 / I 5.0 |
| B02 | Zubereitungen in Verkehr bringen | D 5.0 / F 5.0 / I 5.0 |
| B03 | Biozide in Verkehr bringen | D 5.1 / F 5.1 / I 5.1 |
| B04 | Pflanzenschutzmittel in Verkehr bringen | D 5.0 / F 5.0 / I 5.0 |
| B05 | Dünger in Verkehr bringen | D 5.0 / F 5.0 / I 5.0 |
| C01 | Allgemeines zum Chemikalienrecht | D 5.0 / F 5.0 / I 5.0 |
| C02 | Sicherheitsdatenblatt | D 5.0 / F 5.0 / I 5.0 |
| C03 | Chemikalien-Ansprechperson | D 5.1 / F 5.1 / I 5.1 |
| C04 | Sachkenntnis | D 5.0 / F 5.0 / I 5.0 |
| C05 | <i>aufgehoben, siehe A10, A13-A17</i> | - |
| C06 | Selbstkontrolle | D 5.0 / F 5.0 / I 5.0 |
| D01 | Offenabgabe von Chemikalien in Apotheken und Drogerien | D 5.2 / F 5.2 / I 5.2 |
| D02 | <i>aufgehoben, siehe A04</i> | - |
| D03 | <i>aufgehoben, siehe A05</i> | - |
| D04 | Herstellung, Import und Abgabe von Pfeffersprays | D 5.0 / F 4.0 / I 5.0 |
| D05_EU | Ätherische Öle – EU-Kennzeichnung | D 5.1 / F 5.1 / I 5.1 |
| D05_GHS | Ätherische Öle – GHS-Kennzeichnung | D 5.1 / F 5.1 / I 5.1 |
| D06 | <i>aufgehoben, siehe C06, B01-B05</i> | - |
| D07 | Verkauf gefährlicher Chemikalien an Messen | D 5.0 / F 5.0 / I 5.0 |
| D08 | Kennzeichnung von Biozidprodukten | D 5.1 / F 5.1 / I 5.1 |
| D09 | Zement und zementhaltige Produkte | D 5.0 / F 5.0 / I 5.0 |
| D10 | Beschränkung einiger gefährlicher Stoffe in Elektro- und Elektronikgeräte | D 5.1 / F 5.1 / I 5.1 |
| D11 | Kennzeichnung von Stoffen und Zubereitungen | D 5.1 / F 5.1 / I 5.1 |
| D12 | MDI-haltige Produkte (Isocyanate) | D 5.1 / F 5.1 / I 5.1 |
| F01 | Formular zur Mitteilung der Chemikalien-Ansprechperson | D 5.0 / F 5.0 / I 5.0 |
| G01 | Recherche im EU-Recht | D 5.0 / F 2.0 / I 5.0 |
| S01 | Veranstalter von Kursen zum Chemikalienrecht | D 5.1 / - / I 5.0 |
| S02 | Dienstleistungsunternehmen | D 5.7 / - / I 5.7 |

Haftungsausschluss

Obwohl die chemsuisse mit aller Sorgfalt auf die Richtigkeit der veröffentlichten Informationen achtet, kann hinsichtlich der inhaltlichen Richtigkeit, Genauigkeit, Aktualität, Zuverlässigkeit und Vollständigkeit dieser Informationen keine Gewährleistung übernommen werden.

Die chemsuisse behält sich ausdrücklich vor, jederzeit Inhalte ohne Ankündigung ganz oder teilweise zu ändern, zu löschen oder zeitweise nicht zu veröffentlichen.

Haftungsansprüche gegen die chemsuisse wegen Schäden materieller oder immaterieller Art, welche aus dem Zugriff oder der Nutzung bzw. Nichtnutzung der veröffentlichten Informationen entstanden sind, werden ausgeschlossen.

Chapitre 8 : Droit des marchandises dangereuses

8.1 Introduction

Les directives sur les marchandises dangereuses sont principalement réglementées dans l'ADR (accord européen relatif au transport international des matières dangereuses par route). Ces dernières ne concernent donc pas que la Suisse. Elles s'appliquent également dans tout l'espace européen. Ces directives ont pour but de garantir un transport sûr de marchandises dangereuses sur la route. Pour ce faire, elles définissent les marchandises dangereuses et les mesures à prendre. Les principales mesures sont le choix d'un emballage testé, la désignation des emballages, la formation du conducteur, l'équipement du véhicule, etc.

Directives relatives aux marchandises dangereuses ADR

L'ordonnance relative au transport des marchandises dangereuses par route, SDR, met en vigueur l'ADR en Suisse. Elle comprend également des mesures complémentaires applicables uniquement au niveau national. Certaines marchandises dangereuses ne peuvent par exemple être transportées que dans des quantités limitées, avec accord ou ne peuvent être transportées dans certains tunnels suisses.

SDR

En cas de transport et de chargement de plus d'une certaine quantité de marchandises dangereuses, les entreprises suisses sont obligées de nommer un conseiller sécurité responsable des marchandises dangereuses. L'ordonnance sur les conseillers à la sécurité (OCS) réglemente la nomination et la formation de conseillers sécurité (CS). Les garages et carrosseries ne sont normalement pas soumis à l'OCS. L'entreprise doit satisfaire aux exigences de l'OCS si elle est active dans certains domaines p.ex. entreposage provisoire de réservoirs pour les stations-service ou entreprises de peinture (vieux diluants...) ou si elle effectue d'importants transports de marchandises dangereuses ou des transports de marchandises très dangereuses. En cas de doute, le mieux est de se faire conseiller par un professionnel, par exemple EcoServe International AG, www.ecoserve.ch.

OCS / GGBV

Le site Internet de l'Office fédéral des routes (OFROU) publie les directives applicables. L'exécution incombe aux offices cantonaux et à la police.

www.astra.admin.ch

8.2 Obligations pour toutes les entreprises selon l'ADR

Les entreprises transportant des marchandises dangereuses (ce qui comprend le renvoi d'emballages pleins aux fournisseurs ou les transports d'élimination) doivent respecter les directives suivantes :

- **Directives d'emballage** : Les marchandises dangereuses ne peuvent être transportées que dans des emballages ONU testés. De tels emballages se reconnaissent à la présence d'un code spécial.

Exemples
ONU 1A1/Y1.4/150/
11 /NL/VL 824

Les emballages en matière synthétique ne peuvent être utilisés pour les marchandises dangereuses que pendant un maximum de 5 ans. L'année de fabrication est également marquée sur l'emballage.

- **Directives d'étiquetage** : L'emballage doit comporter le numéro ONU de la marchandise dangereuse avec ONU clairement et durablement indiqué devant.
- **Directives de signalisation** : Le ou les panneaux de danger correspondants (10 x 10 cm) doivent être apposés sur l'emballage (cf. 8.3 Dangers selon l'ADR et panneaux de danger)
- **Équipement du véhicule** : Le véhicule de transport doit disposer au minimum d'un extincteur de 2 kg. Selon la taille du véhicule ou la quantité de marchandises dangereuses, des équipements supplémentaires ou des extincteurs de plus grande capacité sont nécessaires.
- **Obligation de documentation** : Un document de transport comportant des indications sur la marchandise dangereuse (numéro ONU, désignation, dangers et groupe d'emballage), la quantité transportée, l'emballage, le nombre d'unités envoyées, l'adresse de l'expéditeur et celle du destinataire.
Exemple, ONU 1993, Déchet, Liquide inflammable n.s.a. (vieux diluant), 3, groupe d'emballage II, 1 fût en acier, total 200 kg et adresses.
- **Autres directives** : Des directives écrites, une signalétique orange du véhicule ou une formation spéciale du conducteur, etc. ne sont nécessaires que lorsque la quantité transportée dépasse une certaine limite. Dans ce cas, il convient de nommer un conseiller sécurité qui contrôle le respect des obligations.

ONU 1993



Extincteurs, etc.

Documents de transport
Event. directives écrites

Signalétique orange


























8.3 Les panneaux de danger selon l'ADR

Les substances pouvant avoir des incidences nocives de différents types sur l'homme, la faune ou la flore pendant leur transport sont classées dans l'ADR en fonction de leurs propriétés physiques, chimiques ou biologiques.

Les panneaux de danger évoquent différents types de dangers. Une marchandise dangereuse est toujours attribuée à un danger principal → catégorie de danger. Il peut toutefois également présenter des risques secondaires. Le méthanol entre par exemple dans la catégorie des liquides inflammables mais présente comme danger secondaire la toxicité. Il convient par conséquent d'apposer les deux panneaux de danger sur un conteneur de méthanol.

13 dangers principaux

Voici les 13 catégories de dangers avec leurs panneaux :

| Cat. | Dangers | Panneau | Exemples |
|------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------|
| 1 | Matières explosives et objets contenant des substances explosives |     | Bombes, explosifs, munitions |
| 2 | Gaz |     | Propane, hélium, chlore, air |
| 3 | Liquides inflammables |   | Ethanol, essence |
| 4.1 | Matières solides inflammables, matières autoréactives et autres matières explosives désensibilisées |  | Soufre |
| 4.2 | Matières sujettes à l'inflammation spontanée |  | Phosphore blanc |
| 4.3 | Matières qui, au contact de l'eau, dégagent des gaz inflammables |   | Sodium |
| 5.1 | Matières comburantes |  | Peroxyde d'hydrogène |
| 5.2 | Peroxydes organiques |  | Peroxyde de benzoyle |
| 6.1 | Substances toxiques |  | Cyanure de potassium |
| 6.2 | Matières infectieuses |  | Microorganismes |
| 7 | Matières radioactives |     | Acétate d'uranyle |
| 8 | Matières corrosives |  | Acide chlorhydrique |
| 9 | Matières et objets dangereux divers |  | Amiante |
| | Désignation supplémentaire pour les marchandises dangereuses de nature polluante |  | |

8.4 Le conseiller sécurité (CS)

Toutes les entreprises au contact avec les marchandises dangereuses entrent dans le domaine d'application de l'OCS. Un conseiller sécurité doit être nommé si les quantités transportées atteignent ou dépassent les franchises quantitatives fixées par unité de transport selon le tableau de l'ARD contenu dans le sous-paragraphe 1.1.3.6 (réglementation des 1000 points).

ONU 1993, groupe d'emballage II (point d'inflammation inférieur à 23°C) : dans cette catégorie, la franchise n'est que de 333 litres ce qui signifie que, pour tout renvoi de 2 fûts de 200 litres (env. 400 litres), l'expéditeur est soumis à l'ordonnance sur les conseillers à la sécurité. En d'autres termes, il n'est possible de confier qu'un fût par transport sans nommer de CS.

Exemples :
diluants

ONU 1263 ; groupe d'emballage III (point d'inflammation entre 23°C et 60°C). Dans ce cas, la franchise est de 1000 litres et ne représente donc pas de problème.

Restes de peinture

Même sans atteindre la limite de franchise (donc sans nomination d'un CS), les obligations du chapitre 8.2 du présent Manuel doivent être satisfaites !

Les directives ADR concernent tous les participants (responsable de l'emballage, de la charge, du remplissage, du déchargement, etc.).
Recommandation : préoccupez-vous de ces directives. Les responsabilités doivent être clairement réglementées, de préférence par écrit.


Faites-vous conseiller par les services cantonaux (annexe 8.A), par EcoServe International AG (Pulverhausweg 13, 5033 Buchs, tél. 062 837 08 10) ou éventuellement par votre éliminateur ou transporteur. Assurez-vous que les documents requis soient bien présents (p.ex. documents de transport selon ADR ou bulletin de suivi avec mention correspondante de la marchandise dangereuse pour les déchets spéciaux).

Dès que les marchandises sont déchargées, l'entreprise est soumise aux directives d'entreposage et d'utilisation (droit chimique, sécurité du travail, protection contre l'incendie).


8.5 Trajets d'élimination de déchets spéciaux soumis également aux directives sur les marchandises dangereuses

Il convient de respecter les directives ADR ainsi que celles de l'OMoD.

Déchets à éliminer (par exemple diluants) :

| | |
|--------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Produit | Diluants |
| Classement selon l'ADR | ONU 1993, Liquide inflammable, n.s.a. |
| Classement selon l'OMoD | 14 06 03 S Autres solvants et mélanges de solvants |
| Emballage | Utiliser un emballage testé ONU |
| Désignation | <p>ONU 1993 (hauteur minimale de 12 mm pour la police)</p>  <p>Etiquette de danger 2 (10 X 10 cm) Etiquette Déchets spéciaux avec le texte suivant : Sonderabfälle, déchets spéciaux, rifiuti speciali 14 06 03 diluants N° du document de mouvement AA.....</p> |
| Documents de mouvement | <p>Document de suivi OMoD avec les informations suivantes</p> <ul style="list-style-type: none"> - Nom, adresse et numéro d'entreprise de l'expéditeur et du destinataire - Nom, adresse du transporteur - Code et désignation du déchet - Nombre / type d'emballage p.ex. 2 fûts en acier (1A1) - Poids net / brut ou volume, p. ex. 200 litres - Compléter la mention de la marchandise dangereuse avec : <input checked="" type="checkbox"/> <i>oui</i> <i>ONU 1993, Déchet Liquide inflammable, n.s.a. (vieux diluant*), 3, groupe d'emballage II, (D/E)</i> <p>* l'élément entre parenthèses est le déclencheur dangereux : p.ex. « contient de l'éthanol »</p> |

Renvoi de conteneurs pleins (p. ex. réclamation au niveau de la qualité) :

| | |
|--------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Produit | Diluants |
| Classement selon l'ADR | ONU 1993, Liquide inflammable, n.s.a. |
| Classement selon l'OMoD | Les retours de marchandises ne sont pas soumis aux dispositions de l'OMoD |
| Emballage | Utiliser un emballage testé ONU |
| Désignation | <p>ONU 1993 (hauteur minimale de 12 mm pour la police)</p>  <p>Etiquette de danger 2 (10 X 10 cm)</p> |
| Documents de mouvement | <p>Document de transport (sans formalités, p. ex. bon de livraison) avec les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Nom, adresse de l'expéditeur et du destinataire - Mention de la marchandise dangereuse - ONU 1993, Liquide inflammable, n.s.a. (acétone), 3, groupe d'emballage II, (D/E) - Nombre / type d'emballage p.ex. 2 fûts en acier (1A1) - Poids net / brut ou volume, p. ex. 200 litres |

8.6. Liste de contrôle « marchandises dangereuses »

Remplie le :

Signature :

| Liste de contrôle | Référence Manuel | en ordre | pas en ordre | Justifications / dispositions prises |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------------------|
| 1. Le chapitre relatif aux marchandises dangereuses a-t-il été lu et compris ? | Chap. 8 | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | |
| 2. A-t-on clarifié si l'entreprise est assujettie à l'OCS ? Si oui, un conseiller sécurité a-t-il été nommé et communiqué ? | Chap. 8.4 | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | |
| 3. Des marchandises dangereuses sont-elles envoyées (évent. déchets) ? Si oui, les obligations sont-elles respectées (classification, remise à des entreprises accréditées, rapport annuel, etc.) ? | Chap. 8.2 | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | |
| 4. Les marchandises dangereuses sont-elles correctement emballées et étiquetées ? | Chap. 8.2 et chap. 8.3 | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | |
| 5. Les collaborateurs ont-ils été informés et formés sur les marchandises dangereuses ? | Chap. 8 | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | |
| 6. A-t-on vérifié si les entreprises de livraison et d'élimination respectaient les dispositions de l'ADR (certificat ADR pour le chauffeur, directives écrites, extincteurs, équipement du véhicule, etc.) ? | Chap. 8.2 | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | |

Annexe 8.A

**Adresses des services cantonaux responsables des
conseillers à la sécurité pour le transport des marchandises
dangereuses**

Gefahrtgutbeauftragtenverordnung (GGBV)
 ordonnance sur les conseillers à la sécurité (OCS) / ordinanza sugli addetti alla sicurezza (OSAS)
Liste der zuständigen Stellen
liste de services compétents / elenco delle autorità esecutive cantonali

| Kanton | Amt / Behörde | Tel / Fax / e-Mail / Webpage | Kontakt | Tel / e-Mail |
|--------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| AG | Amt für Verbraucherschutz Chemiesicherheit Obere Vorstadt 14 5000 Aarau | Tel: 062 835 30 90 Fax: 062 835 30 89 http://www.ag.ch/verbraucherschutz https://www.ag.ch/de/dgs/verbraucherschutz/chemie-sicherheit/transport/Transport.jsp | Adrian Lüscher Daniel Turban | Tel: 062 835 30 81 e-Mail: adrian.luescher@ag.ch Tel: 062 835 30 84 e-Mail: daniel.turban@ag.ch |
| AI | Amt für Umweltschutz Appenzell I. Rh. Gaiserstrasse 8 9050 Appenzell | Tel: 071 788 93 41 Fax: 071 788 93 59 | Fredy Mark | e-Mail: fredy.mark@bud.ai.ch |
| AR | Amt für Umweltschutz Appenzell A. Rh. Kasernenstrasse 17 a 9102 Herisau | Tel: 071 353 65 35 Fax: 071 352 28 10 | René Glogger | Tel: 071 353 65 68 e-Mail: rene.glogger@ar.ch |
| BE | Kantonales Laboratorium Bern Abteilung Umweltsicherheit Postfach 3000 Bern 9 | Tel: 031 633 11 41 Fax: 031 633 11 98 http://www.gef.be.ch/gef/de/index/direktion/organisation/ki/formulare.html | Albert Ammann Jürg Leu | e-Mail: info.usi.kl@gef.be.ch |
| BL | Sicherheitsinspektorat Basel-Landschaft Rheinstrasse 29 4410 Liestal | Tel: 061 552 62 64 Fax: 061 552 69 85 http://www.baselland.ch/Gefahrtgut.316210.0.html | Urs Gruber | Tel: 061 552 62 20 e-Mail: urs.gruber@bl.ch |
| BS | Kantonales Laboratorium Basel-Stadt Kontrollstelle für Chemie- und Biosicherheit (KCB) Kannenfeldstrasse 2, Postfach 4012 Basel | Tel: 061 385 25 00 Fax: 061 385 25 09 http://www.kantonslabor-bs.ch | Yves Parrat | Tel: 061 385 25 23 e-Mail: yves.parrat@bs.ch |
| FR | Service public de l'emploi SPE Amt für den Arbeitsmarkt AMA Section Marché du travail Abteilung Arbeitsmarkt Bd de Pérolles 25, case postale 1350 1701 Fribourg | Tel: 026 305 96 00 Fax: 026 305 95 97 http://www.fr.ch/spe | Laurence Lambert | Tel: 026 305 96 28 e-Mail: laurence.lambert@fr.ch |
| GE | Service de l'environnement et des risques majeurs (SERMA) 12 quai du Rhône 1205 Genève 8 | Tel: 022 388 80 30 e-Mail: seie@etat.ge.ch http://ge.ch/environnement-entreprises/annonce-des-conseillers-la-securite | Jean-Marc Pache Pascal Stofer | Tel: 022 388 64 63 e-Mail: jean-marc.pache@etat.ge.ch Tel: 022 388 29 68 e-Mail: pascal.stofer@etat.ge.ch |
| GL | Departement Bau und Umwelt Abteilung Umweltschutz und Energie Kirchstrasse 2 8750 Glarus | Tel: 055 646 64 00 Fax: 055 646 64 58 http://www.gl.ch | Patrik Alsdorf | Tel: 055 646 64 63 e-Mail: patrik.alsdorf@gl.ch |
| GR | Amt für Natur und Umwelt Gürtelstrasse 89 7001 Chur | Tel: 081 257 29 46 Fax: 081 257 51 54 www.anu.gr.ch e-Mail: info@anu.gr.ch http://www.gr.ch/DE/institutionen/verwaltung/ekud/anu/dokumentation/form_gesu/gefahrst_risiken/Seite_n/default.aspx | Stephan Coray Hanspeter Willi | Tel: 081 257 29 80 e-Mail: stephan.coray@anu.gr.ch Tel: 081 257 29 69 e-Mail: hanspeter.willi@anu.gr.ch |
| JU | Office des eaux et de la protection de la nature (OEPN) Les Champs Fallat 2882 St-Ursanne | Tel: 032 461 48 00 Fax: 032 461 48 01 oepr@jura.ch | André Gaudreau | Tel: 032 461 48 18 e-Mail: andre.gaudreau@jura.ch |
| LU | Lebensmittelkontrolle und Verbraucherschutz Chemikaliensicherheit Meldestelle GGB Meyerstrasse 20, Postfach 3439 6002 Luzern | Tel: 041 228 64 24 Fax: 041 248 84 24 http://www.chemikaliensicherheit.lu.ch | Ruedi Schuler Max Wey | Tel: 041 228 71 05 e-Mail: ruedi.schuler@lu.ch Tel: 041 228 61 17 e-Mail: chemikalien@lu.ch |
| NE | Service de la protection et de l'environnement 24 Rue du Tombet 2034 Peseux | Tel: 032 889 67 30 Fax: 032 889 62 63 | Serge Spichiger | Tel: 032 889 87 71 e-Mail: serge.spichiger@ne.ch |
| NW | Laboratorium der Urkantone Föhneneichstrasse 15 6440 Brunnen SZ | Tel: 041 825 41 41 Fax: 041 825 41 40 http://www.laburk.ch/ | | e-Mail: info@laburk.ch |
| OW | Laboratorium der Urkantone Föhneneichstrasse 15 6440 Brunnen SZ | Tel: 041 825 41 41 Fax: 041 825 41 40 http://www.laburk.ch | | e-Mail: info@laburk.ch |
| SG | Kantonspolizei St. Gallen Verkehrspolizei / Technischer Verkehrszug Klosterhof 12 9001 St. Gallen | Tel: 058 229 34 59 Fax: 058 229 78 66 http://www.kapo.sg.ch/ http://www.kapo.sg.ch/home/informationen/verkehr/gefahrtgutbeauftragter_qqb.html | Hans Eggenberger | Tel: 058 229 78 91 e-Mail: hans.eggenberger2@kapo.sg.ch |

| | | | | |
|----|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| SH | Interkantonales Labor und Amt für Umweltschutz Kanton Schaffhausen Postfach Mühlentalstrasse 184 8201 Schaffhausen | Tel: 052 632 78 41 Fax: 052 624 72 35 http://www.interkantlab.ch http://www.interkantlab.ch/index.php?id=471&L=4\$ | Frank Lang | e-Mail: frank.lang@ktsh.ch |
| SO | Amt für Umwelt Abteilung Stoffe Werkhofstrasse 5 4509 Solothurn | Tel: 032 627 24 47 Fax: 032 627 76 93 http://www.afu.so.ch e-Mail: afu@bd.so.ch http://www.so.ch/fileadmin/internet/bjd/bumaa/pdf/stoffe/523_fo_01.pdf | Reto Cadalbert | Tel: 032 627 24 57 e-Mail: reto.cadalbert@bd.so.ch |
| SZ | Laboratorium der Urkantone Föhneneichstrasse 15 6440 Brunnen SZ | Tel: 041 825 41 41 Fax: 041 825 41 40 http://www.laburk.ch/ | | e-Mail: info@laburk.ch |
| TG | Amt für Umwelt Abwasser und Anlagensicherheit Bahnhofstrasse 55 8510 Frauenfeld | Tel: 058 345 51 51 Fax: 058 345 52 52 http://www.umwelt.tg.ch http://www.umwelt.tg.ch/xml_21/internet/de/applications/d991/f13962.cfm | Isabel Portmann | Tel: 058 345 51 67 e-Mail: isabel.portmann@tg.ch |
| TI | Dipartimento delle istituzioni Divisione degli interni Sezione della circolazione, Ufficio tecnico Ala Munda, Casella postale 6528 Camorino | Tel: 091 814 91 11 Fax: 091 814 93 29 http://www.ti.ch | Tiziano Robbiani | Tel: 091 814 93 32 e-Mail: tiziano.robbiani@ti.ch |
| UR | Amt für Umweltschutz Klausenstrasse 4 6460 Altdorf | Tel: 041 875 24 20 Fax: 041 875 20 88 | Norbert Cathomas | Tel: 041 875 24 20 e-Mail: norbert.cathomas@ur.ch |
| VD | Service de l'environnement et de l'énergie SEVEN Ch. des Boveresses 155 Case postale 33 1066 Epalinges | Tel: 021 316 43 60 Fax: 021 316 43 95 http://www.vd.ch/fileadmin/user_upload/themes/environnement/produits_chimiques/fichiers_doc/form-20140321_Vaud_for_f_Formulaire_communication_Conseiller_en_word_doc | Steve Steiger | Tel: 021 316 43 69 e-Mail: steve.steiger@vd.ch |
| VS | Dienststelle für Arbeitnehmerschutz und Arbeitsverhältnisse (DAA) Rue des Cèdres 5 1950 Sion | Tel: 027 606 74 01 Fax: 027 606 74 04 | Pascal Pellouchoud | Tel: 027 606 74 45 e-Mail: pascal.pellouchoud@admin.vs.ch |
| ZG | Zuger Polizei Vollzugstelle GGBV An der Aa 4, Postfach 1360 6301 Zug | Tel: 041 728 41 41 Fax: 041 728 41 79 http://www.zg.ch/behoerden/sicherheitsdirektion/zug-er-polizei/dienstleistungen/gefahrutbeauftragtenverordnung-ggbv | Stephan Rogger Stefan Tobias | Tel: 041 728 43 07 e-Mail: stephan.rogger@zg.ch Tel: 041 728 43 11 e-Mail: stefan.tobias@zg.ch |
| ZH | Amt für Wirtschaft und Arbeit (AWA) Arbeitsbedingungen Postfach 8090 Zürich | Tel: 043 259 91 00 Fax: 043 259 91 01 http://www.ai.zh.ch http://www.awa.zh.ch/internet/volkswirtschaftsdirektion/awa/de/arbeitsbedingungen/betriebliche_arbeit/gefahrutbeauftragte.html | Jürg Marton | Tel: 043 259 91 12 e-Mail: juerg.marton@vd.zh.ch |
| FL | Amt für Umweltschutz Abteilung umweltgefährdende Stoffe, Abfälle, Altlasten, Störfallvorsorge Postfach 684 9490 Vaduz | Tel: 00423 236 61 94 Fax: 00423 236 61 99 | Manfred Frick | e-Mail: manfred.frick@aus.llv.li |

| | | | | |
|-------|---------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------|--------------------------------------------------------------------------------------|
| Armee | Strassenverkehrs- und Schiffahrtsamt der Armee Rodtmattstrasse 110 3003 Bern | Tel: 058 464 10 42 Fax: 058 463 37 88 http://www.armee.ch/svsaa | Olivier Kuster | e-Mail: olivier.kuster@vtg.admin.ch |
|-------|---------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------|--------------------------------------------------------------------------------------|

| | | | | |
|----------------------|---------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------|--------------------------------------------------------------------------------------|
| Strassen- verkehr | Bundesamt für Strassen - ASTRA 3003 Bern | Tel: 058 462 38 69 Fax: 058 463 43 21 http://www.astra.admin.ch/themen/schwerverkehr/0246/index.html?lang=de | Beat Schmied | e-Mail: beat.schmied@astra.admin.ch |
|----------------------|---------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------|--------------------------------------------------------------------------------------|

| | | | | |
|-----------------------------|------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------|----------------------------------------------------------------------------------------|
| Bahnen und Seilbahnen | Bundesamt für Verkehr - BAV 3003 Bern | Tel: 058 463 41 17 Fax: 058 464 12 48 http://www.bav.admin.ch/themen/verkehrspolitik/00709/02277/02607/index.html?lang=de | Steven Bellotto | e-Mail: steven.bellotto@bav.admin.ch |
|-----------------------------|------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------|----------------------------------------------------------------------------------------|

Chapitre 9 : Liquides frigorigènes

9.1 Utilisation des liquides frigorigènes

L'utilisation des liquides frigorigènes lors de la fabrication, de l'installation, de la maintenance ou de l'élimination d'appareils ou d'installations servant au refroidissement, à la climatisation ou à la récupération de chaleur, nécessite une autorisation selon l'ordonnance sur la réduction des risques liés aux produits chimiques.

Obligation
d'autorisation

En Suisse, en raison des conséquences écologiques et sécuritaires, les travaux sur climatisations ne sont autorisés que dans les entreprises où au moins une personne dispose du permis correspondant. Par ailleurs, les fournisseurs de liquides frigorigènes ne doivent remettre leurs produits qu'à des personnes possédant une telle autorisation. Le permis fait partie intégrante de la formation de mécanicien et de diagnosticien d'automobiles. Beaucoup d'écoles professionnelles, de fournisseurs de concepts d'atelier et d'institutions comme l'Association suisse du froid ou l'école technique professionnelle de Winterthur (STFW) proposent des cours de formation continue accompagnés d'un examen. Ces cours durent en général deux jours et coûtent entre CHF 500.- et CHF 600.- avec l'examen.

Permis pour
l'utilisation des
fluides frigorigènes

Les permis octroyés dans l'UE, en Islande, au Liechtenstein et en Norvège sont reconnus en Suisse.

Depuis le 1.1.2011, les climatisations des véhicules de tourisme et des utilitaires légers nouvellement homologués doivent être remplies avec un liquide frigorigène au potentiel de réchauffement du globe (PRG) inférieur à 150. Le liquide frigorigène habituellement utilisé dans les climatisations de voiture est le R134a qui présente un PRG de 1430. Par conséquent, ce produit ne peut plus être utilisé dans les véhicules nouvellement homologués et ne pourra plus être employé dans les véhicules en circulation à partir du 1.1.2017.

R134a interdit sur
les nouveaux
véhicules

Cela concerne les véhicules des catégories M1 et N1.

On utilise désormais le R1234yf (PRG de 4). Les mesures suivantes doivent être prises lors de travaux de maintenance :

R1234yf en guise
d'alternative

- Au moins un changement d'air par heure pour tout l'atelier
- Au moins trois changements d'air par heure dans les fosses
- Utilisation exclusive d'appareils de service adaptés
- Port des équipements de protection personnelle (lunettes de protection, gants, vêtements à manches longues)
- Il faut éviter de mélanger les deux produits frigorigènes R134a et R1234yf.

Les appareils de service pour R134a et R1234yf doivent être étiquetés différemment. Les raccords sont de toute façon différents.

R1234yf risque
d'explosion et

Dans certaines conditions, R1234yf est hautement inflammable et explosif. L'appareil de service doit donc être protégé contre les risques d'explosion. Par ailleurs, des acides fluorhydriques peuvent se former en cas de fuite et de contact avec des surfaces très chaudes.

Formation d'acides fluorhydriques

9.2 Elimination des liquides frigorigènes

Les liquides frigorigènes peuvent potentiellement donner des gaz très nocifs en termes d'effet de serre. En termes d'élimination, ils sont considérés comme déchets spéciaux et marchandises dangereuses. Ils ne peuvent être remis qu'à une entreprise d'élimination agréée. Les récipients doivent impérativement être fermés et étanches.

Elimination

| Classes OMoD | Certification ADR |
|----------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 14 06 01 [S] Chlorofluorocarbures (CFC) partiellement ou totalement halogénés | R134a : ONU 3159, DECHETS, 1,1,1,2-TETRAFLUORETHANE (GAZ REFRIGERANT R, 2.2, (C/E) R1234yf : ONU 3161, DECHETS, GAZ LIQUIDE INFLAMMABLE, N.A.S.(2,3,3,3,-Tétrafluoropropène), 2.1, (B/D) |

9.3 Liste de contrôle Liquides frigorigènes

Remplie le :

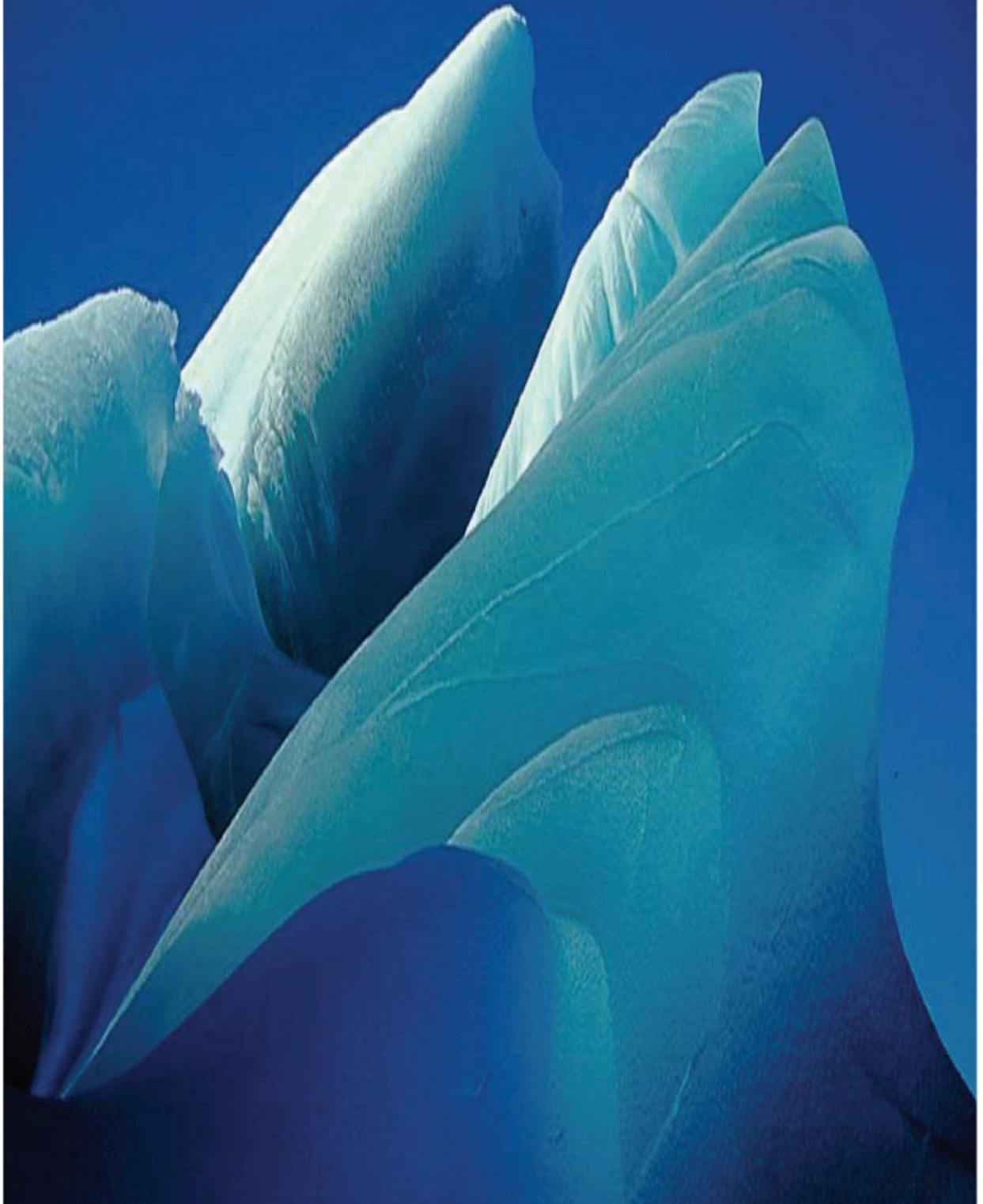
Signature :

| Liste de contrôle | en ordre | pas en ordre | Justifications / dispositions prises |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------------------|
| 1. Le chapitre sur les liquides frigorigènes a-t-il été lu et compris ? | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | |
| 2. Au moins une personne de votre entreprise dispose-t-elle d'un permis pour l'utilisation des liquides frigorigènes ? | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | |
| 3. Les exigences suivantes sont-elles satisfaites lors des travaux de maintenance : | | | |
| - Au moins un changement d'air par heure pour tout l'atelier ? | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | |
| - Au moins trois changements d'air par heure dans les fosses ? | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | |
| - Utilisation exclusive d'appareils de service adaptés ? | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | |
| - Port des équipements de protection personnelle (lunettes de protection, gants, vêtements à manches longues) | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | |
| - On évite de mélanger les liquides frigorigènes R134a et R1234yf | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | |
| 4. Les dangers des liquides frigorigènes sont-ils connus ? | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | |
| 5. Les liquides frigorigènes sont-ils éliminés correctement ? | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | |

Annexe 9.A

**Utilisation des liquides frigorigènes, extrait du manuel pour
l'obtention du permis**

Umgang mit Kältemitteln



Grundlagen zum Erwerb der Fachbewilligung

Vorwort

Umweltschutz und Gesundheitsschutz sind nicht nur eine Sache des guten Willens. Wer im täglichen Leben und im Beruf die Umwelt möglichst wenig belasten will, und wer seine Gesundheit und diejenige seiner Mitmenschen nicht gefährden will, muss die dazu notwendigen Verhaltensregeln kennen und ein Grundwissen über die Vorgänge besitzen, die zu Gefährdungen führen können.

In der Schweiz besteht für verschiedene Berufszweige, in denen gefährliche Stoffe verwendet werden, die Pflicht zur Fachbewilligung. Mit Desinfektionsmitteln in Bädern, Schädlingsbekämpfungsmitteln, Holzschutzmitteln, Pflanzenbehandlungsmitteln und mit Kältemitteln darf beruflich nur unter der Anleitung von Personen, die eine Fachbewilligung erworben haben, umgegangen werden.

Dieses Lehrmittel enthält die Grundlagen zum Erwerb der Fachbewilligung im Bereich der Kältemittel. Es ist sowohl ein Arbeitsbuch für die Ausbilder als auch ein Lehrbuch und Nachschlagewerk für Besucher von Kursen und Fachschulen sowie für das Selbststudium.

Wir danken dem Schweizerischen Verein für Kältetechnik für seine andauernden Bemühungen, den Umgang mit Kältemitteln umweltschonender zu gestalten und die Berufsleute vor gesundheitlichen Gefährdungen zu schützen. Wir freuen uns, dass es dem Verfasser gelungen ist, den vielseitigen Stoff gut verständlich darzustellen.

Christoph Rentsch
Bundesamt für Umwelt

Fachbewilligung:

Das Wissen um Wechselwirkungen zwischen Kältetechnik und Umwelt erweitern.

=> Durch Motivation Emissionen vermeiden.

Fachbewilligung:

obligatorisch für Personen, welche autonom mit an der Luft stabilen Kältemitteln arbeiten

| | |
|-----------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Umgang mit Kältemitteln: | Grundlagen zum Erwerb der Fachbewilligung Version 32 basierend auf der ChemRRV |
| Homepage: | www.fachbewilligung.ch |
| Verfasser: | Patrick Goetz / Visconsil AG 3176 Neuenegg |
| Auftraggeber: | Bundesamt für Umwelt BAFU |
| Herausgeber / Bezugsquelle: | Schweizerischer Verein für Kältetechnik Hubrainweg 10 8124 Maur / www.daso.ch |
| Stückpreis: | Fr. 22.- zuzüglich Porti, Verpackung und MWSt. |

Fachbewilligungsausschuss:

| | |
|--------------|----------------------------------------------------------------------|
| E. Back | Bundesamt für Umwelt BAFU |
| W. Baumann | Arbeitsgemeinschaft Wärmepumpen AWP |
| L. B. Strotz | Staatssekretariat für Wirtschaft seco |
| R. Blessing | Vereinigung Schweizer Automobil-Importeure |
| F. Hächler | Fachverband Elektroapparate für Haushalt und Gewerbe FEA |
| M. Hunziker | Arbeitsgemeinschaft Wärmepumpen AWP |
| P. Goetz | Instruktor SVK |
| M. Lot | Schweizerisch-Liechtensteinischer Gebäudetechnikverband suissetec |
| B. Maurer | Eidgenössisches Büro für Konsumentenfragen |
| H. Queisser | Arbeitsgemeinschaft Wärmepumpen AWP |
| Ch. Rentsch | Bundesamt für Umwelt BAFU |
| S. Scherer | Schweizerische Unfall- versicherungsanstalt SUVA |
| D. Sommer | Schweizerischer Verein für Kältetechnik SVK |
| P. Vesel | Schweizerische Gesellschaft für chemische Industrie SGCI |
| M. Wey | Kantonale Vollzugsbehörden |
| M. Ziegler | Bundesamt für Gesundheit BAG |

Internet:

Dieses Lehrmittel beinhaltet die grundsätzlichen Punkte zur Fachbewilligung "Umgang mit Kältemitteln". Verweise auf zusätzliche Informationen im Internet beziehen sich auf folgende Seite:

- www.fachbewilligung.ch

Solche Hinweise sind durch eine Kugel gekennzeichnet.

Begriffslexikon:

Ist ein Wort im Text mit einem * bezeichnet, steht zu dieser Bezeichnung eine Erläuterung im Begriffslexikon.

Inhaltsverzeichnis

| | | |
|-----------|-----------------------------------------|-----------|
| 1 | Grundlagen der Oekologie | 5 |
| 1.1 | die Lebensräume | 6 |
| 1.2 | die Atmosphäre | 7 |
| 1.3 | Zusammensetzung der Atmosphäre | 8 |
| 1.4 | Ozon in der Troposphäre | 9 |
| 1.5 | die Ozonschicht | 10 |
| 1.6 | der Ozonabbau in der Stratosphäre | 11 |
| 1.7 | der Treibhauseffekt | 12 |
| 1.8 | Gewässerbelastung | 13 |
| 1.9 | Eigenschaften und Umweltverträglichkeit | 14 |
| 1.10 | Emission und Verlauf | 15 |
| 1.11 | Begriffe | 16 |
| 2 | Toxikologie | 17 |
| 2.1 | Aufnahme über die Atmung | 17 |
| 2.2 | Aufnahme über die Haut | 18 |
| 2.3 | Aufnahme über den Mund | 18 |
| 2.4 | Toxizität | 19 |
| 2.5 | Risikoabschätzung und Prävention | 21 |
| 3 | Gesetzgebung | 22 |
| 3.1 | Chemikaliengesetz | 22 |
| 3.2 | Umweltschutzgesetz | 23 |
| 3.3 | Gewässerschutzgesetz | 23 |
| 3.4 | Arbeitsgesetz | 23 |
| 3.5 | Unfallversicherungsgesetz | 24 |
| 3.6 | Chemikalienverordnung | 24 |
| 3.7 | Chem. Risikoreduktions-Verordnung | 24 |
| 3.8 | Fachbewilligung & Beizugspflicht | 25 |
| 3.9 | Kennzeichnung | 25 |
| 3.10 | Einfuhr und Verwendung | 27 |
| 3.11 | zuständige Behörden | 25 |
| 4 | Schutz der Gesundheit | 28 |
| 4.1 | erste Hilfe | 28 |
| 4.2 | Notfallplanung | 28 |
| 4.3 | alleine arbeiten | 28 |
| 4.4 | Jugendliche | 28 |
| 4.5 | neu am Arbeitsplatz | 29 |
| 4.6 | nicht ortsfeste Arbeitsplätze | 29 |
| 4.7 | Arbeitsmittel | 29 |
| 4.7 | arbeiten mit Chemikalien | 30 |
| 5 | Kältemittel | 31 |
| 5.1 | Herstellung organischer Kältemittel | 32 |
| 5.2 | Bezeichnung organischer Kältemittel | 33 |
| 5.3 | Kältemittelmischungen | 35 |
| 5.4 | anorganische Kältemittel | 36 |
| 5.5 | Tabelle wichtigster Kältemittel | 37 |
| 6 | Kälteöl | 38 |
| 6.1 | Wahl des Kälteöls | 39 |
| 7 | Recycling und Entsorgung | 40 |
| 7.1 | Vernichtung | 40 |
| 7.2 | Primärrecycling | 40 |
| 7.3 | Sekundärrecycling | 40 |
| 8 | Geräte und Anlagen, Funktion | 41 |
| 8.1 | Anwendung | 42 |
| 8.2 | Funktion | 43 |
| 8.3 | Hauptkomponenten | 44 |
| 8.4 | Klimaanlage PW | 46 |
| 9 | Anlagebau | 47 |
| 9.1 | Leitungsmontage und -führung | 48 |
| 9.2 | Dichtheitsprobe | 49 |
| 9.3 | Ölrückführung | 50 |
| 10 | Service und Unterhalt | 51 |
| 10.1 | Kontrollpunkte | 52 |
| 10.2 | Fehlersuche | 53 |
| 11 | Begriffslexikon | 54 |

10. Entreposage de substances dangereuses

Les concepts d'entreposage et de conservation ne sont pas définis plus en détail dans le droit des produits chimiques. La conservation peut être comprise de manière générale. Ce terme couvre notamment aussi un « entreposage » pendant un bref laps de temps, de petites quantités ou des situations hors des espaces de stockage véritables comme par exemple dans des locaux de vente, des salles de travail ou des foyers.

On parle en règle générale d'entreposage lorsqu'on entrepose des quantités supérieures aux besoins quotidiens.

Les substances et préparations dangereuses doivent être entreposées de façon à ne pas représenter de danger pour les hommes et à ne pas se retrouver dans l'environnement de manière non intentionnelle. Les mesures suivantes doivent être prises pour réduire les risques :

- Mesures organisationnelles
- Mesures techniques
- Protection des eaux
- Protection anti-incendie
- Protection contre les catastrophes

Définition de l'entreposage

Mesures pour un concept d'entrepôt

10.1 Mesures organisationnelles et techniques

10.1.1 Tenir une liste de stock

La tenue d'une liste de stock sert de base à un concept d'entrepôt sûr et conforme à la loi. Cette liste doit être contrôlée et actualisée régulièrement. Les informations suivantes sont importantes :

- Nom du produit et du fabricant
- Taille du conditionnement, quantité totale (éventuellement nombre de récipients)
- Numéro et classification ONU (fiche de données de sécurité chapitre 14)
- Classement selon le droit des produits chimiques (fiche de données de sécurité chapitres 2+15 : lettre désignant le danger et phrases R ou classement SGH et phrases H)
- Point d'inflammation et valeur pH (fiche de données de sécurité chapitre 9)
- Classe de pollution des eaux (le cas échéant fiche de données de sécurité chapitre 12 ou 15)
- Informations sur la pollution environnementale (phrases R)
- Catégorie d'entreposage*
- Date de la fiche de données de sécurité

Contenu d'une liste de stock

* Catégorie d'entreposage : les produits doivent être classés en catégories d'entreposage en fonction de leurs propriétés. EcoServe a développé un système de catégories d'entreposage sur la base des guides cantonaux

« Entreposage des substances dangereuses ». Cette répartition est très utile pour la réduction des risques.

EcoServe estime qu'il est judicieux de mettre une liste de stock à la disposition des forces d'intervention. En guise de mesure minimale, les pompiers locaux doivent être informés de l'existence de l'entrepôt de produits chimiques.

Accès interdit aux personnes non autorisées

10.1.2 Réglementer l'accès et la responsabilité

Seules les personnes habilitées doivent pouvoir accéder à l'entrepôt de substances dangereuses. Une personne doit être responsable de l'entrepôt de substances dangereuses et être connue comme l'interlocuteur compétent au sein de l'entreprise.

Pose de signaux avertisseurs

10.1.3 Signalisation

L'accès à l'entrepôt de substances dangereuses doit être doté de panneaux de sécurité pour avertir de la présence de substances inflammables, acides, toxiques et dangereuses pour la santé.



Il faut apposer des panneaux d'interdiction comme par exemple accès interdit pour les personnes non autorisées et interdiction de fumer.



Les issues de secours, les panneaux de protection anti-incendie et les mesures d'urgence avec les numéros correspondants doivent être affichés.



Mesures techniques

10.1.4 Espace de stockage

La salle doit être protégée contre tout rayonnement puissant du soleil et les fortes fluctuations de température.

Les consommables et les denrées alimentaires n'ont pas leur place dans l'entrepôt de substances dangereuses.

10.1.5 Installations de stockage

Les installations de stockage comme les étagères doivent résister aux quantités et propriétés des produits. De plus, elles doivent être suffisamment protégées contre toute détérioration mécanique par exemple causée par un élévateur à fourche.

Marquer et libérer les sorties de secours

La capacité de charge doit être indiquée sur les étagères pour produits lourds de manière durable et bien lisible.

10.1.6 Chemins de fuite

Les chemins de fuite et issues de secours doivent être libérés à tout moment et signalés comme tels.

10.1.7 Dispositif d'urgence

Les extincteurs, les liants, les lotions de rinçage oculaire, le matériel de premiers secours doivent être à portée de main. Des informations détaillées figurent dans la fiche de données de sécurité.

Équipement en cas d'urgence

10.1.8 Fiche de données de sécurité

Les fiches de données de sécurité doivent être conservées et mises à la disposition de tous les collaborateurs. L'employeur s'engage à mettre à disposition tout le matériel requis pour la réalisation des mesures de protection décrit dans la fiche de données de sécurité. De leur côté, les collaborateurs sont tenus d'appliquer ces mesures et de mettre en œuvre ces instructions.

Informations de la fiche de données de sécurité

10.2 Mesures de protection des eaux

Les eaux doivent être protégées contre les actions nocives et leur utilisation durable doit être garantie. Il faut empêcher l'écoulement de liquides dans un entrepôt de substances dangereuses. Pour y parvenir, on utilise dans la pratique des bacs de récupération ou on construit des seuils suffisamment élevés au niveau des sorties.

Bacs de récupération et sol vitrifié

Le sol doit être vitrifié et les regards doivent être recouverts.

Il faut contrôler la solidité des bacs de récupération qui doivent au moins pouvoir absorber le volume du plus gros récipient situé au-dessus. De plus, il ne faut pas conserver des substances ou des préparations dangereuses de différentes catégories d'entreposage dans un même bac. Cette séparation de l'entreposage empêche les réactions dangereuses indésirables.

On ne peut clarifier les mesures de retenue des eaux d'extinction nécessaires que si l'on connaît les catégories de risque de pollution des eaux (WGK) des substances entreposées.

Retenue des eaux d'extinction

Selon la catégorie WGK et la quantité, un concept de retenue des eaux d'extinction est nécessaire. Les valeurs limites sont indiquées dans le Tableau .

Classes de pollution des eaux

Tableau : limites quantitatives pour un concept de retenue des eaux d'extinction
(source : protection de l'environnement en entreprise - bien utiliser l'eau d'extinction)

| Catégorie de risque de pollution des eaux (WGK) | Limite quantitative |
|------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------|
| WGK 1 Faible danger de pollution des eaux | 20 000 kg |
| WGK 2 Danger de pollution des eaux | 2 000 kg |
| WGK 3 Fort danger de pollution des eaux | 200 kg |
| WGK 0 Pas de danger de pollution des eaux | Matières plastiques, bois, déchets (selon leur composition) 20 000 – 200 000 kg |
| En cas d'entreposage de différentes substances : | |
| - Une conversion en catégorie WGK 3 donne : 100 kg WGK1 = 10 kg WGK2 = 1 kg WGK 3. | |
| - La limite quantitative de 200 kg s'applique pour WGK 3. | |

Il est possible d'utiliser des barrières mobiles pour eaux d'extinction, des pompes pour eau d'extinction ou des bassins collecteurs pour retenir l'eau d'extinction. Le sol doit impérativement être vitrifié.



Illustrations : vannes pour retenir l'eau d'extinction

10.3 Mesures de protection contre les incendies et les explosions

La gestion et l'entreposage de liquides inflammables sont réglementés dans la directive de protection incendie de l'AEAI et la directive CFST 1825.

Directives de protection incendie

Les directives reposent sur les textes suivants :

- Loi fédérale sur l'assurance-accidents (LAA RS 832.20)
- Loi fédérale sur la sécurité des installations et appareils techniques (LSIT RS 819.1)

Le type et la quantité des liquides inflammables présents ainsi que la fréquence et la durée des vapeurs inflammables sont notamment déterminants pour les exigences à l'égard des locaux (p. ex. un zonage).

10.3.1 Classification des liquides inflammables

Classification en fonction du comportement au feu et à l'explosion (AEAI 3.2)

| | |
|------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Classement selon la directive de protection incendie | |
| F1 | Liquides avec point d'inflammation $\leq 21^{\circ}\text{C}$ <i>par ex. essence, alcool à brûler</i> |
| F2 | Liquides avec point d'inflammation $\geq 21^{\circ}\text{C}$ et $\leq 55^{\circ}\text{C}$ <i>p. ex. pétrole, white spirit</i> |
| F3 | Liquides avec point d'inflammation $\geq 55^{\circ}\text{C}$ et $\leq 100^{\circ}\text{C}$ <i>p. ex. diesel, fioul très léger</i> |
| F4 | Liquides avec point d'inflammation $\geq 100^{\circ}\text{C}$ <i>p. ex. lubrifiants, huiles alimentaires</i> |
| F5 | Liquides difficilement inflammables <i>p. ex. hydrocarbures halogénés</i> |
| F6 | Liquides non inflammables |




Classe de feu selon AEA1.

Classification en fonction du comportement au feu et à l'explosion (CFST annexe A)

| | |
|----------------------------------|-----------------------------------------------------------|
| Liquides facilement inflammables | Liquides avec point d'inflammation $< 30^{\circ}\text{C}$ |
|----------------------------------|-----------------------------------------------------------|

Classification et désignation des liquides inflammables selon OChim, SGH et ADR

Classe de feu selon la CFST.

| | | | |
|-------------------|-----------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------|
| |  |  |  |
| Flammpunkt | < 0°C | < 21°C | ≥ 21°C-55°C ≥ 23°C-60°C |
| ChemV | R12 | R11 | R10 |
| Flammpunkt | < 0°C | < 21°C | ≥ 21°C-55°C |
| Siedepunkt | ≤ 35°C | > 35°C | --- |
| Flammpunkt | < 23°C | | ≥ 23°C-60°C |
| Siedepunkt | ≤ 35°C | | > 35°C |
| GHS | Cat. 1 | Cat. 2 | Cat. 3 |
| ADR | VG I | VG II | VG III |

Comparaison OChim / ADR

10.3.2 Murs coupe-feu séparés

Les liquides inflammables doivent être conservés séparément des gaz, oxydants, substances ou préparations spontanément inflammables dans un compartiment coupe-feu séparé.

Compartiments coupe-feu

Il faut par ailleurs exclure toute interaction dangereuse des liquides inflammables entre eux.

Les exigences à l'égard du compartiment coupe-feu dépendent du type et de la quantité de liquides inflammables (AEAI).

Récipients et petits réservoirs en litres

| Lieu d'entreposage | F1 et F2 | F3 à F5 |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|---------|
| Salles de construction au choix | 5 | 30 |
| Armoires ou sections d'armoires en matériaux non inflammables ou difficilement inflammables, avec bac de récupération et signalisation | 100 | 450 |
| Salles EI 30 (icb) présentant un faible risque d'incendie | 450 | 2 000 |
| Salles EI 60 (icb) | | > 2 000 |
| Salles EI 90 (icb) | > 450 | > 2 000 |
| Local de chauffage EI 60 (icb) (petits réservoirs uniquement) | | 4 000 |
| Salles de stationnement EI 30 (icb) de véhicules automobiles jusqu'à 150 m ² (entreposage de carburant) | 100 | 2 000 |

Réservoirs de taille moyenne en litres

| Lieu d'entreposage | F1 et F2 | F3 à F5 |
|--------------------------------|----------|---------|
| Local à citerne EI 60 (icb) | | 250 000 |
| Local à citerne EI 90 (icb) | 10 000 | 250 000 |
| Local de chauffage EI 60 (icb) | | 8 000 |

10.3.3 Ventilation

Les entrepôts de liquides légèrement inflammables (point d'inflammation <30°C) doivent être suffisamment ventilés ce qui signifie (directive de la CFST) :

« On considère l'aération naturelle d'un local comme suffisante lorsque celui-ci est au-dessus du sol et qu'il possède au minimum deux ouvertures inobturables vers l'extérieur dont l'une se trouve juste au-dessus du niveau du sol ou au maximum à 0.1 m au-dessus du sol. Les ouvertures d'aération doivent avoir chacune 20 cm² par mètre carré de surface de sol. ...

Une ventilation artificielle (par exemple pour les locaux souterrains) doit garantir un changement d'air 3 à 5 fois par jour. Le point d'aspiration doit se trouver juste à côté du sol ou au maximum à 0.1 m du sol.

Pour les entrepôts à palettes voir l'AEAI.

Ventilation active ou passive

10.4 Protection contre les catastrophes

En cas de conservation de substances ou de préparations dépassant le seuil quantitatif prescrit dans l'ordonnance sur les accidents majeurs (annexe 1.1. OPAM), un rapport succinct correspondant doit être établi.

Ordonnance sur les accidents majeurs

10.5 Liste de contrôle sur l'entreposage Remplie le :

Signature :

| Liste de contrôle | en ordre | pas en ordre | Justifications / dispositions prises |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------|
| 1. Le chapitre sur l'entreposage a-t-il été lu et compris ? | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | |
| 2. Le type et la quantité de substances et préparations stockées dans l'entreprise sont-ils connus ? Une liste est-elle tenue ? | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | |
| 3. L'accès et la responsabilité sont-ils réglementés ? | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | |
| 4. Les locaux, armoires, étagères sont-ils signalisés (signal avertisseur, le cas échéant interdiction de fumer, sorties de secours, extincteurs, etc.) ? | | | |
| 5. Les dispositifs de stockage : - sont-ils dans un matériau résistant aux produits entreposés ? - sont-ils protégés contre les détériorations mécaniques ? - portent-ils une mention durable de la capacité de charge maximale (avec prise en compte) ? | <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> | |
| 6. A-t-on des dispositifs de premiers secours (lotion oculaire, coffret d'urgence) ? | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | |
| 7. Les instructions relatives à l'entreposage contenues dans le chapitre 7 des fiches de données de sécurité ont-elles été examinées avant d'entreposer des substances et préparations dangereuses ? | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | |
| 8. Les liquides sont-ils conservés dans des bacs de récupération ? Les bacs de récupération ont-ils les bonnes dimensions (avec une possibilité de retenue du volume au niveau du bac supérieur plus important) ? Le sol est-il vitrifié ? Le cas échéant, les écoulements sont-ils couverts ? A-t-on clarifié si un concept de retenue des eaux d'extinction était | <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> | |

| Liste de contrôle | en ordre | pas en ordre | Justifications / dispositions prises |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------|
| nécessaire ? En a-t-on un le cas échéant ? | | | |
| <p>9. Des mesures de protection contre les incendies et les explosions ont-elles été prises, par exemple :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Dispositifs d'extinction présents - Ventilation (active, passive) - Le cas échéant détecteurs d'incendie, de fumée - Le cas échéant zone Ex | <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> | |
| <p>10. A-t-on clarifié si l'entreprise est assujettie à l'ordonnance sur les accidents majeurs ? Le cas échéant, un rapport succinct a-t-il été établi ?</p> | <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> | |

Annexe 10.A

Check-list de contrôle de l'entrepôt de substances dangereuses

Annexe 10.A
















Liste de contrôle sur l'entreposage

| | |
|-------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 1.00 | Données de base de l'entreprise et du site |
| 1.01 | Nom et adresse Muster EcoServe |
| 1.02 | Site <input type="checkbox"/> Entrepôt principal <input type="checkbox"/> Atelier <input type="checkbox"/> Elimination Nom du site Rue, numéro, NPA, lieu Responsable Coordonnées du responsable |
| 1.03 | Accès à l'entrepôt de produits chimiques Nombre de collaborateurs Accès uniquement pour les personnes habilitées Fréquence d'utilisation <input type="checkbox"/> quotidienne <input type="checkbox"/> hebdomadaire <input type="checkbox"/> mensuelle |

| 2.00 | Produits | Atteint | Non atteint | Néant |
|-------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------|--------------------|--------------|
| 2.01 | Les dangers et les propriétés sécuritaires des substances entreposées sont-ils connus (par exemple le point d'inflammation) ? | | | |
| 2.02 | Les fiches de données de sécurité correspondantes sont-elles présentes pour chaque produit entreposé ? | | | |
| 2.03 | Les produits sont-ils dans leurs emballages d'origine ? | | | |
| 2.04 | Les emballages d'origine sont-ils non endommagés et fermés de manière bien étanche ? | | | |
| 2.05 | A-t-on un responsable des produits chimiques ? Qui ? A-t-on un interlocuteur pour les produits chimiques ? Qui ? Les coordonnées du responsable sont-elles affichées ? | | | |
| 2.06 | Combien de produits différents se trouvent dans l'entrepôt (estimation) ? | | | |

Annexe 10.A

Liste de contrôle sur l'entreposage

| | |
|------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 2.07 | <p>A quel danger ces produits peuvent-ils être affectés (indiquer la quantité totale approximative) :</p> <div style="display: flex; flex-direction: column; align-items: flex-start;"> <div style="display: flex; align-items: center; margin-bottom: 5px;"> <div style="text-align: center; margin-right: 10px;"> <small>T</small>  </div> <div style="text-align: center; margin-right: 10px;">  </div> <div style="text-align: center; margin-right: 10px;">  </div> <div style="margin-left: 20px;">Toxique : _____</div> </div> <div style="display: flex; align-items: center; margin-bottom: 5px;"> <div style="text-align: center; margin-right: 10px;"> <small>F</small>  </div> <div style="text-align: center; margin-right: 10px;">  </div> <div style="margin-left: 20px;">Inflammable : _____</div> </div> <div style="display: flex; align-items: center; margin-bottom: 5px;"> <div style="text-align: center; margin-right: 10px;"> <small>C</small>  </div> <div style="text-align: center; margin-right: 10px;">  </div> <div style="margin-left: 20px;">Corrosif : _____</div> </div> <div style="display: flex; align-items: center; margin-bottom: 5px;"> <div style="text-align: center; margin-right: 10px;"> <small>O</small>  </div> <div style="text-align: center; margin-right: 10px;">  </div> <div style="margin-left: 20px;">Comburant : _____</div> </div> <div style="display: flex; align-items: center; margin-bottom: 5px;"> <div style="text-align: center; margin-right: 10px;"> <small>Xn</small>  </div> <div style="text-align: center; margin-right: 10px;">  </div> <div style="margin-left: 20px;">Dangereux pour la santé : _____</div> </div> <div style="display: flex; align-items: center; margin-bottom: 5px;"> <div style="text-align: center; margin-right: 10px;"> <small>E</small>  </div> <div style="text-align: center; margin-right: 10px;">  </div> <div style="margin-left: 20px;">Explosif : _____</div> </div> <div style="display: flex; align-items: center;"> <div style="text-align: center; margin-right: 10px;"> <small>N</small>  </div> <div style="text-align: center; margin-right: 10px;">  </div> <div style="margin-left: 20px;">Polluant : _____</div> </div> </div> |
| 2.08 | <p>Existe-t-il d'autres substances chimiques dans votre entreprise portant un symbole de danger qui n'est pas mentionné ou que vous supposez dangereuses ?</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>Avez-vous des récipients d'une contenance de 200 litres et plus ? Dans l'affirmative, que contiennent-ils ?</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> |

2.1 Produits transvasés

| 2.1 | Produits transvasés | Atteint | Non atteint | Néant |
|------|---------------------------------------------------------------------------------------|---------|-------------|-------|
| 2.11 | Les produits transvasés sont-ils correctement étiquetés ? | | | |
| 2.12 | Les emballages sont-ils adaptés (état, résistance mécanique, thermique et chimique) ? | | | |
| 2.13 | Les emballages sont-ils non endommagés et fermés de manière bien étanche ? | | | |

Annexe 10.A

Liste de contrôle sur l'entreposage

2.2 Liste des produits transvasés

| Nom du produit | Désignation | Contenance | Nombre de récipients |
|----------------|-------------|------------|----------------------|
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |

2.3 Liste des produits à éliminer

| Nom du produit | Emballage d'origine o/n ? | Volumes des récipients | Nombre de récipients |
|----------------|---------------------------|------------------------|----------------------|
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |

| Remarques |
|-----------|
| |
| |
| |
| |

Annexe 10.A

Liste de contrôle sur l'entreposage

| 3.00 | Entreposage Organisation | Atteint | Non atteint | Néant |
|------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------|-------------|-------|
| 3.01 | A-t-on un concept d'entreposage ? | | | |
| 3.02 | L'entreposage est-il clair et les marchandises sont-elles entreposées séparément des autres produits ? | | | |
| 3.03 | Les interdictions d'entreposage commun sont-elles expliquées et respectées ? | | | |
| 3.04 | Les dispositifs de l'entrepôt sont-ils adaptés (bon état, conformes aux directives de sécurité) ? | | | |
| 3.05 | Les armoires et étagères portent-elles les panneaux de danger correspondants ? | | | |
| 3.06 | A-t-on une liste de stock avec les indications sécuritaires correspondantes ? | | | |
| 3.07 | Les chemins de fuite et issues de secours sont-ils signalisés et praticables en toute sécurité à tout moment ? | | | |
| 3.08 | Toutes les zones de l'entrepôt et dangereuses sont-elles signalisées ? | | | |
| 3.09 | Des contrôles réguliers de l'entrepôt sont-ils effectués avec constatation écrite ? | | | |
| 3.10 | Les autorités / pompiers sont-ils informés de l'entreposage ? | | | |
| 3.11 | L'entrepôt est-il protégé contre tout accès de personnes non habilitées et contre les incendies volontaires ? | | | |
| 3.12 | Des équipements de protection personnelle adaptées sont-ils présents et disponibles à tout moment ? | | | |
| 3.13 | Les numéros de téléphone d'urgence et les mesures de premiers secours en cas d'empoisonnements et de brûlures sont-ils affichés bien en évidence ? | | | |
| 3.14 | A-t-on une pharmacie de premiers secours ? | | | |
| 3.15 | Une douche pour les yeux ou une installation similaire est-elle disponible à tout moment ? | | | |
| 3.16 | Les collaborateurs sont-ils régulièrement formés et instruits ? | | | |
| 3.17 | Les seuils quantitatifs ont-ils été clarifiés conformément à l'ordonnance sur les accidents majeurs avec élaboration d'un rapport succinct en cas de dépassement ? | | | |

| Remarques |
|-----------|
| |
| |
| |

Annexe 10.A

Liste de contrôle sur l'entreposage

| |
|-------|
| |
| |

| 4.00 | Entreposage Protection anti-incendie | Atteint | Non atteint | Néant |
|------|-------------------------------------------------------------------------------------------|---------|----------------|-------|
| 4.01 | Les produits inflammables et comburants sont-ils dans des armoires de sécurité ? | | | |
| 4.02 | La zone de l'entrepôt constitue-t-elle un compartiment coupe-feu d'au moins EI 60 (icb) ? | | | |
| 4.03 | La zone de l'entrepôt constitue-t-elle un compartiment coupe-feu d'au moins EI 30 (icb) ? | | | |
| 4.04 | Une interdiction de fumer a-t-elle été promulguée et affichée ou signalisée ? | | | |
| 4.05 | A-t-on des extincteurs adaptés dans l'entrepôt ? | | | |
| 4.06 | La salle / l'armoire sont-elles suffisamment ventilées ? | | | |

| Remarques |
|-----------|
| |
| |
| |
| |
| |

| 5.00 | Entreposage Protection des eaux | Atteint | Non atteint | Néant |
|------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------|----------------|-------|
| 5.01 | A-t-on une zone de protection des eaux dans l'entrepôt ? | | | |
| 5.02 | Tous les entrepôts ont-ils des sols vitrifiés ? | | | |
| 5.03 | A-t-on un système de dépistage des fuites / une possibilité de retenue ? | | | |
| 5.04 | Les fuites éventuelles sont-elles immédiatement récupérées et éliminées comme il se doit ? | | | |
| 5.05 | Les liants et récipients d'élimination sont-ils prêts en cas d'éventuel renversement de substances dangereuses ? | | | |
| 5.06 | Les liquides sont-ils entreposés dans des bacs de récupération ? | | | |
| 5.07 | A-t-on une évacuation au sol dans la salle ? | | | |

| Remarques |
|-----------|
| |

Annexe 10.A

Liste de contrôle sur l'entreposage

| |
|-------|
| |
| |
| |
| |
| |